TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9223 | 42 PAGES | — MARDI 10 SEPTEMBRE 1974

Selon un parlementaire américain

Washington aurait dépensé 8 millions de dollars pour préparer la chute du gouvernement Allende

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 9 fr. ; Canada, 50 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 9 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 37

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Grâce ou disgrâce de Richard Nixon ?

La plus puissante démocratie du monde, ces Etats-Unis où il n'est pas rare de rencontrer une certaine commisération pour les pauvres Européens qui n'ont pas encore su liquider les séquelles du féodalisme, nous donne aujourd'hui une magistrale leçon d'absolutisme princier. Aucune république de notre continent n'accorde à son président un droit de grâce aussi étendu et irrévocable que celui que M. Ford vient d'exercer au bénéfice de M. Richard Nixon.

Il est même permis de se demander si le président n'a pas quelque peu sollicité la lettre des pouvoirs que lui attribue en la matière la deuxième section du second article de la Constitution. S'il en découle, en effet, que sa clémence est souveraine et qu'il peut en user, selon le commentaire de la Constitution qui fait autorité, « à tout moment suivant les actes délictueux, même s'ils ne sont pas encore l'objet de poursuites en règle », le geste de M. Ford n'en revient pas moins à couvrir son prédécesseur de cette immunité totale que celui-ci avait en vain invoquée lorsqu'il était au pouvoir.

Le pardon régalien prend en quelque sorte le relais de ce « privilège de l'exécutif » avancé si *longtemps par le président démissionnaire* pour soustraire ses agissements aux enquêtes du Congrès et des cours. Ne s'appliquant pour l'instant qu'au seul Richard Nixon — en attendant peut-être que la décision de M. Ford serve d'argument pour classer les actions en cours contre les accusés de l'affaire du Watergate, — il lui donne rétroactivement un statut d'exception.

Sous cet aspect, la mesure prise par le président Ford prêtera à controverses, d'autant qu'elle est assortie de considérations sentimentales qui ont arraché à M. Nixon des soupirs de contrition du même style. Mais il convient de regarder au-delà de ces effusions. Il est généralement admis par les juristes américains que la grâce présidentielle peut légalement intervenir avant toute inculpation et, « a fortiori », avant toute condamnation : elle ne saurait cependant innocenter par anticipation un particulier s'apprêtant ou disposé à commettre un forfait.

Le pardon d'hier sauve la mise à M. Richard Nixon ; il ne lui sauve pas la face. Il implique clairement que l'ex-président était en position de prévenu en sursis, que le bras de la justice n'allait pas tarder à frapper. En lui évitant un procès, il souligne la présomption — s'il est encore temps d'employer cet euphémisme — qui pesait sur lui, sans parler des conséquences pénales pouvant dériver de l'énoncé des trois articles d'« impeachment » adoptés en juillet par la commission juridique de la Chambre des représentants.

A la limite, on dira que M. Nixon l'a échappé belle, mais que c'est au prix d'une nouvelle humiliation. Lui qui, au lendemain de sa démission, laissait fièrement entendre pouvoir se dispenser d'un traitement de faveur, il saisit maintenant la perche qu'on lui tend pour sortir du gouffre où il s'enfonçait chaque jour davantage.

L'épilogue de l'histoire reste à écrire. Le procès du 30 septembre contre les collaborateurs de M. Nixon compromis dans le scandale qui lui coûta la Maison Blanche, et dont la Cour suprême a par deux fois refusé le renvoi, peut-il désormais s'ouvrir et se dérouler dans des conditions normales ? M. Richard Nixon a été assigné à y comparaître comme témoin. Jusqu'à présent, il aurait pu alléguer que sa déposition était capable de se retourner contre lui. Ce motif lui est retiré. Rien ne s'oppose plus à ce qu'il se produise à la barre. Mais ira-t-on jusqu'à ce spectacle ?

(Lire page 5 l'article d'HENRI PIERRE sur les remous aux Etats-Unis après la décision du président Ford.)

TOUT EN CONDAMNANT LEUR « ATTITUDE CRIMINELLE »

Le gouvernement de Lisbonne paraît hésiter à engager l'épreuve de force avec les putschistes blancs du Mozambique

Quelques heures après la conclusion, dimanche 8 septembre, conformément à l'accord signé la veille, à Lusaka, d'un cessez-le-feu entre les forces portugaises et le Front de libération du Mozambique, qui mettait un terme à dix ans de combats, un mouvement de révolte — animé par des activistes européens et des militaires africains engagés dans la lutte contre les nationalistes — éclatait à Lourenço-Marquès.

Les rebelles, qui ont occupé la radio et l'aéroport sans rencontrer de résistance, réclament une « révision » partielle des accords qui prévoient l'accession du Mozambique à l'indépendance le 25 juin 1975, et la formation immédiate d'un gouvernement provisoire dans lequel le FRELIMO devrait détenir les deux tiers des portefeuilles.

Si le gouvernement de Lisbonne condamne fermement l'attitude « criminelle » des « rebelles réactionnaires », il paraît hésiter à engager une épreuve de force. M. Samora Machel, chef du FRELIMO, dont la radio portugaise a diffusé un discours, semble collaborer étroitement avec le Portugal et a demandé à ses partisans d'éviter une « inutile effusion de sang ».

Bien que les activistes affirment partager ses vues sur l'évolution des territoires d'outre-mer, le général Spinola a approuvé, dimanche, le protocole d'accord signé samedi par M. Soares à Lusaka. Le calme semble régner à Lisbonne après l'annonce du soulèvement, qui intervient à la veille de la reconnaissance de jure de la République de Guinée-Bissau par le Portugal.

Un spectacle dérisoire et poignant

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

Lourenço-Marques — est-ce un coup d'État, un baroud d'honneur, un accès de fièvre sans lendemain ? Dimanche soir, à Lourenço-Marques, on butait sur des questions. Et surtout sur des images presque semblables à celles d'une histoire qui n'est pas si lointaine. Oui, des images qui évoquent tout à la fois la fête désordonnée, le désespoir bruyant, la colère, et qui rappellent irrésistiblement les forums algérois des années 60, les balcons tapissés de drapeaux et les « troupes » de Lagaillarde. Un *spectacle irritant et politiquement* naïf, dérisoire comme toutes les grandiloquences patriotiques, poignant parfois.

Les « petits Blancs » du Mozambique, un bon nombre de ces « naturais » portugais, qui portent des blue-jeans râpés et des chemises ouvertes — « ceux que l'on oubliait *à Lisbonne et à Lusaka* », — sont dans la rue. Excités par l'insomnie et le tintamarre, abasourdis de se sentir si nombreux sur les trottoirs, avec femmes et enfants, après s'être imaginés si longtemps *« trahis et abandonnés »*. Alors même qu'à Lusaka les représentants du FRELIMO et ceux du gouvernement de Lisbonne tournaient le 7 septembre, devant les photographes, la dernière page de cinq siècles de colonialisme portugais, Lourenço-Marques — enfin, celui des Blancs, — suspendu dans le vide, livré à une troublante vacuité politique, paraissait s'être subitement raccroché à un rêve. Dans les rues, depuis samedi, on s'acharne à remonter le cours du temps, à coup de proclamations confuses et de « grands sentiments ».

Les « dragons de la mort »

Occupé par des manifestants qui se sont baptisés eux-mêmes les « dragons de la mort », l'immeuble de « Radio Clube de Moçambique » a pris des allures d'Alcazar minable au milieu d'une espèce de kermesse para-militaire peut-être plus pittoresque qu'inquiétante. Des voitures, hérissées de drapeaux portugais, sillonnent les *parages* à grand fracas de klaxon. Par les vitres baissées, des mains font le « V » de la victoire sans que personne ne sache très bien de quelle victoire il s'agit. Des camions remplis de jeunes gens — souvent très jeunes — patrouillent librement dans les avenues du centre. Vêtus de vieux uniformes dépareillés, de treillis de « paras » ou de blousons de cuir noir, les membres du service d'ordre de ce « Mouvement populaire mozambicain », sorti du néant, exhibent un armement hétéroclite. Ici de vieilles pétoires ou des fusils de chasse, là des couteaux, des gourdins ou des morceaux de planches. La moyenne d'âge ne dépasse sûrement pas vingt ans. On voit peu d'Africains et peu d'étudiants.

Autour de l'immeuble investi depuis samedi, un triple barrage de « militants » au coude à coude contient mal une foule surexcitée qui se bouscule « pour voir ». Au-dessus de la porte principale, des banderoles proclament la *naissance quasi magique et instantanée* d'un « Mozambique uni et fraternel ». Pour l'instant, les armes font surtout partie du folklore. Il n'y a pas d'ennemis visibles alentour. Ici comme ailleurs, dans Lourenço-Marques, la population noire paraît en effet s'être évanouie dans la nature. Les foules qui, le 4 septembre, manifestaient en masse à l'appel du FRELIMO, se sont retranchées dans les bidonvilles de la ceinture et dans un silence prudent.

Les Blancs « démocrates » ont disparu, eux aussi. La plupart d'entre eux, craignant des explosions de colère et des représailles, ont quitté leur domicile. Certains ont même demandé asile à des consulats étrangers. A l'aéroport, les guichets d'embarquement sont pris d'assaut et les taxis, dimanche soir, ne circulaient plus. La police et l'armée restent invisibles. Oui, Lourenço-Marques semble appartenir, pour quelques jours au moins, à ces « pieds noirs » que galvanisent les appels tonitruants d'un vendeur de voitures, animateur d'un groupuscule *politique de droite (le FICO)*, que les événements ont catapulté sur le devant de la scène : M. Gomez Dos Santos. *Fico*, en portugais, signifie « je reste ». Et M. Dos Santos apparaît bien comme l'un des leaders de ce tumultueux week-end.

Devant les marches de l'immeuble de la radio, dans la nuit froide de l'hiver africain, on a allumé des feux de joie avec les débris d'un chantier voisin.

(Lire la suite page 3.)

APRÈS LA RENCONTRE DE CHAMPS

Les opérations extérieures des banques seront étroitement surveillées

Comme on pouvait s'y attendre, aucune décision nouvelle, sinon peut-être en ce qui concerne la « surveillance » des opérations effectuées par les banques sur les marchés des changes, n'a été annoncée à la suite de la réunion que les ministres des finances des Cinq (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et Japon) auxquels leur collègue italien, M. Emilio Colombo, avait été invité à se joindre samedi soir 7 septembre, ont tenu pendant le week-end au château de Champs. Au cours d'une conférence de presse donnée dimanche en fin d'après-midi, M. Fourcade a résumé comme suit les principaux résultats de la conférence : 1) Les Cinq ont décidé de se réunir plus souvent pour mieux coordonner leurs politiques économiques et monétaires ; 2) Ils ont chargé les gouverneurs des banques centrales de leurs pays respectifs (lesquels assistaient à la réunion de Champs-sur-Marne) de renforcer le contrôle de la profession bancaire afin d'éviter de nouveaux accidents comme la déconfiture de la banque Herstatt, tout en créant des mécanismes destinés à venir en aide aux établissements financiers victimes de « difficultés temporaires » ; 3) Ils ont réaffirmé leur volonté de concilier la lutte contre l'inflation, thème qui a été « au centre des débats », avec le maintien du plein-emploi et d'un niveau d'activité satisfaisant.

Les gouverneurs des banques centrales présents à Champs se réunissent lundi et mardi à Bâle avec leurs autres collègues qui participent habituellement aux réunions mensuelles de la BRI (Banque des règlements internationaux). L'annonce d'une surveillance accrue des opérations extérieures des banques a été généralement bien accueillie sur les marchés des changes.

Des maîtres mots à défaut de politique

Par PAUL FABRA

Même si M. Jean-Pierre Fourcade a tenu à préciser que la date de la réunion de Champs avait été fixée dès la fin du mois de juillet, époque, il est vrai, où une grande inquiétude régnait déjà sur la solidité du système bancaire international, il n'est pas douteux que le but recherché était d'abord d'ordre psychologique. C'est ce que le ministre de l'économie et des finances français a lui-même souligné en citant en tête des résultats obtenus la décision des Cinq de se réunir plus souvent. Il s'agit de convaincre l'opinion que les gouvernements intéressés sont prêts à agir de concert dès que l'instabilité monétaire risque de dégénérer en une crise peut-être plus grande, comme on peut le redouter avec la multiplication depuis trois mois des faillites bancaires.

Mais si l'on tient absolument à parler du fonds du problème à une époque où il est passé de mode d'en discuter, il faut se demander si la psychologie est suffisante pour diriger les affaires monétaires de ce monde dans l'état de délabrement où elles sont tombées. La réponse est évidemment négative. La preuve à la fois la plus éclatante et la plus inquiétante de la véritable démission à laquelle on assiste est l'attitude adoptée par les différents pays concernés en face du problème fondamental que leur pose le formidable renchérissement du prix du pétrole. Voici les ministres des finances des cinq pays les plus importants du monde capitaliste — et même des six pays puisque l'Italie a été samedi et dimanche représentée à Champs — qui sont en train de conférer sur les grandes questions du jour.

(Lire la suite page 39.)

Porto-Rico, maîtresse choyée des États-Unis

I. — DE L'ASILE DES PAUVRES A LA PROSPÉRITÉ

De notre envoyé spécial HENRI PIERRE

San-Juan. — Sur l'autoroute de l'aérodrome, les voitures roulent à quatre de front et pratiquent un dangereux slalom ponctué de coups de klaxon et de quelques injures... On est loin des Etats-Unis et de leurs conducteurs disciplinés. Et pourtant, partout flotte la bannière étoilée, accrochée à ces gratte-ciel, banques et bureaux qui masquent la belle baie, à ces palaces abritant des milliers de touristes nord-américains portant bermuda, chemise à ramage criard et chapeau fantaisie, rassurés de se retrouver entre eux dans leur décor familier.

Ce Gomez qui se prend pour Fangio va beaucoup trop vite... mais l'aiguille du compteur n'indique que 80. Le panneau de circulation qui annonce : San-Juan, 100 kilomètres. Limite la vitesse à 55 Kilomètres ? *No señor...* miles. Il faut s'y faire. Les distances sont données en kilomètres, les vitesses en miles... C'est tout Porto-Rico, ou deux communautés, séparées par la langue, les traditions, la culture, vivent côte à côte et, jusqu'à nouvel ordre, pacifiquement et dans une relative prospérité.

Les financiers et promoteurs immobiliers ont fait de leur mieux mais n'ont pas entièrement réussi. Ils n'ont enlaidi que le front de mer... Car tout d'un coup, dans le vieux San-Juan, c'est l'Espagne. « *Para hoy, para hoy* » (pour aujourd'hui), crie un vendeur de billets de loterie. Il n'est ni aveugle ni infirme, mais ressemble comme un frère à son camarade andalou ou castillan. Et voici les balcons de fer forgé des nobles demeures s'ouvrant sur des patios, le kiosque à musique autour duquel se promènent en groupes des dames avantageuses et fières, à l'œil noir, sous les regards intenses d'hommes grands et efflanqués, ou petits aux allures de picador. Sur la « place d'armes » il y a bien une télévision publique, mais les joueurs de dominos ne la regardent pas plus que les oisifs engagés dans d'interminables palabres.

Mais quand, de rues en venelles, on arrive à la *plaza* de Colón, la présence américaine s'affirme. Les vitrines des magasins regorgent des derniers produits de la technique américaine. On voit des « *super mercados* » aussi achalandés que sur le continent tandis que les enfants s'entraînent au « beisbol », et non pas au football. Et même dans les boîtes de nuit pour touristes, renforcés par la bourgeoisie locale, les chanteurs de flamenco alternent avec les vedettes d'Hollywood.

(Lire la suite page 4.)

LIRE PAGE 11 :

NOUS NE SOUHAITONS PAS LA FORMATION D'UNE QUATRIÈME COMPOSANTE DE LA GAUCHE nous déclare M. Robert Fabre

AU JOUR LE JOUR

SURCHARGE

Un service de réclamations à l'usage des élèves, des parents et même des enseignants va être créé.

L'initiative est bonne et certainement courageuse. Elle risque cependant de créer une situation difficile. L'expérience prouve qu'au ministère de l'éducation, plus encore que dans les autres, les réclamations ne manquent pas et s'expriment de mille façons, souvent contradictoires.

Si on donne aux mécontents un fil direct, ce fil ne va-t-il pas être surchargé ? En ce cas, la seule différence, quand on formera le numéro des réclamations, c'est qu'on risque d'entendre simplement le signal occupé au lieu de tomber, comme d'habitude, sur le service des abonnés absents.

ROBERT ESCARPIT.

BERLIOZ, THÉODORAKIS, FRANCIS LEMARQUE...

La culture à La Courneuve

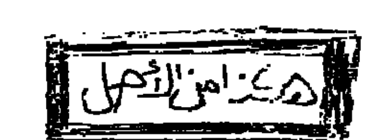
Un million de visiteurs se sont pressés cette année au parc paysager de La Courneuve, pour la fête de « l'Humanité ». Les manifestations culturelles (cité du livre, palais des sciences, grande scène) ont battu tous les records d'affluence. L'exposition des impressionnistes a compté plus de cent mille entrées ; on a estimé la foule de la place Maurice-Thorez à quatre-vingt mille spectateurs pour la création du « Chant général » de Mikos Théodorakis, d'après Pablo Neruda.

La grande roue et les jeux de massacre ; la cité du livre et le palais de la moto, les meubles et l'électroménager ; les brochettes, les sardines grillées et l'ombre au bout du chemin. Les tentes, les sacs de couchage, le feu des bivouacs, la ronde des bouteilles, l'échange des cigarettes, le tapis des corps enchevêtrés où il faut *faire son trou vaille que vaille* : tous les chemins de la Fête de « l'Humanité » mènent, sur une prairie baptisée « grande scène », à ce coude-à-coude sur l'herbe humide. Quatre grues, un podium, des micros forcément insuffisants. Ni droit d'entrée, ni places réservées. Mais une enclave banalisée, allouée au spectacle.

Et pour offrir à ces milliers d'auditeurs de la musique « sérieuse », on choisit le « Requiem » de Berlioz.

ANNE REY.

(Lire la suite page 10.)



EUROPE

Grèce

Les tortionnaires seront « sanctionnés »

LE GOUVERNEMENT ÉPURE LES SERVICES DE SÉCURITÉ ET DE RENSEIGNEMENT

Athènes *(A.F.P., A.P.).* — Le gouvernement grec a annoncé samedi 7 et dimanche 8 septembre d'importants remaniements au sein de la direction des divers corps de sécurité et de renseignement.

Le général de division à la retraite Fetsis a été nommé chef des services spéciaux grecs (KYP) *en remplacement du général de* corps d'armée Stathopoulos. Le général Fetsis avait été arrêté à la *suite de la découverte du* « complot de la marine » en mai 1973. Au cours de son incarcération, il *avait été brutalisé* par la police militaire grecque.

Le colonel à la retraite Pandelis *Kalamakis* a été *nommé* chef des services de la sûreté nationale (YPEA) en remplacement du général Mavromatis. Le colonel Kalamakis avait été mis à la retraite, puis arrêté et *torturé* lors du *contre-coup* d'Etat royal de décembre 1967.

En outre, le général de brigade Nicolaos Koutsinas, *promu* au grade de général de division, a été nommé par le conseil supérieur de la *défense nationale* grecque à la tête de la gendarmerie, en remplacement du général *de division Constantin* Karabatsos, qui est mis à la retraite d'office.

D'autre *part, au cours* du conseil, réuni dimanche à midi sous la présidence de M. Caramanlis, M. Vassilios Tzavellas, jusqu'alors directeur adjoint, a été nommé directeur de la police, en remplacement de M. Spyros Michelis, mis à la retraite d'office.

Un communiqué officiel, publié à l'issue de ce conseil, annonce la décision *« de procéder à des changements à la tête des services de securité, d'ouvrir une enquête sur le problème du comportement des membres de ces services à l'égard du peuple durant le septennat de la dictature ».*

« Cela vise à la création d'un climat de confiance entre la population et les services speciaux. Les membres de ces services qui auraient participé à des actes de tortures seront sanctionnés », conclut le communiqué.

Grande-Bretagne

Les élections législatives pourraient avoir lieu le 10 octobre

De notre correspondant

Londres. — *M. Harold Wilson* rentre à Londres ce lundi 9 septembre après avoir rendu visite à la reine qui se trouve actuellement au château de Balmoral. Mais si le sentiment général est que le premier ministre a profité de l'occasion pour demander à la souveraine de donner son consentement à la *dissolution* des Communes, les spéculations se poursuivent quant à la date des *prochaines élections. Alors* que jusqu'ici beaucoup d'experts penchaient pour le 3 octobre, la plupart d'entre eux *inclinent* désormais à croire que la bataille n'aura lieu que le 10 du même mois.

Plusieurs raisons sont avancées en faveur de la date la plus éloignée. Tout d'abord, si M. Wilson se décidait pour le 3 octobre, il devrait annoncer sa décision jeudi prochain au plus tard. Or il a, comme on le sait, accepté l'invitation du président Giscard d'Estaing pour samedi, et on conçoit mal que le premier *ministre* passe le premier week-end de la campagne électorale hors du pays. Il est vrai que l'« unité » est le thème de la campagne déjà engagée par les travaillistes. Il ne s'agit pas cependant de l'unité européenne, mais de celle d'une Grande-Bretagne qui serait divisée par l'hostilité des conservateurs à la classe ouvrière.

Seconde considération : cette semaine, le parti libéral doit tenir son congrès à Brighton. Cet événement, qui vaudra beaucoup de publicité à M. Thorpe et à ses troupes, *serait* nécessairement abrégé si la date des élections était annoncée avant la fin du congrès. *A première vue, certes, M. Wilson* n'a pas intérêt à renforcer ainsi les chances du troisième parti. *Cependant, il est certain qu'une* avante libérale cause plus de dommage aux conservateurs qu'aux *travaillistes.* Aux *élections de* février, les libéraux ont occupé la deuxième place dans cent vingt-huit circonscriptions conservatrices alors qu'ils ont seulement menacé dix-huit sièges du Labour. En même temps, la date du 10 octobre permettrait à la plupart des étudiants — dont le vote est beaucoup plus favorable à la gauche — *de rejoindre les villes universitaires* où ils sont enregistrés.

Le calcul attribué à M. Wilson n'est certes pas exempt de dangers. La présence d'un bon contingent de libéraux au sein du nouveau Parlement pourrait conduire encore une fois à une impasse, aucun des trois partis ne disposant d'une *majorité absolue. La* conférence *libérale* permettra cependant aux activistes du parti *de s'élever avec vigueur contre* l'intention prêtée aux dirigeants d'envisager avec plus de faveur qu'au mois *de février l'idée d'une* alliance gouvernementale avec les Tories. Déjà l'organisation des *jeunes libéraux accuse M. Thorpe* de *« trahir »* le parti alors qu'il n'exclu pas une éventuelle participation *à un gouvernement conser*vateur.

Par ailleurs, la grève perlée *dans les imprimeries gouverne*mentales peut aussi jouer un rôle. Avant d'annoncer la dissolution *du Parlement, le gouvernement* compte en effet publier une série de Livres blancs sur la nationali*sation des terrains à bâtir,* sur l'amélioration des retraites et sur l'aide aux handicapés. Il n'est pas *sûr toutefois que ces documents* de caractère « électoral » puissent tous être livrés au public avant *la fin de la semaine.*

Dans le camp conservateur, il semble également que M. Heath ne s'attende pas au *lancement* officiel de la bataille électorale dans les prochains jours. Le chef conservateur vient, en *effet*, de partir pour New-York, où il doit faire devant le conseil des relations étrangères une conférence sur les rapports entre les Etats-Unis et l'Europe. Il est vrai que ce voyage pourrait aussi lui valoir un regain de publicité s'il était reçu par le président Ford.

JEAN WETZ.

M. RIPPON PROPOSE LA CRÉATION D'UNE FORCE DE POLICE VOLONTAIRE POUR AIDER A MAINTENIR L'ORDRE PUBLIC

Londres (A.F.P.). — Un appel en faveur de la création en Grande-Bretagne d'une *force de police civile,* formée de volontaires et chargée de maintenir l'ordre public, a été lancé samedi 7 septembre *par M. Geoffrey* Rippon, responsable des affaires étrangères dans le « cabinet fantôme » de M. Heath. M. Rippon a dit que, pour un gouvernement conservateur, la mise en place d'une telle force s'impose, devant « la montée de la violence et de l'extrémisme qui menace les fondements mêmes de la société britannique ». Il a bien précisé que la création d'une telle force devrait être approuvée par le Parlement, et qu'elle devrait fonctionner sous le contrôle des autorités.

Il n'en demeure pas moins que les appels de plus en plus fréquents lancés dans les milieux de droite en *faveur de* milices parallèles risquent de déclencher une âpre controverse politique. Une vive polémique s'est *déjà instaurée, en effet,* autour de l'existence d'« armées privées » — comme celles de deux officiers en re*traite, le colonel David Stirling et le* général Sir Walter Walker — et entraînées pour parer éventuel*lement, aux conséquences d'une* grève générale. Certains syndicats, qui se sentent directement visés, *ont élevé une vive protestation.*

Union soviétique

MM. Brejnev et Podgorny réaffirment que leur pays veut donner à la détente un caractère irréversible

De notre correspondant

Moscou. — Prenant la parole à Sofia, à l'occasion des fêtes marquant le trentième anniversaire de la libération du pays de l'occupation allemande, M. Nicolas Podgorny a réaffirmé la continuité de la politique étrangère de l'U.R.S.S. en déclarant que « l'U.R.S.S., la Bulgarie et tous les pays socialistes frères ont fermement l'intention de faire tout le nécessaire à l'avenir pour attribuer à la détente un caractère irréversible et assurer la sécurité internationale et la paix ».

Réfutant indirectement les arguments développés à Pékin, le président du présidium du Soviet suprême a établi un lien direct entre la détente internationale et la chute des dictatures grecque et portugaise. « *Ce n'est pas un hasard*, a-t-il dit, *si la chute de la dictature pro-fasciste au Portugal et la faillite morale et politique de la junte antipopulaire en Grèce sont intervenues précisément dans les conditions de la détente et de la normalisation du climat politique en Europe. (...) Le vent frais des changements et l'assainissement du climat international, y compris en Europe, ne sont pas favorables au maintien des anachronismes politiques qui ont fleuri pendant des années dans l'air vicié de la guerre froide.* »

Parmi les problèmes internationaux auxquels il est important de trouver une solution, M. Podgorny a cité Chypre, le Proche-Orient et le Vietnam.

M. Podgorny aura ainsi été le second dirigeant soviétique à *confirmer* solennellement, en moins de quarante-huit heures, la permanence de la politique de l'U.R.S.S. Samedi matin, en effet, M. Leonid Brejnev avait fait de même, au cours d'un discours prononcé à Novorossiisk, à l'occasion de la remise de l'ordre de Lénine à ce port de la mer Noire, où le secrétaire général exerça un moment les fonctions de commissaire politique. Dans une intervention fort brève pour M. Brejnev (il ne parla qu'une heure à peine), le secrétaire général se dit persuadé qu'il avait *« le plein soutien des pays et partis frères, de toutes les forces éprises de liberté, dans la lutte pour une paix durable et pour la sécurité des peuples, pour la coexistence pacifique et une coopération mutuellement avantageuse entre Etats à systèmes sociaux différents. (...) Nous ne pouvons certes pas encore affirmer que des fondements efficaces de paix ont été jetés en Europe, et encore moins dans le monde entier. Cela serait prématuré. Mais ce qui a été obtenu et ce qui se fait ouvre de bonnes perspectives. Il faut encore résoudre de très nombreux problèmes pour transformer ces perspectives en réalité ».*

A propos de la politique intérieure, M. Brejnev a affirmé que l'U.R.S.S. *« a atteint un essor économique et un bien-être populaire qu'elle n'avait jamais connus »*. Il a annoncé que l'accroissement de la production industrielle pour les huit premiers mois de l'année avait été de 8,1 %, alors que le plan, révisé il est vrai en baisse, prévoyait une progression de 6,8 %. En revanche, il a reconnu un certain nombre de difficultés dans l'agriculture.

JACQUES AMALRIC.

Mgr Makarios affirme qu'il retournera « très prochainement » à Chypre

Genève *(A.F.P.).* — *« Je retournerai très prochainement à Chypre »*, a déclaré, dimanche après-midi 8 septembre à Genève, Mgr Makarios, au cours d'une conférence de presse *tenue* à l'issue de ses entretiens avec M. Mavros, ministre grec des affaires *étrangères*

Il a ajouté que ce retour s'effectuerait *« sans doute dans un mois, lorsque le remplacement de tous les officiers grecs de la garde nationale ayant participé au complot, sera achevé ».*

L'ethnarque a dit ensuite : *« M. Glafcos Clerides, qui est, selon la Constitution de Chypre, le président intérimaire, a mon soutien. »*

Dans une déclaration liminaire, l'ethnarque avait tout d'abord souligné l'*« identité de vues complète »* qui s'était dégagée de ses *conversations* avec M. Mavros, et évoqué la *« situation tragique de Chypre ».*

Après avoir affirmé que la Turquie, en intervenant militairement à Chypre, *« n'avait respecté ni la loi internationale, ni les résolutions du Conseil de sécurité »*, l'archevêque a *conclu* sa déclaration par ces mots : *« Nous résisterons à la pression turque. Nous ne négocierons jamais sous la menace des armes. »*

Reprenant déjà le thème développé dans la *matinée* par M. Georges Mavros — *« l'affaire de Chypre sera portée conjointement devant la prochaine Assemblée générale de l'ONU »* — Mgr Makarios a précisé : *« Notre but commun est l'internationalisation de la question de Chypre. »*

L'ethnarque a ensuite réaffirmé qu'il ne voyait pas la possibilité de rouvrir des négociations avec *la Turquie tant que les troupes* turques ne reviendraient pas à la ligne de cessez-le-feu décidée *à la conférence de Genève.* Il s'est déclaré ensuite partisan de l'élargissement de cette conférence aux membres permanents du Conseil de sécurité et a exprimé son accord avec les propositions soviétiques à ce sujet.

Mgr Makarios s'est à nouveau prononcé contre une fédération à Chypre sur une base géographique, mais a préconisé *« une autonomie des Chypriotes turcs sur une base communale ».*

Pour terminer, l'archevêque a déclaré qu'il était prêt, si tel est l'intérêt de Chypre, à rencontrer le premier ministre turc, M. Bulent Ecevit, et M. Turan Gunes, ministre des affaires étrangères.

● A NICOSIE, on apprenait, dimanche soir, de bonne source que le gouvernement aurait décidé d'envoyer quatre missions, en Europe, dans les pays du bloc socialiste, aux Etats-Unis et enfin dans les pays non alignés.

● A MOSCOU, le chef de l'Etat soviétique, M. Podgorny, après avoir accusé, dimanche, *« certains milieux de l'OTAN de s'ingérer dans les affaires intérieures de Chypre »*, a affirmé que le moment était venu *« d'examiner le problème de Chypre dans le cadre d'un forum international représentatif de l'ONU ».*

AFRIQUE

Sahara espagnol

MADRID : les Sahariens sont nos seuls interlocuteurs.

Madrid (A.F.P.). — Le gouvernement espagnol vient de réaffirmer sa position sur l'avenir des territoires sahariens qu'il contrôle dans un long document publié par la direction générale du Sahara. Ce texte constitue un développement de la note remise le 22 août dernier au secrétaire général des Nations unies, et qui annonçait l'organisation d'un référendum au cours du premier semestre de 1975.

Le nouveau document comprend sept points.

Le gouvernement espagnol :

— Réaffirme son adhésion au principe de la libre détermination des peuples non autonomes ;

— Rappelle les termes de la résolution 3162 adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 14 décembre 1973, qui insistait sur le devoir « de créer un climat politique favorable pour que le référendum se déroule de façon totalement libre ». Assurant n'avoir agi que dans ce sens, Madrid dénonce, en revanche, l'attitude des autres pays « dont les campagnes de propagande en termes de revendications vont à l'encontre du principe de la libre autodétermination » ;

— Reconnaît la nécessité de maintenir d'étroits contacts avec les pays intéressés, mais soutient que les Sahariens, à travers les organes du gouvernement local sont ses seuls interlocuteurs ;

— Déclare que l'Espagne « a le *devoir de s'opposer* à toute initiative visant à perturber directement ou indirectement sa politique » ;

— *Rappelle* l'action menée dans le territoire, et notamment la création en 1967 d'une « assemblée générale » *disposant de larges facultés* ;

— Insiste sur la valeur de l'œuvre créatrice réalisée grâce à la mise *en valeur des richesses minières* ;

— Conclut enfin en disant que toute son action a été constamment animée « par la volonté de créer les conditions dignes et satisfaisantes à partir desquelles les Sahraouis pourront, avec une réelle liberté, assumer leur destin collectif ».

Algérie

● ERRATUM. — Une erreur de transmission a *été* à *l'origine* d'une « coquille » dans l'article « Le nouveau plan quinquennal algérien prévoit une croissance annuelle de 10 % » publié dans nos éditions datées du 27 août. Il s'agissait en fait du plan « quadriennal » qui couvre la période 1974-1977.

LA RÉVOLTE DES BLANCS

La plus grande confusion continuait à régner, dans la matinée du lundi 9 septembre, à Lourenço-Marques, *après la prise de la radio* et de la tour de contrôle de l'aéroport par des activistes européens et africains *hostiles* à l'accord de Lusaka. Adoptant une attitude volontairement ambiguë, les insurgés ont proposé aux membres du FRELIMO — d'abord qualifiés d'assassins — de collaborer à un mouvement qui s'affirme partisan de l'intégration multiraciale, tout en appelant la population blanche à s'opposer à ceux qui veulent « piétiner le drapeau *portugais* ».

Tout en publiant des communiqués très fermes contre les « rebelles réactionnaires », le gouvernement portugais a évité jusqu'à

LE FILM DES

« Comme on pouvait

Samedi 7 septembre

14 h. 19. — L'accord aux termes duquel le Mozambique accèdera à l'indépendance le 15 juin 1975 est signé à Lusaka. Des *manifestations* d'Européens ont commencé à Lourenço-Marques dans la matinée.

18 h. 56. — On apprend à Lourenço-Marques qu'un « groupe d'extrémistes européens » vient de s'emparer de la principale station de radiodiffusion du Mozambique, Radio-Clube. Les parachutistes qui gardaient le bâtiment n'ont pas opposé de résistance. S'adressant à la foule qui entoure aussitôt l'immeuble, un membre du commando lance au micro des appels à la population pour qu'elle se soulève contre les « assassins » du FRELIMO et tous ceux qui veulent « piétiner le drapeau portugais ».

22 h. 10. — Il ressort des déclarations de Radio-Clube que les rebelles sont d'anciens soldats africains et européens. Leur action serait dirigée par une organisation armée clandestine, les « Dragons de la mort », et par un mouvement européen de droite, le Fico (« je *reste », en portugais). Le chef* inconnu de ce mouvement demande à l'armée portugaise de prendre le contrôle de la capitale.

Dimanche 8 septembre

1 h. 17. — Radio-Clube invite les militaires portugais à regagner leurs cantonnements « pour y attendre des ordres » et annonce la convocation, *dans* les prochains jours, d'une « conférence entre les chefs d'ethnies et les autorités reli*gieuses* ».

1 h. 30. — Radio-Clube affirme que plusieurs « officiers supérieurs » *ont rejoint* le mouvement. Elle invite les Portugais résidant en Rhodésie et en République Sud-Africaine à se joindre aux révoltés « en apportant avec eux toutes les armes à leur disposition ». « Nous ne luttons pas pour le communisme, mais pour le Mozambique. Nous savons que vous ne voulez plus de guerre, mais la lutte doit continuer », dit le speaker.

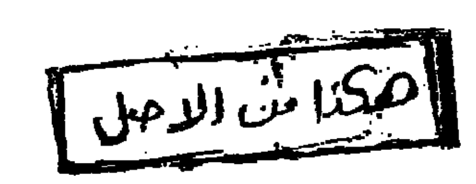
1 h. 44. — Le général Orlando Barbosa, commandant en chef des forces armées au Mozambique, donne l'ordre aux troupes loyalistes de reprendre l'immeuble de la radio. Les rebelles demandent à l'armée d'éviter un affrontement « qui pourrait dégénérer en guerre civile ».

5 h. 28. — Un communiqué officiel publié à Lisbonne indique que, « comme on pouvait s'y attendre, une minorité réactionnaire de la *population n'est pas satisfaite* des accords de Lusaka ». Cette minorité, indique le communiqué, utilise la *radio pour « transmettre des nouvelles* fausses et alarmantes tendant à faire croire qu'il existerait *divers foyers de rébellion* au Mozambique ». Le communiqué ajoute que deux cents détenus — notamment des agents de l'ancienne police politique (PIDE) — incarcérés dans la prison de Machava ont été libérés par les rebelles.

8 h. 26. — Les activistes affirment qu'ils s'apprêtent à former un « gouvernement provisoire du Mozambique libre ».

9 h. 12. — L'un des occupants de la radio, le commandant Bene, chef des commandos de choc africains formés en 1971 pour combattre le FRELIMO, invite les « anciens combattants » à se joindre aux rebelles, qui, dit-il, disposent déjà d'une force de trente mille hommes armés. Des messages codés sont *envoyés à de mystérieux destinataires* dans le nord du pays.

11 h. 42. — « Des unités militaires sont en route pour mettre fin à la rébellion », indique un communiqué du général Barbosa. Cepen-



APRÈS L'ACCORD SUR L'INDÉPENDANCE DU MOZAMBIQUE

présent de faire intervenir directement l'armée, en expliquant cette attitude par le fait que les activistes détiennent des otages. Les agences de presse ne signalent pas d'affrontements d'envergure.

Une manifestation en faveur des activistes a été dispersée par les forces de l'ordre, lundi, à Beira. Des commerçants rhodésiens installés dans cette ville et rapatriés dimanche à Salisbury ont déclaré que les autorités militaires locales avaient déployé des forces dans toute la ville pour prévenir toute tentative d'occupation des bâtiments publics.

Une étroite collaboration semble s'être instaurée entre le FRELIMO et les autorités de Lisbonne, qui ont fait diffuser, dimanche, par la radio nationale un discours de M. Samora Machel, expliquant qu'il avait donné à ses partisans l'ordre d'éviter « une inutile effusion de sang ».

Les réactions à l'étranger étaient encore rares lundi matin. M. Eteki, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a lancé, dimanche soir à Addis-Abeba, siège de l'Organisation panafricaine, un appel au secrétaire général de l'ONU pour qu'il « alerte et mobilise » l'opinion internationale contre « la tentative d'instaurer une situation rhodésienne au Mozambique ».

A Johannesburg, la colonie portugaise a lancé, dimanche, un appel aux autorités sud-africaines pour que de l'essence soit distribuée à ceux de ses membres qui désirent regagner le Mozambique, afin de répondre à l'appel des rebelles. Le gouvernement sud-africain n'a pas accédé à cette demande et observe une attitude prudente. Aucune déclaration officielle n'a été publiée sur les événements de Lourenço-Marques. En revanche, commentant samedi l'accord de Lusaka, M. Hilgard Muller, ministre des affaires étrangères, avait déclaré que son pays souhaitait « entretenir des relations amicales avec tous ses voisins ». Dans les milieux officiels, on déclarait qu'il serait sans doute possible de s'entendre avec un gouvernement dirigé par M. Samora Machel, considéré comme modéré.

ÉVÉNEMENTS

s'y attendre... »

dant l'armée n'est toujours pas intervenue à Lourenço-Marques, où la situation est relativement calme.

11 h. 48. — Radio-Clube, devenue Radio-Mozambique libre, lance un appel au FRELIMO pour qu'il se joigne au « mouvement populaire démocratique ».

12 h. 20. — Les dirigeants du nouveau mouvement affirment leur fidélité au général Spinola et se déclarent en accord avec les principes « initialement définis par lui » pour l'accession du Mozambique à l'indépendance après une consultation préalable de toute la population.

12 h. 25. — La radio rebelle affirme que les étudiants d'extrême gauche sont en train d'exhorter la population africaine à se soulever contre le « mouvement populaire démocratique ».

12 h. 44. — La même radio annonce que le général Spinola va prononcer une allocution radiodiffusée et invite la population du Mozambique à « rester autour de ses récepteurs afin d'écouter ce message présidentiel ».

13 h. 30. — « Nous sommes en contact avec l'armée afin d'éviter toute effusion de sang », affirment les rebelles.

14 h. 14. — La radio de Lisbonne indique qu'il n'est nullement confirmé que le général Spinola s'apprête à s'adresser à la nation.

14 h. 56. — Un communiqué du premier ministre portugais qualifie de « grave » la situation au Mozambique. Le gouvernement et l'armée, indique le communiqué, « maintiennent un contact étroit avec M. Samora Machel, président du FRELIMO, dans l'esprit du protocole de Lusaka, en vue de rechercher, en étroite collaboration, les mesures propres à éviter que ne soit compromis le processus de décolonisation en cours, actuellement menacé par des activistes extrémistes ». Selon le premier ministre, l'armée n'est pas intervenue contre les rebelles parce qu'ils se sont emparés d'otages dans l'immeuble de la radio.

17 h. 17. — Au cours d'une « conférence de presse » dans l'immeuble de la radio, un porte-parole du mouvement rebelle dénonce l'accord de Lusaka et déclare qu'il n'est pas possible de dévoiler l'identité de ses dirigeants « alors que le coup d'Etat est encore en cours ». Les principaux points stratégiques de Lourenço-Marques sont occupés par des hommes du « Mouvement populaires démocratique » sans que l'armée s'y oppose. Les journaux qui avaient publié des prises de position favorables au FRELIMO n'ont pas paru.

Des réactionnairess extrémistes

17 h. 20. — Le général Costa Gomes, chef d'état-major des forces armées portugaises, lance de Lisbonne un « appel » à la population pour qu'elle accepte l'accord de Lusaka, qui « sauvegarde les intérêts légitimes » des Européens du Mozambique.

20 h. 40. — Un communique officiel indique que le général Spinola, qui n'a pas parlé à la radio, a approuvé le protocole d'accord signé à Lusaka par le ministre des affaires étrangères.

20 h. 44. — Le premier ministre portugais indique à des journalistes que les rebelles occupent la tour de contrôle de l'aéroport de Lourenço-Marques. Il précise que jusqu'à présent les événements ont fait deux morts parmi la population européenne et un blessé parmi les Africains.

22 h. 18. — La radio rebelle invite le personnel civil et militaire des aérodromes de Beira et de Quelimane à refuser de ravitailler en carburant les avions militaires susceptibles de transporter des troupes vers la capitale.

Lundi 9 septembre

1 h. 40. — Un nouveau communiqué du gouvernement portugais indique que le commandant en chef des forces armées au Mozambique a eu un entretien avec les « réactionnaires extrémistes », mais qu'il n'est pas parvenu à les faire revenir sur leur décision « criminelle ». Le communiqué ajoute que M. Samora Machel, « conscient du fait que nos ennemis communs sont les extrémistes réactionnaires, s'est efforcé d'éviter l'intervention de ses forces armées dans le souci de ne pas provoqeur une inutile effusion de sang ».

9 h. 37. — Dans un discours diffusé par la radio de Lisbonne, M. Samora Machel affirme que les Africains et « les forces armées portugaises, fidèles à leur parole, collaboreront intimement pour sauvegarder l'ordre public et défendre l'intégrité territoriale du Mozambique ».

10 h. 6. — Selon la radio rebelle, des entretiens ont commencé entre les chefs du mouvement et « deux émissaires du président Spinola » à Lourenço-Marques.

● *Des manifestations dans la capitale (Sao-Tomé) des îles de Sao-Tomé et Principe* auraient fait le jeudi 5 septembre plusieurs morts et blessés. C'est ce qu'affirme un communiqué du secrétariat exécutif du Mouvement de libération de Sao-Tomé et Principe (M.L.S.T.P.) établi à Libreville. Le gouvernement de Lisbonne réaffirme quant à lui sa détermination de faire régner l'ordre dans ces territoires. — *(A.F.P.)*

Un spectacle dérisoire et poignant

(Suite de la première page.)

Des transistors diffusent des refrains patriotiques, des jeunes filles distribuent des sandwiches et du café, et les « responsables » en civil transmettent nerveusement les consignes : « *Du calme, de la discipline.* » Pour pénétrer dans « la place » où est censé naître le « Nouveau Mozambiue », on doit répéter de mystérieux mots de passe appris au téléphone *(« Je dois voir le zèbre »)*. Grand jeu amer ou véritable coup de force ? Tout n'est pas sérieux ici.

A l'intérieur, les portes et les fenêtres portent les traces des bagarres. Partout le sol est jonché de verre brisé, de débris de chambranles. A chaque entrée, des « gardes du corps » brandissent de vieux fusils, d'autres somnolent écroulés sur les moquettes. Les étages sont livrés au désordre fiévreux de « l'occupation ».

Dans les studios, les porte-parole du « mouvement » se relaient au micro pour répéter d'interminables déclarations qui parlent de la « patrie » et de « nos enfants ».

Un des animateurs discrets du « mouvement », M. Vasco Cardiga, gros éleveur de bétail, nous adjure d'admettre que ses amis « *ne sont pas des réactionnaires* ». « *Notre action*, dit-il, *a pour but de rappeler au monde et à Lisbonne qu'il y a ici des Portugais avec un grand « P » qui entendent vivre et rester ici au Mozambique. Mais nous n'accepterons pas un pays gouverné par un seul parti. Nous rejetons des déclarations comme celle de M. Samora Machel qiu disait que dix ans de combats donnaient au FRELIMO le droit de gouverner. Nous pensons que cinq siècles de travail pacifique donnent aussi quelques droits. Nous sommes prêts à discuter avec n'importe qui, y compris le FRELIMO, mais à condition que ce soit ici, entre Mozambicains et non à Lusaka.* »

C'est dans la nuit du 5 au 6 septembre que tout a commencé. Des voitures ont d'abord sillonné la ville, remplies de manifestants blancs qui scandaient notamment : « *Le peuple uni ne peut être vendu* (1). » Puis les manifestants ont attaqué le siège de deux journaux, *Noticia* et *Tribuna*, de tendance démocrate. Les locaux ont été saccagés et les journaux ont dû suspendre leur parution tandis que réapparaissait un organe qui avait été « épuré » après le 25 avril, *Diario*, journal de l'archevêché, qui, aujourd'hui, soutient le « mouvement ». Ce sont ensuite le siège de l'Association des étudiants (largement favorables au FRELIMO et celui du parti démocrate, qui ont été dévastés par la foule.

Samedi, dans la soirée, un groupe de manifestants investissaient l'immeuble de la radio après quelques bagarres. Immédiatement était diffusée sur les ondes une « proclamation de l'indépendance du Mozambique » au nom d'un « Mouvement populaire et démocratique » prétendant s'adresser à « *toutes les couches de la population, Noirs comme Blancs* ». Au même moment un autre groupe, plus important, se rendait devant la prison centrale de Lourenço-Marques, où se trouvaient détenus depuis le 25 avril quelque deux cents membres de l'ex-D.G.S.-PIDE (police politique du régime Caetano). Selon un témoin il semble qu'il y ait eu à ce moment-là un flottement parmi les soldats gardant la prison. Alors que certains d'entre eux paraissaient prêts à repousser, au besoin en faisant usage de leurs armes, les assaillants, un officier les en aurait dissuadés. Les deux cents « PIDE » ont ainsi été libérés.

Jusqu'à présent, et ce n'est pas le moins troublant, la police et l'armée ne paraissent pas avoir beaucoup agi pour enrayer le développement du « mouvement ». L'immeuble de la radio n'a même pas été encerclé ni par exemple privé d'électricité. A quoi attribuer cette passivité ? Bien sûr, les « insurgés », parmi lesquels de nombreux anciens militaires, affirment sans sourciller que 70 % des troupes et l'ensemble de la police leur sont favorables. La radio pirate a pu remercier ainsi dans la journée de dimanche tel ou tel commandant d'unité pour son « appui ». Il n'est pas douteux, estiment des observateurs étrangers, que ce mouvement de réaction des Blancs contre ce qu'ils considèrent comme un abandon bénéficie, sinon du soutien, du moins de la sympathie bienveillante d'une partie des cadres de l'armée, y compris dans l'entourage de Spinola.

Mais il n'est pas moins vraisemblable que, plus surprise qu'affolée par ces manifestations, Lisbonne, plutôt que de risquer l'affrontement « entre Portugais », préfère temporiser et laisser aller un mouvement sans doctrine sérieuse et probablement sans grand avenir. Lundi soir en tout cas le colonel Dias Delima, chef de la maison civile du général Spinola, ancien chef de la police, devait arriver de Lisbonne pour négocier un « retour au calme ».

La situation qui, lundi matin, en ce qui concerne la vie quotidienne, était redevenue « normale », peut-elle s'aggraver entretemps ? Sans doute. Pourtant, de l'avis de tous les interlocuteurs, les risques sont limités. Le vrai rapport des forces au Mozambique (un Blanc pour quarante Noirs) joue trop contre les Blancs pour qu'une évolution « à la rhodésienne » soit crédible. On souligne, en outre, la prudence avec laquelle les capitales « blanches » ont accueilli jusqu'à présent les nouvelles en provenance de Lourenço-Marques.

Et puis, il reste que la coloration politique exacte du « mouvement » n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Certes, dans l'immeuble de la radio occupé, on rencontre surtout des représentants de cette petite bourgeoisie blanche favorable aux ultras de droite. Mais on y trouve également des personnalités plus « centristes », celles par exemple qui s'efforçaient depuis le 25 avril de créer entre le FRELIMO et la « réaction » colonialiste une hypothétique « troisième force ».

Dimanche soir, en tout cas, trois d'entre elles ont fait une entrée remarquée à « Radio-Clube ». Il s'agit de Mme Joana Simeao, ancienne animatrice, expulsée du « GUMO » ; de M. Lazaro Kavamdame, l'un des chefs des tribus « Makondes » du Nord, qui furent il y a dix ans à l'origine des premières guérillas anti-portugaises, mais se sont éloignées depuis du FRELIMO, et enfin de M. Uria Simango, ancien vice-président du même FRELIMO. Les animateurs de « Radio-Clube » occupé nous ont affirmé, en outre, avoir reçu le soutien formel du bouillant et puissant homme d'affaires de Beira, M. Jorge Jardim, que l'on présentait naguère comme le plus « rhodésien » des Blancs, et contre lequel un mandat d'arrêt avait théoriquement été lancé après le 25 avril.

Tout cela forme évidemment un amalgame assez confus de forces politiques que seule peut réunir provisoirement une hostilité à un Mozambique qui serait entièrement entre les mains du FRELIMO, un FRELIMO qui, répète-t-on ici, ne « *représente pas à lui seul la totalité du peuple même des Africains* », mais qui se trouvait jusqu'à présent le bénéficiaire exclusif de la « dynamique décolonisatrice » amorcée par le nouveau régime portugais.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(1) C'est un jeu de mot reprénant en la déformant par dérision l'une des formules utilisées à Lisbonne en avril, et qui disait : « *Uni, le peuple ne peut être vaincu.* »

Les principales dispositions de l'accord de Lusaka

Lusaka *(A.F.P.)*. — Voici les principaux points de l'accord signé le samedi 7 septembre à Lusaka par les délégations du Portugal et du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) :

« *1). Reconnaissant le droit du peuple du Mozambique à l'indépendance, l'Etat portugais accepte, en accord avec le FRELIMO, le transfert progressif des pouvoirs qu'il détient sur le territoire, selon les modalités qui suivent.*

» *2) L'indépendance complète du Mozambique sera solennellement proclamée le 25 juin 1975, date anniversaire de la création du FRELIMO.*

» *3) Les structures gouvernementales suivantes sont créées pour assurer la passation des pouvoirs. Elles seront opérantes au cours de la période de transition, qui commence dès la signature du présent accord :*

» — *Un haut commissaire nommé par le président de la République portugaise.*

» — *Un gouvernement de transition nommé par accord entre le FRELIMO et l'Etat portugais.*

» — *Une commission militaire mixte, nommée par accord entre le FRELIMO et l'Etat portugais.*

» *5) La mission du gouvernement de transition sera (...) de préparer l'indépendance du Mozambique.* » Il pourra prendre des décrets législatifs, et assurera l'administration économique et financière du territoire.

6) Le gouvernement de transition sera composé d'« *un premier ministre nommé par le Front de libération du Mozambique (...), de neuf ministres, de secrétaires et sous-secrétaires d'Etat nommés sur proposition du premier ministre, avec la ratification du haut commissaire* ».

»7) *Etant donné le caractère transitoire de l'action du gouvernement, les ministres seront nommés par le Front de libération du Mozambique et par le haut commissaire, dans la proportion de deux tiers et un tiers respectivement.*

» 8) *La commission militaire mixte comprendra un nombre égal de représentants des forces armées de l'Etat portugais et du FRELIMO. Sa principale tâche sera de contrôler le respect du cessez-le-feu.* »

9) Ce point spécifie que le cessez-le-feu est réglementé par un autre accord spécifique.

11) En attendant la mise sur pied d'un corps de police, les forces de police existant actuellement sont placées sous le commandement du haut commissaire.

» 13) *Le FRELIMO et l'Etat portugais affirment leur volonté d'établir et de développer les liens d'amitié et de coopération...*

» 14) *Le FRELIMO se déclare prêt à accepter la responsabilité des obligations financières prises par l'Etat portugais au nom du Mozambique, pourvu qu'elles aient été prises dans l'intérêt effectif du territoire.*

» 15) *L'Etat portugais et le FRELIMO entendent agir conjointement pour éliminer les vestiges du colonialisme et créer une véritable harmonie raciale...* »

16) Ce point décide de la création d'une banque centrale au Mozambique.

« 18) *L'Etat indépendant du Mozambique exercera sa souveraineté complète dans les domaines intérieur et extérieur, établissant ses institutions politiques et choisissant le système social qu'il considérera le meilleur dans l'intérêt de son peuple.*

» 19) *Le gouvernement portugais et le FRELIMO se félicitent de la conclusion du présent accord, qui met fin à la guerre et rétablit la paix, conduisant à l'indépendance du Mozambique, et ouvre une nouvelle page dans les relations entre les deux pays et peuples.*

» *Le FRELIMO, qui, au cours de sa lutte, a toujours distingué le peuple portugais de l'Etat portugais, développera ses efforts pour bâtir une coopération fraternelle et harmonieuse entre le Portugal et le Mozambique.* »

L'accord n'apporte pratiquement pas de précisions sur l'avenir des troupes portugaises actuellement stationnées au Mozambique, mais il est probable qu'elles resteront en grande partie dans ce territoire pour assurer, en collaboration avec le FRELIMO, la sécurité des frontières et l'ordre public dans les grands centres urbains.

CONFORMÉMENT A L'ACCORD DU 26 AOUT

LA GUINÉE-BISSAU ACCÈDE A L'INDÉPENDANCE

La Guinée-Bissau accédera le mardi 10 septembre à l'indépendance. Le comité exécutif du P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert), dont le secrétaire général est M. Aristides Pereira, et le Conseil d'Etat, présidé par M. Luis Cabral, ont approuvé le 8 septembre, à Gabu, dans l'est du pays, le protocole d'accord signé le 26 août, à Alger, avec le gouvernement portugais.

A cette occasion, les deux organes suprêmes de la jeune république ont confirmé dans leurs fonctions les principaux dirigeants politiques, dont la liste avait été publiée en septembre 1973, lors de la proclamation unilatérale d'indépendance. Un remaniement ministériel mineur a été effectué avec la création de trois nouveaux secrétariats d'Etat. M. Abdoulaye Barry, qui détenait le portefeuille de la justice, quitte le gouvernement.

De notre envoyé spécial

Dakar. — Pour les dirigeants du nouvel Etat de Guinée-Bissau, la date du 10 septembre est, en fait, dénuée de signification. Les responsables politiques du parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et les îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.), auxquels les autorités coloniales portugaises remettront symboliquement le pouvoir mardi, considèrent que ce geste ne constitue que la consécration, sous la pression des armes et, accessoirement, de l'opinion publique internationale, d'un état de fait : la proclamation unilatérale de l'indépendance du pays, le 23 septembre 1973 à Boé, au cœur de la zone des combats. C'est dans cette ville — vraisemblablement la future capitale — que, dans deux semaines, d'importantes festivités commémoreront trois événements : le premier anniversaire de l'accession à la souveraineté internationale ; le cinquantième anniversaire de la naissance d'Amilcar Cabral, champion du nationalisme, qui incarna jusqu'à son assassinat à Conakry la lutte armée contre le Portugal ; le dix-huitième anniversaire de la création du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert, unique rival du pouvoir colonial. Extrêmement pointilleux sur tout ce qui touche à leur souveraineté, fiers d'avoir « arraché » leur liberté à l'ancien colonisateur, les nouveaux dirigeants insistent sur le fait qu'ils n'ont eu à attendre la date du 10 septembre ni pour être reconnus par plus de quatre-vingt-dix Etats, ni pour être admis au sein de l'Organisation de l'unité africaine, ni même pour que le Portugal fût contraint de recommander leur admission à l'Organisation des Nations unies.

A l'heure actuelle, on semble d'ailleurs plus préoccupés, dans les rangs des anciens maquisards, d'organiser l'Etat que de lui donner une image de marque particulière à l'extérieur ou même de définir immédiatement une politique étrangère. Cependant, les pays voisins suivent avec intérêt l'évolution de la situation à Bissau, notamment le Sénégal, qui possède une importante frontière commune avec le nouvel Etat, limitrophe de la Casamance, province où des tendances régionalistes se sont longtemps manifestées à l'encontre du pouvoir centralisateur de Dakar.

M. Léopold Sedar Senghor, chef de l'Etat sénégalais, a joué un rôle important de médiation entre les nationalistes guinéens et le gouvernement de Lisbonne. C'est à Dakar que se rencontrèrent d'abord M. Mario Soarès et le commandant Pereira avant d'amorcer les négociations de Londres, qui devaient trouver leur heureuse conclusion à Alger. M. Senghor continue d'ailleurs à se faire le champion d'une communauté afro-luso-brésilienne, dont il fut le promoteur il y a déjà plusieurs années. Et l'on affirme ici que, en dépit d'un certain attentisme, le gouvernement du Brésil est loin de rester indifférent à cette idée.

L'année dernière, M. Luis Cabral, président du Conseil d'Etat guinéen, effectua une visite officielle au Sénégal et conclut un traité d'amitié et de coopération avec le pays hôte. Le plus important des textes signés entre les deux Etats est l'accord secret du 2 novembre 1973 qui prévoyait le soutien du Sénégal tant sur le plan militaire que sur le plan logistique, notamment en ce qui concerne le déchargement, dans le port de Dakar, des armes et munitions destinées aux maquis nationalistes ainsi que leur transit à travers le territoire sénégalais.

Une représentation permanente du P.A.I.G.C. est installée à Dakar, où elle a assuré une liaison constante entre les dirigeants nationalistes et le gouvernement du Sénégal durant les dernières années de la lutte armée. A Ziguinchor, principal centre administratif de la Casamance, et en plusieurs autres points de cette province, les forces nationalistes disposaient d'antennes de représentation et bénéficiaient du concours actif des autorités locales. Enfin, depuis le début du conflit, plusieurs dizaines de milliers de ressortissants de la Guinée-Bissau ont trouvé asile en territoire sénégalais.

Compte tenu du rôle décisif joué par la République de Guinée, qui a constamment soutenu la lutte du P.A.I.G.C., l'avenir des relations entre la Guinée-Bissau et le Sénégal paraît lié aux rapports entre Conakry et Dakar. Bien que ceux-ci restent médiocres, les perspectives de détente se dessinent dans la mesure où la première conséquence d'une reprise du dialogue entre la France et la Guinée paraissent devoir être une normalisation des relations entre cette dernière et tous ses anciens partenaires de l'ancienne Afrique occidentale française, au premier rang desquels le Sénégal et la Côte-d'Ivoire.

PHILIPPE DECRAENE.

AMÉRIQUES

Porto-Rico, maîtresse choyée des États-Unis

(Suite de la première page.)

On vit ici à un autre rythme. On parle fort, on fait du bruit, comme en Espagne. Même les protestants de la *Pentacostal Church of God* sont bruyants, à tel point que leurs voisins, exaspérés par le bruit des mains frappées en cadence et des cantiques, se sont plaints et ont obtenu des tribunaux des dommages et intérêts. Autour des imposantes fortifications d'El-Morro et de San-Cristobal, des jeunes femmes aux cheveux très noirs, portés très longs dans le dos, se promènent au bras de Noirs antillais. Une foule bigarrée défile, mélange de races où prédomine la couleur *cafe con leche* (café au lait), produit du croisement des Indiens arawaks avec les Andalous de Ponce-de-León, compagnons de Christophe Colomb, avec les esclaves noirs amenés d'Afrique et, bien sûr, avec les flibustiers bretons et les boucaniers gallois. Pourtant ces Graziani, Bouret, Riskohl, O'Neil, se considèrent comme des *latinos* au même titre que les Garcia et les Morales. Ils se sentent unis par la langue, les traditions et aussi par un sentiment de fierté nationale. Après tout, même l'amiral Drake, vedette des conquêtes lointaines de la grande Elisabeth, n'arriva pas à forcer les forteresses de San-Juan.

Ainsi, pendant quatre siècles, le drapeau espagnol flotta sur ce dernier bastion de la grandeur castillane en Amérique. Mais il a fallu un peu plus d'un quart de siècle de colonisation américaine pour que Porto-Rico justifie son nom de « port riche ». Arrachée à l'Espagne par le traité de Paris de 1898, l'île avait, jusqu'en 1952, pratiquement végété à l'ombre de la bannière étoilée. (On l'appelait l'asile des pauvres des Antilles.) Elle souffrait d'un manque de richesses naturelles, de la monoculture de la canne à sucre et d'une forte surpopulation malgré la mortalité infantile la plus élevée du monde. Plus d'un tiers de la population était en chômage. Par dizaines de milliers, les Portoricains quittèrent l'île pour tenter leur chance aux Etats-Unis, où la majorité renforça le prolétariat misérable des grandes villes. Près d'un million de Portoricains vivent ainsi à New-York, dans ce qu'on appelle le « barrio ». Avec la prospérité, un mouvement de retour s'est amorcé.

Un développement inégal

Prospérité relative, certes. Aux abords mêmes des palaces, des bidonvilles, où l'on se bat parfois avec la même violence que dans le « barrio » new-yorkais, témoignent de la misère de ces tristes tropiques peut-être plus facile à supporter en raison du soleil, des cocotiers, et dans un climat dont Colomb disait qu'il était « *comme le printemps à Séville* », mais pénible et choquante par comparaison avec l'opulence des riches étrangers. Tout de même, les chiffres sont là. En treize ans, le produit national brut a triplé, le revenu par habitant est de 1 800 dollars, c'est-à-dire supérieur à celui des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais tout de même bien en dessous de celui des Etats les plus défavorisés des Etats-Unis.

Ce progrès se traduit par des chiffres confirmant l'amélioration du niveau de vie. L'analphabétisme n'est plus que de 10 % contre 35 % en 1950. On compte 800 000 voitures contre 50 000 en 1950. Néanmoins, de l'aveu même des responsables du Fomento (administration de développement économique), il reste encore beaucoup à faire. Le chômage demeure toujours à son niveau de 12 % (le double de celui des Etats-Unis) et risque même d'augmenter avec le retour des Portoricains. Ainsi, cent mille Portoricains environ vivent au seuil de la misère. L'opération « Bootstrap » (languette de bottes) (1) lancée en 1942 par Luis Muñoz Marin, le premier gouverneur élu de l'île, a modifié les structures économiques et sociales : l'agriculture, qui occupait il y a trente ans plus de 200 000 personnes, n'en retient plus que 60 000, tandis que l'industrie a créé 163 000 emplois, le commerce et les services 300 000. Apparemment, il faudra accomplir de nouveaux efforts pour absorber une main-d'œuvre qui, en raison de l'extraordinaire taux de natalité, s'accroît de quelque 30 000 personnes par an.

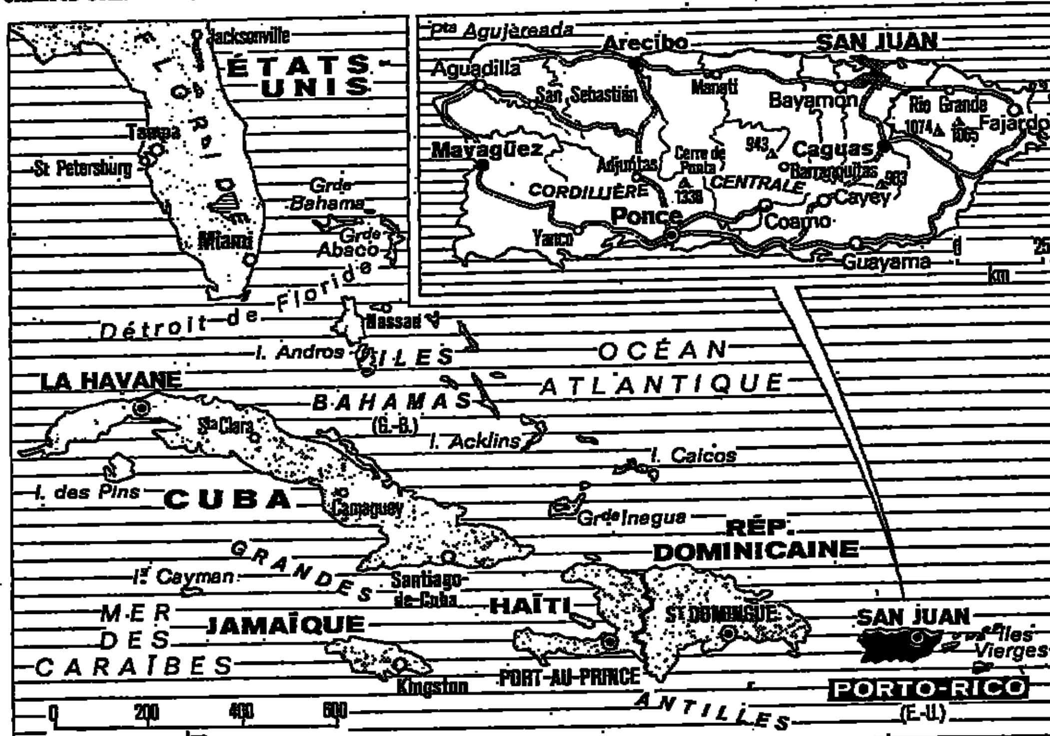
Les avantages de la liaison

Le succès économique de Porto-Rico est dû surtout aux liens spéciaux de l'île avec les Etats-Unis. Porto-Rico tire en effet des avantages sérieux de sa situation de « maîtresse entretenue de l'Amérique », comme le disent avec mépris les « independentistas », partisans d'une république indépendante. L'île tire en tout cas des bénéfices substantiels de cette « liaison », sans avoir à partager les charges et obligations d'un mariage. Et c'est pourquoi, jusqu'à nouvel ordre, elle préfère être une maîtresse privilégiée plutôt qu'une femme légitime. Elle n'aspire pas, évidemment, à une intégration complète qui ferait de Porto-Rico le cinquante et unième Etat des Etats-Unis. Les Américains ont innové dans ce domaine. La formule de l' « Estado libro asociado » permet de partager la citoyenneté, la défense, la monnaie avec les Etats-Unis, de recevoir une assistance annuelle de 700 à 800 millions de dollars, et cela sans avoir à payer d'impôts fédéraux. Surtout, afin de faciliter les investissements américains et étrangers, Porto-Rico, qui bénéficie de l'autonomie fiscale, est en mesure d'offrir aux industriels une exemption fiscale allant jusqu'à 100 %. Cet attrait considérable (les bénéfices réalisés peuvent être rapatriés sur le continent ou à l'étranger) s'ajoute à celui de salaires plus bas et à l'exemption douanière dont bénéficient les produits vendus sur le marché américain. On comprend alors pourquoi, sur les cinq cents plus importantes sociétés américaines, cent quinze ont installé dans l'île plus de quatre cents buildings. Les investissements étrangers dépassent actuellement 4 milliards de dollars, la grande majorité allant à la pétrochimie (1 600 millions de dollars).

Enfin, la stabilité politique représente une force d'attraction supplémentaire pour les capitaux américains et étrangers, sollicités et traités avec beaucoup d'égards. La majorité des Portoricains s'accommodent bien de cette dépendance économique et ne paraissent pas jalouser l'indépendance de leurs voisins, s'accompagnant d'un niveau de vie inférieur. L'action terroriste, très spectaculaire (on se rappelle l'attentat contre Truman en 1950, les rafales de mitraillette tirées de la tribune du Capitole en 1954), reste limitée. Pourtant, on peut déceler un malaise et du mécontentement jusque dans les allées du pouvoir envers le « sugar daddy » (le papa gâteau) américain. De par son statut, la maîtresse choyée n'est jamais satisfaite. Elle en veut toujours davantage et en vient parfois à se demander si la légitimité ou peut-être même la rupture ne seraient pas une meilleure solution.

HENRI PIERRE.

(1) Ce qui revient à dire : « enfiler ses bottes soi-même ».



Prochain article :

DES OMBRES SUR LA VITRINE

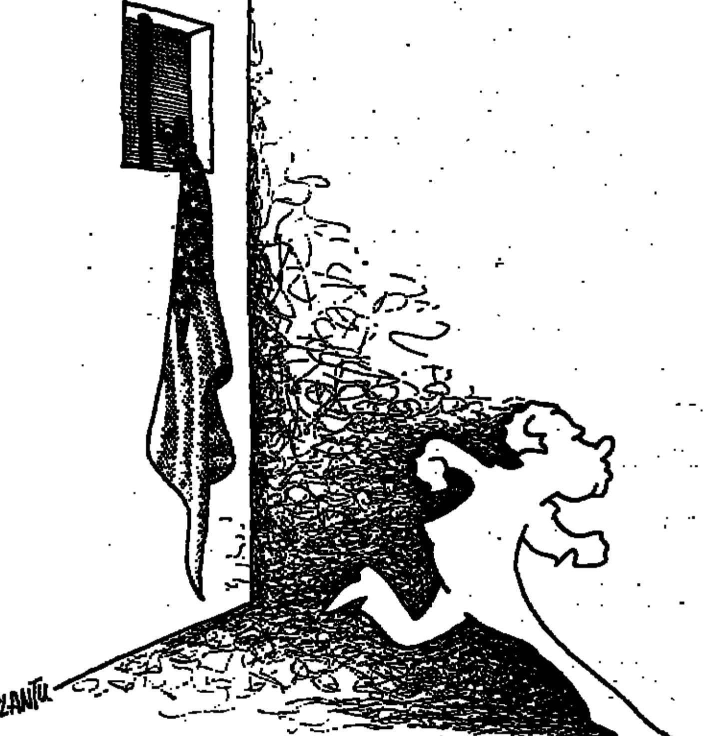
APRÈS LA GRACE ACCORDÉE A M. NIXON

Le conseiller de presse de la Maison Blanche donne sa démission

De notre correspondant

Washington. — Un mois, presque jour pour jour, après la démission de Richard Nixon, le président Ford a voulu écrire l'épilogue, clore définitivement un chapitre pénible de l'histoire américaine, en accordant à son prédécesseur une « grâce complète, absolue et sans condition ».

Le dénouement du Watergate avait été accueilli avec soulagement. A en juger par les vives réactions des milieux politiques, cet épilogue risque au contraire de rouvrir des plaies à peine cicatrisées, de ressusciter presque l'affaire du Watergate moribonde et en tout cas de compromettre la « lune de miel » inespérée entre le président et le Congrès.



(Dessin de PLANTU.)

Au cours de sa première conférence de presse, le président Ford précisait qu'une mesure de grâce ne pourrait être considérée qu'ultérieurement, à la fin de l'éventuelle action judiciaire. *A priori*, il faut donc prévoir que le public — selon Gallup, 58 % d'Américains recommandent des poursuites contre M. Nixon — réagira négativement devant un revirement aussi net et une décision aussi contraire aux principes de l'égalité devant la loi. Comment, en effet, accepter que l'ancien président soit gracié pour des crimes dont on ne connaît ni la nature ni l'ampleur, alors que des comparses, des « lampistes » comme Krogh, Kalmbach, Colson et d'autres, paient actuellement en prison leur dette à la société ? Comment le procès de ses adjoints Erlichman, Haldeman et quatre autres inculpés pourrait-il s'ouvrir au début de septembre, alors que ces subordonnés exécutaient seulement les instructions de l'homme qui détenait les responsabilités suprêmes ? N'est-il pas choquant, enfin, que le nouveau président gracié l'homme auquel il doit sa fulgurante ascension politique ?

Pourquoi ce revirement total ? Le président a dit dans sa déclaration que « *beaucoup de décisions à prendre à la Maison Blanche n'avaient plus rien à voir avec les questions hypothétiques auxquelles j'ai répondu librement dans le passé et peut-être trop rapidement* ». Sûrement il n'y a pas de raison de douter de la sincérité de l'homme compatissant à l'égard de « *Richard Nixon et de ses proches bien-aimés qui ont assez souffert et continueront de souffrir quoi que je fasse* », soucieux aussi de lui assurer un procès équitable, décidé à éviter à un ancien président d'être « *excessivement pénalisé* » en raison de son rang... La partie n'est peut-être pas perdue auprès de l'opinion publique sensible aux arguments d'un homme de bonne foi, fidèle à ses amis, qui, après avoir assisté à un office religieux et communié parle des obligations que lui impose sa conscience d'homme et « *d'humble serviteur de Dieu* », constamment invoquée, pour le guider dans sa décision prise non dans l'intérêt de son ami mais dans celui du peuple américain.

Mais le politicien a sans doute jugé préférable de déclencher aujourd'hui une tempête violente, mais de courte durée, plutôt que de laisser le climat s'envenimer lentement pendant les longs mois précédents les mesures de clémence qu'il avait en son for intérieur décidé depuis longtemps Enfin, un des facteurs ayant déterminé le président Ford c'est la santé de M. Richard Nixon qui, selon plusieurs témoignages, serait dans un état dépressif grave.

Dans ce contexte, le président Ford décida de faire savoir à M. Nixon, dès jeudi, qu'il se proposait de prendre une mesure de grâce, en vertu des pouvoirs que lui confère la Constitution. Certes, la Maison Blanche a pris bien soin de préciser que la grâce présidentielle n'avait pas été négociée et qu'elle aurait été prise en tout état de cause, indépendamment des réactions de M. Nixon. Pourtant, de sa retraite de San-Clemente, l'ancien président n'a pas perdu une minute pour faire ce que M. Buchen, conseiller personnel de M. Ford, a appelé « un acte de contrition ».

L'ancien président Nixon s'en tire ainsi à bon compte. Sauvé d'une inculpation probable, à l'abri de poursuites pour des délits fédéraux, il pourrait théoriquement être poursuivi par les juridictions d'Etat et attaqué devant un tribunal civil. Il reste passible également d'outrage à magistrat s'il refuse de témoigner ou de communiquer les documents de la Maison Blanche requis par voie d'injonction judiciaire. Mais sur ce point, l'accord négocié entre la Maison Blanche et l'ancien président est favorable à ce dernier. Richard Nixon est reconnu comme ayant seul un droit de propriété sur ces documents, qui seront placés sous une surveillance conjointe avec la Maison Blanche. Mais lui seul pourra autoriser l'accès à ces documents sur lesquels il réaffirme ses droits littéraires. Un point qui n'est pas secondaire s'il est vrai qu'une maison d'édition lui a déjà proposé 2 millions de dollars pour ses Mémoires. Richard Nixon s'engage à faire don de ces documents au gouvernement pour le 1er septembre 1979, mais ceux-ci devront être détruits cinq ans plus tard ou, en cas de décès de l'ancien président, avant cette date.

Dans l'immédiat, M. Nixon doit recevoir une pension de 96 000 dollars (460 000 F), et son successeur a demandé au Congres 249 000 dollars de crédit supplémentaire couvrant les frais de voyage, de communication, de bureau, et 100 000 dollars de « divers ». Comme le rappelle le *New York Times*, la République américaine a souvent maltraité ses anciens présidents, dont certains ont fini dans la gêne. Mais à un moment où le gouvernement ajourne les augmentations de salaires de ses fonctionnaires, victimes de l'inflation, une telle générosité envers un homme qui échappe de justesse à l'inculpation, paraît pour le moins insolite.

H. P.

PLUS DE 2 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES MÉMOIRES

M. Richard Nixon a signé avec l'agent littéraire américain Irving Lazar un contrat pour la vente de ses Mémoires. La nouvelle, annoncée dans le dernier numéro du magazine « Time », a été confirmée le lundi 9 septembre par l'agent lui-même. M. Lazar, qui représente aux Etats-Unis des auteurs comme Vladimir Nabokov, Arthur Schlesinger Jr., l'historien, et Françoise Sagan, a précisé que la valeur du contrat dépasserait 2 millions de dollars (plus de 9,6 millions de francs).

Les souvenirs de l'ancien président se présenteront en trois volumes. M. Nixon racontera d'abord son enfance et sa vie jusqu'à son premier mandat de président des Etats-Unis. Le deuxième tome devrait être consacré à ses réalisations dans le domaine de la politique étrangère et le troisième à l'affaire du Watergate.

Éviter un débat prolongé, source de division

Voici le texte du décret du président Ford graciant M. Nixon :

« *M. Richard Nixon est devenu le trente-septième président des Etats-Unis le 20 janvier 1969, et il a été réélu en 1972 pour un second mandat par les électeurs de quarante-neuf Etats sur cinquante. Son mandat s'est poursuivi jusqu'à sa démission, le 9 août 1974.*

» *A la suite de résolutions de la Chambre des représentants, sa commission judiciaire a mené une enquête qui a duré plus de huit mois sur la mise en accusation du président. Les débats et délibérations de la commission, qui ont reçu une vaste publicité nationale par la télévision, la radio et la presse écrite ont abouti à des votes défavorables à M. Richard Nixon et à l'adoption d'articles de mise en accusation.*

» *A la suite de certains actes ou omissions survenues avant sa démission de la fonction de président, M. Richard Nixon s'est trouvé passible d'une mise en accusation et d'un jugement pour délits commis contre les Etats-Unis. Les conclusions du grand jury désigné et la discrétion du procureur mandaté à cet effet vont décider s'il sera ou non poursuivi. S'il était traduit en justice, l'accusé aurait droit à un procès équitable par un jury impartial, comme cela est garanti à chacun par la Constitution.*

» *On estime que le procès de Richard Nixon, s'il était nécessaire, ne pourrait raisonnablement débuter avant un an ou davantage. Entre-temps, le calme retrouvé par cette nation au cours de ces dernières semaines aurait été irréparablement perdu par la perspective de traduire en justice un ancien président des Etats-Unis. Cette perspective causera un débat prolongé, source de division, sur l'opportunité d'exposer à une punition et à une dégradation encore plus grandes un homme qui a déjà subi la peine sans précédent de l'abandon de la fonction élective la plus haute des Etats-Unis.*

» *En conséquence, moi, Gerald R. Ford, président des Etats-Unis, conformément au droit de gr grâce qui m'est conféré par l'article II, section 2 de la Constitution, accorde par ces présentes une grâce complète, absolue et sans condition à Richard Nixon pour tous les délits que ledit Richard Nixon a commis ou aurait pu commettre ou auxquels il aurait pris part durant la période du 20 janvier 1969 au 9 août 1974.*

» *En foi de quoi, j'ai signé ceci de ma main, ce huitième jour de septembre de l'an mil neuf cent soixante-quatorze de notre Seigneur et de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique le cent quatre-vingt-dix-neuvième.* »

La déclaration de l'ex-président

Un fardeau que je porterai tous les jours

Voici le texte de la déclaration faite par l'ancien président Nixon après l'annonce de l'amnistie accordée par M. Gerald Ford.

« *J'ai été informé que le président Ford m'a accordé une amnistie pleine et entière pour toutes les charges qui pourraient être portées contre moi pour des actes accomplis pendant que j'étais président des Etats-Unis. En acceptant ce pardon, j'espère que cet acte de clémence contribuera à soulager notre pays du fardeau du Watergate.*

» *Ici, en Californie, mon optique sur le Watergate est tout à fait différente de celle que j'avais lorsque j'étais au milieu de la mêlée, tandis que je subissais encore la charge quotidienne incessante de la présidence.*

» *En revoyant ce qui est encore dans mon esprit une masse complexe et confuse d'événements, de décisions, de pressions et de personnalités, je peux voir maintenant clairement une chose. « savoir que j'ai eu tort de ne pas agir avec plus de décision et de diligence pour régler l'affaire du Watergate, surtout lorsqu'elle est parvenue au stade de la procédure judiciaire et lorsque ce qui était un scandale politique est devenu une tragédie nationale.*

» *Il n'y a pas de mots pour décrire la profondeur de mon regret et de mon chagrin devant l'angoisse que mes fautes dans l'affaire du Watergate ont infligée à la nation et à la présidence, à une nation pour laquelle j'ai tant d'amour et une institution pour laquelle j'ai tant de respect.*

» *Je sais que nombreux sont ceux qui penseront sincèrement que mes motifs et mes actes dans l'affaire du Watergate étaient intentionnellement égoïstes et illégaux. Je comprends maintenant comment mes propres fautes, mes propres erreurs de jugement ont contribué à cette conviction et paraissent la soutenir. Ce fardeau est le plus lourd de tous à supporter. Avoir choisi la mauvaise voie en m'efforçant de régler l'affaire du Watergate est un fardeau que je porterai tous les jours qui me restent à vivre.* »

AMÉRIQUES

Chili

SELON UN PARLEMENTAIRE DE WASHINGTON

Les États-Unis auraient dépensé au moins 8 millions de dollars pour lutter contre le gouvernement Allende

Washington. — Entre 1970 et 1973, le gouvernement américain a autorisé la C.I.A. à employer de 3 à 11 millions de dollars (32 millions de francs), aux fins de renverser le gouvernement de Salvador Allende, assurent, dans leurs éditions du 8 septembre, le *New-York Times* et le *Washington Post*. Selon les deux journaux, cette information avait été fournie en avril dernier par M. Colby, directeur de la C.I.A., à une sous-commission de la Chambre des représentants chargée de superviser les activités des services spéciaux américains.

Ce témoignage a été révélé par le représentant démocrate, M. Harrington (Massachusetts), dans une lettre confidentielle, adressée à M. Morgan, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre, et dont le *New York Times* a pu se procurer une copie. Le journal de New-York *ainsi que le Washington Post* précisent qu M. Harrington avait été autorisé par le président de la sous-commission intéressée à lire le témoignage de M. Colby, mais sans pouvoir prendre de notes. « *Ma mémoire doit être considérée comme l'unique source de ce témoignage* », écrit le représentant du Massachusetts.

Ce témoignage confirme, sur *plusieurs points, la version de l'affaire*, qui avait été donnée par M. Fernando Uribe, ancien ministre, conseiller à l'ambassade du Chili à Washington, du temps de M. Eduardo Frei, et ambassadeur à Pékin de l'Unité populaire, dans son ouvrage *le Livre noir de l'intervention américaine au Chili*.

Selon le *New York Times*, un certain nombre de hauts fonctionnaires ont confirmé les détails des activités de la CIA au Chili telles que M. Harrington les a résumées.

Du témoignage de M. Colby, datant du 22 avril, il *ressort* que les officiels du département d'Etat et de la Maison Blanche ont délibérément, et à plusieurs reprises, menti au Congrès et à l'opinion sur la nature et l'étendue de l'intervention du gouvernement américain dans les affaires intérieures du Chili.

La première action américaine contre Salvador Allende eut lieu en 1964, alors qu'il briguait la

De notre correspondant

présidence contre le démocrate-chrétien M. Eduardo Frei, qui avait la préférence du gouvernement de Washington : 3 millions de dollars de la C.I.A., distribués à des particuliers, des partis politiques et des journaux, appuyèrent *les efforts du parti démocrate-chrétien*. Selon M. Harrington, M. Colby a fait un témoignage précis et franc, mais a refusé d'identifier les contacts et les intermédiaires de la C.I.A.

Le chef de la C.I.A. aurait souligné que toutes les opérations de cet organisme contre Allende avaient été approuvées par le Comité des quarante, organisme *que présidait alors* M. Kissinger, et chargé de contrôler l'action des services spéciaux. Ainsi, en 1969, puis en 1970, ce Comité avait autorisé l'attribution de 500.000 dollars destinés aux éléments « *en mesure de maintenir en activité les adversaires d'Allende* », ou à des hommes de partis d'opposition.

M. Kissinger partisan d'une intervention active ?

Après l'élection de S. Allende en *1970*, le *Comité des quarante* aurait également approuvé l'affectation d'une somme de 350.000 dollars en vue de corrompre des membres du congrès chilien dans le cadre d'un projet compliqué visant à faire annuler les résultats du scrutin. Ce projet fut jugé irréalisable et abandonné. Toujours selon le témoignage de M. Colby tel que le rapporte M. Harrington, le Comité des quarante aurait affecté alors cinq millions de dollars à la C.I.A. afin d'aider à une politique du pire contre le régime d'unité populaire *pendant la période* 1971-1973. En 1973, 1.500.000 dollars supplémentaires furent employés à soutenir les adversaires d'Allende aux élections municipales, ainsi qu'un journal « *influent* », mais non autrement identifié, hostile au gouvernement.

Enfin, en août 1973, au moment où le gouvernement Allende faisait face aux plus sérieuses difficultés, les « Quarante » autorisèrent l'affectation de 1 million de dollars, toujours aux *fins de* « déséquilibrer » le régime. M. Colby aurait précisé qu'une demande de 50 000 dollars supplémentaires pour aider la grève des camionneurs et des transporteurs publics avait été rejetée.

Après le coup d'Etat, le programme a été supprimé. Mais *34 000 dollars sur les crédits* initialement prévus auraient encore été consacrés à l'achat d'une station de radio (pour 25 000 dollars) et au financement (pour 9 000 dollars) d'un voyage de porte-parole de la junte militaire dans les autres pays de l'Amérique latine.

Le *New York Times* fait état des commentaires de certains fonctionnaires spécialisés dans ces affaires, défendant tous l'action de la C.I.A. en rejetant les responsabilités sur le Comité des quarante. Selon l'un d'entre eux, des divergences de vues séparaient certains fonctionnaires du département d'Etat de M. Kissinger, alors conseiller du président Nixon. M. Kissinger aurait été partisan d'une intervention active, d'une « *obstruction considérable* » visant à « *discréditer totalement* » le gouvernement de S. Allende, alors que ses interlocuteurs préconisaient une action plus *modérée*.

Le journal de New-York rappelle qu'en octobre dernier M. Colby, déposant devant une sous-commission des affaires étrangères de la Chambre, n'avait pas exclu que les manifestations contre le régime de S. Allende aient pu être soutenues par des filiales de compagnies américaines, au Brésil et dans d'autres pays sud-américains. Il rappelle également, pour la critiquer, l'attitude de plusieurs hauts fonctionnaires du département d'Etat qui, en avril dernier, avaient déposé, sous serment, devant la sous-commission chargée d'enquêter sur les activités des sociétés multinationales. Ils avaient assuré que le gouvernement américain n'avait jamais exercé aucune pression ni n'était intervenu en *aucune façon dans les affaires* intérieures chiliennes. — H. P.

Mexique

LE BEAU-PÈRE DU PRÉSIDENT ECHEVERRIA A ÉTÉ LIBÉRÉ PAR SES RAVISSEURS

(De notre correspondant.)

Mexico. — A vingt-quatre heures d'intervalle, les deux séquestrés les plus célèbres du Mexique ont été libérés. L'un, M. José Guadalupe Zuno, beau-père du président Luis Echeverria, l'a été à l'initiative de ses ravisseurs ; l'autre, le sénateur Ruben Figueroa, a été délivré par l'armée.

M. Zuno, qui avait été enlevé le 28 août, a été remis en liberté dans la nuit du 7 au 8 septembre à Guadalajara par les Forces révolutionnaires armées du peuple (FRAP). M. Figueroa, qui avait *été capturé le 30 mai par la* Brigade paysanne du parti des pauvres, commandée par le guérillero Lucio Cabanas, a été délivré à l'issue d'un affrontement armé entre un détachement militaire et ses gardiens. M. Figueroa, candidat du parti révolutionnaire institutionnel (au pouvoir) au poste de gouverneur de l'Etat de Guerrero, était tombé entre les mains *de la Brigade paysanne alors* qu'il tentait d'avoir une entrevue avec M. Cabanas afin de trouver une solution politique à la guérilla.

Dans les deux cas, le gouvernement *avait* refusé *de négocier*, conformément au principe qu'il avait posé en octobre 1973, à l'occasion d'un double enlèvement à Guadalajara.

PROCHE-ORIENT

Le Caire et Damas poursuivent leurs efforts en vue du rapprochement jordano-palestinien

Israël et la Jordanie seraient tombés d'accord sur une formule de compromis pour un dégagement partiel des forces israéliennes stationnées sur la rive occidentale du Jourdain, rapporte ce lundi 9 septembre le correspondant à Beyrouth du Los Angeles Times, *qui cite une source diplomatique américaine.*

Ce compromis, qui restituerait au roi Hussein le contrôle d'une partie de la Cisjordanie que l'armée israélienne évacuerait, pourrait être rendu public au cours de la visite aux Etats-Unis de M. Itzhak Rabin, attendu mardi à Washington.

De notre correspondant

Beyrouth. — C'est vers le 16 septembre que doit se tenir au Caire la réunion tripartite Egypte - Syrie - O.L.P. qui sera consacrée en grande partie à l'assainissement des relations jordano-palestiniennes en vue de préparer la voie à une « réconciliation », ne serait-ce que tactique, entre le roi Hussein et l'O.L.P. Celle-ci, cependant, souhaiterait harmoniser ses positions avec celles de la Syrie avant de se rendre au Caire, où elle se propose de soulever le problème de sa représentativité, compte tenu du communiqué conjoint Sadate-Hussein de juillet dernier, qui ne reconnaît pas à l'organisation de M. Arafat le droit de représenter les Palestiniens établis dans le royaume hachémite.

Damas et Le Caire sont d'accord pour un rapprochement jordano-palestinien, qui serait essentiellement axé sur les thèses qui seront défendues par toutes les délégations arabes à l'Assemblée *générale des Nations unies*. On sait qu'une proposition palestinienne demandant que le problème de la Palestine soit inscrit séparément à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée a été adoptée à l'unanimité par le *conseil* de la Ligue arabe. Dans cette perspective, souligne-t-on à Damas, les Palestiniens auraient intérêt à se présenter à New-York forts de la caution et de l'appui de tous les gouvernements arabes. Si une réconciliation avec Hussein paraît prématurée, la neutralisation du roi serait d'autant plus profitable qu'elle unifierait les rangs arabes aux Nations unies et favoriserait surtout le ralliement massif des pays africains et latino-américains à la cause palestinienne. On fait savoir à ce propos que si le conflit entre le roi Hussein et la résistance peut paraître difficilement surmontable, leur intérêt commun leur commande aujourd'hui d'opter pour une position tactique commune face aux manœuvres israéliennes destinées à les diviser pour liquider la résistance, sans pour autant restituer au roi de Jordanie plus qu'une zone restreinte en Cisjordanie.

Ménager le roi Hussein

Tel serait le point de vue de Damas et de la plupart des organisations palestiniennes. Reste à savoir si le roi Hussein acceptera éventuellement de se joindre à la réunion tripartite du Caire. Des démarches dans ce sens ont lieu actuellement. Elles visent à mettre sur pied une stratégie commune inter-arabe aux Nations unies sans que M. Arafat ait besoin pour cela d'échanger le baiser de paix avec le souverain hachémite. Pour l'instant, l'aile *modérée de* la résistance, avec à sa tête le Fath, essaie, autant que faire se peut, de ménager le roi de Jordanie. De nombreux tracts commémorant la guerre jordano-palestinienne de septembre 1970, et qui se trouvaient sous presse, n'ont pas été imprimés sur instruction de M. Arafat. De même, a-t-on ajourné *in extremis* l'édition d'un cahier de dessins d'Ismaïl Chamout, l'un des plus grands peintres palestiniens, qui évoquent des scènes de massacres de Palestiniens en Jordanie.

EDOUARD SAAB.

● *Le général Saadeddine Chazli*, ambassadeur d'Egypte en Grande-Bretagne et ancien chef d'état-major de l'armée égyptienne lors de la guerre d'octobre, est arrivé dimanche 8 septembre au Caire, venant de Londres. L'officieux *Al Ahram écrit lundi que* le diplomate égyptien a été rappelé en consultation à la suite de déclarations faites au cours d'une réunion d'étudiants à Londres.

Le diplomate égyptien avait critiqué au cours de cette réunion la manière dont « *la direction politique égyptienne* » avait mené la guerre d'octobre et lui avait notamment reproché sa prudence exagérée qui, selon M. Chazli, avait permis la percée israélienne du « *déversoir* », sur la rive occidentale du canal de Suez — *(A.F.P.)*

AMNESTY INTERNATIONAL DEMANDE LA NOMINATION D'UN HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS DE L'HOMME

Copenhague (*A.F.P.*). — Le conseil d'Amnesty International a terminé les travaux de sa réunion annuelle dimanche 8 septembre à Askov, dans le Jutland, en adoptant plusieurs résolutions en faveur des détenus en République démocratique allemande et dans plusieurs pays asiatiques et pour abolir la peine de mort dans le monde. L'organisation réclame notamment une enquête au sujet du nombre croissant de citoyens de R.D.A. arrêtés ou condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir essayé de quitter le pays ou avoir aidé d'autres personnes à le faire.

Les cent cinquante délégués ont aussi décidé d'envoyer des télégrammes au *président* Par[illegible] Chung Hee de Corée du Sud, a[illegible] gouvernement uruguayen et a[illegible] président Ferdinand Marcos d[illegible] Philippines, pour réclamer la lib[illegible]ration immédiate des prisonni[illegible] politiques. Ils expriment leur p[illegible]occupation au sujet des déten[illegible] politiques au Vietnam du Sud, [illegible] invitent les parties à respecter [illegible] accords de Paris.

Le prochain congrès annu[illegible] d'Amnesty International se tien[illegible]dra en Suisse en septembre 197[illegible]

A Askov, le conseil n'a pas dé[illegible]signé le successeur de M. Sean McBride, président du mouvement depuis sa création en 1961, qui s'est retiré.

Dans son rapport annuel, publié à l'occasion de la réunion de ce conseil au Danemark, Amnesty International réclame la nomination d'un haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, nanti d'un pouvoir d'enquête.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● M. GEORGES SEGUY, secrétaire général de la C.G.T., se rend ce lundi 9 septembre à Alger où il s'entretiendra avec des responsables du F.L.N. et de l'U.G.T.A., la centrale syndicale. Sa visite précédera de quarante-huit heures celle de M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français. M. Séguy est ensuite attendu le 10 septembre à *Conakry. Il y séjournera* en même temps qu'un groupe de syndicalistes soviétiques. — *(A.F.P., Reuter.)*

Argentine

● LE RECTEUR DE L'UNIVERSITE DE BUENOS-AIRES, M. Laguzzi, a été grièvement blessé le 7 septembre à son domicile par l'explosion d'une bombe qui a également atteint sa femme et tué son jeune fils, âgé de quatre mois. M. Laguzzi, qui appartient à la gauche *péroniste*, a *vraisemblablement* été victime d'un groupe d'extrême droite. Des attentats à la bombe et des incidents violents ont également eu lieu, durant le week-end, à Rosario, où trois jeunes péroniste de gauche ont été tués en manipulant des explosifs à La Plata, à Mar-del-Plata et à Santiago-delEstero. — *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*

Bulgarie

● TOUS LES CITOYENS BULGARES qui ont quitté illégalement leur pays seront amnistiés à condition qu'ils rentrent en Bulgarie avant le 31 août 1975, a annoncé samedi 7 septembre l'agence bulgare de presse B.T.A. Cette amnistie a été décrétée par le Conseil d'Etat à l'occasion du trentième anniversaire de la Bulgarie.

Niger

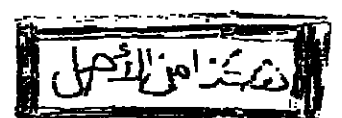
● LES GOUVERNEMENTS DE NIAMEY ET DE PYONG-YANG viennent de décider l'établissement de relations diplomatiques. Une délégation nigérienne se rendra prochainement en République populaire de Corée pour préciser les domaines dans lesquels la coopération entre les deux pays devra se manifester.

Roumanie

● UNE DELEGATION MILITAIRE CHINOISE, dirigée par M. Hsiang Chung-hua, membre suppléant du comité central du P.C. chinois et chef *adjoint de l'état-major de l'armée*, est arrivée le dimanche 8 septembre à Bucarest, en visite officielle, annonce l'agence Agerpress.

Yougoslavie

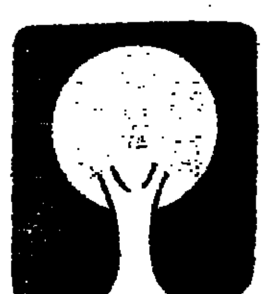
● LES REPRESENTANTS DES PAYS NON-ALIGNES tiennent, à partir du lundi 9 septembre, à Belgrade, une réunion de quatre jours pour *élaborer les grandes lignes de la coopération économique entre leurs gouvernements, conformément aux décisions et recommandations adoptées l'an dernier à Alger au cours de la quatrième conférence « au sommet » du mouvement.* — *(A.P.)*



OPÉRATION HESPÉRIDES

U&O PUBLICITÉ

UNIVAC SÉRIE 90
ENFIN LE DIALOGUE AVEC L'ORDINATEUR N'EST PLUS UN FRUIT DÉFENDU



Le jardin des Hespérides.
Souvenez-vous. Les Hespérides, des nymphes qui habitaient un jardin merveilleux. Dans ce jardin, un arbre. Un pommier fabuleux, un pommier aux pommes d'or. Des pommes d'or, voilà bien des fruits rares, des fruits inaccessibles aussi. Car un dragon veillait. Un dragon à cent têtes qui sans relâche, protégeait ces trésors. Jamais personne ne put cueillir une pomme. L'arbre gardait son fruit.
Mais un jour, Hercule parut. Après maints efforts et maintes ruses, la pomme d'or fut cueillie. Le onzième de ses travaux était achevé, brisant ainsi le mythe du fruit inaccessible.

Univac IMS 90, quand les services de l'entreprise accèdent eux-mêmes à l'information.
Regardez autour de vous. Que voyez-vous dans l'entreprise? Un ordinateur lointain, souvent inaccessible. Un manque d'informations, des attentes, des saturations. Des montagnes de listings à dépouiller. Un informaticien débordé...
Et pourtant, l'ordinateur est là, travaillant en fraction de seconde.
Alors aujourd'hui Univac décide de rendre l'information à ceux qui l'utilisent : les services de l'entreprise.
IMS 90 libère les utilisateurs et les informaticiens.
Aujourd'hui IMS 90 vous permet de dialoguer avec l'ordinateur; un ordinateur qui parle votre langage.

Aujourd'hui Univac et la Série 90 (modèles, 30, 60, 70) libèrent les informaticiens autrefois surchargés.
Aujourd'hui la Série 90 d'Univac rend enfin accessibles aux services de l'entreprise des fruits autrefois défendus.

SPERRY UNIVAC - 3, rue Bellini - LA DEFENSE - PUTEAUX (92806) - Tél. 772.20.27

BRUXELLES 1170:117, Chaussée de la Hulpe-Tél. 73.98.00

SPERRY UNIVAC

QUAND L'INFORMATIQUE DEVIENT DIALOGUE

ASIE

LA CORÉE EN MAL DE RÉUNIFICATION

II. — La « porte ouverte »

Dans un premier article, notre envoyé spécial a décrit la *zone de Panmunjon, seul point* de contact entre les deux Etats coréens, et évoqué l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue entre les deux régimes ennemis. Après la grande « percée » qu'avait permise le communiqué conjoint du 4 juillet 1972, les conversations ont été pratiquement suspendues au cours de l'été 1973.

De notre envoyé spécial
MICHEL TATU

Séoul. — Le régime du Sud a *fait preuve d'un peu plus d'imagination* avec sa politique étrangère dite de la « porte ouverte », *annoncée par le président Park* en juin 1973. La date de cette proclamation n'avait pas été choisie au *basard : depuis* le printemps de la même année, la Corée du Nord avait établi des relations diplomatiques avec le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède, l'Argentine et d'autres Etats occidentaux ; elle avait été admise en mai à l'Organisation mondiale de la santé, ce qui lui donna, un mois plus tard, un statut d'observateur au quartier général de l'ONU à New York.

La Corée du Sud n'était évidemment pas en mesure de proclamer l'équivalent de la « doctrine Hallstein », par laquelle l'Allemagne fédérale, il y a une dizaine d'années, s'engageait à rompre ses relations avec tout Etat qui reconnaissait son rival de l'Est. Le président Park annonça donc qu'il « *ouvrait sa porte à toutes les nations du monde* » et par conséquent, implicitement, qu'il ne voyait pas d'objections à ce qu'un même Etat ait des relations égales avec les deux Etats rivaux. A Séoul toutefois, on assortit cette doctrine d'un vœu : que les pays de l'Est et du tiers-monde traditionnellement amis de la Corée du Nord ouvrent aussi leurs portes aux Coréens du Sud. Et c'est parce que les efforts déployés en ce sens sont restés infructueux jusqu'à présent que Séoul dissuade aujourd'hui ses « amis » occidentaux d'ouvrir des relations formelles avec le régime de Pyongyang.

Le « Koryo » à l'O.N.U. ?

La France notamment se range à cette argumentation. Comme M. Jobert l'avait exposé le 20 juin 1973 à l'Assemblée nationale, le gouvernement français se demande « *pourquoi on attend de nous ce qu'aucune puissance de l'Est ne fait, c'est-à-dire une reconnaissance équilibrée* ». Autrement dit, Paris n'avait pas l'intention à l'époque — et rien n'indique encore que la position ait changé sur ce point — d'établir des relations officielles avec Pyongyang aussi longtemps que les pays communistes n'en faisaient pas autant avec Séoul.

Mais cette rigoureuse logique a une conséquence paradoxale car, en attendant une très hypothétique normalisation entre Séoul et le bloc socialiste, la France a des relations fortement déséquilibrées avec les deux Etats : alors que le Sud entretient une ambassade à Paris depuis 1948, le Nord n'a eu droit, en 1967, qu'à y établir une « *représentation permanente du comité coréen pour le développement du commerce international (Pyongyang)* », cette *dernière parenthèse ayant pour* but d'éviter dans le protocole officiel les termes jugés malséants de « *République démocratique populaire de Corée* » (le pendant de ladite représentation à Pyongyang est une antenne du GEFRACOR, ou groupement économique France-Corée, tenue par le représentant d'une firme privée). Ces subtilités n'empêchent certes pas les relations commerciales de connaître un développement important — tant avec le Nord qu'avec le Sud — mais une normalisation s'imposera tout de même un jour, ne serait-ce que dans le vocabulaire...

Autre aspect de cette politique de la « porte ouverte » : non seulement la Corée du Sud ne s'oppose plus à la participation du régime du Nord aux activités des organisations internationales — il est de toute manière trop tard pour cela — mais encore elle préconise ouvertement l'admission des deux Etats coréens à l'ONU « *sous réserve que cela ne fasse pas obstacle à la réunification* ». A la différence de ses collègues communistes de Berlin-Est, qui ont demandé pendant des années l'admission des deux Allemagnes à l'ONU, M. *Kim Il Sung* s'est opposé catégoriquement à cette suggestion, arguant non sans raison *que l'admission* officielle des deux Etats à l'Organisation internationale consacrerait la division du pays. Il propose pour sa part que les deux Etats constituent entre eux une confédération qui, sous le nom de Koryo (en souvenir du royaume unifié constitué à la fin du Xe siècle dans la péninsule) serait seule admise à l'ONU.

Une respectabilité nouvelle

On a beau s'abriter à Séoul derrière des précédents historiques quelque peu spécieux (en arguant par exemple que la présence de l'Egypte et de la Syrie à l'ONU n'a pas empêché ces deux Etats de fusionner en 1958, ni leur représentation unique de se séparer à nouveau par la suite), on ne cache guère que cette politique implique un « ajournement apparent » de la réunification ; la propagande du Nord n'a pas manqué d'exploiter cette faiblesse.

Le très mauvais accueil fait par le Nord à la politique de la « porte *ouverte* » ne s'explique cependant pas par cette seule raison. Sans doute, aucun pays de l'Est européen n'a-t-il manifesté jusqu'à présent l'intention d'établir des relations normales avec Séoul. Toutefois l'hostilité des pays communistes à l'égard de la Corée du Sud s'est visiblement atténuée avec le temps. Au moment où la division de l'Allemagne a été officiellement consacrée par les Nations unies, où les accords de Paris sur le Vietnam ont conféré une certaine légitimité au régime de Saigon, les pays de l'Est semblent tout prêts à s'habituer à l'existence au sud de la Corée d'un régime anti-communiste certes, mais qui, malgré la rigidité de son système intérieur, n'est à l'évidence pas une menace pour son rival du Nord. M. Kim Il Sung lui-même n'a-t-il pas conféré à ce régime une respectabilité nouvelle en signant avec lui le communiqué du 4 juillet 1972 et en dialoguant très officiellement avec lui ?

Toujours est-il que si, par égard *pour Pyongyang*, il n'est pas question de relations diplomatiques, le boycottage de Séoul par les capitales communistes s'est quelque peu relâché. En août 1973, une équipe sud-coréenne a pris part *à une compétition sportive* à Moscou (ce qui a entraîné le retrait de l'équipe nord-coréenne) et des contacts entre responsables commerciaux de Moscou et de Séoul sont périodiquement signalés. Un professeur yougoslave a pris part à Séoul au colloque international mentionné plus haut sur les problèmes de la réunification de la Corée.

Aussi bien, la politique sudiste *de la « porte ouverte »* représente un danger potentiel pour le Nord, et l'on peut se demander *si sa proclamation* n'a pas été un des motifs qui ont conduit Pyongyang à mettre en veilleuse *le dialogue* entre les deux Corées l'été dernier. Les alliés communistes, a-t-on pu penser dans la capitale nordiste, seront moins tentés de s'adresser à Séoul si la détente entre les deux Etats marque le pas.

A ce propos, les traits particuliers du régime nord-coréen apparaissent souvent comme un obstacle à la réunification mais, par d'autres côtés, ils lui entrouvrent aussi des chances nouvelles. Plus « dur » que celui de la moyenne des pays communistes, siège d'un culte effréné — plus massif encore que celui de Mao dans la Chine voisine — du « grand leader » Kim Il Sung, plus isolé encore que celui du Vietnam du Nord où le marxisme « à l'occidentale » a tout de même laissé quelques traces, *puissamment* militarisé, ce régime n'a jamais pu se débarrasser d'une agressivité *foncière vis-à-vis de son rival du* Sud : s'il a renoncé, après l'aventure de 1950, à la conquête militaire *ouverte*, il ne conçoit la réunification qu'en termes de lutte révolutionnaire plus ou moins violente débouchant sur la victoire de son système au Sud.

Un dénominateur commun : le nationalisme

En même temps, la Corée du Nord est l'une des plus indépendantes des *petites puissances* communistes, avec la Roumanie et le Vietnam du Nord. Après s'être brouillée avec l'U.R.S.S., en s'appuyant sur la Chine, au début des années 60 — ce qui lui valut, en 1962, un arrêt de l'aide militaire *et économique soviétique*, bien qu'un traité d'assistance ait été conclu avec Moscou un an plus tôt — elle a connu une période de froid avec la Chine en raison de son refus de s'aligner sur les positions extrêmes de Pékin pendant la révolution culturelle. Depuis lors, elle s'est arrêtée à une ligne moyenne — amitié formelle mais souci d'éviter toute ingérence ou engagement compromettant — à l'égard de ses deux grands voisins communistes.

Aussi bien, à la différence de ce qui s'est passé en Allemagne *avant et même* après *la normalisation* entre Bonn et Berlin-Est, on ne s'avise guère en Corée du *Sud de traiter le régime rival de* « marionnette de Moscou » ou de Pékin. Provenant essentiellement *de l'incompatibilité de deux dictatures*, la querelle actuelle est beaucoup plus une affaire de *structure interne que de nationalisme*, l'un et l'autre régime se réclamant de ce dernier avec une *égale sincérité*. Ce dénominateur commun a permis le rapprochement de 1972, il devrait permettre de nouveaux progrès le jour où les dirigeants des deux Etats le voudront bien.

Ils *devront en effet compter* surtout sur eux-mêmes, car l'environnement international *encourage essentiellement le maintien* du *statu quo*. Parmi les quatre puissances qui, seules, ont un *intérêt direct pour ce qui* se passe dans la péninsule — U.R.S.S., Chine, Japon et Etats-Unis, — *chacune soutient en théorie* l'un des deux régimes coréens, mais souhaite encore plus ardemment que son rival direct *ne profite* pas d'une modification du système actuel. Ainsi, les diplomates étrangers à Séoul considèrent que la Chine s'accommode assez bien de la présence de troupes américaines en Corée du Sud, et préfère en tout cas cette situation à la création d'un « vide » qui pourrait attirer l'expansionnisme japonais, voire soviétique. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que le compromis voté l'an dernier à l'Assemblée générale de l'ONU sur la Corée — liquidation de l'UNCURK, organisme chargé de la reconstruction de la Corée, mais maintien du commandement des Nations unies, donc des forces américaines — ait été possible au lendemain d'un voyage de M. Kissinger à Pékin.

En même temps, aucune de ces puissances ne souhaite voir la *tension monter dans la péninsule*, au risque de voire compromise la détente Est-Ouest — sinon Nord-Sud — *intervenue entre elle ces* dernières années. Le paradoxe de cette détente, en Corée comme en Allemagne, est qu'elle fige la division de ces pays pour le plus grand bien des plus grands.

Un État unifié depuis douze siècles

Le problème devra pourtant être réglé un jour. Non seulement, en effet, le 38e parallèle reste un des foyers de tension les plus explosifs du globe mais, aussi, le maintien indéfini d'une situation à ce point contraire à la nature et à la justice est inconcevable. A la différence de l'Allemagne, dont l'unité n'a pas duré cent ans, la Corée était déjà un Etat unifié il y a douze siècles : la dernière tentative de division qui lui ait été imposée, sous la domination mongole, remonte à plus de six cents ans. *De quelque point de* vue que l'on se place — historique, ethnique, culturel, économi*que*. — *rien ne justifie le présent* état de choses, sinon un concours de circonstances dont les Coréens *ne sont en aucune façon* responsables : c'est uniquement parce que Russes et Americains s'étaient mis d'accord en 1945 pour recueillir chacun de leur côté la capitulation des troupes japonaises de Corée — les premiers au nord du 38e parallèle, les seconds au sud — que les deux grandes puissances s'installèrent dans le pays, chacune établissant dans ce qui n'aurait même pas dû être une zone d'occupation un Etat « client ». En somme, on fit subir non pas au coupable mais à une victime de l'agression japonaise le sort qui, *en Europe, fut* réservé au principal responsable de la guerre. Un peu comme si la Pologne... *ou la France se fussent trouvées* divisées en 1945, et non pas l'Allemagne hitlérienne.

Comment ce que des millions d'Allemands considèrent encore comme une grave injustice ne serait-il pas jugé insupportable par les Coréens, ceux du Nord comme ceux du Sud ?

FIN

Pyongyang : une des premières puissances économiques de l'Asie

En vingt ans, la République populaire démocratique de Corée a connu un redressement économique peut-être sans précédent dans le tiers-monde socialiste. Pays fermé, à la structure rigide de type stalinien, mais riche en ressources naturelles, la Corée du Nord a bâti son développement sur deux principes dont elle ne s'est jamais départie : l'indépendance et le nationalisme. Tant sur le plan diplomatique qu'économique, après deux décennies de repli sur soi et d'isolation, la R.P.D.C. émerge aujourd'hui comme l'une des nouvelles puissances de l'Asie.

A la fin de mars dernier, devant la Ve assemblée du peuple, M. Kim Gyong Ryon, ministre des finances, a présenté pour l'année 1974 un budget en augmentation de 18 % sur celui de l'année précédente. Ce nouveau budget est estimé à 9,8 milliards de wons (soit 4,55 millions de dollars). En fait, les résultats de l'exercice 1973 (qui avaient permis de dégager un excédent de 260 millions de wons) ont encouragé le gouvernement à présenter cette année un budget très ambitieux. Tout en continuant d'accroître les investissements dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie lourde, afin d'augmenter la productivité, ainsi que dans le domaine de l'énergie — en édifiant par exemple une importante centrale sur le fleuve Taedong, — le gouvernement de la R.P.D.C. décidait d'abolir les impôts sur les revenus des particuliers et de diminuer de 30 % les prix des produits de consommation courante.

Ces mesures sont symptomatiques de la nouvelle orientation de la politique économique en R.P.D.C. : pour construire le pays, le gouvernement a axé ses efforts sur l'industrie lourde et les biens d'équipement, mais actuellement, un certain niveau ayant été atteint, on assiste au développement parallèle d'une industrie tournée vers *l'amélioration* des conditions de vie, la fabrication de produits de consommation et de biens *d'utilisation courante* pour les ménages. Deux phénomènes corroborent cette tendance nouvelle : les prévi*sions d'un taux d'expansion de 50 %* pour l'industrie légère, principalement dans le domaine alimentaire et vesti*mentaire, et d'autre part* les commandes à l'étranger d'usines tournées vers des productions de ce type : *par exemple, l'achat au Japon d'une* usine de 500 millions de yens destinée à la fabrication de serviettes en *tissu. Si les biens* de consommation produits demeurent encore limités et d'un coût relativement élevé, les *observateurs occidentaux ou japonais* qui se rendent en R.P.D.C. s'accordent pour considérer qu'aujourd'hui *le niveau de vie, bien qu'encore* modeste selon les critères des pays développés, est supérieur à celui de *bien des nations d'Asie*.

Les récentes décisions en matière de finances publiques du gouverne*ment, avare par ailleurs en publica*tions statistiques, donnent tout lieu de penser que les objectifs du plan *quinquennal en cours (1971-1976) sont* en voie de réalisation. Selon les estimations officielles, ce plan devrait *même s'achever avec un an d'avance*. La production aura alors été multipliée par 2,2 par rapport à 1971. La *production d'acier doit atteindre* 4 millions de tonnes, et celle de charbon 53 millions de tonnes. En outre, la R.P.D.C. *devrait produire* 20 millions de tonnes de ciment et 5 millions de tonnes d'engrais. En ce qui *concerne le riz — bien qu'en* expansion, l'agriculture ne suffit pas aux besoins du pays et les importations de céréales sont importantes, — la production devrait passer cette année, selon des estimations nippones, de 6 050 000 tonnes à 7 millions. La mécanisation du repiquage du riz sera étendue à l'ensemble des sols cultivés en 1975.

Une ouverture vers l'extérieur

Ces résultats étaient difficilement *imaginables voici encore dix ans*. Depuis 1953, le pays a dû se bâtir sur les ruines de la guerre. Il avait en *outre à faire face à des conditions* particulières : une population faible (quinze millions d'habitants) et une agriculture embryonnaire, car les terres cultivées se trouvent traditionnellement au sud.

Si, entre 1947 et 1970, le pays a connu, selon les chiffres officiels, un rythme de croissance de 19,3 % par an (avec une progression annuelle *per capita* de 17,3 %) (1), il fallut dix ans pour que se réalisent les objectifs du IIe plan de développement (1961-1968) *prévu* initialement pour sept ans. Outre l'accroissement des dépenses militaires, l'une des princi*pales raisons de ce retard tient* à la stricte indépendance que la R.P.D.C. a maintenue au cours de cette période *en matière de politique étrangère*, notamment en ce qui concerne la confrontation sino-soviétique. Le prix *de cette indépendance fut un ralen*tissement de l'aide accordée par les deux partenaires privilégiés de la *Corée du Nord*.

La mécanisation et, par conséquent, l'achat de technologies avancées *sont une condition* nécessaire du développement de la R.P.D.C. Au cours des décennies écoulées, le repli sur soi et l'isolement du pays l'avaient conduit à rechercher principalement sa technologie en U.R.S.S. Aujourd'hui, il semble que la Corée du Nord ait elle aussi besoin d'une technologie que ne peut lui fournir l'Union soviétique. Aussi, depuis 1970, les Coréens du Nord se sont-ils de plus en plus ouverts à l'extérieur (Japon et pays occidentaux) pour se procurer les équipements les plus modernes en matière d'électronique, de pétrochimie, etc. Actuellement, le Japon, bien qu'il n'ait pas de relations diplomatiques avec Pyongyang, est le premier partenaire commercial de la R.P.D.C. Le commerce entre les deux pays devrait atteindre plus de 200 millions de dollars en 1974 (les échanges ne dépassaient pas 59 millions, voici deux ans). Au cours des cinq premiers mois de l'année, les exportations nippones ont déjà atteint 71 millions de dollars, soit 97 % de plus qu'au cours de la même période en 1973. Depuis octobre 1973, la Banque d'import-export nippone peut accorder des crédits de *paiement à la R.P.D.C.*

La France bien placée

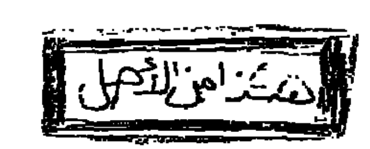
Parmi les pays européens non communistes qui commercent avec la Corée du Nord, la France est bien placée : au cours des six premiers mois de cette année, les exportations *françaises* ont déjà dépassé celles réalisées sur l'ensemble de l'année dernière et se chiffrent à 393 millions de francs. Pourtant, quelques industriels français regrettent d'être parfois moins avantagés que certains concurrents qui bénéficient d'une légitime préférence : ainsi des exportateurs de la Suisse, par exemple, qui, à la fin de l'année dernière, ont établi des relations diplomatiques avec la R.P.D.C., ce qui n'est toujours pas le cas de la France. En matière de crédits, la Suisse vient d'accorder des avantages importants à la R.P.D.C. ; en ce qui concerne la France, les autorisations de crédit sont accordées au « cas par cas », alors que toutes les facilités sont offertes au Sud.

Parallèlement à cette ouverture à l'Ouest, la R.P.D.C. a multiplié, au cours des six derniers mois, les missions commerciales au Proche-Orient, en Afrique et dans le Sud-*Est asiatique. Les Coréens du Nord* entendent vendre dans le tiers-monde des machines-outils, des *tracteurs et du matériel de cons*truction : il est en effet essentiel pour la R.P.D.C. de développer ses *exportations pour compenser ses* achats importants de technologie à l'Ouest, où elle vend principalement *des métaux rares*.

A plus ou moins court terme, une question peut en effet se poser à *la R.P.D.C. : celle de ses paiements* extérieurs. On ne dispose que de peu de chiffres sur l'endettement de *la Corée du Nord à l'égard des* banques occidentales : de sources japonaises, on estime que les ban*ques nippones ont récemment* accordé pour 450 à 500 millions de dollars de crédits à la R.P.D.C. Il *semble actuellement difficile* que la Corée du Nord puisse faire appel indéfiniment au marché international, qui va vers la saturation. On peut dès lors se demander si Pyongyang ne devra pas choisir l'un de ses partenaires traditionnels pour l'aider à rembourser sa dette extérieure. Dans le cas contraire, si la R.P.D.C. continue seule à faire face à ses engagements internationaux, elle aura assurément donné une grande leçon aux pays du tiers-monde.

PHILIPPE PONS.

(1) Les estimations des économistes occidentaux sont généralement inférieures, quoique encore impressionnantes (de 8 à 10 %). Ce décalage est dû aux critères de calcul différents employés par les statisticiens de la R.P.D.C.



ASIE

Corée du Sud

Alors que les manifestations antijaponaises se poursuivent

SÉOUL PRÉSENTE SES EXCUSES A TOKYO

L'ambassadeur de Corée du Sud à Tokyo, M. Kim Yong Sum, a présenté officiellement, le samedi 7 septembre, les excuses de son gouvernement au ministre japonais des affaires étrangères, M. Toshio Kimura, pour l'attaque qui avait eu lieu la veille contre l'ambassade du Japon à Séoul. Des manifestants avaient pénétré dans celle-ci et déchiré le drapeau japonais, et ces incidents avaient provoqué une protestation officielle du gouvernement japonais (*le Monde* daté 8-9 septembre).

Dimanche soir, l'ambassadeur du Japon en Corée du Sud, qui avait été rappelé à Tokyo après les incidents de vendredi, a regagné son poste, porteur, croit-on savoir, d'un message du premier ministre japonais, M. Tanaka, au président sud-coréen, M. Park Chung Hee. Lundi, de nouvelles manifestations antijaponaises ont eu lieu à Séoul, où dix mille manifestants ont tenté de marcher sur l'ambassade du Japon. La police leur a barré le chemin, mais M. Toshio Kimura a été brûlé en effigie par la foule.

De Washington, on apprend, d'autre part, que la commission des affaires étrangères du Sénat américain va s'efforcer d'obtenir une forte réduction de l'aide militaire des États-Unis à la Corée du Sud, en raison de la nature *« de plus en plus répressive »* du régime du président Park. La commission propose que l'aide soit ramenée d'un montant de 200 millions de dollars en dons (965 millions de francs) et 52 millions en crédits à 91,5 millions et 42,4 millions respectivement cette année, pour être supprimée complètement lors de l'exercice financier suivant.

Chine

Pékin croit à la réunification de l'Allemagne

Pékin *(A.F.P., Reuter)*. — Le leader de l'opposition chrétienne-démocrate ouest-allemande, M. Helmut Kohl, a terminé le dimanche 8 septembre une visite de cinq jours à Pékin au cours de laquelle il a eu une série d'entretiens avec les dirigeants chinois et notamment avec le vice-premier ministre, M. Teng Hsiao-ping. Selon M. Kohl, les Chinois ne craindraient plus sérieusement une attaque de l'U.R.S.S. contre leur pays mais manifesteraient en revanche de graves appréhensions pour l'Europe de l'Ouest, menacée à leur sens par le bloc soviétique. La détente, observent-ils, ne saurait se faire à sens unique et venir uniquement de l'Occident.

Toujours selon M. Kohl, les dirigeants chinois comptent sur M. Giscard d'Estaing pour donner une nouvelle impulsion à l'intégration européenne et estiment déjà encourageant qu'une attitude européenne cohérente se soit dégagée à propos de la crise de Chypre.

Indépendamment des indications données personnellement par M. Kohl, on apprend que le problème de la division de l'Allemagne a été évoqué entre le leader ouest-allemand et ses interlocuteurs chinois. Selon certaines sources, M. Teng Hsiao-ping se serait référé à la République fédérale comme à *« la nation allemande »*. Un autre responsable chinois aurait posé la question : *« S'il y a deux nations allemandes, à laquelle appartenaient Marx, Goethe et Kant ? »* M. Kohl a, en tout cas, déclaré que ses interlocuteurs souhaitaient la réunification de l'Allemagne et jugeaient que les circonstances seraient un jour favorables à la reconstruction d'un seul État allemand.

[A Moscou, l'agence Tass réagit vivement aux propos prêtés aux interlocuteurs chinois de M. Kohl. « Ainsi donc, écrit son commentateur, M. Krassikov, la République démocratique allemande n'existe pas, tout au moins dans l'imagination de Pékin. (...) Il fut un temps où (...) le premier ministre Chou En-lai déclarait n'avoir jamais entendu parler de Kaliningrad et ne connaître que Koenigsberg. (...) Les maoïstes ne se bornent pas à encourager les dispositions revanchardes contre l'U.R.S.S. même. Depuis longtemps, ils déclarent sans se cacher qu'ils seraient heureux si quelqu'un mettait en question toute la carte politique de l'Europe après la défaite du fascisme. (...) »

La réaction de l'agence Tass paraît avoir été provoquée par une version des propos de M. Teng Hsiao-Ping transmise par l'agence britannique Reuter, et selon laquelle le vice-premier ministre chinois, après avoir vivement dénoncé l'influence soviétique en R.D.A., aurait parlé de la R.F.A. comme de « l'unique nation allemande » (« the one german nation »).]

Pakistan

L'ASSEMBLÉE DÉCIDE QUE LA SECTE DES AHMEDIS NE PEUT PLUS SE RÉCLAMER DE L'ISLAM

Islamabad *(A.F.P., Reuter)*. — Les membres de la secte des Ahmedis (environ trois millions d'adeptes) qui, au cours d'émeutes, se sont heurtés, à plusieurs reprises cette année, à des musulmans orthodoxes, ont perdu, le samedi 7 septembre, le statut légal de musulmans, *« parce qu'ils ne reconnaissent pas Mahomet comme le dernier prophète de l'Islam »*. Cette décision a été prise par l'Assemblée nationale, qui a amendé les droits constitutionnels sur les minorités religieuses. Les membres de la secte des Ahmedis seront désormais considérés comme des non-musulmans, au même titre que les hindous, chrétiens, bouddhistes vivant au Pakistan.

Des mesures de sécurité très strictes ont été prises dans l'ensemble du pays à la suite de l'adoption de cet amendement constitutionnel.

Inde

LES ÉTATS-UNIS AURAIENT INTERROMPU LEURS LIVRAISONS D'URANIUM A NEW-DELHI

Mme Gandhi se rendra en U.R.S.S. vers la fin du mois d'octobre, indique *The Economic Times*. Le grand quotidien économique de Bombay écrit que le premier ministre indien aura des *« conversations importantes »* à Moscou dans le but notamment de resserrer la coopération économique entre les deux pays. Le ministre indien des affaires étrangères séjourne actuellement dans la capitale soviétique.

D'autre part, selon l'envoyé spécial du *Guardian* à Bombay, où sont situés les principaux centres de recherche atomique indiens, l'Inde aurait l'intention de procéder à de nouveaux essais nucléaires l'année prochaine. Citant le directeur de l'un de ces centres, M. Ramana, le quotidien britannique ajoute que la production d'un engin thermo-nucléaire ne soulèverait pas de problèmes insurmontables à l'Inde. Néanmoins, révèle le *New York Times*, les États-Unis ont interrompu leurs livraisons d'uranium à New-Delhi. C'est la première fois que Washington prend une telle mesure à l'égard d'un pays étranger. Celle-ci fait suite à l'explosion nucléaire indienne en mai. Elle ne devrait cependant pas compromettre la poursuite du programme indien.

Enfin, à New-Delhi, la Chambre haute, après la Chambre basse du Parlement, a adopté à une très large majorité un amendement constitutionnel conférant au très large majorité un amende- à l'Union indienne (*le Monde* du 5 septembre). Cependant, à Calcutta, le souverain du petit territoire himalayen a demandé au gouvernement indien d'ajourner cette décision *« jusqu'à ce que toutes les conséquences de l'amendement constitutionnel aient été exposées au premier ministre indien »*. Cette demande a d'autant moins de chances d'être prise en considération que Mme Gandhi a refusé jusqu'à maintenant de recevoir le souverain. *« J'ai demandé un rendez-vous immédiat pour exposer au premier ministre les vives appréhensions des habitants du Sikkim au sujet d'une décision qui anéantira notre identité propre et notre statut de protectorat indien »*, a déclaré le souverain.

Vietnam

EXIGEANT « LE RENVERSEMENT IMMÉDIAT » DE M. THIEU

Hanoï pourrait s'accommoder d'un partenaire moins jusqu'au-boutiste à Saigon

Le Vietnam du Nord exige *« le renversement immédiat »* du gouvernement de Saigon et son remplacement, par un cabinet de droite, s'il le faut, mais résolu à appliquer les accords de Paris, indique le correspondant de l'A.F.P. à Hanoï.

Tel est le sens que donnent beaucoup d'observateurs à l'éditorial paru dans le *Nhan Dan* du samedi 7 septembre et reproduit dimanche dans d'autres quotidiens. Le passage-clé de cet article souligne que la lutte en cours du Sud *« est en train de donner naissance à un front très large contre les Américano-Thieu »* pour le rétablissement des libertés démocratiques, le renversement de l'administration Nguyen Van Thieu et l'*« installation immédiate d'un gouvernement résolu à appliquer les accords de Paris et favorable au retour de la paix et à la réalisation de la concorde nale »*.

Précédé, dans l'éditorial, d'un long bilan de l'action des forces armées de libération du Sud en août, ce passage semble annoncer un durcissement de la part de Hanoï et du G.R.P., qui dénoncent le refus persistant de Saigon d'appliquer les accords de Paris, alors que l'un des « cadeaux » fait à M. Kissinger par la R.D.V. pendant les négociations de Paris avait été, justement, de ne plus réclamer la destitution immédiate de *« la clique Khiem-Thieu »*.

Le gouvernement de Hanoï semble vouloir en revenir à la question des « préalables ». Intéressante dans cette optique est l'apparition relativement récente en R.D.V. de l'expression *« américano-Thieu »* qui se substitue à *« américano-saigonnais »*, ou à *« fantoches saigonnais »*, ou à *« américano-fantoches »*, ou encore à *« impérialistes américains et leurs valets »*, etc. Bref, pour Hanoï il n'y a qu'un *« valet »*, qui s'appelle Nguyen Van Thieu et qui est l'homme à liquider pour qu'un éventuel compromis puisse être mis au point entre les socialistes et les communistes du Nord et du Sud, la troisième force du Sud et les droitistes.

Ainsi, derrière les avertissements et le paravent de sévérité, le clin d'œil est lancé. Le Nord ne sera intraitable que sur deux sujets : le rétablissement de la paix et la réunification, aspirations légitimes, estime-t-on à Hanoï, que devrait d'autant plus aisément comprendre M. Ford, que, dans son discours du 1er septembre, le premier ministre, M. Pham Van Dong, n'avait pas remercié de leur *« aide fraternelle »* l'Union soviétique, la Chine et les autres pays socialistes, mais, contrairement à l'habitude, *« le peuple de l'U.R.S.S., le peuple de la Chine et les peuples des autres pays socialistes »*. En liant cette déclaration à différents articles récents de la presse de Hanoï, l'idée s'impose que la R.D.V. demande à l'Amérique de lui trouver un partenaire moins jusqu'au-boutiste que le président Thieu, ajoute l'A.F.P.

Cette prise de position de Hanoï intervient alors que les élus américains ont décidé de réduire sensiblement l'aide à Saigon et que les bouddhistes paraissent décidés à créer une force politique de réconciliation nationale — projet qui ne saurait déplaire au G.R.P. et au Nord. La radio officielle de Saigon ne s'y est pas trompée, qui, dimanche, a pris à partie les personnalités engagées dans le mouvement, affirmant qu'*« il est impossible »* de se réconcilier avec les communistes.

C'est aussi le moment choisi par certains services de renseignements américains pour affirmer que la R.D.V. masse des appareils près du 17e parallèle. On indique au Sud que l'aviation de M. Thieu aurait peut-être quelques difficultés à rivaliser avec les pilotes de Mig. Ces « informations » sont peut-être fondées ; elles peuvent aussi faire partie d'un plan destiné à faire pression sur ceux des milieux américains décidés à ne pas faire livrer en aussi grande quantité que prévue des avions de combat ultra-modernes à l'armée de M. Thieu. D'autre part, les sources militaires saigonnaises font état de combats et d'importants mouvements de troupes dans le Centre-Vietnam, dans les régions de Da-Nang et de Hué.

POLITIQUE

UN MILLION DE VISITEURS A LA COURNEUVE

C'est la foule qui fait la Fête de « l'Humanité »

La Fête de l'Humanité *commence aux portes de Paris, avec le flot spasmodique des gens qui montent des sous-sols métropolitains pour se canaliser en files, s'engouffrer dans les autobus et les autocars. Bourrés de parents avec leurs enfants, les « services spéciaux jusqu'à La Courneuve » côtoient les vieilles petites voitures pleines à ras bord de jeunes gens en bleue-jean. A l'arrivée, les véhicules déversent sous les panneaux jaunes de signalisation une foule affairée qui s'étale, se mêle, se fond à la foule déjà présente, vaste, mouvante comme une mer, un océan dans lequel il ne reste plus qu'à se glisser.*

Cité internationale, Cité du livre, Cité commerciale, Palais de la moto, chapiteaux pour les spectacles et les débats, stands des provinces et des arrondissements, artisanat, gadgets, manèges, loteries, crêpes, merguez, cidre, Coca-Cola, beaujolais, la Fête de l'Humanité *a ses traditions : les slogans sur les pancartes. Les pancartes annoncent : « Ici on adhère, on discute. » On discute beaucoup dans les débats réglementés, sous les chapiteaux, et dans les rues. Des jeunes gens portant des autocollants « Je suis communiste, pourquoi pas vous ? » vous abordent pour parler du programme commun. Un orateur juché sur une caisse parle de la politique gouvernementale, des licenciements, de l'inflation, stigmatise les sociétés multinationales, les informations frelatées des « media, de l'O.R.T.F. et de Radio-Luxembourg », à deux pas de la grande scène ornée d'un gigantesque sigle R.T.L.*

La Fête de l'Humanité *n'est pas organisée par le parti pour les seuls adhérents. Elle ne cherche pas à tracer le schéma idéal d'une fête utopique pour le jour où tous les Français seront communistes. Elle existe, aujourd'hui, pour tout le monde, pour la masse hétérogène qui se presse chaque année, qu'il fasse chaud comme dimanche ou venteux comme samedi.*

On ne peut pas nier le fantastique succès de la Fête, les visiteurs ne se comptent pas par milliers, mais par centaines de milles : des étudiants politisés, des intellectuels consciencieux, mais aussi des « loulous » avec leurs casques de moto, des curieux en bande et en famille ; des « freaks » venus pour Maxime Le Forestier et Léonard Cohen, installés pour le week-end avec leurs couvertures, leurs petits tambours, leurs tentes de camping ; des couples grisonnants qui semblent sortis d'un film d'après 36, et qui, les yeux clos, dansent le tango le soir, au son d'un accordéon musette, dans une guinguette improvisée. Tous se croisent sans s'ignorer, les cheveux longs et les coupes au rasoir, les jeans rapiécés et les costumes croisés, sans agressivité, unis par le seul fait de former une même foule. C'est la foule qui fait la Fête.

Place Maurice-Thorez

L'herbe de la place Maurice-Thorez — où est installée la grande scène — disparaît sous les jeunes corps étendus, assis, patients. Ils attendent pendant des heures l'apparition des vedettes. Ils attendent sans bouger, se ramassant un peu au passage des égarés qui, vainement, cherchent 15 centimètres carrés pour se poser. Ils attendent sans bouger, parce que s'ils bougent ils se trouvent relégués à la périphérie de la place. Et de là, on ne distingue rien, on n'entend que des bribes de phrases dispersées par le vent. Une voix avec un accent annonce une chanson, « une Réflexion sur la clandestinité » : c'est Raimon le catalan. Une silhouette, une voix, deux guitares : José Alfonso chante le Portugal sans fado, et le public claque des mains sur la détresse ardente de la mélodie, puis clame son enthousiasme fraternel pour Maxime (Le Forestier), qui chante et présente ses camarades. Le public écoute en silence la cantate de Théodorakis, hurle sa frénésie pour Léonard Cohen. Mais les avions sont bruyants, le vent fait tournoyer les sons. Le public applaudit surtout l'idée qu'il a déjà de ses vedettes, de ses idoles. Le dimanche, le vent tombé, la voix de Lény Escudero s'entend de loin. Ce sont les aléas du plein air.

On parlait aussi de théâtres de rue. Mais où, mais quand, mais comment les rencontrer ? Et qu'ont-ils pu faire dans la foule compacte ? Les enfants fatigués des tours de manège vont au cirque Bonjour, où une douceur un peu nostalgique remplace le luxe, où Pierre Etaix et Annie Fratellini renouent avec la tradition poétique. Les parents fatigués d'attendre leurs enfants auprès des manèges, vont voir le spectacle du Théâtre Gérard-Philippe et Saint-Denis, Chile Vencera, *de Juan Fondon. Un spectacle sobre, un exposé clair sur le Chili du général Pinochet. A travers l'histoire d'un militant pourchassé, arrêté, et qui résiste à la torture en évoquant sa vie, en disant les poèmes de Pablo Neruda,* Chile Vencera *donne les grandes lignes de la situation actuelle dans le domaine économique et politique : les divergences de la gauche, la soumission gouvernementale aux sociétés multinationales.*

Les sociétés multinationales, il en a été également question au cours du débat qui, dimanche matin, réunissait Roland Leroy, Jack Ralite et des hommes de théâtre. C'était pour rappeler qu'on ne devait pas séparer la politique culturelle de la politique générale. Roland Leroy a rappelé que le parti communiste ne voulait pas écarter ses responsabilités ni se substituer aux hommes de théâtre pour réaliser une action commune. « Il ne s'agit pas de défendre ou d'attaquer tel ou tel, *a-t-il dit,* mais de refuser l'arbitraire, de sauvegarder l'unité malgré les manœuvres de division. »

Il aurait pu dire : construire l'unité. Ceux qui ont pris la parole ont démontré combien elle est fragile, malgré une communauté de vue théorique, tant les modes et les moyens de travail divergent. L'entrée dans les métiers de théâtre est trop anarchique pour que l'amalgame formé par les hommes de théâtre soit cohérent. Leurs intérêts se contrarient. Il y a les « nantis » et les « jeunes troupes », qui n'ont pas encore abattu leurs « barrières de classe ». Aux questions concrètes, sous-jacentes ou exprimées sur les récents changements de direction, et sur ceux à venir, répondent des professions de foi : « Je suis persimiste, *dit Jean-Pierre Dougnac.* Quand on a perdu une bataille, il ne faut pas accuser l'ennemi de déloyauté. » *Des mises en garde : Bernard Sobel fait remarquer qu'il faut se montrer assez fort pour ne pas se laisser manipuler, pour ne pas paraître inconséquent, car, dit-il* « nous serons toujours reconnus comme saltimbanques, mais notre discours aura perdu sa force, sa crédibilité ». *Des déclarations d'intention : un ensemble d'organisations syndicales appelle à une manifestation de la République à l'Opéra le 14 octobre, et le 19 à des actions locales, pour obtenir un dialogue avec le secrétariat à la culture et lui présenter des propositions,* « un appel à tous, un appel passionné à l'unité ».

COLETTE GODARD.

Berlioz, Théodorakis, Francis Lemarque

(Suite de la première page.)

Comme si les compositeurs qui sortent aujourd'hui du Conservatoire ne savaient plus s'adresser à la foule. Comme si la musique contemporaine n'avait pas sa place en ces lieux et dans ces circonstances. Les enfants pleurent, les avions passent, le vent s'engouffre sous la bâche qui sert d'abri aux musicieux. On rêve d'un orchestre et de timbres qui ne soient plus étrangers à cet environnement.

« La sono ! On n'entend rien. » Beaucoup tendaient l'oreille et semblaient déçus au début du « Requiem » (dont l'exécution réunissait cependant quatre cent quarante musiciens contre six cents, en juillet, à Orange). D'autres s'étonnaient à voix haute : « Des instrumentistes en frac ! des choristes en robe longue ! » Mais le *silence s'établit dès les premières* notes du « Dies iræ » énoncées « pianissimo » par l'orchestre des Concerts Colonne, l'Orchestre Philharmonique de Budapest et le triple chœur (composé de chanteurs soviétiques, arméniens et hongrois). Car c'était bien une messe qu'avaient choisi de faire entendre à leurs lecteurs et à leurs sympathisants les responsables de l'organe *du parti communiste français. Pis,* une œuvre officielle, créée sous le règne de Louis-Philippe à l'occasion des obsèques d'un colonisateur (le général Damrémont, tombé devant Constantine). Mais il affllait évidemment prêter à ce *« Requiem »* l'oreille la plus large et l'entendre comme un défi romantique au destin, un sursaut des forces vitales au seuil de la mort, un encouragement général : Berlioz ne quitte terre qu'à l'instant suprême, lorsque la prière du ténor monte, dans le « Sanctus », jusqu'au chœur pacifié des Séraphins. Mais l'on avait coupé ce passage, à la Fête de « l'Humanité ».

La direction d'Andras Korodi paraissait peu charpentée après celle de Lorin Maazel à Orange. Mais son unité mélodique, sa rigueur rythmique convenait à une écoute panoramique.

Révolutionnaire, athée, inventeur de formes monumentales, champion d'un grand « art populaire », Berlioz préludait dignement au feu d'artifice final. Il faisait froid la veille, et « le Chant général » (l'hommage de Mikis Théodorakis à Pablo Neruda) n'avait pas connu *un tel succès. Le compositeur grec* y reste cependant fidèle à lui-même. Il nimbe les voix solistes dans un halo de chœurs et solidifie l'ensemble par un support rythmique vigoureux (confié cette fois aux Percussions de Strasbourg).

« Paris Populi », de Francis Lemarque et Georges Coulonge (« Evocation chantée de la vie de la capitale entre 1789 et 1944 »), *procède d'une tentative intéressante* : mettre l'histoire en chansons. Christiane Legrand revient au « Temps des cerises ». Francesca Soleville dit « Adieu aux ateliers nationaux », Leny Escudero tire son chapeau à Victor Hugo, Juliette Gréco, toujours ensorcelante, chante les femmes de 14-18 et Ricet-Barrier celles de 1930. Des vers de mirliton sur des sanglots d'accordéon. Mais du rythme. Et beaucoup de gentillesse.

ANNE REY.

Être jeune et communiste

Elle, vingt-trois ans, un sourire un peu las et la mise délibérément sévère d'une institutrice stagiaire qui aurait voulu se vieillir. Lui, vingt-cinq ans, un visage maigre, des lunettes sobres, le cheveu déjà rare, l'allure d'un petit fonctionnaire bien sage, d'un clerc de notaire endimanché. L'une et l'autre — Angeliki et Théodoros — sont grecs et communistes, tous deux enfants révoltés de la Grèce des colonels, rescapés de ce qu'ils appellent « la longue nuit ». Sur la place Georges-Dimitrov, rendez-vous le plus international de cette fête internationaliste de l'Humanité, *devant le stand de leur pays, pris, hasard de la répartition des sols, entre un stand restaurant cambodgien et le stand du parti communiste portugais. Angeliki et Théodoros ont raconté : comment on pouvait, adolescent encore, devenir communiste sous les colonels sans pourtant* « avoir connu la liberté d'avant la dictature ». *Comment, ensuite, on pouvait, à vingt ans à peine, s'engager à fond dans la lutte et mener une double vie d'étudiant et de résistant. Comment la jeune fille, identifiée et traquée pendant un an par la police politique, avait dû passer à la clandestinité et avait pu trouver accueil* « chez d'innombrables amis, malgré les risques ».

Au mois de février 1974, la police découvrait l'imprimerie clandestine où, avec d'autres, Angeliki et Théodoros travaillaient à la « libération de leur pays ». Arrêtés, transférés à Boyati, prison militaire de la banlieue d'Athènes, ils allaient vivre six mois l'abominable régime des prisons grecques. Survivre à six mois de tortures presque quotidiennes, physiques et morales, n'ayant à opposer au souci de leurs bourreaux — les briser par tous les moyens — que leur volonté de tenir par tous les moyens, jusqu'au 24 juillet dernier, date de leur libération. Angeliki et Thédoros ont raconté, samedi et dimanche, tout cela, ne cachant rien, pas même les détails de ce qu'on leur avait fait subir. Non par une sorte de vantardise morbide, mais simplement parce qu'ils étaient venus témoigner, dire ce que cela pouvait vous valoir, en 1974, « d'être jeune et communiste ».

Combien les auront écoutés, combien les auront entendus ? Dans cette immense foule, parmi ces centaines de milliers d'adolescents et de nouveaux majeurs qui, par la loi du nombre, ont fait de cette fête de l'Humanité *1974 un étonnant rassemblement de jeunes, il n'y avait pas que des Angeliki ou des Thédoros. Il n'y avait pas non plus uniquement que des jeunes communistes. Même s'ils étaient des milliers, garçons et filles, à arborer sur leur poitrine le badge bleu désormais connu :* « Je suis communiste, pourquoi pas vous ? », *à porter le bonnet phrygien rouge et le foulard également rouge des « pionniers ». Ou des centaines — serveurs et vendeurs bénévoles — à proposer des nourritures terrestres et spirituelles dans la fumée des grills, dans l'odeur des brochettes et des merguez, dans le brouhaha énorme d'une foule en marche.*

Tout près de la place Georges-Dimitrov, avenue Pablo-Neruda, sous le chapiteau réservé au Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.), son secrétaire général, M. Jean-Michel Catala, déclarait que, des soixante-dix mille adhérents actuels, le Mouvement espérait bien arriver à cent mille en juillet 1975. Ce lundi 9 septembre, l'Humanité *indiquait que pendant la fête, la Jeunesse communiste avait recueilli onze mille cinq cents adhésions.*

Chiffre plausible. Chiffre également faible et énorme tout à la fois. Faible, au regard des efforts déployés sans cesse par les jeunes militants pour débattre et convaincre leurs interlocuteurs. Faible, en comparaison des possibilités révélées par la présence massive des jeunes à toutes les manifestations politiques, artistiques, à toutes les rencontres organisées au sein de la fête. Enorme, si l'on sait la réticence manifestée par les jeunes à officialiser leurs engagements personnels, à accepter, quel que soit le parti concerné, ce qui est souvent considéré comme un embrigadement. Le parti communiste récolte ainsi les fruits du travail acharné entrepris depuis plusieurs années « en direction de la jeunesse ». *Au-delà de la grande fête, c'est un résultat à méditer.*

PIERRE GEORGES.

Les fantassins de la culture

Si l'ampleur d'une fête populaire se mesure désormais à l'engorgement de ses parkings, celle de l'Humanité, *ce dernier week-end, à La Courneuve, aura connu un véritable triomphe. Il fallait parfois parcourir 3 ou 4 kilomètres à pied, à travers terrains vagues et chantiers pour parvenir jusqu'à son enceinte, et en particulier à cette Cité du livre qui l'éclairait comme un phare. Tard le soir, des groupes désemparés cherchaient encore dans la nuit banlieusarde où ils avaient pu abandonner leur véhicule.*

Ce préambule n'est pas déplacé, qui semblerait indiquer que les grandes batailles modernes, y compris celle du livre, si elles se commencent motorisées, se terminent comme toutes les guerres, à pied.

Quatre mille mètres carrés de superficie, deux cent cinquante mille volumes exposés, quatre-vingt-trois éditeurs représentés, deux cent trente-quatre auteurs, près de 300 millions (en francs anciens) d'affaires réalisées. Combien, sur le million de pèlerins estimés pour l'ensemble de la fête, pendant les deux jours, se révélèrent être des fantassins de la culture ? L'estimation est difficile, mais la proportion dans ce public bon enfant venu davantage pour se distraire que pour s'instruire augmente d'année en année. Certains couples se font un petit budget au long des mois, afin d'acheter des livres à la fête de l'Huma.

L'esprit est à l'ouverture, à l'œcuménisme intellectuel. A côté des stands des Editions sociales, des Editeurs français réunis et du C.D.L.P., qui sont du parti, on trouve Grasset, Laffont, Gallimard, Le Seuil, etc., qui n'en sont pas.

Et entre Jacques Duclos et André Stil : Jean-Louis Bory, Yves Courrière et Martin Gray.

Même éclectisme et même absence de censure dans le choix des livres exposés. Rosa Luxembourg voisine avec Robert Merle, François de Closets avec Soljenitzine, Edmonde Charles-Roux et Armand Lanoux avec Constantin Simonov, Trotski avec Georges Marchais et Charles Tillon. On peut même lire cette inscription véritablement audacieuse sur l'un des stands — il est vrai que c'est celui de la revue Dialectiques *— : ...Staline, Lénine...*

Les Editions de Moscou en langue française donnent l'exemple, qui affichent un Dostoïevsky, *par Léonide Grossman.*

Mais si l'Archipel du Goulag était venu en masse, il s'en est tout de même peu vendu.

Débonnaire, ce public, mais circonspect.

En prolongement des stands de livres, où se remarquent les pavillons étrangers de Hongrie, Roumanie, Pologne, Corée, U.R.S.S. et la section enfantine fort achalandée, se tiennent sur le podium du théâtre ouvert, des débats où la politique reprend ses droits, relayée par la littérature et l'histoire : Naissance d'une majorité, Portugal, Chili, les Communistes, l'Art et la Littérature, la Résistance. *On y entend prononcer avec beaucoup de déférence le nom du général de Gaulle, ce qui, mieux que toute autre référence, indique que nous sommes bien en compagnonnage communiste modèle 1974.*

PAUL MORELLE.

Une animation vidéo « à cœur ouvert »

Sous un chapiteau bien éclairé, bien aéré, le groupe Unicité (Unité, Cinéma, Télévision) avait installé deux écrans *que séparait un podium* où s'installaient les invités participant à la discussion. Trois caméras électroniques capables de pivoter entièrement sur elles-mêmes étaient réparties au centre du chapiteau à trois points équidistants ; elles balayaient l'estrade et le public rassemblé tout autour en arc de cercle. A gauche, un eidophore — appareil capable d'envoyer à travers l'espace des images électroniques et de les projeter sur grand écran — transmettait immédiatement *l'image recueillie, sur la scène ou* dans la salle, des participants au débat. Six micros également répartis parmi le public assuraient la parfaite mobilité de la prise de son.

Le montage, un vrai montage cinématographique, s'effectuait à partir de trois éléments : les commentaires des invités, les commentaires et critiques du public, simples gros plans de visages en noir et blanc, sur l'écran de gauche ; toujours à gauche, au début, en cours ou à la fin du débat, des bandes vidéo demi-pouce, *tournées préalablement* et « injectées » dans l'eidophore au moment voulu ; enfin, sur l'écran de droite, des montages de diapositives commentés, en contrepoint de l'écran de gauche. Au plus vif de la discussion, *le responsable du montage* visuel coupait à l'occasion l'image de l'orateur au profit d'un plan de coupe, parfaitement synchrone, sur tel visage saisi sur la scène ou parmi le public.

Cette technique fit merveille à l'occasion de deux programmes *particulièrement animés, l'un sur* « le parti à cœur ouvert », l'autre sur les femmes. Cette possibilité de donner la parole à tous, en direct, sans manipulation, mais dans un climat d'étroite complicité entre tous les participants, en disait bien plus sur l'évolution actuelle du parti communiste français que des dizaines d'éditoriaux. Non seulement le parti « ouvrait son cœur » à tous, mais il *semblait se révéler à lui-même.* Selon le très classique effet de *feedback* (choc en retour), la dialectique s'incarnait dans la parole vécue, le cinéma, car il s'agit de cinéma, se découvrait une troisième dimension, agissait non plus seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace. Chacun prenait ses risques. Le spectacle rejoignait la politique.

LOUIS MARCORELLES.

LE CAS DES ÉDITIONS SOCIALES

Le livre est devenu un instrument du débat politique

La Cité du livre est l'une des manifestations traditionnelles de la Fête de *l'Humanité*. Durant quarante-huit heures s'y déroule *l'une des plus gigantesques foire* aux livres dont on puisse rêver. L'an dernier, le chiffre d'affaires de la Cité avait été d'un million de francs. Cette année, les responsables font état d'une hausse de plus d'un tiers. Quatre-vingts éditeurs, cent cinquante auteurs étaient venus, éditeurs « bourgeois » aussi bien qu'éditeurs liés au parti *communiste*.

L'importance croissante prise par la Cité du livre correspond au rôle, lui aussi grandissant, que le livre joue dans le débat politique. L'extraordinaire tirage qu'ont connu et le programme du P.C.F. et le programme commun illustre ce phénomène. On a même pu craindre que les militants communistes ne deviennent des démarcheurs à domicile, puisque à peine en avaient-ils terminé avec les programmes qu'ils se lançaient dans la vente du livre de M. Georges *Marchais, le Défi démocratique*, déjà tiré à sept cent mille exemplaires et traduit en dix langues. *Il est déjà relayé* par un nouvel ouvrage, intitulé *la Politique du parti communiste français*, qui regroupe des discours prononcé durant la campagne de l'élection présidentielle par le secrétaire général du P.C.F.

Ces diffusions spectaculaires ne doivent cependant pas masquer l'effort en profondeur que les communistes font dans le domaine du livre. Leur principale maison d'édition, les Editions sociales, n'est plus l'officine chargée de la réalisation de brochures et de matériel de propagande qu'elle était à sa naissance, il y a un demi-siècle. Certes, elle avait déjà *entrepris* depuis des années de publier les grands théoriciens du marxisme. C'est ainsi que sortait à l'occasion de la Fête le premier tome du quatrième livre du *Capital*, les *Théories sur la plus-value*, qui — phénomène étonnant — s'est en quarante-huit heures vendu à plusieurs centaines d'exemplaires. C'est ainsi que la correspondance de Marx et d'Engels (en vingt volumes) est en cours de publica*tion*, ce qui a d'ailleurs valu aux Editions sociales les félicitations du comité central du P.C.F.

Pour cette édition systématique de l'œuvre de Marx et d'Engels, les Editions sociales bénéficient du travail de recherche effectué par les éditeurs et les instituts des pays socialistes. Pourtant elles s'ef*forcent* désormais de dépasser ce milieux intellectuels. L'évolution politique du P.C.F., son *ouverture*, apparaissent clairement dans ce domaine. Une collection « ouverture » a d'ailleurs été lancée, qui « récupère » à présent les marxistes naguère jugés hérétiques. Elle vient de publier un inédit mon*dial* important avec les *Ecrits de Moscou* du théoricien hongrois Georges Lukacs.

En outre, les Editions sociales n'hésitent pas à faire appel à des intellectuels n'appartenant pas au parti *communiste* pour réaliser par exemple leur *Histoire littéraire de la France* ou pour établir l'appareil critique de leur collection des « Classiques du peuple », dans laquelle elles proposent une interprétation marxiste des grands auteurs du dix-neuvième siècle.

C'est là que se situe *toute* la nuance. Les Editions sociales ne sont plus une simple officine du P.C.F., même si elles *sont dirigées* par un membre du comité central, M. Lucien Sève. Elles ont, par leur développement, pris une autre dimension. Mais elles se réclament d'une idéologie : le marxisme, et, dans ce secteur, elles veulent offrir tous les grands textes disponibles. Les interprétations pouvant être diverses, les Editions sociales restent néanmoins vigilantes quant à l'orientation des commentaires. Il faut néanmoins considérer comme un changement important et un progrès le *fait* que, se voyant souvent à présent opposer Gramsci dans les débats théoriques, les communistes français réagissent en rééditant des textes du théoricien italien afin, espèrent-ils, de « *livrer du Gramsci à ceux qui parlent de Gramsci* ».

Dans le même esprit, les Editions sociales cherchent à « coller » au débat politique en multipliant les dossiers d'actualité. Elles suivent, dans ce domaine, une tendance générale de l'édition, qui aboutit à faire de plus en plus appel à des journalistes pour obtenir rapidement des textes sur un événement proche. Ce phénomène a d'ailleurs d'autres *origines* et, en *particulier*, la nécessité économique devant laquelle se trouvent les éditeurs de *publier* beaucoup de titres. C'est ainsi que les collaborateurs de *l'Humanité* se trouvent très sollicités. *Michel Cardoze* et Jean Le Lagadec viennent, par exemple, de sortir un ouvrage sur la *campagne présidentielle* intitulé *49 %, naissance d'une majorité*, et Louise Blanquart va publier un ouvrage sur les *femmes* et la politique.

THIERRY PFISTER.



A LA COURNEUVE

M. Marchais : les déclarations de M. Charbonnel méritent réflexion

A l'occasion d'un débat dimanche 8 septembre dans le cadre de la fête de *l'Humanité*, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a indiqué qu'il ne croyait pas à des élections législatives dans un proche avenir. A son avis, le risque d'un succès de la gauche est trop important pour que M. Giscard d'Estaing prenne une telle décision.

Evoquant ensuite les déclaration de M. Charbonnel (*le Monde* du 5 septembre, qui souhaite fédérer les « gaullistes de progrès » et se rapprocher de la gauche, M. Marchais a déclaré : « *Ces propos sont intéressants et méritent réflexion pour nous et nos alliés. Je note qu'entre le premier et le deuxième tour de l'élection présidentielle, à l'appel de la gauche et en particulier du parti communiste, environ cinq cent mille électeurs gaullistes ont appuyé le candidat commun. Il existe un certain courant chez les gaullistes pour s'opposer à la politique de Giscard d'Estaing, notamment sur les questions de politique internationale. Il y a là pour nous des perspectives réjouissantes.* ».

Après avoir expliqué que tous ceux qui acceptent les grands objectifs de la gauche ont leur place dans l'alliance, M. Marchais a ajouté que l'arrivée de nouveaux alliés « *ne doit pas, bien sûr, limiter la portée du programme commun, sinon nous nous priverions des moyens économiques nécessaires à la réalisation d'une grande politique de justice et de progrès social* ». Le secrétaire général a ensuite réfuté vigoureusement l'idée que la gauche pourrait être « *fascinée* » par le président de la République.

« *Il y a eu deux mesures concrètes*, a-t-il expliqué, *la majorité civile et électorale à dix-huit ans et la libéralisation de la contraception. Mais c'est tout. Il n'y a pas de quoi être fasciné.* »

Au cours du débat, M. Georges Marchais a annoncé que la préparation d'une conférence des P.C. de toute l'Europe (capitaliste et socialiste) était commencée. Seule l'Albanie a refusé de s'associer aux travaux.

M. FAJON : union du peuple de France

Au cours du meeting central de la fête, M. Fajon, directeur de *l'Humanité*, membre du secrétariat du P.C.F., a de son côté déclaré que la politique de M. Giscard d'Estaing « *vise à concentrer plus encore le capital, à accentuer l'exploitation des travailleurs, à réduire la consommation populaire et à ruiner les entreprises indépendantes de la ville et de la campagne* ».

Après avoir aussi stigmatisé « *le renforcement du caractère autoritaire du pouvoir* », il a estimé que « *le seul moyen de sortir la France de la crise* » était de mettre en œuvre « *les grandes réformes économiques, politiques et sociales définies par le programme commun* ».

« *L'union du peuple de France est le levier nécessaire pour promouvoir le changement* », a encore dit M. Fajon, qui a conclu en affirmant que « *tous les Français et toutes les Françaises ont leur place dans le vaste rassemblement national dont rien ne pourra arrêter la marche, et qui assurera le triomphe de la démocratie* ».

La fête de la fédération du P. S. des Côtes-du-Nord

M. Mitterrand : quand il y a de graves inégalités sociales l'inflation s'accroît toujours

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — « *Gwelloch Ar Vuhez Gand Ar Socialisted* » (changeons la vie avec les socialistes). Sous le ciel gris et bas, la rose socialiste s'est mise aux couleurs « Gwenn Ha Du » (blanche et noire) du drapeau breton. A la fête socialo-bretonne que la fédération des Côtes-du-Nord (1) du parti socialiste organisait dimanche 8 septembre, ils sont venus plusieurs milliers, pas loin d'une dizaine de mille, prendre d'assaut le petit terrain des sports à l'entrée de Lannion. Trompant leur impatience parmi les stands de jeux et de galettes-saucisses, applaudissant chanteurs et bardes bretons, ils attendaient l'invité principal : M. François Mitterrand.

Trois mois après la venue au pouvoir de M. Giscard d'Estaing, a déclaré M. Mitterrand, « *les relations sociales sont plus gravement détériorées et les injustices plus flagrantes qu'au mois de mai* ».

Le premier secrétaire du P.S. a ajouté : « *Dites-vous bien, chers amis, que, dans un pays où il y a de graves inégalités sociales, l'inflation s'accroît toujours, et qu'en l'absence de consensus national, c'est-à-dire d'une volonté nationale et populaire, il est presque impossible d'obtenir des catégories sociales et professionnelles qu'elles fassent l'effort suffisant pour s'imposer une discipline qui n'est possible que si ceux qui l'acceptent ont le sentiment que cette discipline va servir au progrès, à la justice et à l'égalité entre les citoyens.* »

En conclusion, M. Mitterrand évoqua la régionalisation. Reconnaissant aux régions un « *droit culturel* », il ajouta : « *Soyez vous-mêmes, mais n'oubliez jamais qu'en retrouvant votre culture votre démarche doit vous mener vers l'universel. L'alliance de votre Bretagne et du socialisme représente un symbole de ce que nous voudrions créer, et qui s'appelle une civilisation.* »

(1) Au second tour de l'élection présidentielle du mois de mai, M. François Mitterrand avait recueilli dans les Côtes-du-Nord 153 455 voix sur 305 544 suffrages exprimés.

L'U.D.R. DE CORRÈZE APPROUVE M. CHARBONNEL

Avant de quitter Brive pour assister à Paris à la réunion des secrétaires fédéraux de l'U.D.R., M. Raoul Fiévet, secrétaire fédéral de l'U.D.R. de la Corrèze, a remis à la presse le communiqué suivant :

« *Le président de l'U.D.R. de la Corrèze, le secrétaire fédéral de l'U.D.R. et les secrétaires des circonscriptions de Tulle et Ussel ont pris connaissance avec intérêt des déclarations faites par M. Jean Charbonnel, maire de Brive, ancien secrétaire général adjoint de l'U.D.R. Les propositions de M. Jean Charbonnel concernant notamment l'urgence d'une réunion des assises du mouvement et la nécessité de l'organisation en son sein de larges débats sur les orientations politiques du gaullisme dans les années à venir rencontrent leur totale approbation. Ils souhaitent que l'appel lancé par le maire de Brive trouve, tant auprès des cadres et des militants de l'U.D.R. qu'auprès de tous les gaullistes, l'écho le plus favorable, et ils renouvellent à M. Jean Charbonnel l'expression de leur confiance et de leur fidèle attachement.* »

En dépit de cette prise de position, M. Fiévet n'a pas pris la parole à la réunion des secrétaires fédéraux qui siégeaient dimanche à Paris.

DANS UNE INTERVIEW AU « MONDE »

« *Nous ne souhaitons pas la formation d'une quatrième composante de la gauche* », déclare M. Robert Fabre

Dans une récente interview (« le Monde » du 5 septembre), M. Jean Charbonnel, ministre du développement industriel et scientifique dans les deux premiers gouvernements Messmer (1972-1974), avait lancé un appel au rassemblement des « gaullistes de progrès ». Le maire de Brive expliquait en outre que ce regroupement pourrait ensuite s'ouvrir aux personnalités et organisations du centre gauche pour constituer la quatrième composante de la gauche, voire aux radicaux de gauche, pour étoffer la troisième famille de l'union de la gauche.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, répond à M. Charbonnel.

« M. Jean Charbonnel a ouvert un débat fort intéressant sur le reclassement dans la gauche des « gaullistes de progrès ». Souhaitant un regroupement des différents mouvements et personnalités d'origine gaulliste qui refusent le ralliement à l'actuelle majorité présidentielle, il envisage deux hypothèses : fédération des groupes « gaullistes de gauche » et une quatrième force dans le grand rassemblement des hommes de progrès » ou « rapprochement de leurs efforts de ceux des radicaux de gauche ». Par ailleurs, il exclut l'adhésion au parti socialiste.

» Cette dernière précision me met particulièrement à l'aise pour répondre à M. Charbonnel, avec lequel je n'ai eu aucun contact personnel, alors que mes amis radicaux de gauche et moi-même avons rencontré — pourquoi le cacher, tout le monde le sait — un certain nombre de personnalités et de responsables du centre gauche (*le Monde* du 31 mai 1974). Ces personnalités ont également rencontré des dirigeants du parti socialiste, et certaines hésitent peut-être quant à leur orientation définitive.

» N'étant pas en compétition clandestine avec le parti socialiste pour arracher telle ou telle adhésion, nous sommes heureux de l'occasion qui nous est donnée de passer du stade des rencontres personnelles et des contacts officieux, au stade du débat public qui est le propre de la démocratie.

» Les occasions de rencontres sur les problèmes de fond ne vont pas manquer au cours des prochains mois. Après les « assises du socialisme » prévues pour début octobre, aura lieu les 16 et 17 novembre, à l'initiative du Mouvement des radicaux de gauche, un colloque intitulé « Un espoir pour la gauche ».

» De ces différentes confrontations jailliront de précieuses idées que la gauche pourra mettre à profit pour adapter son programme aux exigences de l'heure. A n'en pas douter, des oppositions apparaîtront, chacun venant avec son tempérament, l'imprégnation de sa doctrine, parfois le poids de son passé. Mais les convergences seront nombreuses puisqu'au départ, une motivation commune animera les participants à la recherche du progrès dans la justice sociale, qui comporte « la lutte contre les féodalités de toute nature » selon l'expression de M. Charbonnel.

» Le but de ces colloques étant la recherche des points communs, dans l'approfondissement de nos doctrines, et sans reniement de la personnalité propre de chaque formation politique, il est prématuré d'aborder le fond de ce débat.

— *Etes-vous néanmoins favorable au regroupement préconisé par M. Charbonnel ?*

— Mes remarques portent davantage sur les méthodes d'approche, dans la volonté de réussite qui est la nôtre, la finalité étant le renforcement des forces de gauche en vue de la victoire sur la droite conservatrice.

» Parmi les hommes non engagés dans l'union de la gauche qui ont refusé leur soutien à M. Giscard d'Estaing et qui hésitent encore sur le choix de leurs moyens d'action, il n'y a pas que les « gaullistes de progrès ».

» Il y a de nombreux militants ou sympathisants du Centre démocrate qui ont désapprouvé le ralliement de M. Lecanuet, et qui restent fidèles à l'esprit social d'origine du M.R.P. Dans plusieurs départements, des comités du Centre démocrate ont directement adhéré au Mouvement des radicaux de gauche.

» Il y a des chrétients progressistes qui ne sont pas tentés par le socialisme du P.S. ou du P.S.U. et qui savent que le radicalisme d'aujourd'hui, s'il reste fidèle à l'idéal laïque, n'est plus celui de M. Combes...

» Il y a des chrétiens progressiens » qui, ayant soutenu François Mitterrand dans sa campagne, conviennent aujourd'hui que leur place n'est plus derrière l'ex-ministre des réformes et le secrétaire d'Etat à l'environnement (N.D.L.R. : MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Gabriel Péronnet), mais aux côtés des radicaux de gauche, vrais défenseurs de la doctrine et de la tradition radicales.

» Ces différents courants devraient-ils, à leur tour, chercher à se fédérer pour devenir la cinquième composante de la gauche, si les « gaullistes de progrès » en devenaient la quatrième ? L'absurdité — et l'inefficacité — d'une telle solution apparaît dès que la question est posée.

— *A quelles conditions, selon vous, les membres de ces divers courants peuvents-ils alors rejoindre la gauche de manière moins éphémère que par une prise de position à l'occasion d'un scrutin ?*

— Tandis que les fidèles d'un centre gauche opposé à la droite classique, et certains gaullistes cherchent leur voie, l'union de la gauche existe, plus forte et plus cohérente que jamais, et elle comprend — faut-il le rappeler ? — les trois formations signataires du programme commun qui sont le parti communiste français, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche.

» Avec le score de 49,3 % obtenu sur le nom de François Mitterrand, chacun sait que l'union de la gauche peut prétendre accéder aux responsabilités de l'Etat et qu'elle doit s'y préparer surtout si, comme beaucoup d'indices le laissent à penser, l'équipe actuelle est incapable de maîtriser la crise économique et financière.

» Certes, le programme commun de gouvernement, établi en 1972, devra être adapté aux circonstances nouvelles. Il reste cependant une base de travail sérieux, à partir de laquelle l'enrichissement et l'adaptation sont nécessaires. Nos formations s'y sont déjà employées.

» La condition d'une adhésion sincère à la gauche reste donc, à nos yeux, l'acceptation des responsabilités gouvernementales sur un programme commun, avec nos partenaires socialistes et communistes.

» M. Charbonne ne semble mettre en cause ni les profondes transformations de structures que nous proposons ni la stratégie de la gauche comportant la participation du P.C.F. Tous ceux qui adhèrent à ces principes peuvent entrer dans l'union de la gauche, en adhérant à l'une de ses formations.

— *Pensez-vous vraiment que le Mouvement de radicaux de gauche constitue une base de travail pour tous ceux qui à présent veulent faire surgir un centre gauche ?*

— Le Mouvement des radicaux de gauche existe, de façon autonome, avec sa doctrine, sa personnalité, ses élus (dont vingt sénateurs et douze députés), ses militants, de plus en plus nombreux, dans des fédérations qui couvrent la quasi-totalité des départements français. Et surtout, beaucoup de jeunes, désireux de se situer à gauche sans aller jusqu'au marxisme, ont choisi de militer dans ses rangs.

» Si le radicalisme a longtemps été l'expression des classes moyennes, et s'il est encore le défenseur naturel de la petite et moyenne entreprise, son recrutement ne s'arrête pas au milieu des commerçants, artisans, agriculteurs, professions libérales et retraités. La fermeté de ses positions en matière économique et certaines de ses audaces en matière sociale lui valent de plus en plus la faveur des salariés du secteur privé et public, et des ouvriers autant que des cadres.

» Son développement régulier, son audience croissante, la garantie qu'offre son patriotisme et son sens des responsabilités, affermissent chaque jour sa position sur l'échiquier politique.

» Sa position « charnière » a pu faire croire à certains membres de la nouvelle majorité que ses responsables seraient sensibles à l'appel des sirènes du pouvoir. De l'ignorance méprisante dans laquelle on voulait nous tenir, on est passé au charme et à l'appel du pied.

» L'occasion m'est à nouveau donnée de définir sans ambiguïté notre position : nous appartenons à la gauche, nous restons fidèles à nos engagements, et c'est à l'intérieur de l'union de la gauche que nous voulons œuvrer pour assurer son futur succès.

» Notre intention n'est pas davantage de dissoudre notre mouvement dans une quelconque nébuleuse, de saborder le radicalisme — auquel tant de Français restent attachés, — mais au contraire de renforcer sa puissance et d'affirmer sa personnalité. Tous ceux qui partagent nos vues et acceptent nos engagements sont les bienvenus dans nos rangs, d'où qu'ils viennent.

— *Le rapprochement des « gaullistes de progrès » et de la gauche vous paraît donc passer par leur adhésion à notre formation ?*

— Nous admettons fort bien que tous ceux qui veulent rejoindre la gauche ne puissent adhérer d'emblée à notre formation.

» Ils ont créé des clubs de pensée, dirigé des instances nationales ; ils ont pris des positions différentes des nôtres, nous ont, à une certaine époque, combattus. Même s'ils acceptent volontiers, comme nous sommes prêts à le faire, d'oublier certains affrontements, ils doivent respecter leurs propres amitiés, et ne peuvent facilement détruire ou quitter les organismes dont ils sont responsables.

» Ainsi sommes-nous ouverts à tous contacts en vue de coordonner des efforts qui iraient vers un but commun. Les modalités et la forme sont secondaires. Ce qui importe à nos yeux, c'est l'accord sur l'essentiel, c'est-à-dire notre conception de l'avenir de la France. Autour des notions de responsabilité (responsabilité du militant, du citoyen, responsabilité dans l'entreprise) et de solidarité (entre les générations, entre les régions, entre les nations d'Europe, entre les peuples du tiers monde), nous voulons rajeunir une doctrine qui peut recevoir l'adhésion de tous ceux qui se situent dans les perspectives de la gauche.

» C'est pourquoi nous ne souhaitons pas la formation d'une quatrième composante des forces de gauche, qui serait un affaiblissement plutôt qu'un apport positif. Nous souhaitons — et nous espérons — le renforcement de la troisième composante, constitué aujourd'hui par les radicaux de gauche, et demain, autour de leur solide noyau, de la masse des Français qui souhaitent de profondes réformes pour l'avènement d'une société plus juste, mais sans qu'il soit porté atteinte aux libertés essentielles. »

Propos recueillis par
THIERRY PFISTER.

POLITIQUE

Favorablement accueilli par les secrétaires fédéraux du mouvement

M. Chirac invite l'U.D.R. à demeurer la majorité de la majorité

C'est à coups d'opérations de charme que M. Jacques Chirac a décidé de restaurer son autorité sur l'U.D.R. Après y avoir réussi auprès de la plupart des parlementaires au cours d'une rencontre sans protocole à Vélizy-Villacoublay, au mois de juin, le premier ministre a remporte un succès encore plus franc devant les secrétaires fédéraux du mouvement gaulliste, réunis à Paris dimanche 8 septembre. Il lui reste encore à séduire les cadres de l'U.D.R. qui seront réunis en comité central les 5 et 6 octobre, et enfin les délégués des militants au cours du conseil national en décembre. S'il remporte devant ces diverses instances un égal succès, la tenue d'assises nationales n'aura plus de graves inconvénients et la contestation n'y sera plus menaçante. Mieux, même, elles fourniraient au premier ministre une éclatante revanche sur les assises de Nantes de novembre 1973 en le consacrant comme le leader incontesté de l'U.D.R. et comme l'unique successeur de Georges Pompidou, considéré lui-même, selon la mythologie officielle, comme l'héritier du général de Gaulle.

Cette opération de promotion de M. Jacques Chirac, menée comme une charge de cavalerie, a aussi pour effet d'éliminer toute concurrence, de neutraliser toute critique, d'écarter toute contestation, en les rejetant dans les camps de la dissidence ou de l'opposition. Accusés par avance d'être des facteurs de division, de désunion, de dislocation, les auteurs de telles tentatives sont désignés à la vindicte des gaullistes « gouvernementaux », qui se proclament ainsi seuls fidèles puisqu'ils respectent la fameuse notion de rassemblement. Simple avertissement ou condamnation formelle, ce rappel s'adresse aussi bien aux « barons », aux caciques, aux compagnons historiques — qui d'ailleurs demeurent étrangement silencieux — qu'aux plus prolixes qui, comme M. Jean Charbonnel, prônent un rapprochement avec la gauche.

Devant les secrétaires des fédérations, M. Jacques Chirac, avec une fougue, une résolution et une conviction qui ont troublé les rares hésitants, s'est proclamé le garant du respect des principes gaullistes et a assuré que M. Giscard d'Estaing, dans son comportement politique, les avait observés jusqu'à présent scrupuleusement. Le premier ministre s'est même engagé à donner sa démission s'il advenait que la politique du chef de l'Etat les violât un jour. Mais il a, selon son expression, mis quiconque au défi de prouver que M. Giscard d'Estaing se soit écarté des principes du gaullisme. M. Chirac n'a pas eu davantage de mal à convaincre son auditoire du bien-fondé de son option en faveur de la candidature de M. Giscard d'Estaing, en mai dernier, puisque la gauche avait choisi « le terrain de la dynamique unitaire et de la sécurité ». M. Chirac a enfin voulu donner aux délégués confiance dans l'avenir politique de l'U.D.R., en assurant qu'il y aurait une investiture unique de la majorité présidentielle par circonscription aux prochaines élections législatives, c'est-à-dire en 1978, ou au plus tôt « dans deux ans ». Il a laissé entendre également qu'il serait encore premier ministre dans trois ans ou que, pour le moins, un membre de l'U.D.R. occuperait alors encore l'Hôtel Matignon.

La fidélité au gaullisme et l'adhésion à la majorité ont aussi été exaltées par M. Alexandre Sanguinetti, dont personne — à la différence de la dernière réunion du bureau exécutif — n'a critiqué la gestion ni même l'allégeance à la majorité nouvelle. Un hommage appuyé — c'était le moindre des remerciements — lui a même été publiquement décerné par le premier ministre.

Les responsables des fédérations U.D.R. sont donc en définitive fort satisfaits que le premier ministre soit des leurs et qu'il sache leur parler le langage qu'ils attendaient. Parti de pouvoir, de naissance et de vocation, l'U.D.R. et ses cadres n'arrivent pas, dans leur grande majorité, à se concevoir hors de lui. En conséquence, les décisions qui ont été étudiées et prises dimanche, qu'il s'agisse de doctrines ou de recettes tactiques, ont toutes pour objectif de faire en sorte que l'U.D.R. demeure la majorité de la majorité et qu'à défaut de se renforcer elle évite au moins de s'affaiblir.

ANDRÉ PASSERON.

Le premier ministre : le gaullisme, ce n'est pas un homme, encore moins un clan

M. Chirac, devant les secrétaires fédéraux de l'U.D.R., a notamment déclaré :

« *Le gaullisme, ce n'est pas un homme, encore moins un clan, ni une philosophie de l'amertume ou de la grogne. Le gaullisme, c'est un comportement, un refus de la facilité et de la démagogie. C'est l'affirmation de la dignité de l'homme et de la nation. C'est une philosophie de l'action et de l'effort.*

» *En avril dernier, nous avons fait une erreur tactique majeure. Face à une dynamique unitaire factice de la gauche, nous n'avons pas su exalter les vertus de cohésion et de sécurité propres à toute majorité sous la Ve République. A ce handicap s'est ajoutée l'usure naturelle du pouvoir. Cela nous a conduits où nous savons. Pour ma part, j'ai refusé de cautionner une analyse de facilité relevant d'une philosophie partisane bien éloignée des exigences gaullistes.*

» *La situation que nous connaissons au sein du mouvement tient aussi à des raisons antérieures. Nous avions fini par nous installer dans une espèce de confort qui nous a rendus vulnérables en empêchant le nécessaire renouvellement.*

» *Aujourd'hui, le maintien de forces centrifuges, à l'intérieur du mouvement, est incompatible avec la volonté de rassemblement qui est la vocation du gaullisme.*

» *Si le mouvement a subsisté c'est grâce à Alexandre Sanguinetti. Sans lui, l'U.D.R. ne serait pas aujourd'hui en état de penser à sa survie, et encore moins à sa rénovation. Il est regrettable que certains autres responsables soient apparus comme des éléments de division.*

» *Ma conviction personnelle est que les prochaines élections législatives auront lieu à la date prévue. Cela signifie que nous avons au moins deux ans pour préparer notre mouvement à ce combat. Si nous franchissons avec succès cette échéance, alors, j'en suis sûr, nous pourrons passer le relais du gaullisme aux nouvelles générations. Cela suppose que nous ayons alors au minimum cent cinquante députés. Nous n'y parviendrons que si, au sein de la majorité présidentielle, nous sommes sans conteste le mouvement le plus fort, le plus dynamique et le plus loyal. Naturellement, il n'est pas question de nous renier. D'ailleurs, je mets quiconque au défi de prouver que la politique suivie depuis trois mois est sortie des voies de la dignité, qui sont celles du gaullisme.*

» *Le rôle du mouvement est devenu essentiel. Il faut faire taire les nostalgiques du passé et encourager ceux qui ont pris conscience des exigences de l'avenir.* »

M. Sanguinetti : l'U.D.R. pilier de la majorité présidentielle

M. Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., a ouvert les travaux en disant :

« *Notre groupe parlementaire, quelles que soient les tendances qui le parcourent — et il est normal qu'il y ait des tendances au sein d'un groupe de cent quatre-vingts membres — a voté à l'unanimité le soutien au gouvernement. Il a ensuite, toujours à l'unanimité, voté les textes qui ont été présentés à l'Assemblée.*

» *Cela posait, je ne l'ignore pas, des problèmes à notre mouvement. Je n'ai eu, à ce moment-là, qu'un souci : l'unité de l'U.D.R. Depuis ses origines, le mouvement gaulliste a connu bien des drames. Si malgré tout, il s'est maintenu et s'il a conservé sa force, il l'a toujours dû à son unité. Si j'avais écouté ceux qui me demandaient des condamnations et des exclusions, il n'y aurait plus d'U.D.R. aujourd'hui.*

» *Le groupe a besoin d'un mouvement puissant, mais, parallèlement, c'est parce que le groupe existe que nous sommes puissants, c'est parce que nous constituons le premier groupe à l'Assemblée que le premier ministre doit naturellement sortir de nos rangs.* »

Après avoir rappelé que le dernier bureau exécutif avait déclaré que l'U.D.R. appartenait à la majorité présidentielle, M. Alexandre Sanguinetti a fait observer : « *Il n'est pas question, par cette attitude, de renier quoi que ce soit de nos principes. Nous devons reprendre l'offensive. Le gaullisme est en train de devenir, dans le monde, une attitude, un comportement. En Grèce, par exemple, la volonté d'affirmer l'indépendance nationale procède d'une démarche gaulliste. Nous ne serons pas un mouvement statique. Nous ne nous replierons pas sur nos souvenirs. Nous continuerons l'œuvre gigantesque commencée voilà seize ans.* »

Un programme d'action

Les secrétaires ont adopté une motion de confiance à M. Sangui-

Pour conclure, M. Sanguinetti a déclaré :

« *Dans la majorité présidentielle nous devons être actifs, loyaux, efficaces, imaginatifs et en être le pilier.* »

netti et approuvé le programme d'action qui leur avait été soumis. Celui-ci prévoit notamment que le 21 septembre, à 16 heures, dans tous les départements, les comités fédéraux de l'U.D.R. se réuniront pour entendre un message du secrétaire général et pour étudier le pré-rapport de la commission de réflexion sur l'organisation de l'U.D.R. Le 23 septembre, tous les adhérents de l'U.D.R. sont invités à se réunir en assemblées générales de circonscription pour répondre à quatre questions : quelle image de marque pour l'U.D.R. ? quelles méthodes d'animation ? quel système économique pour la France ? et quel engagement politique ? Les réponses, adressées au secrétaire général pour le 15 novembre, seront communiquées au conseil national, qui se réunira — sous réserve de l'accord du comité central — le 15 décembre.

Un Livre blanc sur la jeunesse sera préparé. Enfin, du 12 octobre au 15 décembre, M. Sanguinetti présidera dix-sept journées régionales qui se termineront par des réunions publiques.

DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

M. Chaban-Delmas : que l'U.D.R. demeure majeure vis-à-vis du pouvoir

M. Jacques Chaban-Delmas, prenant la parole le 8 septembre à la « fête de l'U.D.R. » à Saint-Pierre-d'Irube, près de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), a déclaré : « *Il s'agit pour nous tous de maintenir pour la France les orientations fondamentales qui ont permis de redresser la situation du pays et d'améliorer les conditions de vie des Français. Ces orientations fondamentales vont plus que jamais s'imposer comme une nécessité impérieuse.* »

Pour M. Chaban-Delmas, le champ d'action de l'U.D.R. se trouve au sein de la majorité. « *Mais*, a-t-il dit, *cela ne signifie pas que l'U.D.R. soit comme un « suiveur ». Cela ne doit pas aboutir à confondre l'U.D.R. avec quelque forme que ce soit du conservatisme, fût-il libéral.*

» *Il faut qu'elle se réforme, qu'elle fasse des propositions généreuses, qu'elle demeure majeure vis-à-vis du pouvoir. Ses assises nationales doivent avoir lieu le plus rapidement possible.* »

Après avoir cité les noms de MM. Michel Jobert et Joseph Fontanet, l'ancien premier ministre a ajouté : « *Il faut constituer une force nouvelle qui jettera les passerelles nécessaires pour que la division de la France en deux ne soit pas irréductible.* »

Enfin, M. Chaban-Delmas a conclu en réaffirmant son soutien au gouvernement en ces termes : « *Nous allons aborder une période qui sera de plus en plus difficile. Comment ne pas souhaiter la réussite du gouvernement ? Mais j'observe, je veille, et je veillerai à ce que les orientations fondamentales du gaullisme soient maintenues.* »

M. ROYER N'A PAS L'INTENTION DE CRÉER UN PARTI POLITIQUE

Dans une déclaration publiée par *l'Espoir* de Tours, dont il est le directeur, M. Jean Royer maire de la ville, ancien ministre, qui avait été candidat à l'élection présidentielle du mois de mai dernier, indique qu'il « *se refuse formellement à créer un parti politique, instrument de division et de conquête de l'Etat* ». En revanche, précise-t-il, « *je m'efforcerai, avec des milliers d'autres appartenant à toutes les catégories sociales, de contribuer à diffuser des idées saines propres à réfléchir l'opinion des Français et à former des responsables* ». Il fait état des résultats obtenus par le mouvement Civilisation et politique dans les pays de la Loire et dans la région parisienne et parle de « *démarrage modeste mais encourageant* ».

M. Royer qui se propose d'éditer, dans le courant du mois d'octobre, une brochure puis un livre, explique qu'il ne brigue pas un mandat de sénateur en raison de la « confiance large et régulière » qui lui a valu, depuis 1958, d'être élu et réélu dans la première circonscription législative d'Indre-et-Loire, confiance qui « mérite qu'on l'honore d'une réciproque fidélité ». Le maire de Tours fait part de son intention de « *reprendre une place* à l'Assemblée nationale », mais de son souci de « respecter la dignité » de son suppléant, M. Jean Chassagne, député non inscrit, et de lui permettre de « poursuivre encore une activité législative méritoire ».

● *M. Olivier Stirn*, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, actuellement en visite officielle aux Antilles, est arrivé samedi après-midi 7 septembre en Guadeloupe où il a examiné avec les élus et les représentants des professions intéressées les problèmes posés par la culture de la banane et la production sucrière, qui s'annonce déficitaire. Les planteurs de canne ont formulé plusieurs demandes, notamment le financement d'un plan d'irrigation et des prêts à long terme pour l'équipement *mécanique des plantations*. En Martinique, où il est arrivé dimanche, M. Stirn préside, lundi, la séance inaugurale du vingt-troisième congrès de Carribean Travell Association, auquel sont représentés une vingtaine d'Etats des îles Caraïbes.

M. Barrot donne sa démission de son poste d'adjoint au maire d'Yssingeaux

M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, secrétaire général du Centre Démocratie et Progrès, a donné samedi 7 septembre sa démission de ses fonctions d'adjoint au maire d'Yssingeaux. M. Barrot explique, dans une déclaration, qu'il a pris cette décision « *pour bien montrer qu'il était étranger à l'engagement politique qu'a cru devoir prendre, à titre personnel, M. Guillaumond, maire d'Yssingeaux, à l'occasion des élections sénatoriales* ». M. Barrot a précisé qu'il demeurait membre du conseil municipal.

L'engagement politique qu'a pris M. Guillaumond, et dont M. Barrot déclare ne pas avoir été informé, est de participer à la consultation du 22 septembre prochain comme remplaçant éventuel de M. René Chazelle, ancien député socialiste de ce département. (M. Chazelle avait été battu aux élections législatives de mars 1973 par M. Jean-Claude Simon, républicain indépendant. M. Jacques Barrot était également député de la Haute-Loire avant son entrée au gouvernement, en juin 1974.) Le conseil municipal d'Yssingeaux est composé d'élus de deux listes, *l'une sur laquelle figurait M. Guillaumond* et comptant des personnalités de centre gauche qui avait eu quinze élus en 1971, l'autre sur laquelle figurait M. Jacques Barrot, qui avait enlevé huit sièges.

LE PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DÉNONCE L'ATTENTISME DE LA GAUCHE

Les dirigeants du parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), créé à la veille de l'élection présidentielle par les militants du groupe Front rouge, sont revenus vendredi 6 septembre, au cours d'une conférence de presse, sur les incidents qui se sont produits au Larzac lors de la venue de M. François Mitterrand à la manifestation du 10 août en faveur des agriculteurs menacés par les projets d'extension du camp militaire. Selon les responsables du P.C.R. (M.-L.), les démonstrations d'hostilité envers le premier secrétaire du P.S. étaient « *spontanées* » et ont été « *le fait de plusieurs milliers de personnes* » et non de leurs seuls militants.

En ce qui concerne la situation politique générale, le P.C.R. (M.-L.) estime que le président de la République « *copie le programme commun* », ôtant de ce fait une série d'arguments électoraux à ses rivaux. Les maoïstes en concluent qu'il n'existe plus de projet politique crédible à droite et à gauche et que cette situation de crise ouvre des perspectives aux révolutionnaires.

« *Les travailleurs*, estiment-ils, *refuseront de faire confiance à l'union de la gauche. Ils refuseront son attentisme et sa modération comme ils récuseront ceux qui, à la tête des syndicats, dénaturent leurs véritables revendications.* »

● *La Fédération nationale des élus socialistes et républicains* annonce qu'elle tiendra son congrès national les 30 novembre et 1er décembre à l'hôtel de ville de Cachan (Val-de-Marne), en présence de M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S.

Elle précise qu'elle réunira son conseil national le dimanche 29 septembre, au palais Neptune, à Nantes (Loire-Atlantique).

LES ÉLECTIONS CANTONALES

AUDE, canton de Sigean (1er tour).

Inscr., 8 571 ; vot., 4 937 ; suffr. expr., 4 802.

M. Robert Ferran (P.S.), 2 376 voix ; M. Jacques Mourrut (P.C.), 1 523 ; M. René Naudy (R.I.), 785 ; M. Francis Bergé (Lutte occitane), 118. *Il y a ballottage.*

[*Il s'agit de remplacer M. Francis Vals, ancien député, maire socialiste de Narbonne, décédé.*

M. Vals avait été réélu au second tour de l'élection du 15 mars 1970 avec 2 876 voix contre 1 388 à M. Georges Bergon (U.D.R.). Il y avait eu 4 264 suffrages exprimés pour 7 816 inscrits.

Au premier tour, M. Vals avait obtenu 2 211 voix contre 1 140 à M. Jacques Mourrut (P.C.) et 1 276 à M. Georges Bergon (U.D.R.). Il y avait eu 4 627 suffrages exprimés pour 4 876 votants et 7 817 inscrits.]

SEINE-MARITIME, cinquième canton de Rouen (1er tour).

Insc., 31 297 ; vot., 10 124 ; suffr. expr., 10 014.

M. Jean Allard (Centre démocrate), 3 797 voix ; M. Jean-Marie Panier (P.S.), 2 759 ; Mme Alice Catoire (U.D.R.), 1 065 ; M. Victor Blot (P.C.), 2 393. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de remplacer M. François Salomon, membre du bureau fédéral du centre démocrate, décédé.

En septembre 1973, au premier tour, sur 31 214 inscrits ; 12 663 votants et 11 822 suffrages exprimés, M. Salomon avait obtenu 4 775 voix contre 2 467 à M. Chauvereau (P.C.), 2 348 à M. Madelaine (U.D.R.) et 2 232 à M. Panier (P.S.).

M. Salomon avait été élu au second tour avec 8 395 voix contre 4 539 à M. Chauvereau, sur 31 214 inscrits, 13 254 votants et 12 844 suffrages exprimés.]

SEINE-MARITIME, canton de Pavilly (1er tour).

Inscr., 13 317 ; vot., 8 400 ; suffr. expr., 8 183.

M. Marcel Hideux (rad. soc.), 3 215 voix ; M. Bernard Guesdon (div. maj., maire de Pavilly), 2 406 ; M. Claude Mazauric (P.C.), 1 160 ; M. Fernand Bisson (P.S.), 989 ; M. Serge Gomont (div. g.), 296 ; M. Jacques Maury (sans étiq.), 117. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de remplacer M. André Marie, président du conseil général et vice-président du parti radical-socialiste, décédé.

En septembbre 1973, sur 12 695 inscrits, 7 417 votants et 7 188 suffrages exprimés, André Marie avait été élu au premier tour, obtenant 4 188 voix contre 710 à M. Grout (P.S.), 1 362 à M. Thomas (P.C.), 468 à M. Gomont (div. g.) et 480 à M. Lalague (sans étiq.).]

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

EYBENS (Isère).

Inscr., 2 280 ; vot., 1 065 ; suffr. expr., 1 044.

Liste apolitique d'intérêt com- (MM. Louis Sarte, 673 voix ; Ferdinand Ambrosino, 649 ; Marc Baletto, 642 ; Jean Fiat, 664). *ELUE.*

Liste « apolitique d'intérêt communal (MM. Marcel Bouvier, 387 voix ; Jean Alphonse, 352 ; Gérard Berthaud, 353 ; Raymond Jean Roy, 359).

Il s'agissait de compléter le conseil municipal, quatre sièges sur vingt et un étant à pourvoir à la suite du décès de trois conseillers et de la démission, pour raisons de santé, du maire de la ville, M. Charles Piot. La liste d'union démocratique, composée de deux communistes et deux socialistes, avait le soutien de l'union de la gauche.

Avec l'appui des quatre nouveaux élus, dont deux membres de leur parti, les neuf conseillers socialistes déjà en place peuvent espérer l'élection au poste de maire de l'un deux, probablement M. Martin retraité de l'enseignement et adjoint au maire.

SAORGE (Alpes-Maritimes).

Inscr., 406 ; vot., 276 ; suffr. expr., 254.

MM. Auguste Brunel, 253 voix ; Pierre Osenda, 245 ; Denis Nigliore, 247. *ELUS.*

Les trois élus font partie de la liste de M. Louis Giorgi (sans étiquette), maire de Saorge dans le canton de Breil. Ils étaient les seuls candidats en lice.

ÉDUCATION

Le congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public

M. Lagarde succède à M. Armand à la tête d'une organisation en perte de vitesse

Saint-Malo. — Le 55e congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.E.P.) a eu lieu les 6 et 7 septembre, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), en présence d'environ trois cents délégués. Il a marqué un tournant puisque le président de la fédération, M. Pierre Armand, a quitté ses fonctions, conformément aux statuts, après six années de présidence. On parlera désormais de la « fédération Lagarde » (1), le nouveau président ayant été élu dimanche 8 septembre par les membres du comité fédéral par 34 voix contre 20 à M. Claude Dufloux.

Ce congrès charnière a surtout traduit le malaise qui règne actuellement au sein de la fédération. Les dissensions internes — que masquait auparavant la personnalisation du « pouvoir » concentré par l'ancien président — se sont exprimées au grand jour, en séance publique, comme dans les discussions de couloir donnant à ce congrès une allure souvent décousue et peu propice à une réflexion de fond sur la situation actuelle de l'enseignement. La nouvelle équipe aura sans doute fort à faire pour redonner à la fédération plus de cohérence et de crédibilité. D'autant plus qu'à la « base » le militantisme des parents d'élèves semble fléchir en raison de l'échec relatif de la « participation » dans les établissements scolaires.

Le ministre de l'éducation, M. René Haby, qui s'est adressé samedi 7 septembre aux congressistes (« le Monde » des 8 et 9 septembre), n'a pas été à cet égard particulièrement rassurant. S'il a indiqué, en effet, qu'il lui paraissait « normal et nécessaire de donner à toutes les associations de parents les moyens de s'adresser à toutes les familles », il a déclaré, en revanche, que les chefs d'établissement « devaient s'adresser à l'ensemble des parents » pour organiser notamment des réunions et l'élection de leurs représentants dans les organes consultatifs. Cette conception de la « démocratie directe » pose la question du rôle et du poids des organisations de parents d'élèves dans le monde de l'école. « Il faut que nous soyons vigilants », a en tout cas déclaré M. Armand à la séance de clôture du congrès.

De notre envoyé spécial

Le premier sujet d'inquiétude pour la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public est la baisse de ses effectifs et de l'influence qu'elle exerce dans les différents ordres d'enseignement. En effet, si la F.P.E.E.P. s'enrichit, chaque année, de plusieurs dizaines d'associations nouvelles (créées surtout dans les collèges du premier cycle de l'enseignement secondaire), elle accusait ces dernières années une diminution importante de ses adhérents. Les dirigeants de la fédération proclamaient encore au congrès de 1973 qu'ils représentaient 650 000 familles. Or l'organe de la fédération, *la Voix des parents*, que reçoit chaque adhérent, ne tire qu'à 460 000 exemplaires...

D'autre part, la fédération a enregistré aux élections des conseils d'administration des lycées et collèges, pour l'année *1973-1974*, une légère baisse : 26,8 % des voix contre 27,1 % l'année précédente. Sa grande rivale, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, que préside Mr Jean Cornec, a, en revanche, progressé (61 % contre 60,5 % en 1972-1973).

Ainsi, bien que la fédération Armand ait engagé depuis plusieurs années la bataille au sein des écoles primaires, sans y faire de progrès décisifs, c'est au contraire la fédération Cornec qui affirme de plus en plus nettement sa suprématie dans l'enseignement secondaire, où son implantation est pourtant plus récente.

Des satellites

Bien des explications peuvent être fournies à cette perte d'influence. Celle de M. Armand est que la concurrence est « déloyale », qu'en particulier la fédération Cornec bénéficie, dans l'enseignement primaire au moins, du soutien actif des enseignants eux-mêmes, et du puissant Syndicat national des instituteurs. Le président sortant de la F.P.E.E.P. a demandé à nouveau, s'adressant au ministre de l'éducation, *« qu'un terme soit mis au système de la carte forcée, que les familles puissent choisir librement l'association à laquelle ils veulent adhérer »*.

Mais d'autres dirigeants de la fédération n'hésitent pas à avancer des hypothèses différentes. En particulier, disent-ils, *« l'image de marque » de la F.P.E.E.P. est celle d'un mouvement conservateur »*, regroupant essentiellement ses adhérents parmi les milieux « bourgeois ». La fédération, selon eux, n'a pas su s'adapter suffisamment à l'évolution de l'enseignement secondaire, qui s'est largement ouvert aux enfants des classes plus modestes. Certains — mais ils sont une petite minorité — estiment en outre que la fédération Armand n'a pas su, ou voulu, se démarquer nettement du pouvoir politique, apparaissant alors comme un organisme officieux du ministère de l'éducation.

Au cours des séances publiques du congrès, les critiques n'ont jamais été portées sur ce terrain. Mais elles n'en ont pas été moins vives, au point que le rapport d'activité de l'équipe sortante n'a été approuvé que par 66 % des mandats (27 % contre et 7 % d'abstentions) contre 85 % des voix au congrès précédent.

Deux reproches ont été principalement faits aux dirigeants de la fédération. D'une part, d'avoir espéré prolonger, par le biais d'une modification des statuts, le mandat du président Armand, qui n'était plus rééligible. Le congrès a finalement repoussé cette modification, désapprouvant ainsi son président. D'autre part, d'avoir créé une série d'organismes « satellites » de services, rentables financièrement — assurances scolaires, voyages à l'étranger, presse de la fédération, — sans que la F.P.E.E.P. n'en possède statutairement le contrôle. Ainsi, l'Organisation de vacances scolaires à l'étranger (O.V.S.E.) est présidée par M. Armand ; le Bureau de liaison et d'information des parents d'élèves (BLIPE), qui édite *la Voix des parents*, est présidé par M. Thomassin, trésorier (démissionnaire) de la fédération ; la Confédération socio-éducative pour la jeunesse (COSEJ), qui rassemble ces différents « satellites », est présidée par M. Armand...

Des tensions très vives se sont manifestées à ce sujet au sein de la F.P.E.E.P., dont la trésorerie accuse, elle, un déficit d'environ 370 000 F. Elles ont abouti à une harmonisation des statuts de ces divers organismes pour que la fédération en possède le contrôle, par ses représentants aux assemblées générales et aux conseils d'administration. Mais la question a véritablement empoisonné, tout au long de la dernière année scolaire, les relations internes au sein des instances dirigeantes de la fédération. Ce qui n'était pas sans rappeler les circonstances dans lesquelles, six ans plus tôt, avait pris fin le mandat de l'ancien président, M. Léotard.

Une fédération de grands-parents ?

L'unanimité des parents Armand n'est en fait qu'une apparence, même si tous sont attachés à l'unité de leur fédération. En réalité, plusieurs courants s'y manifestent, comme il est normal dans une organisation se réclamant de l'indépendance et du pluralisme. Sans être organisés en tendances, ces courants sont néanmoins très perceptibles.

Il y a, d'une part, le courant « modéré » de la fédération, assez largement majoritaire, bien représenté par le président sortant et par son successeur, le docteur Antoine Lagarde. Celui-ci refuse néanmoins l'étiquette de « conservatrice » pour la F.P.E.E.P., estimant au contraire que ses positions sur les divers problèmes éducatifs vont dans le sens du progrès et tiennent compte, en particulier, de l'intérêt des enfants comme du contexte socio-politique dans lequel évolue le monde de l'enseignement. Ce courant se démarque nettement d'une tendance plus réactionnaire, regroupant les partisans d'une éducation « traditionnelle » et « dans l'ordre ».

Mais la principale opposition au courant modéré s'exprime notamment par la voix de M. Claude Dufloux, président de l'union régionale de Paris, adversaire de M. Lagarde pour l'élection à la présidence de la fédération. M. Dufloux estime en particulier que celle-ci doit s'ouvrir plus largement, rechercher davantage le dialogue avec les autres organisations de parents — notamment avec sa principale rivale, —, au risque de provoquer le départ des plus conservateurs, mais au bénéfice d'une plus grande clarté des options de la F.P.E.E.P., qui favoriserait à ses yeux un regain d'influence. Pour les militants qui se reconnaissent dans ce courant, il faut que la F.P.E.E.P. *« ne soit plus une fédération de grands-parents d'élèves »*.

A leur gauche, quelques délégués représentent des parents d'élèves qui ont choisi la fédération Armand non pour ses positions et son mode d'action modérés, mais parce qu'ils répugnent à rejoindre les rangs de la fédération Cornec, surtout là où celle-ci est dominée par des militants communistes. Ceux-là reprochent à la F.P.E.E.P. de masquer en permanence ses choix politiques par une indépendance-alibi. Dans un « manifeste » distribué au cours du congrès, ils réclament une action plus efficace et plus *« mobilisatrice »* pour les parents, *« une plus grande indépendance à l'égard des pouvoirs publics »*, une vie réellement démocratique à l'intérieur de la fédération, et vont jusqu'à prôner *« la reconnaissance organique des tendances »* en son sein.

La majorité à dix-huit ans

Quoi qu'il en soit, de ces divergences, un certain nombre de lignes de forces caractérisent les options de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public. Elles ont notamment été définies dans une charte (*le Monde* du 30 septembre 1972), puis précisées par les travaux de groupes spécialisés. Elles peuvent être résumées ainsi :

● L'ENFANT D'ABORD : c'est la formation et l'épanouissement de l'enfant au sein de l'école qui est la préoccupation principale des militants parents d'élèves. Ainsi, une attention toute particulière est accordée aux questions touchant la santé et l'équilibre des enfants, l'aménagement des rythmes scolaires, l'amélioration de l'éducation artistique et sportive, une meilleure orientation, la réduction des effectifs de classe, la disparition des redoublements.

● PRIMAUTE DE LA FAMILLE et participation : les parents étant les premiers responsables de l'éducation des enfants, la F.P.E.E.P. souhaite qu'ils *« ne démissionnent pas »* de cette tâche en se reposant sur les enseignants. Elle préconise au contraire un dialogue plus serré avec ces derniers, notamment au sein des organes de participation. La fédération demande que celle-ci soit étendue aux écoles primaires, par l'institution de réunions de classe et de conseils d'école.

● REDUCTION DE L'INEGALITE DES CHANCES : attachée à l'école publique, la F.P.E.E.P. estime que celle-ci doit davantage remédier aux handicaps sociaux et culturels qui diminuent les chances des élèves, et qu'il faut tout d'abord parvenir à une véritable gratuité des études. Elle s'est prononcée pour la création de groupes de niveaux dans le second degré, destinés aussi bien à favoriser une pédagogie de soutien pour les élèves en difficulté qu'à permettre aux meilleurs de progresser plus vite.

● CRAINTE DE LA POLITISATION : favorable à une ouverture de l'école, à son adaptation à l'évolution du monde moderne, les parents Armand condamnent et redoutent une politisation des élèves à l'intérieur des établissements scolaires. Ce souci, très vif chez les militants d'associations comme chez beaucoup de dirigeants nationaux, est aujourd'hui renforcé par l'accession des jeunes à la majorité civile et électorale à dix-huit ans.

Ces grandes options continueront de guider l'action de la nouvelle équipe dirigeante de la fédération. Mais il ne fait pas de doute que cette action sera marquée, non par le gauchissement qu'auraient souhaité les opposants à la direction sortante, mais du moins par un changement de style.

M. Antoine Lagarde, qui s'est présenté entouré d'une équipe homogène, souhaite en effet que la F.P.E.E.P. soit moins personnalisée que dans un passé encore tout récent.

Représentant la continuité de la fédération, M. Lagarde devra compter sur une opposition qui s'est manifestée, pour la première fois, avec une certaine force et qui réclame en particulier des positions claires, tant sur les problèmes éducatifs que sur leur environnement socio-politique. Si l'on en croit le nouveau président, la « fédération Lagarde » pourrait être plus critique à l'égard des pouvoirs publics que la « fédération Armand ».

YVES AGNÈS.

(1) Né le 1er octobre 1925 à La Rochelle, M. Antoine Lagarde est docteur en médecine, ancien externe des hôpitaux de Paris et administrateur du centre hospitalier du Havre depuis 1960. Il exerce sa profession comme médecin généraliste dans un cabinet de groupe. Père de cinq enfants âgés de douze à vingt ans, il est président de l'Union régionale de l'académie de Rouen de la F.P.E.E.P. et membre du conseil d'administration depuis 1973.

DEUX MINISTRES

Au cours d'une séance solennelle, samedi 7 septembre, les congressistes de la Fédération Armand ont accueilli M. René Haby, ministre de l'éducation, et M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, venus saluer le congrès de l'Union fédérale agricole (UFA), qui réunit les parents de l'enseignement agricole public et tenait ses assises en même temps que celles de la Fédération Armand.

M. Bonnet a déclaré qu'il ne voulait pas seulement être le « ministre des produits et des prix », *mais aussi* « celui de la formation des agriculteurs, c'est-à-dire de l'avenir de l'agriculture. (...) Il s'agit de former des hommes capables de produire, mais aussi aujourd'hui capables de gérer ». *Le ministre de l'agriculture a en outre annoncé qu'il demanderait au premier ministre une rallonge de crédits pour l'enseignement agricole, dont le président de l'UFA, M. Destandau, avait auparavant souligné les insuffisances.*

M. René Haby — ministre « technicien », comme il aime à le dire lui-même — est entré davantage dans les détails, faisant état des améliorations de cette rentrée scolaire et livrant à son public quelques aspects de sa réforme, dont il compte présenter le projet définitif au Parlement avant la fin de 1974.

Il a d'autre part lancé le terme d' « école moyenne », peu usité en France contrairement à divers pays étrangers, pour désigner l'actuel premier cycle de l'enseignement secondaire (de la sixième à la troisième).

Invitées par le secrétariat d'État aux universités

LES ORGANISATIONS D'ÉTUDIANTS VONT RÉFLÉCHIR A UNE RÉFORME DU SYSTÈME D'AIDE

Les Journées d'études sur le système d'aide aux étudiants, organisées par le secrétariat d'Etat aux universités, devaient commencer ce lundi 9 septembre, à Paris, en présence de M. Raymond-François Le Bris, directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Soisson. Le secrétaire d'Etat aux universités participera à la fin des travaux, le mercredi 11 septembre.

Ces Journées, qui rassembleront des représentants d'organisations estudiantines (1) et quelques membres de l'administration ont pour objets d'associer les étudiants à la réforme du système d'aide. Depuis plus de cinq ans — c'est, en effet, au printemps de 1969 qu'une commission « vie de l'étudiant » avait été créée par M. Edgar Faure, alors ministre de l'éducation nationale — les organisations estudiantines n'avaient jamais été appelées à participer collectivement à une réflexion sur ce thème.

Le système actuel comporte des aides directes et indirectes. La première est accordée sous la forme de bourses et de prêts. La seconde consiste essentiellement en subventions aux œuvres universitaires qui gèrent, en particulier, les résidences et les restaurants universitaires, construits et mis à leur disposition par l'Etat.

(1) Association corporative des étudiants en sciences (ACES), Alliance des mouvements réformistes universitaires (AMRU), Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF), Association nationale des étudiants en pharmacie de France (ANEPF), Comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire (CLERU), Fédération nationale des associations d'étudiants en grandes écoles (FNAGE), Fédération nationale des étudiants de France (FNEF), Mouvement d'action et de recherche critique (MARC), Union nationale des étudiants en droit, en sciences économiques et en sciences politiques, les deux UNEF, Union nationale inter-universitaire (UNI), Fédération des résidences universitaires de France (FRUF), Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), Union des sociétés mutualistes régionales.

Participeront aussi aux travaux la majorité des membres étudiants du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires.

RADIO-TÉLÉVISION

LA RÉFORME DE L'O.R.T.F.

La réduction des crédits à la production entraîne des licenciements dans le secteur privé

L'ensemble des syndicats C.G.T. des personnels de l'O.R.T.F., statutaires et hors-statut (soit sept organisations), donneront, le mercredi 11 septembre à 14 h. 30, au siège du Syndicat national des auteurs et compositeurs à Paris, une conférence de presse au cours de laquelle ils exposeront leur position commune sur l'avenir de l'Office et de ses personnels.

Le syndicat des journalistes Force ouvrière, pour sa part, après avoir dénoncé *« la mise en pièces du service public »* de la radio-télévision, qualifie de *« loi d'exception »* un texte *« privant plusieurs centaines de salariés de plus de soixante ans de leur indemnité de licenciement* et des *garanties de ressources des chômeurs âgés. La « position spéciale » où ce personnel se trouvera placé d'autorité, loin d'être une préretraite, se traduira par une perte de ressources pouvant atteindre 60 % à 65 % »*.

Autre conséquence de la réforme en cours : la réduction des crédits affectés à la production télévisée qui frappe les maisons privées. C'est ainsi que la direction de la société Paris-Télévision envisage de licencier cent quarante salariés (techniciens, employés, cadres, ouvriers agents de maîtrise) du centre de Billancourt. Les membres du comité d'entreprise ont été informés de ce licenciement collectif. Ces cent quarante personnes menacées travaillent exclusivement, depuis onze ans, pour la production d'émissions diffusées par l'Office. Compte tenu de cette spécificité, la fédération du spectacle C.G.T. demande que ce personnel obtienne la garantie de l'emploi dans le cadre des activités de production de l'Office, d'autant plus *« qu'il représente une main-d'œuvre hautement qualifiée »*.

Une entrevue a été demandée au ministre du travail et au P.-D.G. de l'O.R.T.F.

● *Mme Françoise Giroud*, secrétaire d'Etat chargée de la condition féminine, sera la première invitée de la nouvelle émission télévisée en direct, inscrite au programme de la première chaîne, à 20 h. 30, le mercredi 2 octobre.

Produite par l'équipe des « Trois vérités », dont M. Bassi et A. Duhamel, ce nouveau débat mettra chaque fois une personnalité du monde politique, économique, social ou culturel en présence de téléspectateurs sélectionnés par la SOFRES qui lui poseront des questions.

PRESSE

● *Le Syndicat général des journalistes Force ouvrière* réaffirme dans un communiqué publié par son bureau national *« la nécessité impérieuse d'un statut de presse et d'un conseil national de l'information »*. Face au phénomène de la concentration et aux difficultés économiques actuelles, Force ouvrière déclare que *« seul un véritable statut des entreprises de presse assurant la séparation du pouvoir financier et de l'information permettrait d'éviter des opérations qui se multiplient depuis plusieurs années »*.



ÉDUCATION

A L'ASSEMBLÉE DES RECTEURS DES UNIVERSITÉS EUROPÉENNES

Le débat sur l'ouverture aux pays de l'Est s'est terminé par la victoire du courant plus conservateur

Bologne. — L'assemblée générale de la conférence permanente des recteurs des universités européennes, réunie à Bologne du 2 au 7 septembre, s'est achevée par l'élection à la présidence de D. Ludwig Reiser, ancien vice-président, recteur honoraire de l'université de Tubingen (Allemagne fédérale), par 133 voix contre 42 à M. François Luchaire, président de l'université de Paris-I (1). Ce dernier a été ensuite élu vice-président de la conférence. Cette élection avait une signification politique, puisque les deux candidats se distinguaient par des conceptions différentes quant à la façon d'opérer l'ouverture de la conférence aux universités de l'Europe de l'Est. Si tout le monde était d'accord sur le principe de cette ouverture, M. Luchaire proposait d'aller beaucoup plus loin dans ce sens que M. Reiser. C'est donc, avec la victoire de ce dernier, un courant plus conservateur, surtout représenté parmi les pays anglo-saxons, qui l'a nettement emporté.

De notre envoyé spécial

Certains absents tiennent beaucoup de place. L'assemblée générale de la conférence des recteurs, qui tous les cinq ans étudie les grands problèmes qui se posent aux universités européennes, aura cette année été profondément marquée par un débat diplomatique à propos de chaises vides : celles que pourraient occuper les représentants des pays de l'Est.

Créée dans les années 50 par les responsables d'universités de l'Europe de l'Ouest, la conférence se serait sans doute aisément dispensée d'un tel débat. Son caractère délibérément occidental convenait visiblement à la plupart de ses membres, et la participation de quelques universités polonaises ou bulgares suffisaient à satisfaire sa bonne conscience sur le chapitre de l'ouverture. Mais elle a été brutalement contrainte de se poser le problème, conformément à la recommandation des ministres de l'éducation, réunis à Bucarest par l'UNESCO en décembre 1973, de « *développer la coopération entre les universités d'Europe* ». Il ne faisait aucun doute que pour l'UNESCO il s'agissait bien de *toute* l'Europe. Pour la conférence des présidents, le coup était rude. Se draper dans sa dignité et ne pas tenir compte de la recommandation de l'UNESCO, courir le risque de voir une autre organisation universitaire — où les pays de l'Est seraient fortement représentés — venir la concurrencer... une telle attitude n'était guère soutenable. Il fallait donc prendre les devants et s'engager dans l'ouverture.

Repartir de zéro

Mais il est plusieurs façons de pratiquer l'ouverture. Pour la plupart des universités anglaises et allemandes, c'est simple : il suffit de modifier légèrement les statuts de la conférence, en gommant ce qui, dans la formulation, peut gêner les pays de l'Est, pour permettre à ces derniers d'y entrer. Mais ceux-ci ne l'entendaient pas de cette oreille. Comme l'a expliqué sans détours M. Zygmund Rybicki, recteur de l'université de Varsovie, les pays socialistes n'ont pas à « rallier » une organisation créée en dehors d'eux, pendant la guerre froide, et encore marquée, selon eux, par l'idéologie de cette époque. « *Nous sommes l'Europe autant que vous*, a-t-il déclaré en substance. *Si vous voulez que nous coopérions, repartons de zéro et faisons quelque chose ensemble, qui se situera délibérément dans la ligne nouvelle de la coexistence pacifique.* »

Que les résistances de nombreuses universités à s'engager dans cette voie soient dues à un sentiment anticommuniste toujours vif n'est pas douteux. C'est bien ainsi, du moins, que le ressentaient les représentants des pays de l'Est qui avaient l'impression que la plupart des recteurs occidentaux prônaient la coopération, mais de loin, et à condition d'en garder le contrôle.

Toutefois ces derniers donnaient de leurs hésitations une autre interprétation : ils craignaient de voir la conférence perdre son indépendance pour devenir une organisation de type paragouvernemental. « *En fait*, entendait-on dire, *les pays socialistes n'enverront pas à la conférence les vrais responsables des universités, mais des administrateurs représentant des gouvernements. C'est l'esprit de la conférence qui sera changé. On va en faire une sorte de nouvelle UNESCO.* »

Un réflexe de défense

Cette réaction traduisait un sentiment bien ancré parmi la plupart des responsables d'universités anglo-saxonnes : la nécessité de défendre l'autonomie traditionnelle des universités face à l'Etat et à l'administration. Réunissant uniquement des universitaires responsables d'établissements, la conférence est une sorte de « club » international de personnes ayant de leur mission une conception identique. Comme dans tous les groupements de ce genre, la crainte des « membres fondateurs » de voir leur organisation se modifier et perdre son caractère originel ne pouvait qu'engendrer un réflexe de défense.

Ce réflexe a joué à l'encontre de la candidature de M. Luchaire, dont les thèses ont paru dangereusement proches de celles des pays de l'Est. Face à la candidature de M. Reiser, le président français a, en effet, soutenu l'argumentation suivante : la conférence doit être représentative de toute l'Europe et pas seulement des pays occidentaux.

Pour cela, il faut engager un dialogue réel, en tenant compte de la situation de chaque pays et sans vouloir à tout prix imposer un modèle. Or un tel dialogue ne peut être mené par un universitaire de l'Allemagne fédérale, cette désignation devant à coup sûr se heurter à l'hostilité de l'Allemagne de l'Est.

Pour M. Luchaire, qui présida le comité de soutien à M. François Mitterrand lors des élections présidentielles, il n'est pas douteux qu'il faille appliquer à l'échelle internationale la théorie qui est celle du candidat unique de la gauche, à savoir que la meilleure façon d'inciter les communiste à évoluer est de coopérer avec eux. Les Français insistaient, d'autre part, sur le désir des universitaires des pays de l'Est de lier des contacts avec leurs homologues occidentaux et sur la nécessité de trouver les moyens leur permettant d'y parvenir.

Apparemment, cette façon de voir n'a pas convaincu. Il est vrai que bon nombre de délégués ne se sont guère passionnés pour ces subtilités diplomatiques et ont voté pour l'homme qu'ils connaissaient le mieux et dont l'âge — soixante-dix ans — et la respectabilité académique étaient garants d'une gestion sans aventure. « *C'est une question de génération*, nous disait un recteur italien. *Les jeunes voteront pour Luchaire, les plus âgés pour Reiser.* » A en croire les résultats, la moyenne d'âge des délégués était assez élevée.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Cette conférence regroupe les responsables des universités d'une trentaine de pays. Selon les pays, ils ont le titre de recteur (Allemagne, Italie...), président (France) ou vice-chancelier (Grande-Bretagne).

Libres opinions

PLAIDOYER POUR UNE EUROPE DE L'ÉDUCATION

Par JEAN-CLAUDE MASCLET (*)

LORS de leur première rencontre, le 16 novembre 1971, les ministres de l'éducation de la Communauté européenne — qui ne comptait alors que six membres — avaient pris trois résolutions : créer à Florence un institut universitaire européen, accélérer la reconnaissance mutuelle des diplômes, étudier la possibilité d'instituer un centre européen de développement de l'éducation, conformément à une proposition française.

La deuxième session du conseil des ministres de l'éducation de la Communauté a eu lieu en juin 1974 à Luxembourg avec les mêmes questions à l'ordre du jour. Mais aucune des décisions n'a encore débouché sur la moindre réalisation. Les choses pourraient bien encore retourner à l'oubli. Il ne faut pas qu'il en soit ainsi. La coopération éducative dans le cadre européen doit prendre le départ et être bientôt dotée des organes qui garantiront son développement. Il le faut pour trois raisons.

En premier lieu, la formation acquise dans les universités et les écoles doit tenir compte des données économiques, juridiques, sociales, humaines, de la construction de l'Europe si elle veut préparer ceux qui la reçoivent à assumer pleinement leur rôle.

En second lieu, l'ouverture européenne peut constituer un levier puissant pour faire évoluer l'école et l'université. Celles-ci ont à faire face à des besoins nouveaux d'éducation : elles sont entrées dans une période d'expérimentation ininterrompue. L'échange des expériences et la contagion de l'exemple peuvent être des facteurs d'évolution décisifs.

La troisième raison tient à ce qu'une politique active et résolue de coopération en matière d'éducation est seule susceptible de préparer en profondeur une évolution des esprits qui conditionne en dernier ressort la réussite des efforts européens.

Quels moyens mettre en œuvre ?

Nous nous acheminons vers l'ouverture, à la rentrée 1976, à Florence, d'un institut de troisième cycle, l'institut universitaire européen. Il pourra recevoir quelque quatre cents étudiants et consacrera son activité à la recherche dans les domaines suivants : sciences humaines, sciences économiques, juridiques, sociales et politiques, histoire et civilisations. Cette création pourra se révéler très utile si les recherches poursuivies sont orientées vers les questions essentielles que soulève l'intégration et vers les questions de civilisation. Mais elle ne permettra pas de résoudre le problème global de la coopération éducative, qui suppose la mobilisation de toute les universités et établissements d'enseignement d'Europe. Il faut définir un ensemble de solutions visant à *libérer les échanges d'enseignants et d'étudiants*, et les échanges de connaissances, et à mettre en place des organes communs susceptibles de développer une politique d'incitation.

Des travaux ont été entrepris par la Commission européenne pour aboutir à la reconnaissance mutuelle des diplômes. Ils tendent non pas à la reconnaissance académique des qualifications mais à un résultat très pratique : permettre aux titulaires de diplômes d'exercer leur profession dans tout pays membre de la Communauté. Ces décisions tardent. Mais, lorsqu'elles auront été arrêtées par le Conseil de la Communauté, elles devront encore être complétées par des mesures d'équivalence proprement dites permettant à l'étudiant en cours d'étude de passer une année ou un semestre dans une université d'un pays européen autre que le sien. Or la détermination de ces équivalences passe par l'étude minutieuse des programmes, des horaires, des méthodes pédagogiques, de telle manière que, lorsqu'elles aboutissent, elles sont déjà dépassées par les réformes.

Il faut cesser de peser avec des balances de toile d'araignée des différences imperceptibles. Il n'est nul besoin d'une équivalence absolue des formations. *Chaque université ou établissement d'enseignement doit avoir compétence pour admettre ou ne pas admettre un étudiant étranger au vu de son dossier et, le cas échéant, après contact avec l'université d'origine de cet étudiant.*

***

Pourquoi ne pas instituer dans chaque université ou académie un « ombudsman » des études, comme l'a suggéré M. Janne, ancien ministre belge de l'éducation, dans un rapport remis à la Commission européenne ? Cet « ombudsman », de nationalité étrangère, aurait à statuer sur les admissions des non-nationaux. Ou encore, si cette solution paraît préférable, pourquoi ne pas créer dans chaque ambassade des huit pays dans le neuvième un poste spécialisé à statut diplomatique chargé de représenter les intérêts des étudiants de son pays dans le pays d'accueil. Les demandes allant croissant à tous les niveaux d'étude, ce délégué serait rapidement à la tête d'un véritable service technique opérant selon la jurisprudence des précédents. Ainsi seraient assurément mieux réglés les problèmes d'admission et d'accueil que soulèvent les échanges d'étudiants et qui doivent être résolus de manière satisfaisante pour que ceux-ci soient profitables aussi bien aux intéressés qu'aux universités.

Les échanges d'étudiants étant alors dotés de l'organe technique qui leur fait défaut actuellement, il serait possible de promouvoir au niveau européen une relative coordination. Celle-ci pourrait être assurée par des comités d'experts, composés d'universitaires, constitués par discipline, chargés de suivre l'évolution des diplômes et les réformes dans leur domaine et de formuler à l'usage des universités les recommandations nécessaires.

Ces échanges pourraient être en particulier développés dans le cadre d'accords passés directement entre deux ou plusieurs universités de pays différents, ces accords pouvant aller jusqu'à l'établissement de formations plurinationales. L'autonomie dont disposent les universités leur permet de passer de tels accords.

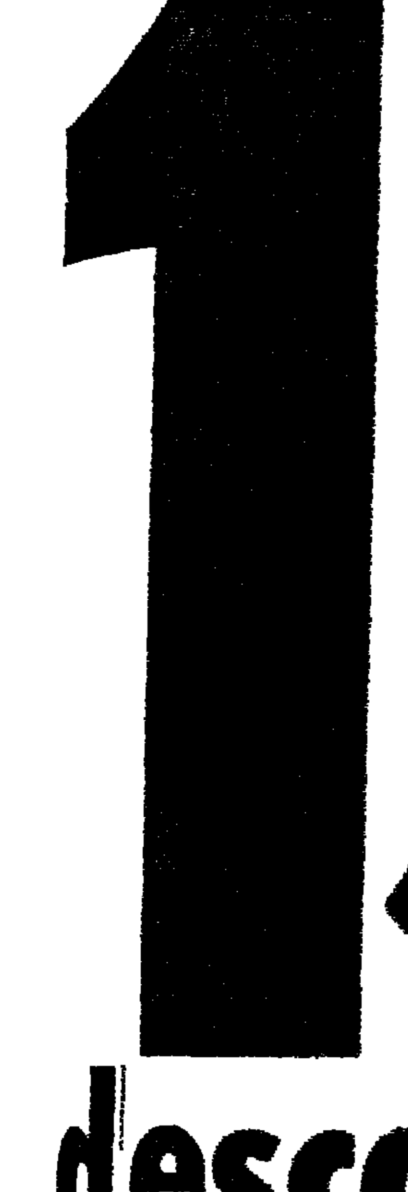
C'est aussi par accords entre les universités que, dans des secteurs d'intérêt commun, pourraient être créés des consortiums pour l'utilisation d'appareillage coûteux ou la mise au point de services de documentation automatisés.

Pour favoriser la coopération industrielle, on a créé à Bruxelles un bureau des mariages pour les entreprises. Pourquoi ne pas créer un bureau des mariages pour les universités ?

Celui-ci pourrait être le premier instrument d'une politique d'incitation aux échanges, en attendant que soit institué un office commun universitaire ou un centre européen de développement de l'éducation doté de moyens plus étendus et plus perfectionnés.

Préparer les fondements spirituels de l'intégration européenne — sans lesquels celle-ci restera un corps sans âme — n'est-ce pas une tâche exaltante pour les responsables nationaux de l'éducation ? En même temps que l'occasion de donner une réponse appropriée à certains au moins des problèmes de l'enseignement...

(*) Assistant à l'université de Paris-I, directeur de la revue « les Nouvelles universitaires ».





aux galeries lafayette, jusqu'à 15 % d'escompte sur tous les articles* achetés avant le 3 octobre

Nous vous remboursons:

4 % si vos achats atteignent	350 F	(ex.: total de vos achats 360 F - 345,60 F)
6 % si vos achats atteignent	650 F	(ex.: total de vos achats 660 F - 620,40 F)
8 % si vos achats atteignent	1000 F	(ex.: total de vos achats 1050 F - 966 F)
12 % si vos achats atteignent	1500 F	(ex.: total de vos achats 1550 F - 1364 F)
15 % si vos achats atteignent	2500 F	(ex.: total de vos achats 2600 F - 2210 F)

Gardez vos tickets de caisse du 7 septembre au 2 octobre, l'escompte vous sera remboursé jusqu'au 19 octobre (à l'exception des 3, 4, 5 octobre).
En plus, nous nous associons à l'opération Frein sur les prix: 5 % d'escompte supplémentaire sur tous les articles Rentrée des classes.
*** Sauf ceux marqués d'un point rouge.**



galeries lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

SPORTS

ATHLÉTISME

FIN DES CHAMPIONNATS D'EUROPE A ROME

La R.D.A. se prépare pour les prochains Jeux olympiques

Rome. — Déjà constaté en 1973 à l'occasion de la Coupe d'Europe, qui, à Edimbourg, avait permis à l'U.R.S.S. de reprendre la première place, qu'elle avait dû céder trois ans plus tôt, le ralentissement de l'irrésistible ascension de l'athlétisme est-allemand a été accentué à Rome. A l'issue des onzièmes championnats d'Europe d'athlétisme, qui se sont déroulés dans la capitale italienne du 1er au 8 septembre, la R.D.A. en effet a seulement obtenu dix titres et vingt-sept médailles. A Helsinki, en 1971, elle avait atteint des sommets vertigineux : douze titres et trente-deux médailles. Néanmoins, son équipe féminine demeure extrêmement forte. Elle a établi trois nouveaux records du monde (javelot, relais 4 × 100 m. et saut en hauteur).

Cette perte de vitesse n'a guère profité à l'U.R.S.S. seconde avec autant de titres que lors des précédents championnats (neuf) mais deux médailles en moins (dix-huit contre vingt). En revanche, elle a provoqué une meilleure répartition des accessits. La France se classe septième avec moins de finalistes (athlètes dans les huit premiers) qu'en 1971 (onze contre seize) mais cinq médailles au lieu de trois. Parmi ces trophées les médailles obtenues par Guy Drut dans le 110 mètres haies et par l'équipe du relais 4 × 100 mètres brillent d'un vif éclat.

De notre envoyé spécial

Cela ne faisait aucun doute. Guy Drut devait gagner. Courant dans la même demi-finale que l'Allemand de l'Est Frank Siebeck, il n'avait certes pas pu distancer celui qui, à Helsinki s'était attribué le titre laissé vacant après une chute du coureur français. Sans doute son principal rival avait-il déjà présumé de ses forces. Dans la finale, Siebeck partit sur un rythme trop élevé pour ses capacités techniques et termina de façon catastrophique. Drut triompha donc avec 3 mètres d'avance sur son suivant immédiat et sa victoire fut une des moins contestables de ces championnats.

Les pronostics sur l'issue du relais 4 × 100 mètres étaient plus incertains. Avec un temps de 38 sec. 8/10 l'équipe d'Italie n'avait-elle pas obtenu la meilleure performance européenne de la saison ? A la recherche d'une unité qui lui avait singulièrement fait défaut l'année dernière, l'équipe de France, pour sa part, n'était pas parvenue à acheminer le bâton témoin en moins de 39 sc.

Chauvelot surgit...

Convenablement lancé par ses camarades, Chauvelot surgit brusquement du dernier virage et vola droit au but. Mennéa s'évertua en vain à le rejoindre. Comme en 1966 et 1969, l'équipe de France, effaçant des années d'infortune, était championne d'Europe. Rendu furieux, le public siffla.

Il convient de souligner le rôle prépondérant joué par l'entraîneur Jacques Verzier dans ce succès. Nommé au début de l'année, le nouveau responsable national du sprint avait immédiatement préparé des plans minutieux et s'était attaché à rétablir un climat de confiance.

L'apport de Christian Denis n'a pas été moindre. Promu voici deux ans entraîneur national du décathlon, ce professeur d'éducation physique, avec de pauvres moyens et beaucoup de travail, a su redonner vie à une spécialité ingrate, anémiée depuis la retraite sportive du bouillant Ignace Heinrich, champion d'Europe en 1950. La réussite de Le Roy, dont il suit l'épanouissement au club de l'U.S. Métro, et celle des décathloniens français tiennent sans doute à ces stages que Christian Denis a organisés, à ce calendrier qu'il a établi, au réseau de correspondants qu'il a développé dans toute la France.

Moins de finalistes

Ainsi la preuve a-t-elle été faite que des responsables jeunes et dynamiques embrassant les problèmes d'un regard neuf pouvaient encore revivifier un sport en déclin. En sera-t-il toujours ainsi ? Rien n'est moins sûr. Car l'athlétisme français, qui avait déjà enregistré une perte de licenciés au début de cette année, aura connu à Rome une seconde alerte. Après la base, la partie supérieure donne des inquiétudes : moins de finalistes qu'à Helsinki. Bientôt le sommet sera touché si des réformes profondes ne sont pas entreprises, des plans à long terme tracés.

Participer à de grandes rencontres internationales est une entreprise qu'on n'improvise plus. L'exemple de la R.D.A. pourrait en témoigner. Les Allemands de l'Est n'ont concédé un léger répit à leurs concurrents que pour mieux préparer l'avenir. La moitié des membres de leur équipe n'avaient jamais participé à des Jeux olympiques ou à des championnats d'Europe seniors et leur délégation se singularisait par sa jeunesse. Dans ses rangs figuraient quelques-uns des très brillants sujets qu'on avait pu entrevoir à Duisbourg l'an dernier, lors des championnats d'Europe juniors. Leurs efforts conjugués à ceux que fournirent d'autres athlètes moins jeunes auront relégué au second plan de prestigieux champions.

Vainqueur à Munich, le lanceur de marteau Bondartchuk (U.R.S.S.) n'est pas même parvenu à se qualifier pour la finale. Un autre héros olympique, le Finlandais Vasala, a peiné pour arriver à la sixième place dans la course pourtant médiocre de l'épreuve du 1 500 mètres. Pourvu de quatre titres européens et d'un titre olympique, le Soviétique Lusis, chargé d'ans et d'honneurs, n'a pas obtenu un meilleur classement.

Simultanément des talents se sont affirmés avec éclat. Celui du Yougoslave Susanj (800 mètres) est certainement le plus évident. De même les Britanniques Foster et Thompson, le Danois Toerring et la Finlandaise Rita Salin eurent aussi leur mérite à vaincre dans le 5 000 mètres, le marathon, le saut en hauteur ou dans le 400 mètres. La performance de l'Allemande de l'Est Rosemarie Witschas nécessite cependant une mention spéciale.

La barre du saut en hauteur féminin était placée à 1,91 mètre. Restaient qualifiées quatre concurrentes, dont l'Italienne Sara Simeoni, C'est dire qu'une d'entre elles n'aurait pas de médaille. Que fit le public ? Confondant une réunion d'athlétisme et guignol, il conspua chaque sauteuse étrangère et respecta le silence lorsque Sara Simeoni était en piste. Effrayant tumulte ! En dépit d'appels au calme répétés au micro, c'est sous les huées que Rosemarie Witschas franchit impeccablement la hauteur proposée à son premier essai. Dans ces conditions, qu'elle ait ensuite réussi à battre le record du monde de la spécialité tient du miracle. On avance que l'Allemande de l'Est pourrait être la première femme à s'élever à 2 mètres. Qui l'a vue sauter à Rome inclinera à le croire.

RAYMOND POINTU.

Yves Le Roy, un artisan du décathlon

De notre envoyé spécial

Rome. — *Lorsque les premiers journalistes cherchèrent à le rencontrer, il s'étonnait :* « Croyez-vous vraiment que mon histoire intéresse quelqu'un ? » *Simple coquetterie d'athlète ? Non pas. Adolescent, Yves Le Roy a eu maintes occasions de se situer entre le réel et l'imaginaire, le concret et le fictif, en assistant à des représentations au Théâtre de l'Odéon : derrière les décors, son père actionnait les machines. Cela lui a donné un sens précieux du travail bien fait.*

Il déteste la pacotille. De fait, c'est un artisan du sport. Ni un surhomme ni une vedette. Un garçon de vingt-trois ans, haut de 1,91 m. et pesant 88 kilos, amoureux du travail musculaire comme un bon ouvrier peut l'être de sa tâche.

Né dans une famille sportive, il emprunta dès l'âge de six ans le chemin du stade voisin. Ce chemin l'aurait naturellement mené au professorat d'éducation physique si une grave maladie, l'immobilisant six mois, n'avait retardé ses études. Il travaillait comme tourneur à la Compagnie des compteurs de Montrouge (Haute-de-Seine), lorsqu'il obtint des performances le classant au cinquantième rang des décathloniens mondiaux (1). *Résultat surprenant pour un athlète qui passait neuf heures par jour devant un établi et s'entraînait seulement deux fois par semaine !*

Il avait également obtenu la treizième place aux championnats d'Europe d'Helsinki (7 453 points), mais on savait qu'il ne progresserait plus tant qu'il ne fréquenterait pas le stade tous les jours. Il s'engagea. Profitant d'un régime militaire de faveur, il ne gaspilla pas son temps. En deux ans, il prépara un brevet de technicien en suivant des cours du soir qui lui laissent entrevoir la possibilité de devenir ingénieur. Surveillant de travaux à la R.A.T.P., ses progrès athlétiques lui valent, à présent, le privilège d'un travail à mi-temps.

Un plan de travail

A Rome, Le Roy avait préparé un plan de travail comme un entrepreneur prend quelques notes appliquées sur un calepin plein de cornes. Il l'aura respecté de son mieux, ne manquant véritablement à la tâche qu'au lancement du poids et au saut à la perche. Finalement, en courant le 1 500 mètres plus vite qu'il ne l'avait jamais fait (4 min. 35 sec. 5/10 contre 4 min. 45 sec.), il a amélioré de six points son record de France.

Ainsi est devenu vice-champion d'Europe du décathlon, un athlète moyennement doué (il sautait 5,55 mètres en longueur à dix-sept ans) ; un homme aux ambitions limitées et aux goûts tranquilles qui, des pays que le sport lui a donné l'occasion de visiter, préfère la plate Finlande ; un compagnon qui prise par-dessus tout la franche amitié. La lutte avait été chaude, quatre concurrents pouvant encore prétendre à la victoire avant la dernière épreuve.

Il fallut l'insistance du vainqueur, le Polonais Richard Skowronek, pour que Le Roy accepte d'aller se placer à l'extrémité de la chaîne qui, fait unique dans l'histoire de l'athlétisme, s'était spontanément formée face à la tribune principale : les coulisses, où il rejoignait autrefois son père, lui sont plus familières que la scène. La main dans la main, tous les décathloniens saluaient précisément comme au théâtre. Moment d'une rare émotion. Les derniers spectateurs ne cessaient d'applaudir, puis les feux de la rampe s'éteignirent. — R. P.

(1) Le programme du décathlon se déroule de façon immuable : 100 mètres, longueur, poids, hauteur, 400 mètres (première journée), puis 110 mètres haies, disque, perche, javelot 1 500 mètres (deuxième journée).

AUTOMOBILISME

LE TITRE DE CHAMPION DU MONDE SE JOUERA DANS LES DEUX DERNIÈRES COURSES

De notre envoyé spécial

Monza. — *Après le Grand Prix d'Italie, treizième épreuve de la saison, cinq pilotes ont encore la possibilité de remporter le Championnat du monde des conducteurs. Les mieux placés sont le Suisse Clay Regazzoni (Ferrari), 46 pts, le Sud-Africain Jody Scheckter (Tyrrell) 45 pts, et le Brésilien Emerson Fittipaldi (Mac Laren) 43 pts. Les deux autres, l'Autrichien Nikki Lauda (Ferrari) et le Suédois Ronnie Peterson (Lotus), vainqueur du Grand Prix d'Italie, comptent respectivement dix et quinze points de retard sur Regazzoni.*

Deux courses restent à disputer, au Canada (22 septembre) et aux Etats-Unis (6 octobre). Compte tenu du barème d'attribution des points (9 au premier, puis 6, 4, 3, 2 et 1 point), le classement après le Grand Prix d'Italie montre que la conquête du titre mondial pourrait être indécise jusqu'au terme de la compétition, à moins que des circonstances exceptionnelles n'avantagent l'un des trois favoris au Canada. C'est un changement par rapport aux précédentes années, où le champion du monde était souvent connu à la fin des épreuves européennes, c'est-à-dire à Monza.

Il est vrai qu'en formule 1, depuis la retraite de Stewart, les chances de succès ont été redistribuées, ce qu'indique bien cette année le palmarès des Grands Prix. Alors que Stewart, par exemple, avait gagné en 1973 le tiers des épreuves (cinq sur quinze) celui qui peut se prévaloir cette année du plus grand nombre de victoires est le Suédois Peterson (trois), les dix autres revenant à Lauda, Fittipaldi, Reutemann, Scheckter — deux victoires chacun — et à Hulme et Regazzoni, une victoire.

Autre signe de changement, le pilote qui totalise le plus grand nombre de points, Regazzoni, n'a remporté qu'un seul Grand Prix, mais beaucoup de places d'honneur, alors que Peterson, avec cependant trois succès, est celui qui a le moins de chances de succéder à Stewart, faute précisément de classements d'appoints.

A l'exception de Ferrari. Depuis le début de l'année, les monoplaces italiennes sont de loin les meilleures du lot et c'est à un régulier et fâcheux concours de circonstances que l'Autrichien Nikki Lauda doit de ne pas être encore champion du monde. Lauda, en 1974, aurait pu et dû gagner cinq grands prix tant la supériorité des Ferrari est évidente et grande son habileté à en tirer le meilleur parti. Il l'a, une fois de plus, démontré dans le Grand Prix d'Italie, qu'il a dominé et contrôlé à sa guise jusqu'au trentième des cinquante-deux tours (moteur cassé). Lauda hors course, son coéquipier Regazzoni prit le relais, pour connaître le même sort au quarantième tour. Le 8 septembre, les Ferrari ne pouvaient être battues que sur incidents mécaniques.

Des six pilotes français engagés dans le Grand Prix d'Italie, un seul, Patrick Depailler (Tyrrell), a réussi à se classer. A la dernière place. Depailler, qui a connu des hauts et des bas ces derniers mois, et à qui il arrive à tort, de douter, a perdu toutes ses chances dans un tête-à-queue. Jean-Pierre Jarier (Shadow), et Jacques Lafitte (iso), nouveau venu de qualité, ont été contraints à l'abandon, comme les trois pilotes de BRM, Jean-Pierre Beltoise, Henri Pescarolo et François Migault. BRM a établi un record à Monza : trois voitures *hors* course en cinq minutes pour des raisons mécaniques diverses. Le ridicule guette désormais BRM.

FRANÇOIS JANIN.

FOOTBALL

Après la victoire de la France sur la Pologne (2-0)

Une manière de reprendre confiance

De notre envoyé spécial

Wroclaw. — *De toutes les équipes qui participèrent à la phase* finale de la Coupe du monde de football, la sélection polonaise fut sans doute celle dont les efforts et les résultats avaient été suivis avec le plus de sympathie. Sans posséder, au départ, la merveilleuse organisation de jeu des Néerlandais ni les vedettes consacrées de l'équipe de la République fédérale d'Allemagne, la Pologne s'était hissée en troisième position dans la hiérarchie mondiale en gagnant cinq de ses six matches et en terminant le tournoi avec la meilleure attaque, et deux de ses joueurs aux deux premières places du classement des buteurs.

Deux mois après ce *dénouement*, la nette victoire obtenue par l'équipe de France le 7 septembre à Wroclaw pourrait passer pour une performance exceptionnelle si elle ne confirmait pas le désarroi actuel des footballeurs polonais, difficiles vainqueurs, par 2 buts à 1, de la Finlande, le 1er septembre à Helsinki, dans une rencontre éliminatoire de la Coupe d'Europe des nations, puis *défaits* 3 buts à 1, le 4 septembre à Varsovie, en match amical, par la sélection de la République démocratique d'Allemagne.

Si M. Stefan Kovacs, le directeur des équipes de France, avait connu quelques soucis dans la semaine précédant le match pour pallier les forfaits de son duo d'avants-centre, Lacombe-Chiesa, son homologue polonais, M. Casimir Gorski, avait été encore plus mal loti après les blessures de Zmuda contre la Finlande, de Gordon et de Musial contre la R.D.A. Ainsi, de l'équipe qui obtint la *troisième place de la Coupe* du monde il ne subsistait plus, le 7 septembre à Wroclaw, que six titulaires, dont seulement deux défenseurs : le gardien de but Tomazewski et l'arrière droit Szymanowski.

Mais, surtout, les nouvelles gloires du football polonais comme Deyna, Lato ou Gadocha ont perdu depuis la Coupe du monde la confiance engendrée par la réussite et l'audace de ceux qui ont tout à gagner à prendre des risques. Si le phénomène de « décompression » constaté chez les joueurs polonais paraît inévitable après une épreuve comme la Coupe du monde, qui exige beaucoup de sacrifices pendant la phase préparatoire et provoque une tension nerveuse extrême durant la compétition, le malaise qui s'est instauré entre les meilleurs joueurs, sollicités depuis par les clubs professionnels occidentaux, et la Fédération polonaise, opposée à ces départs, paraît plus inquiétant pour l'avenir du football polonais (*le Monde* du 20 août).

Une défense bien organisée

Engagée sous de mauvais auspices, la rencontre confirma bien vite les craintes que l'on pouvait avoir sur la prestation de l'équipe polonaise dont l'organisation de jeu fut d'emblée annihilée par le système défensif adopté par les Français. Pour contrer le jeu polonais, fait de multiples passes latérales au milieu du terrain puis de subites accélérations dès qu'un attaquant parvient à se démarquer ou à trouver une ouverture dans la défense adverse, Stéfan Kovacs avait demandé aux footballeurs français de constituer un double réseau défensif dès que le ballon n'était plus en leur possession : une première ligne composée des joueurs de « milieu de terrain » et de tous les attaquants, à l'exception de l'avant-centre Coste, était chargée d'occuper la partie de terrain où s'élaboraient les attaques des Polonais et de contrarier ainsi leur jeu latéral. La deuxième ligne était formée par les défenseurs traditionnels, qui exerçaient un marquage individuel impitoyable sur les avants adverses et tentaient ainsi de limiter au maximum les possibiliés de passes en profondeur.

Mais contrairement à bon nombre de ses devancières, l'équipe de France sélectionnée à Wroclaw ne se contenta pas de défendre l'accès de ses buts. Après une vingtaine de minutes d'observation, les Français constatèrent qu'ils pouvaient tirer un meilleur profit de l'embarras évident des Polonais et de l'inexpérience de leur défense. Grâce à la valeur technique de joueurs comme Huck, Michel et surtout Guillou, qui a confirmé ses grandes qualités de meneur de jeu, mais aussi grâce à l'esprit offensif des deux arrières latéraux Jodar et Bracci, les Français attaquèrent le plus souvent avec rapidité et précision.

Après deux occasions manquées de fort peu par Beretta (22e et 23e minutes), les footballeurs français furent récompensés de leurs initiatives par deux buts de l'avant-centre Coste (36e minute) et de l'arrière droit Jodar (37e minute). S'ils se montrèrent moins dangereux en deuxième mi-temps, ce fléchissement s'explique par la fatigue de certains avants comme Beretta ou Huck épuisés par leurs va-et-vient incessants et leur travail en défense.

Dans ce domaine aussi, les Français manifestèrent quelques progrès en restant parfaitement vigilants d'un bout à l'autre de la partie et en ne commettant aucune faute grave, même si leur tâche fut facilitée par l'effacement et le manque de conviction des Polonais.

Cette victoire indiscutable obtenue en déplacement contre une des meilleures équipes du monde ne doit pas toutefois être surestimée avant les difficiles rencontres qui attendent la sélection française en Coupe d'Europe des nations le 12 octobre à Bruxelles, avec la Belgique, et le 16 novembre à Paris, avec la République démocratique d'Allemagne.

Outre les difficultés actuelles du football polonais, il convient de remarquer que depuis la venue de Stefan Kovacs, l'équipe de France a obtenu ses meilleurs résultats contre les adversaires que l'entraîneur roumain connaissait parfaitement.

Cette victoire obtenue à Wroclaw peut aussi, à l'image de Guillou ou de Trésor, remettre en confiance les footballeurs français quelque peu traumatisés par plusieurs années d'échecs internationaux. Mais il faudra encore d'autres succès de cet ordre pour les libérer totalement et retrouver une équipe de France capable d'imposer son style.

GÉRARD ALBOUY.

VOILE. — *Pour la septième fois, Expobat a lieu à Nice, dans la baie des Anges, jusqu'au 15 septembre. Ce salon nautique est devenu le plus important de France, après celui de Paris, qui se tient en janvier. Il offre la particularité de présenter à flot, à côté de bateaux neufs, un grand nombre d'unités d'occasion.*

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNATS D'EUROPE
FINALES
HOMMES

110 mètres haies. — 1. G. Drut (Fr.), 13 sec. 40/100 ; 2. M. Wodzinski (Pol.), 13 sec. 67 ; 3. L. Wodzinski (Pol.), 13 sec. 71.

1 500 mètres. — 1. K.P. Justus (R.D.A.), 3 min. 40 sec. 6/10 ; 2. T. Hansen (Dan.), 3 min. 40 sec. 8 ; 3. T. Wessinghage (R.F.A.), 3 min. 41 sec. 1 ; ...12. M. Philippe (Fr.), 3 min. 46 sec.

4 × 100 mètres. — 1. France (L. Sainte-Rose, Arame, Cherrier, Chauvelot), 38 sec. 69/100 ; 2. Italie, 38 sec. 88 ; 3. R.D.A., 38 sec. 99.

4 × 400 mètres. — 1. Grande-Bretagne (Cohen, Hartley, Pascoe, Jenkins), 3 min. 3 sec. 3/10 ; 2. R.F.A., 3 min. 3 sec. 5 ; 3. Finlande, 3 min. 3 sec. 6 ; 4. France (Nallet, Velasquez, Carette, Demarthon), 3 min. 4 sec. 6.

Décathlon. — 1. R. Skowronek (Pol.), 8 207 points ; 2. Y. Le Roy (Fr.), 8 146 (record de France, ancien record par le même avec 8 140 points) ; 3. G. Kratchmer (R.F.A.), 8 132 ; ...12. J.-P. Schoebel (Fr.), 7 486.

100 mètres haies. — 1. A. Ehrhardt (R.D.A.), 12 sec. 66/100 ; 2. A. Fiedler (R.D.A.), 12 sec. 89 ; 3. T. Novak (Pol.), 13 sec. 91.

C. Rega (Fr.), 13 sec. 78, éliminée en demi-finale.

1 500 mètres. — 1. G. Hoffmeister (R.D.A.), 4 min. 2 sec. 3/10 ; 2. L. Tomova (Bulg.), 4 min. 5 sec. ; 3. G. Andersen (Norv.), 4 min. 5 sec. 2.

Hauteur. — 1. R.M. Witschas (R.D.A.), 1 m 95 (record du monde), ancien record (1 m 94) par la même et Y. Blagoeva (Bulg.) ; 2. M. Karbanova (Tch), 1 m 91 ; 3. S. Simeoni (It.), 1 m 89 ; ...9. M.-C. Debourse (Fr.), 1 m 83.

Automobilisme

GRAND PRIX D'ITALIE

1. Peterson (Lotus), les 52 tours, soit 300,560 km, en 1 h. 22 min. 56 sec. 6, moyenne 217,820 km-h ; 2. Fittipaldi (McLaren), à 8/10 ; 3. Scheckter (Tyrrell), à 25 sec. ; 4. Merzario (Iso), à 1 min. 28 sec. ; 5. Pace (Brabham), à un tour ; 6. Hulme (McLaren) ; 7. Watson (Brabham) ; 8. Hill (Lola) ; 9. Hobbs (McLaren) ; 10. Pryce (Shadow), à deux tours ; 11. Depailler (Tyrrell).

Classement du championnat du monde. — 1. Regazzoni, 46 points ; 2. Scheckter, 45 ; 3. Fittipaldi, 43 ; 4. Lauda, 36 ; 5. Peterson, 31 ;

Aviron

CHAMPIONNATS DU MONDE

Les rameurs de la R.D.A. ont remporté six des huit titres des championnats du monde à Lucerne. Seuls les Soviétiques, en deux barré, et les Américains, vainqueurs en huit, les ont empêchés de gagner toutes les finales. Les Français, pour leur part, se sont classés septièmes du quatre sans barreur, cinquièmes du deux barré et huitièmes en quatre de couple.

Football

CHAMPIONNATS DE FRANCE DE DIVISION II

Groupe A

*Brest et Dunkerque	3-3
*Boulogne b. Sedan	2-0
*Cambrai et Angoulême	0-0
*Quimper b. Fontainebleau	4-1
*Amiens b. Lorient	2-1
Valenciennes b. *Auxerre	2-0
*Gueugnon et Mantes	0-0
*Laval b. Hazebrouck	4-0
*Rouen b. Paris F.C.	3-1

Classement : 1. Valenciennes, Rouen, Boulogne, 7 points ; 4. Angoulême ; 5. Laval, Quimper, Sedan, Fontainebleau, 5 points, etc.

Groupe B

*Toulouse et Besançon	1-1
*Martigues b. Béziers	3-1
Nancy b. *Blois	4-0
*Sète b. Bourges	3-0
Tours b. *Mulhouse	3-1
*Montluçon b. Avignon	2-1
Epinal b. *Toulon	1-0
*Châteauroux b. Chaumont	3-1
*Ajaccio-Cannes, remis.	

Classement : 1. Nancy, 11 points ; 2. Sète, Chaumont, Martigues, 7 points ; 5. Epinal, Béziers, 6 points.

A Besançon, dimanche, l'équipe de France des espoirs a battu son homologue polonaise par 3 buts à 1.

Hippisme

Le prix de la Goutte-d'Or, disputé le 8 septembre à Longchamp et servant de support au pari tiercé, a été remporté par Copte, suivi de Cabreur et de Carvinor. La combinaison gagnante est 1-3-15.

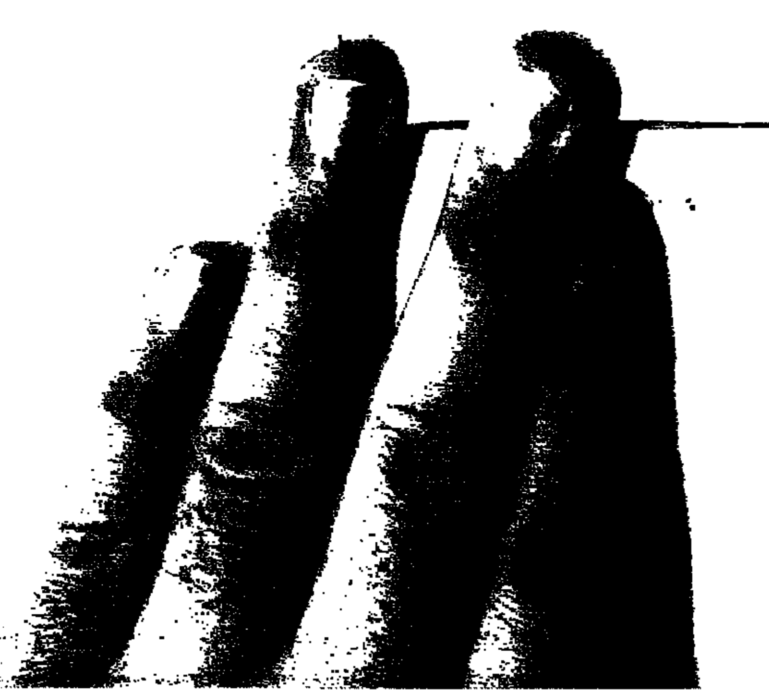
Tennis

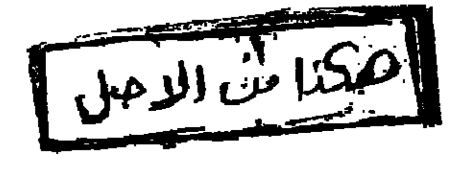
Les championnats des Etats-Unis sur herbe ont été retardés par la pluie et les finales n'ont lieu que ce lundi 9 septembre, à Forest-Hills. Dans le simple messieurs, ce sera une réédition de la finale de Wimbledon entre l'Américain Jimmy Connors, le champion de vingt-deux ans, vainqueur de Tanner en demi-finale (7-6, 7-6, 6-4), et Ken Rosewal, le « petit maître de Sydney », qui approche de la quarantaine et qui a réalisé, comme à Wimbledon, la performance de battre le favori, son compatriote John Newcombe (6-7, 6-4, 7-6, 6-3).

Chez les dames, l'aborigène Evonne Goolagong, championne de Wimbledon 1971, a créé la surprise en éliminant en demi-finale Chris Evert (6-0, 6-7, 6-3), invaincue depuis mars dernier. Elle rencontre en finale Billie-Jean King, victorieuse de Julie Heldman (2-6, 6-3, 6-1).

CHAMPIONNATS DE FRANCE CADETS ET JUNIORS

Les finales des championnats de France jeunes gens se sont disputées dimanche 8 septembre à Roland-Garros. En juniors, victoires de Christophe Roger-Vasselin sur Dominique Bedel et de Brigitte Simon sur Frédérique Thibault ; en cadets, de Gilles Moretton sur Pascal Dauzat et de Perrine Dupuy sur Martine Berreau.





DÉFENSE

LE REMPLACEMENT DES AVIONS DE COMBAT EN EUROPE

Après la visite à Paris de quatre ministres de la défense

L'armée de l'air française sera équipée du Mirage F 1-M 53 du groupe Dassault si d'autres pays décident de l'acheter

L'armée de l'air française sera équipée de Mirage F1-M53 si d'autres pays européens choisissent le même appareil. Le groupe Dassault-Breguet devrait recevoir une commande de quarante appareils de ce type. Cette décision a été annoncée à l'issue de la réunion, à Paris, dimanche 8 septembre, des ministres de la défense de Belgique (M. Van Den Boeynants), des Pays-Bas (M. Henk Vredeling), du Danemark (M. Erling Broendum), de Norvège (M. Fostervoll), venus s'entretenir avec leur homologue français, M. Jacques Soufflet, du remplacement dans leurs pays respectifs des avions de combat Starfighter F-104 américains, qui équipent actuellement leur aviation militaire.

Les entretiens ont duré, dimanche matin, de 9 h. 30 à 12 heures et ont été qualifiés de *« discussion franche et approfondie »*. Aucun communiqué officiel n'a été publié. Les ministres rassemblés sur le perron du ministère, ont brièvement commenté, devant la presse, les résultats de leur réunion. Aucune décision n'a encore été prise quant au choix de l'un ou l'autre des avions en concurrence : le Viggen suédois, le Jaguar franco-britannique, le Mirage F1-M53 français, le YF 16 américain de General Dynamics ou le YF 17-Cobra américain de Northrop.

Les experts des quatre pays européens ont estimé que le Mirage F1-M53 était un *« bon appareil »*, et les conditions financières pour son acquisition ont été jugées satisfaisantes et même favorables à la création d'un « véritable consortium européen ».

Dans ce marché portant sur la construction de trois cents à six cents appareils, les concurrents les plus sérieux de la France sont les États-Unis, qui proposent deux avions. Dans cette compétition, la France dispose d'un léger avantage. Le Mirage F1 (équipé du réacteur SNECMA 9-K 50) est déjà opérationnel dans l'armée de l'air française, et le réacteur M53, plus puissant, est mis au point pour équiper l'avion de combat futur, le Super-Mirage A.C.F., tandis qu'aux États-Unis le YF 17-Cobra de Northrop n'en est encore qu'à l'état de prototype. En outre, le Pentagone n'a pas encore choisi entre l'YF16 de General Dynamic, et l'YF17 pour équiper l'U.S. Air Force. Cependant, le Mirage français est un monoréacteur, alors que la confiance semble davantage aller vers les biréacteurs américains.

M. Fostervoll, ministre norvégien de la défense et président de la commission d'étude quadripartite sur le successeur du F104 Starfighter, a fait remarquer que les entretiens de Paris n'avaient abouti à aucune conclusion, car, a-t-il dit, *« il ne faut pas oublier que nous devons nous rendre dans quelques jours aux États-Unis »*. Les quatre ministres de la défense doivent conférer, en effet, les 11 et 12 septembre, à Washington avec M. James Schlesinger, secrétaire américain à la défense. Au cours du banquet offert par M. Soufflet, et auquel était convié M. Hugues de l'Estoile, directeur des affaires internationales à la délégation ministérielle pour l'armement, de retour du Proche-Orient, M. Fostervoll a souhaité que les quatre ministres arrivent à une solution commune : *« C'est important, car, dans le cadre de l'OTAN, cela ne s'est encore jamais produit. Si ce progrès aboutit à un succès, ce sera la preuve de cette entente commune et des efforts que nous y consacrons. »*

Dans son toast, M. Soufflet a déclaré que *« la capacité de l'Europe à réaliser en coopération un projet industriel très évolué est l'affirmation de notre identité et de notre volonté de maîtriser ensemble notre destin. Chacun sait bien que l'occasion qui se présente est exceptionnelle et que, dans cette ampleur et avec cette signification, elle ne se représentera pas avant longtemps »*.

En rentrant aux Pays-Bas, M. Henk Vredeling, le ministre néerlandais de la défense, a annoncé que lui et ses collègues belge, danois et norvégien se rendraient en Suède après leur voyage à Washington. Il s'agira d'étudier sur place les possibilités du Viggen, l'avion de combat proposé par la société SAAB.

Les Pays-Bas attendent des précisions sur la politique européenne et militaire de M. Giscard d'Estaing

De notre correspondant

Amsterdam. — Après sa visite à Paris, M. Henk Vredeling, ministre néerlandais de la défense, devait être entendu, ce lundi 9 septembre, par les membres de la commission de défense de la deuxième Chambre du Parlement.

Sur l'initiative des spécialistes de la défense des trois grands partis du Parlement néerlandais, le P.V.D.A. (socialiste), K.V.P. (catholique) et le V.V.D. (libéral et opposition), la commission devait demander à M. Vredeling d'inclure dans les études d'autres avions que le Mirage F 1, le YF 16 et le YF 17, et notamment des appareils spécialisés dans le soutien des troupes (*le Monde* du 4 septembre). Selon la commission, ces appareils sont nettement moins coûteux et nécessiteraient une meilleure répartition des tâches à l'intérieur de l'OTAN, ce que souhaite, au demeurant, le gouvernement néerlandais.

Dans certains milieux, à La Haye cependant, on considère que cette initiative n'a pas été inspirée par un simple souci d'économie. Dans les couloirs du « Binnenhof » (Chambre des députés) on estime qu'il s'agit d'une manœuvre dilatoire qui a pour but de retarder la décision définitive du choix d'un des avions américain ou français en compétition.

Les économies espérées dans le cas d'un choix commun seront réduites à zéro, estime-t-on dans les milieux spécialisées. *« Dès lors, il vaut mieux que nous autres, Néerlandais, choisissions un avion moins coûteux pour rester dans le cadre du budget de la défense »*, nous a déclaré un des membres de la commission.

Mais lui et certains de ses collègues espèrent toujours arriver à une solution commune, ce qui revient à dire que La Haye devrait suivre le choix de Bruxelles en faveur du Mirage. Pour faire admettre ce choix « pro-européen », la Hollande se heurtera à d'innombrables oppositions politiques et psychologiques et c'est là que le temps pourrait jouer en faveur des Français. Les « pro-européens » voudraient, notamment, avoir une meilleure idée de l'évolution politique en France et laisser un délai plus long à M. Valéry Giscard d'Estaing afin de lui permettre de développer sa politique européenne et militaire. En d'autres termes, on voudrait savoir si le vieux démon gaulliste est bien mort avant de défendre les Mirage auprès des atlantistes comme le ministre des affaires étrangères, M. Max Van der Stoel.

PHILIP FRERIKS.

« COMPENSATION »

« Il y a belle lurette que la Hollande dispose de moyens de pression de plusieurs milliards pour faire valoir son influence sur les relations atlantiques et européennes. » C'est en ces termes que le quotidien d'Amsterdam *Het Parool* (indépendant) traduisait une ambiance fiévreuse qui s'est emparée de La Haye depuis que des constructeurs américains, français et suédois, et peut-être même des anglais, veulent obtenir « le contrat d'armes du siècle », à savoir la vente des trois cent cinquante à quatre cents avions de combat, à quatre pays européens (Pays-Bas, Belgique, Danemark, Norvège).

D'abord avec étonnement et ensuite avec l'assurance du client se sachant en position de force, les parlementaires et les journalistes spécialisés ont vu affluer les invitations pour de luxueux voyages à Bordeaux, en Suède ou outre-Atlantique. Chaque constructeur essaie de pousser son avantage en s'adressant soit aux autres sociétés intéressées par un contrat de participation dans la construction de son appareil (les Américains), soit en contactant en particulier les hommes politiques (société Dassault), soit en essayant d'obtenir l'aide des syndicats (les Suédois).

Aux Pays-Bas, les pots-de-vin ne sont que rarement efficaces. Pourtant, des députés se sont vu proposer des sommes importantes pour leur éventuel appui en faveur de tel ou tel avion, et s'ils ne voulaient pas entendre parler de cette « compensation », l'offre leur était faite d'accorder à leur parti politique une aide financière convenable...

P. F.

RELIGION

La controverse entre l'évêque de Strasbourg et les milieux d'Action catholique

Mgr Elchinger, un homme de l'« extrême centre » ?

Comme il en a pris l'habitude depuis plusieurs années, Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, a consacré son homélie du 14 juillet à des questions d'une brûlante actualité. Cette année, il a traité celles de « la liberté laissée aux jeunes » et du « glissement à gauche » de certains mouvements d'Eglise (« le Monde » du 16 juillet).

Prononcée devant les autorités civiles et militaires de la ville, qui occupaient les premiers rangs de la cathédrale de Strasbourg, quinze jours après le grand rassemblement de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) à Paris, « Objectif 74 », l'homélie ne pouvait manquer de susciter des réactions. Après celles de Mgr Maziers, président de la commission épiscopale pour le monde ouvrier, et de M. Jean Poulouin, vice-président de la JOC, les mouvements d'Action catholique ouvrière, de jeunes et d'adultes du diocèse de Strasbourg ont adressé une lettre à leur évêque pour exprimer l'« indignation » ressentie par les militants ouvriers devant les propos tenus par Mgr Elchinger (« le Monde » du 11-12 août).

Enfin, dans un article publié par « l'Eglise en Alsace », l'évêque de Strasbourg a apporté quelques précisions sur le sens de l'homélie controversée (« le Monde » du 3 septembre) sans dissiper pour autant le malentendu qui subsiste entre lui et les mouvements d'Action catholique spécialisée.

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Ce n'est pas la première fois que Mgr Léon-Arthur Elchinger se trouve au centre d'une controverse. Déjà au concile, jeune évêque coadjuteur, il s'était fait remarquer par des interventions « ouvertes » sur la liberté religieuse, la nécessité de décléricaliser l'Eglise, etc. Puis, au fil des années, l'évêque de Strasbourg a continué de faire parler de lui à cause de ses prises de position toujours nuancées (question scolaire, dénonciation de l'intégrisme « de droite et de gauche »), souvent libérales (« hospitalité eucharistique »), parfois maladroites (document sur le judaïsme).

Inclassable, selon les étiquettes d'« intégriste » ou de « progressiste », de « droite » ou de « gauche », chères aux commentateurs religieux, Mgr Elchinger serait-il un homme de l'« extrême centre » ? Les choses ne sont pas si simples. Elles doivent d'abord être replacées dans leur contexte. Il ne faut pas oublier la situation historique particulière à l'Alsace — cédée à l'Allemagne en 1871, redevenue française en 1918, rattachée à nouveau au Reich entre 1940 et 1944, puis libérée en 1944 et réintégrée à la France

Le contexte historique sert d'arrière-fond aux récentes déclarations de Mgr Elchinger. *« Je suis né Allemand, puis devenu Français, sans être naturalisé, par suite du traité de Versailles,* déclare-t-il. *Si nous sommes méfiants, en Alsace, c'est que nous avons connu le régime hitlérien. Nous avons vu toute une jeunesse captivée, flattée, droguée politiquement.*

» Vous allez me trouver réactionnaire, mais je crois à l'esprit du mal ! La jeunesse d'aujourd'hui a tendance à supprimer l'histoire, à nier que certaines choses aient existé. Notre génération à nous ne peut pas les oublier, cependant, et si le Bas-Rhin est le département français qui s'est montré le plus « giscardien » aux élections présidentielles, cela s'explique en grande partie par les avatars politiques que nous avons connus. N'en déduisez pas, pour autant, que je sois lié au pouvoir — je crois avoir prouvé le contraire, par le passé. D'ailleurs, la première partie de mon homélie — peu remarquée par la presse, du reste, — était une mise en garde adressée aux pouvoirs publics. Le Parlement a pris récemment certaines décisions — et en prépare d'autres — qui risquent de détériorer encore le climat moral et éducatif de la jeunesse. Même si elle est moindre chez nous, la poussée socialiste existe et cela grâce surtout aux chrétiens. »

Voilà pour le contexte. Et si on a pu regretter le choix de la fête nationale comme occasion de l'homélie, l'évêque de Strasbourg répond : *« Le 14 juillet est une date qui compte pour les Alsaciens, puis l'expérience d'une patrie fait partie de l'histoire du peuple de Dieu. »* Plus fondamentalement, quelles sont les reproches adressées à leur évêque par les mouvements ouvriers ?

Du « bricolage »

Aux yeux de nombreux militants, la mise en garde de Mgr Elchinger contre *« un certain glissement de l'Eglise vers la gauche »* constitue *« une attaque contre les projets d'évangélisation de l'ACO et de la JOC »*. *« Nous ne comprenons pas,* écrivent ces mouvements dans une lettre adressée à l'évêque le 9 août, *ce qui vous permet de nous accuser de « bricolage », de malhonnêteté intellectuelle, de constitution d'Eglises parallèles, d'intoxication des chrétiens.*

» C'est en luttant pour un monde plus juste, en classe ouvrière, que nous contribuons à construire l'Eglise universelle appelée à rassembler tous les hommes de tous les temps, de toutes les races, de toutes les classes. De ce fait, nous sommes l'Eglise en classe ouvrière. »

Tout en admettant que le mot de « bricolage » était un peu fort, Mgr Elchinger se défend d'avoir attaqué tel ou tel mouvement, et fait remarquer que son texte *« a été conçu avant le grand rassemblement de la JOC à Paris »*. Se plaçant dans une perspecticve plus vaste et sur un plan doctrinal, il pense que *« le problème agité à la suite de l'homélie du 14 juillet a des dimensions autrement importantes que celles qui concernent la légitimité de l'option socialiste pour les chrétiens »*.

« Notre pastorale se trouve à la croisée des chemins, poursuit l'évêque de Strasbourg. *Faut-il continuer à favoriser une pastorale des milieux au point de négliger une pastorale des communautés où se rencontrent des chrétiens de milieux différents ? Laquelle est la plus proche de la tradition apostolique et de l'inspiration de l'Eglise primitive ?*

» A la base de l'Action catholique spécialisée il y a une intuition fondamentale — celle du Père Cardijn — qui a été et reste une grande grâce pour l'Eglise. Mais, l'évolution qu'ont subie certains mouvements d'Action catholique spécialisée nous oblige à vérifier quelle relation doit désormais exister entre les mouvements et une Eglise diocésaine, et dans quelle mesure un évêque peut cautionner d'une manière privilégiée un mouvement qui, en tant que tel, prend une option politique déterminée et exclusive.

» D'un autre côté, la pastorale paroissiale a, elle aussi, besoin d'être repensée dans sa mission et ses moyens d'action. Une grande partie des baptisés et confirmés peut être considérée de nos jours comme formant une « Eglise du seuil ». Ces chrétiens ne tournent pas le dos à l'Eglise dans son ensemble, mais ils ne se sentent pas à l'aise dans ses structures actuelles. »

De leur côté, les mouvements ouvriers ne se posent pas de telles questions théoriques. *« Nous sommes des chercheurs de Dieu,* écrivent-ils dans leur lettre à l'évêque. *Nous croyons que « l'action du mouvement ouvrier est un chemin privilégié de la rencontre de Jésus-Christ pour la classe ouvrière ». Dans nos équipes nous nous réunissons pour chercher ensemble le Christ vivant au milieu de nous. Pour le reconnaître, il nous faut toute la lumière de l'Evangile et de l'Eglise. »*

Pour les jeunes responsables de la JOC à Strasbourg, l'homélie de Mgr Elchinger était reçue comme un désaveu de leur travail : *« Les gars qui rentraient d'« Objectif 74 » à Paris, gonflés à bloc pour continuer la lutte, se sont sentis particulièrement visés »* déclare un jeune. *« Pourtant,* précise un autre, *l'évêque nous avait aidés financièrement pour aller à Paris. Je ne pense pas qu'il soit hostile à l'Action catholique, seulement indifférent. Ce n'est pas la peine de polémiquer, de parlotter sans fin, il faudrait qu'il vienne sur le terrain pour voir le boulot que nous faisons. »*

Cela ressemble, en effet, beaucoup à un dialogue de sourds. Mgr Elchinger parle, lui aussi, du problème de témoigner de Jésus-Christ à ceux qui ne le connaissent pas. *« Le grand problème pastoral qui se pose à l'heure actuelle à un évêque,* affirme-t-il, *c'est l'invasion de l'incroyance dans le monde actuel. L'incroyance est désormais au milieu de nous. On la respire quotidiennement.*

» Or, comment atteindre les espaces d'incroyance ? Comment donner à des chrétiens une foi des résultats néfastes, surtout *qu'ils puissent rendre l'Eglise présente dans ces espaces, à la manière d'un levain de foi ? C'est là la première question majeure qui se pose à nous et elle nous oblige à nous rendre disponibles à la nouveauté du monde qui vient et, dans ce but, les mouvements d'apostolat aussi bien que les structures paroissiales ne doivent pas avoir peur de faire les révisions qui s'imposent. »*

Ce que reprochent surtout les mouvements ouvriers à l'homélie du 14 juillet, c'est d'avoir renforcé la droite, les capitalistes, les notables, dans leurs positions. Selon les jeunes militants, les paroles de Mgr Elchinger ont eu mièrement, le fait qu'ils se consi- dans les campagnes plus traditionnelles, et notamment chez certains parents qui s'opposent à ce que leurs enfants fassent partie des mouvements d'Action catholique. Et des jocistes d'ajouter : *« Notre évêque parle de certains prêtres qui ont pris position pour le programme commun des communistes et des socialistes, mais combien de prêtres ont amené les gens, souvent à mots couverts, à voter Giscard ? »*

Sur ce point, Mgr Elchinger déclare : *« Il suffit d'un peu d'objectivité pour reconnaître que je me suis aussi prononcé contre l'esprit matérialiste du capitalisme, qui fait du profit la loi suprême de l'économie moderne. Certes, il aurait fallu développer cela davantage et insister en particulier sur les causes de la lutte des classes : l'écrasement des faibles par ceux qui sont en position de force grâce aux biens matériels qu'ils possèdent et qu'ils n'utilisent pas dans un esprit de service, pratiquant souvent la religion de Mammon. »*

Les principaux griefs formulés par Mgr Elchinger à l'égard des mouvements ouvriers sont, premièrement, *le fait qu'ils se considèrent « à eux seuls l'Eglise en monde ouvrier »* et, deuxièmement, de s'engager *« avec toute leur ferveur, toute leur foi »*, dans la lutte des classes.

Sur ce dernier point, les mouvements répondent que la lutte des classes est un fait.

Quant au malentendu sur le premier point, il relève avant tout d'une incompréhension linguistique. La phrase *« Nous sommes l'Eglise en monde ouvrier »* est du vocabulaire d'Action catholique, qui ne prétend à aucune exclusivité ni rupture avec la hiérachie de l'Eglise. *« Pour moi,* déclare une jeune jociste, *l'Eglise c'est les chrétiens. J'ajouterai que l'évêque non plus n'est pas, à lui tout seul, l'Eglise à Strasbourg. »*

Finalement, cette querelle n'est-elle pas en grande partie le résultat de malentendus au plan du langage ? Mgr Elchinger, lui-même, n'écrit-il pas dans les précisions qu'il publie dans *l'Eglise en Alsace* : *« Il s'agit (...) d'aider les militants à lire un texte qui n'a pas été rédigé en leur langue, de même que la portée profonde de leurs propres textes ne peut pas non plus être saisie d'emblée par tout le monde. »* ?

Recevant les participants du Congrès international de musique sacrée, *Univers Laus*, à Strasbourg, le 2 septembre, Mgr Elchinger leur a dit : *« Strasbourg, vous le savez, signifie « carrefour des routes. »*

On parle d'un carrefour soit comme la « croisée des chemins », c'est-à-dire le point de divergence, de séparation, soit comme un lieu de rencontre, de discussion, de dialogue. Dans le différend actuel, la volonté de poursuivre le dialogue est manifeste, de part et d'autre. La polémique n'est recherchée par personne (les responsables de l'Action catholique ouvrière ont même refusé d'ajouter autre chose à la lettre qu'ils avaient publiée, pour ne pas « envenimer les choses »), et on a souhaité que cet article soit un point final. A la polémique, pas au dialogue.

ALAIN WOODROW.

MÉDECINE

AU XVIIe CONGRÈS DES INTERNES DE RÉGIONS SANITAIRES

Les mal-aimés de l'internat

Albi. — *« Nous irons jusqu'à une grève nationale s'il le faut. »* C'est avec la détermination de ceux qui s'estiment victimes d'une injustice que les membres de la Fédération nationale des internes et anciens internes des hôpitaux de régions sanitaires (F.N.I.A.I.H.R.S.) ont clos leur XVIIe congrès réuni à Albi (Tarn), du 5 au 8 septembre. Albi, haut lieu de la résistance cathare, ville-symbole à leurs yeux, puisqu'ils veulent défendre pied à pied une certaine conception de la formation médicale et réclamer un statut qui leur assure la parité avec les internes de centres hospitalo-universitaires (CHU). Mais que revendique la F.N.I.A.I.H.R.S. ? Derrière ce sigle barbare se cache une réalité méconnue du grand public peu au fait des arcanes de l'organisation hospitalière.

Parmi les cinq cents hôpitaux publics français, la moitié seulement reçoit des jeunes médecins en cours de formation. Les plus importants et souvent les mieux équipés, au nombre d'une cinquantaine, sont les CHU. Mais il existe, d'autre part, deux cents hôpitaux non universitaires, dont une centaine accueillent jusqu'à trois cents malades chacun dans des conditions qui n'ont rien à envier aux CHU. C'est par ces hôpitaux, dits de deuxième catégorie ou encore « périphériques », que sont recrutés par concours les deux mille internes de régions sanitaires. Pour leur fédération, les lits « actifs » dans ces centres hospitaliers sont plus nombreux que ceux des CHU. Ils représentent donc la majorité de l'hospitalisation publique française. Mais leurs internes restent les parents pauvres de la médecine hospitalière. Au plan de la rémunération tout d'abord. Le salaire d'un interne de région sanitaire représente actuellement 1 400 F par mois en première année, alors que celui de son homologue de CHU atteint pratiquement le double. Une disparité que les internes des hôpitaux de seconde catégorie jugent inadmissible. Au-delà des problèmes de salaire pourtant, c'est toute une conception de la formation médicale que la F.N.I.A.I.H.R.S. veut défendre.

Actuellement, deux filières concourent à la formation des spécialistes : la voie royale de l'internat en C.H.U. et celle de certificats d'études spéciales (CES) qui sanctionnent un niveau théorique élevé mais parfois insuffisant sur le plan pratique. Quant aux internes de régions sanitaires, leurs stages dans les hôpitaux périphériques leur permettent une approche à la fois pratique et pluridisciplinaire des problèmes médicaux. — Mais — et c'est ici que le bât blesse — ces stages sont rarement validés par les patrons et responsables de spécialités. Malgré leur expérience acquise sur le terrain, voisine de celle des internes de C. H. U., ils sont contraints de continuer des études théoriques peu compatibles avec les exigences de leur tâche quotidienne. A l'inverse des étudiants préparant les CES, qui font des stages en hôpitaux pour l'obtention de leurs diplômes, leur expérience hospitalière, pourtant complète, n'est pas reconnue.

Cette ségrégation tourne à l'absurde quand on sait que les internes de C.H.U. font un stage dans un service spécialisé d'un hôpital secondaire et volent, eux, du seul fait de leur appartenance universitaire, leur stage validé. Les internes de région sanitaire redoutent d'autre part la mainmise des internes de C.H.U. sur leurs services les plus formateurs. Pour le Dr Feldman, président sortant de la fédération, il n'est pas question d'accepter cette « satellisation », même en contrepartie des avantages matériels réclamés par la fédération. Car derrière les menaces qui pèsent sur l'internat périphérique, se profile l'abandon d'une formation originale et de qualité grâce à laquelle des internes de régions sanitaires, appelés dans leur plus grand nombre à devenir généralistes dans des villes de moyenne importance, acquièrent une expérience irremplaçable.

Ces mal-aimés de l'internat ne s'abandonnent pas pour autant à une quelconque délectation morose. Ils estiment que le succès de leur congrès d'Albi — délégués en plus grand nombre, présence de personnalités locales et régionales ainsi que du monde médical, représentants des ministères — doit leur permettre de se faire entendre du ministère de la santé et du secrétariat d'Etat aux universités dont dépendant l'organisation et la validation de leurs stages. Ils justifient leur décision de lancer une grève nationale par le succès de celle observée récemment par les internes de la région sanitaire de Paris. Mais ils ne veulent recourir à ce moyen qu'en toute dernière extrémité. Il leur paraît, en effet, plus important d'apporter des contributions positives aux grands débats qui agitent le monde médical et dont certains avaient été retenus comme thèmes de leur congrès. Un sondage parmi les participants montre qu'une bonne moitié d'entre eux se destinent à la médecine de groupe, dans laquelle ils voient la possibilité *« de mieux servir et de mieux vivre »*. Cette formule d'association, qui devrait représenter, dans quelques années, une part importante de la médecine libérale, permet en effet d'éviter le surmenage, de se recycler, de mener une vie familiale normale, en un mot d'être plus disponible pour le malade. Les congressistes se sont d'autre part penchés sur les problèmes médicaux de l'Europe et ont suggéré la constitution d'une fédération européenne des jeunes médecins hospitaliers, idée qui parut rencontrer un accueil favorable de la part des représentants des pays de la Communauté européenne qui avaient fait le voyage d'Albi.

Les différentes « tables rondes » devaient se clore par un débat sur les rapports « public-privé », débat confus et souvent passionné qui démontra, s'il en était besoin, que les tenants de l'une ou l'autre formule ne sont pas encore prêts à faire les démarches nécessaires à une harmonisation de leurs points de vue.

BERTRAND LE GENDRE.

● *Une greffe cardiaque* a été réalisée le samedi 7 septembre dans les services du professeur Cabrol, à l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière, à Paris.

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

L'ISSEC 1974-1975

- *des programmes nombreux et complets*
- *un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise*

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici six ans par l'ESSEC. Etroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits, qui totalisent près de cinq cents heures de travail sur deux années, et la rédaction d'un mémoire conduisent à un diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions et de tous secteurs : ils étaient un millier cette année. Précisons que si les statistiques indiquent que 70 % des auditeurs ont des diplômes d'enseignement supérieur, les enseignements sont conçus pour être suivis également par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Les participants décident de leur plan de perfectionnement. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme « long » (deux ans).

Les cours, généralement donnés par journées complètes, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy.

Le choix d'un Institut de perfectionnement

EN matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les dépliants et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?...

Evaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...), de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une orientation pédagogique (et d'une *évaluation a posteriori*), de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre de responsables s'accordent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

1) « Le taux de répétition » (soit le nombre de participants qui se réinscrivent à un nouveau stage après en avoir déjà suivi un). A l'ISSEC, ce taux à évolué comme suit : oct. 1971 : 42 %; mars 1972 : 45 %; oct. 1972 : 52 %; mars 1973 : 55 %; sept. 1973 : 58 %; mars 1974 : 61 %.

2) « L'évolution du nombre global d'inscriptions » dans le centre ou l'institut considéré.

De ce point de vue, l'Institut supérieur des sciences économiques et commerciales, créé en 1968 par l'ESSEC, a connu un développement remarquable.

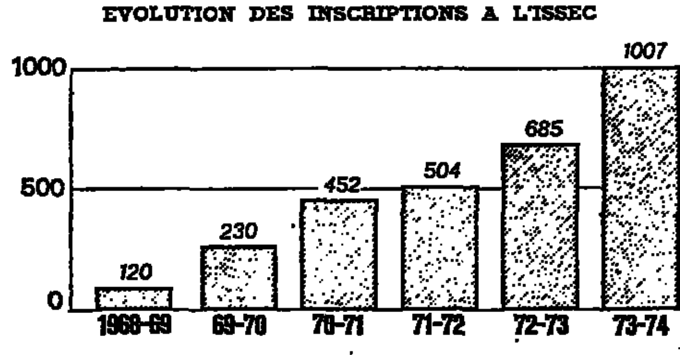
Plus de mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

L'ISSEC s'est ainsi placé — en très peu de temps — parmi les tout premiers centres français et européens spécialisés dans le perfectionnement des cadres et dirigeants.

L'ISSEC bénéficie depuis octobre 1973 des installations ultra-modernes que l'ESSEC a fait bâtir à Cergy-Pontoise, et qui ont permis de multiplier par vingt la surface de ses locaux. Ainsi les cours de l'ISSEC se déroulent aussi bien à Paris qu'à Cergy.

(1) Compte non tenu des interventions intra-entreprises.

EVOLUTION DES INSCRIPTIONS A L'ISSEC



Session d'automne 1974 :

Le centre d'orientation est ouvert

SI vous êtes intéressé par les enseignements de l'ISSEC, il faut, pour vous inscrire, remplir un dossier de candidature et rencontrer un animateur du centre d'orientation de l'Institut.

Ce centre siège en permanence et il est à votre disposition pour vous recevoir et vous conseiller dans le choix d'un programme de perfectionnement. La session d'automne se déroulera du 15 octobre 1974 au 28 février 1975.

Pour une information plus complète

M.

Adresse personnelle :

Tél. :

SOCIÉTÉ :

Adresse de la société :

Tél. :

FONCTION :

Désirerait recevoir la brochure de documentation sur l'ISSEC ☐

Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC 24, rue Hamelin, 75116 - PARIS
Téléphone : 727-80-20 — Métro : Boissière ou Iéna
Telex : 63943 F
ou : B.P. 105 - 95001 CERGY — Téléphone : 030-40-57

Les diplômes de spécialité ISSEC

LES diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelée « option » (voir tableau ci-contre). Les demandes d'accession aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soutenu devant un jury souverain dans un délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

L'ISSEC partenaire du GERME (1)

CRÉÉ il y a deux ans sous la présidence de M. Chenevier, président-directeur général de la Société française des Pétroles B.P., le groupe d'enseignement et de *recherche pour le management* européen (GERME) a un double but :

— Il entend, d'une part, en coordonnant des programmes jusqu'ici distincts, faciliter et simplifier l'information des responsables de formation et des cadres en matière de perfectionnement.

— Il entend, d'autre part, et surtout, accroître les échanges et la recherche pédagogique entre les établissements fondateurs :

- Le C.R.C. (Centre de recherches et d'études des chefs *d'entreprise*) ;
- Le C.N.O.F. (qui comprend deux divisions : l'Association française de management et le Centre d'enseignement du management) ;
- L'ECE (Ecole du chef d'entreprise) ;
- Et enfin l'ISSEC.

Cette initiative permet un enrichissement mutuel des corps professoraux par de nombreux échanges d'expériences. Elle facilite une collaboration de plus en plus étroite entre les institutions d'enseignement qui, depuis plus de vingt-cinq ans, se consacrent à la formation continue.

(1) Voir *le Monde* du 5 sept.

GERME, 16, rue du Plâtre, 75004, Paris ; téléphone : 887-31-39.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

LES crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours.

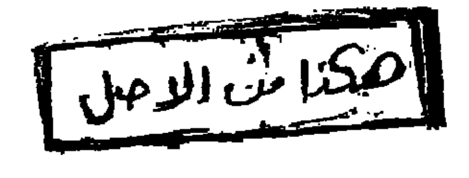
Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur treize axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à treize *« options »* ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'au niveau du déroulement dans le temps.

Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés-discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprises et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et les techniques afférentes : chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail sont constitués au sein de chaque crédit (de cinq à huit sessionnaires). Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices, effectuer en commun des travaux de recherche suivis.

OPTIONS	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)	CRÉDIT (4 mois)
A. — DIRECTION et MANAGEMENT.	*Jeu de gestion*	*Méthodes et Techniques de la Direction*	*Politique générale*	*Direction et Stratégie Jeu de simulation*
B. — SCIENCES HUMAINES. a) Communication et information.	*Expression orale*	*Pratique de l'entretien et de la relation de face à face*	*Conduite de réunion*	*Le travail de groupe*
b) Hommes et organisation.	*Les aspects humains de l'organisation*	*Contrôle des objectifs et management des hommes*	*Changement et Développement des ressources humaines*	*Créativité et innovation*
C. — FONCTION PERSONNEL.	*Les techniques de la Fonction Personnel*	*Place des relations industrielles dans la Fonction Personnel*	*Structures et Communications dans l'entreprise*	*Définition des politiques dans la Fonction Personnel*
D. — FONCTION FORMATION.	*Les nouvelles méthodes pédagogiques*	*La pratique des nouvelles méthodes pédagogiques*	*Le management de la formation*	*psychologie de la formation permanente*
E. — MARKETING.	*Marketing fondamental*	Deux crédits au choix, dans les crédits suivants : A) *Etudes et recherches en Marketing* B) *Techniques de l'exportation* C) *Marketing des produits industriels* D) *Direction des ventes* E) *Publicité* F) *Politique de distribution* G) *Système Informatique et Marketing* H) *Les méthodes de prévision commerciale* I) *Statistiques appliquées au Marketing* J) *Créativité et Innovation*		*Politique et direction du marketing*
F. — GESTION COMPTABLE et CONTROLE DE GESTION.	*Comptabilité générale de gestion*	*Comptabilité analytique de gestion*	*Comptabilité approfondie*	*Contrôle de gestion*
G. — GESTION FINANCIÈRE.	*Gestion et Politique financière*	*Crédit et institutions financières*	*Bourse et Évaluation des Sociétés*	AU CHOIX : A. — *Les décisions financières de l'entreprise* B. — *Les finances internationales*
H. — INFORMATIQUE.	*Éléments de base d'informatique*	*Système d'informatique dans l'entreprise*	AU CHOIX : — *E.G. Système Informatique* et *Marketing ou les crédits des options I, J et B : Hommes et organisation*	
I. — MATHÉMATIQUES de GESTION.	*Bases et méthodes Mathématiques au service de l'entreprise*	AU CHOIX : — *EH : Les méthodes de prévision commerciale* — *EI : Statistiques appliquées au marketing ou les crédits des options H ou J*		
J. — GESTION de la PRODUCTION.	*Stratégie de production*	*Conception d'un système de production*	*Contrôle d'un système de production*	AU CHOIX : a) *Les systèmes d'informatique en gestion de production* b) *Ordinateurs et Modèles en gestion de production*
K. — DROIT de la GESTION.	*Droit général des affaires*	*Droit des sociétés et des organisations*	*Droit du travail et de la Sécurité sociale*	*Droit fiscal des affaires*
L. — ÉCONOMIE.	*Macro-économie Micro-économie et structures industrielles*			
M. — AFFAIRES INTERNATIONALES.	*Problèmes humains dans les affaires internationales*	*Les relations monétaires internationales*	AU CHOIX : — *EB : Techniques de l'Exportation* — *G4 B1 : Les finances internationales* — *L1 : Macro-économie*	



Le Monde DE L'ÉCONOMIE

LA T.V.A. ET LES PROJETS DE RÉFORME FISCALE

Alléger le taux pour expérimenter l'impôt négatif

L'aménagement de la fiscalité française demeure à l'ordre du jour. Dans une semaine, M. Fourcade rendra public le dispositif fiscal qu'aura choisi le gouvernement pour équilibrer le projet de budget de 1975. Dans les mois qui suivront, il mettra au point la réforme des impôts français qu'a annoncée pour mars le président de la République, dans sa dernière allocution *télévisée*, afin d'instaurer « plus de justice » dans la fiscalité de notre pays.

Puisque chacun s'accorde à considérer que la T.V.A. **française est trop lourde et injuste, l'occasion est propice pour tenter de l'alléger. Et puisque l'idée d'amorcer une formule d' « impôt négatif » est dans l'air depuis deux ans, pourquoi ne pas chercher, du même coup, à l'expérimenter ? Ce serait la meilleure façon de vérifier si les inconvénients pratiques qu'avancent ses adversaires sont aussi grands qu'ils le prétendent, au point même d'annuler les** ***vertus d'équité dont se réclament ses partisans.***

QUE les impôts français sur la consommation soient excessifs, tous les partis politique le répètent d'année en année.

Lors de la campagne présidentielle, M. Valéry Giscard d'Estaing en convenait presque aussi fermement que M. Mitterrand. Les statistiques internationales le prouvent d'ailleurs de façon incontestable (*le Monde* du 6 août), ces impôts dépassent chez nous 35 % du total des prélèvements obligatoires (fiscalité et cotisations de Sécurité sociale) contre 28 % seulement en Allemagne, 27 % au Royaume-Uni et en Suisse, 26 % aux Pays-Bas, 17 % aux Etats-Unis.

Proportionnelles aux dépenses, les taxes sur la consommation sont en outre inéquitables ; elles frappent en effet plus lourdement les ménages à ressources faibles, qui dépensent pratiquement tout ce qu'ils gagnent, que les foyers à ressources élevées, qui n'utilisent pour leur consommation qu'une partie de leur revenu, le reste allant à l'épargne. Des calculs récents ont confirmé les études officielles antérieures (1) montrant que la T.V.A. peut représenter une part du revenu des particuliers deux fois plus élevée pour les petites gens que pour les milieux aisés.

Les propositions d'allégement de la T.V.A. affluent donc périodiquement. Elles prennent habituellement la forme d'une exonération de taxe sur tel ou tel produit ; le bœuf a, par exemple, fait l'objet d'une suspension de T.V.A. à l'automne 1972, par décision gouvernementale, afin, avait-on dit à l'époque, de « tenir » les prix. Les trois partis du programme commun avaient amplifié l'idée dans leur proposition de loi de décembre 1972, suggérant, à l'article 30 de ce texte, que la T.V.A. soit ramenée au taux nul pour le pain, le lait et les livres, en plus du bœuf (coût : 4 milliards par an). M. Mitterrand avait promis pareillement ce printemps, dans son programme présidentiel, la détaxation du lait, des produits composés à base de céréales, du chocolat, des filets de poisson et du porc (coût : 5 milliards par an).

L'inconvénient de ces formules, sur le plan de l'équité, est qu'elles réduisent la taxe due par des citoyens qui ont parfaitement les moyens de la supporter, alors qu'elles n'allègent que fort peu la taxe payée par les ménages à faibles ressources. (Voir l'article de Maurice Baslé.)

Il vaudrait donc mieux tenter autre chose pour réduire davantage la T.V.A. au profit des Français les moins fortunés. Est-ce possible ? Oui, si l'on admet une formule de restitution fiscale d'autant plus forte que le revenu du citoyen est plus bas. Cette méthode pourrait constituer une expérimentation — la première en France — de l'« impôt négatif » sur le revenu, déjà essayée aux Etats-Unis et étudiée par plusieurs pays d'Europe.

D'une pierre deux coups

Prôné pour ses vertus d'équité, l'« impôt négatif » a fait l'objet de nombreuses critiques portant sur ses modalités d'application. Il donnerait lieu, a-t-on dit, à de nombreuses fraudes, ou bien nécessiterait un contrôle méticuleux qui réduirait à rien la simplification administrative qui en est attendue. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer (*le Monde* du 30 juillet) qu'une bonne partie des griefs adressés à cette formule ne concernait que telle ou telle de ses modalités et que l'importance des critiques avancées dépendait, en fait, de l'ampleur de cet impôt. Surtout, il apparaît que la seule façon de quitter les querelles philosophiques sur l'« impôt négatif » pour revenir à la réalité fiscale consiste à tenter une expérience permettant de tester les avantages et les difficultés de l'opération.

Précisément, la restitution de T.V.A. qui pourrait être tentée en France pour réduire le poids excessif de cet impôt permettrait de procéder à une telle expérimentation en courant peu de risques. On peut, en effet, songer à réduire le produit de la T.V.A. d'un dixième, par exemple, pour rapprocher l'effet de cet impôt de ce qu'il est à l'étranger. Cela reviendrait donc à rembourser aux Français 11,5 milliards de francs d'impôts (sur les 234 prélevés par l'Etat cette année). Si cette somme était redistribuée uniformément aux 38 % de foyers qui ne paient pas d'impôt sur le revenu (2), cela ferait approximativement 1 640 F par foyer. Soit la somme non négligeable de 137 F par mois.

Mais deux inconvénients existeraient alors :

- Celui de restituer la même somme à tous, alors qu'en l'état actuel de la législation les foyers ne payant pas d'impôt sur le revenu peuvent avoir des ressources variant du simple au quintuple (et, par personne, du simple au triple) ;
- Celui de restituer *une somme substantielle* à ceux que leur revenu situe juste au-dessous de la grille du barème d'imposition, alors que ceux qui ont des ressources à peine supérieures et paient un impôt symbolique ne recevraient rien du tout.

Il paraît donc plus équitable — et davantage conforme à la philosophie de l'« impôt négatif » — de répartir la somme restituée entre un plus grand nombre de foyers, ceux qui, actuellement, n'acquittent pas d'impôt sur le revenu ou n'en paient que très peu, c'est-à-dire 40 % à 50 % des foyers (3). Il est d'autre part logique d'accorder une restitution supérieure aux Français ayant les plus faibles salaires, et inférieure à ceux qui ont des ressources suffisantes pour payer un peu d'impôt sur le revenu.

A quelles conséquences pratiques conduiraient ces principes simples ? Essentiellement à deux :

1° Les Français ayant les plus bas revenus pourraient bénéficier d'une restitution de l'ordre de 200 F par mois et ceux qui ont juste assez de ressources pour se situer au-dessous de la grille d'imposition d'environ 100 F par mois.

2° Pour les 30 % de Français ayant les plus faibles ressources, cette restitution égalerait, ou même dépasserait, la T.V.A. payée par eux. Pour les 10 à 20 % d'autres contribuables, selon la formule choisie, la T.V.A. serait en partie remboursée. Enfin, pour la moitié de la nation ayant les plus hauts revenus, aucun remboursement de T.V.A. n'aurait lieu, à l'opposé de ce que prévoient les formules jusqu'ici avancées par les partis du programme commun.

GILBERT MATHIEU.

(*Lire la suite page 21.*)

(1) Notamment celles de la Rue de Rivoli et du Commissariat au Plan (*le Monde* du 7 mars 1972).

(2) Deuxième rapport du Conseil des impôts, page 19.

(3) Le Conseil des impôts évalue, en effet, à 1 % du total de l'impôt sur le revenu la part qu'en acquittent ensemble les 40 % de foyers français ayant les plus bas revenus et à 2,6 % celle que paient les 50 % de Français déclarant les plus faibles ressources.

BULLETIN

La fuite en avant

L'ACTUALISATION des prix agricoles européens, qui sera débattue les 17 et 18 septembre prochains par les ministres des Neuf, répond-elle aux questions posées par la crise agricole qui a mis en effervescence les campagnes depuis le début de l'été ? Rien n'est moins sûr.

La dégradation du pouvoir d'achat des cultivateurs est estimée à 15 % en moyenne cette année. Une cause essentielle : la hausse du coût des moyens de production, engrais, matériel, main-d'œuvre. En bref, l'inflation. Cette maladie — « importée » en l'occurrence — échappe à la thérapeutique des gouvernements, qui répugnent à la traiter en réduisant les recettes fiscales et notamment en supprimant la T.V.A. sur les produits industriels nécessaires à l'agriculture (PINEA).

Restait donc la fuite en avant : l'augmentation des prix européens. L'accord des Neuf est loin d'être unanime quant à l'opportunité et à l'ampleur d'une telle mesure. Mais l'habitude communautaire en la matière est le compromis. Vraisemblablement, les ministres « couperont la poire » entre 4 et 8 %.

« Augmentation insuffisante », dit-on dès à présent dans les milieux professionnels. Insuffisante parce que le redressement de quelques points des prix de marché arrivera en fin de campagne, trop tard pour rétablir à son niveau de 1973 le pouvoir d'achat des agriculteurs.

Adopter d'autres solutions ? Les subventions sont contraires à la réglementation communautaire, et de toute façon la lutte contre l'inflation a sonné l'heure des budgets d'austérité. Cependant, de ces deux butoirs, le dernier paraît le plus facile à franchir. En effet, l'augmentation des prix agricoles européens aura deux conséquences : le relèvement des prélèvements communautaires, c'est-à-dire le renchérissement des produits agricoles importés dans la C.E.E. ; la hausse des prix alimentaires de détail, qui suit immanquablement le relèvement des prix à la production.

En clair, pour lutter contre une inflation par les coûts qui grignote leur revenu, la pression des agriculteurs conduit à reporter sur d'autres secteurs de l'économie, et notamment sur le consommateur, de nouvelles hausses de prix. Aussi, personne n'a lieu d'être satisfait des prochaines augmentations des prix européens.

L'exonération des produits de première nécessité ne servirait guère l'équité

Les nombreuses propositions actuelles de réforme de la T.V.A. s'attachent toutes à modifier les effets sociaux de cet impôt : aucune critique n'est adressée à l'incitation généralisée à l'investissement, quel qu'il soit, qui est pourtant son principal effet économique. Les réformes suggérées tendent à rétablir une certaine équité de l'imposition, ou au moins à diminuer l'injustice de cette taxe à grand rendement, qui frappe principalement la consommation des ménages et les dépenses d'achat de logement (il y aurait pourtant beaucoup à dire aussi sur les dépenses des collectivités locales). Or il est possible de mettre en évidence la portée limitée de telles propositions.

PAR principe, l'instrument fiscal qu'est la T.V.A. peut difficilement être autre qu'aveugle. Un taux unique de taxation (au lieu de quatre taux actuels) aurait même l'avantage d'une plus grande simplicité ; les mesures destinées à compenser son effet régressif n'en apparaîtraient alors que plus nécessaires, à commencer par la réduction de la part de cet impôt dans l'ensemble des recettes fiscales.

On peut avoir une idée claire de l'effet social de la T.V.A., actuellement, en partant des derniers chiffres officiels fournis à ce sujet (et qui concernent l'année 1969). A ce moment, le taux d'imposition *de la consommation* d'un ménage était de 11,8 % pour un revenu déclaré de 12 500 F et de 12,3 %, à peine plus, pour un revenu de 72 500 F ; ce taux atteignait 12,55 % pour les cadres supérieurs et 12 % pour les ouvriers non qualifiés.

Un taux d'imposition inversement proportionnel au revenu

L'écart est étonnamment faible étant donnée la multiplicité des taux de T.V.A. Cela vient de l'annulation des conséquences des taux minorés ou majorés par des effets contraires ; par exemple, le niveau élevé des dépenses exonérées des loisirs, des communications ou du téléphone dans les ménages aux revenus importants ; ou, à l'inverse, les dépenses parfois importantes d'automobiles (soumises au taux majoré) dans les ménages à petit budget.

La répartition inégale que font de leur revenu les ménages, entre la consommation et l'épargne, aboutit à des conséquences bien plus étonnantes encore. Toujours en 1969, la T.V.A. représentait *12,5 % du revenu* d'un ménage dont le revenu moyen déclaré était de 12 500 F (consommant pratiquement tout ce qu'il gagnait) et 6,2 % seulement en moyenne pour les ménages dont le revenu déclaré était de 72 500 F. Même disparité selon les catégories socio-professionnelles : la T.V.A. représentait 9 % du revenu pour un cadre supérieur, mais 11,7 % pour un ouvrier non qualifié. A revenu égal, de grosses différences existaient entre les non-salariés et les salariés : 8,1 % en moyenne pour les professions libérales, industrielles, les gros commerçants et les artisans ; 11,7 % en moyenne pour les ménages dont le chef était ouvrier non qualifié.

L'inégalité était moins forte à situations familiales différentes. Le ménage d'âge élevé supportait un taux de T.V.A. « faible » : 8,7 % du revenu pour une personne seule de plus de soixante-cinq ans, contre 11 % pour une personne seule moins âgée. En revanche, une famille d'un enfant supportait un fardeau égal à 11 % de son revenu moyen ; s'il y avait plus de deux enfants, le taux n'était plus que de 10,5 %. Un ménage, cumulant un âge faible et une petite taille (un couple jeune sans enfant, par exemple), était nettement plus imposé : 12 % ; sa consommation relative de produits moins taxés (alimentaires notamment) était en effet moins forte que lorsque la taille de la famille et l'âge des enfants s'accroissent.

Les inégalités de taxation par la T.V.A. apparaissent d'autant plus injustes qu'elles sont inversement proportionnelles au revenu. Il était donc normal qu'apparaissent des propositions destinées à changer ce résultat. L'une des solutions préconisées consiste à aménager les taux de T.V.A. en faveur des produits de première nécessité. Aussi est-il intéressant de voir ce que donnerait une telle politique en simulant son application.

La simulation est critiquée avec raison parce qu'elle n'est qu'une « mécanique » et qu'elle ne peut prendre en compte les modifications réelles des comportements *de consommation de ménages confrontés* à des variations de prix relatifs des produits. Mais en utilisant les élasticités des prix de la consommation, mises en évidence par G. Vangrevelinghe sur les séries longues de consommation des ménages pour la période 1949-1965, il est possible d'introduire un facteur « comportement » et d'atténuer la portée de la critique.

On a donc procédé à une semblable simulation à partir des données de 1969. Le taux zéro (T.V.A. nulle) a été appliqué à l'ensemble des produits alimentaires sans exception, aux repas pris dans une cantine, aux dépenses médicales de toute nature, aux loyers et charges, aux dépenses pharmaceutiques, aux dépenses de transport en commun, aux achats de livres, journaux, revues, papeterie, à tous les frais de scolarité. Le taux majoré et le taux normal ont été appliqués aux produits restants, conformément à la législation actuelle.

Les résultats étonnants de la simulation

Le résultat de cette simulation est étonnant : le taux *d'imposition d'un ménage* de faible revenu (12 500 F en 1969) baisse seulement de 1 point : il passe à 11,5 %. Pour les ménages à revenu moyen (40 000 F), il n'augmente que de 0,8 point et passe à 9 %. Pour les ménages dont le revenu moyen est égal à 72 500 F, l'augmentation est plus sensible : + 2,1 points ; mais le fardeau final reste faible : 8,3 %.

L'écart entre les catégories extrêmes est donc réduit de moitié, mais il reste très notable : 3,2 %. Cette politique fiscale est loin d'aboutir à une réduction totale de l'injustice décriée.

Pour faire mieux, il faudrait réduire la part des recettes fiscales procurées par la T.V.A. Une réduction de 30 %, par exemple, réduirait de 1 point supplémentaire l'écart des fardeaux entre catégories extrêmes. Mais cette solution supposerait, bien entendu, l'accroissement des autres recettes fiscales existantes (impôt sur le revenu, par exemple) ou la création de nouveaux impôts (impôt sur le capital, par exemple). Le recours à des impôts choisis comme plus progressifs accroît d'ailleurs du même coup le redressement des fardeaux globaux de l'impôt.

Les calculs montrent que l'application des taux fictifs ci-dessus n'a finalement pas plus d'effet que n'en aurait la création d'un taux unique de T.V.A. accompagnée d'une réduction de 40 % des rentrées de cet impôt (compensée par des majorations fiscales ailleurs). Elle a encore les mêmes conséquences qu'un taux unique appliqué à une assiette plus réduite.

Notons enfin que la politique actuelle de taxation accrue des produits dits « de luxe » refoule les acheteurs aux disponibilités faibles vers les produits de consommation courante, car elle renforce l'obstacle à l'achat. Peut-on considérer normal d'exonérer ou d'imposer faiblement, sur d'autres articles, la consommation de contribuables qui peuvent payer parce qu'il existe une fraction de la population qui ne le peut pas ?

La différenciation des taux crée finalement autant d'injustices qu'elle en supprime. C'est donc probablement dans une autre voie que devraient s'orienter les efforts visant à instaurer davantage d'équité fiscale.

MAURICE BASLÉ.

Chargé de cours à la faculté de sciences économiques de Rennes.

LES PAYS INDUSTRIALISÉS SERONT AMENÉS A ÉTENDRE LES CULTURES SUCRIÈRES

Un nouveau clignotant vient de s'allumer sur le front des matières premières, où le calme — pétrole mis à part — semblait pourtant être revenu après la fièvre du début de l'année : les prix du sucre sur les marchés libres mondiaux flambent brutalement, battant tous leurs records et triplant depuis novembre 1973. Les touristes anglais font des provisions avant de rejoindre la mère patrie et les ménagères françaises dévalisent les rayons des commerçants, après une mise en garde des producteurs de betteraves, véritable appel au stockage. Dans les milieux officiels, on a beau jeu de relever et de stigmatiser le caractère conjoncturel et quelque peu *artificiel* de cet accès de fièvre, qui se produit à la veille des négociations sur les prix agricoles à Bruxelles. Certes, notre pays ne risque pas de manquer de sucre dont il est gros exportateur — bien qu'au niveau de la C.E.E. l'équilibre risque d'être difficilement assuré, — mais à l'échelle mondiale, tous les experts font état d'un retournement durable de la situation. La consommation augmente rapidement, surtout dans les pays en voie de développement, et dépasse désormais la production, qui devient de plus en plus coûteuse du fait d'une mécanisation croissante. Paradoxalement, c'est de la part des pays industrialisés qu'on attend l'extension des cultures qui doit combler le déficit prévisible, et ***non des pays sous-développés, de plus en plus acheteurs sur*** **le marché mondial à des prix en hausse continue.**

JUSQU'A ces dernières années, l'on estimait que le marché du sucre serait toujours excédentaire. La production augmentait plus vite que la consommation, les stocks étaient abondants, et mise à part une courte période en 1963-1964, où une pénurie temporaire fit flamber les cours, les prix se maintenaient à un niveau si bas que, périodiquement, des conférences mondiales devaient fixer des quotas restrictifs pour éviter un avilissement plus accentué. De nombreux accords bi- ou multilatéraux furent signés pour instituer des garanties d'écoulement et des prix préférentiels entre la France et les Antilles, entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth, entre les Etats-Unis et leurs « clients », notamment ceux de l'Amérique centrale. Il s'agissait, avant tout, de protéger les ressources des pays en voie de développement, traditionnellement producteurs de canne à sucre, et de freiner les appétits des betteraviers, mieux équipés sur le plan industriel. Ce fut l'objet de la grande querelle qui, à l'été 1973, opposa la Commission de la C.E.E. aux planteurs français, vigoureusement soutenus par M. Chirac, et qui entendaient bien maintenir et même augmenter leurs exportations.

Un retournement durable

L'on vivait donc sur ces idées reçues, fondées, il est vrai, sur une longue et douloureuse expérience, sans prendre véritablement conscience qu'un retournement durable était en train de s'opérer. L'excédent habituel commença à s'atténuer à partir de 1968 pour faire place à l'équilibre en 1970 et déboucher sur un léger déficit en 1974 : un million de tonnes sur 81 millions de tonnes. Parallèlement, les stocks mondiaux tombaient de 20 millions de tonnes à 15 millions de tonnes actuellement, leur pourcentage par rapport à la consommation revenant de 30 % à 19 %, soit la cote d'alerte, et les prix sur les marchés libres augmentaient progressivement pour aboutir à la flambée de 1974. Quel phénomène a donc bouleversé tous les calculs et rendu caducs tous les dispositifs destinés à lutter contre la surproduction ?

Tout d'abord, l'accroissement plus rapide que prévu de la consommation (près de 4 % par an), qui a été davantage le fait des pays en voie de développement que celui des pays industrialisés, déjà bien pourvus.

Ensuite, le ralentissement du rythme de progression de la production, qui a même eu tendance à plafonner, ou même à diminuer dans certains pays à vocation sucrière traditionnelle, tels que les Antilles ex-britanniques, ou même Cuba. Certes, le bas niveau des prix des années précédentes ne les a pas incités à développer une culture peu rémunératrice et pleine d'aléas, mais on y relève une désaffection croissante de la main-d'œuvre locale à l'égard de la culture de la canne, travail pénible et par trop saisonnier, de même qu'un effort des gouvernements pour diversifier les productions agricoles.

FRANÇOIS RENARD.

(*Lire la suite page 21.*)

FAITS ET TENDANCES

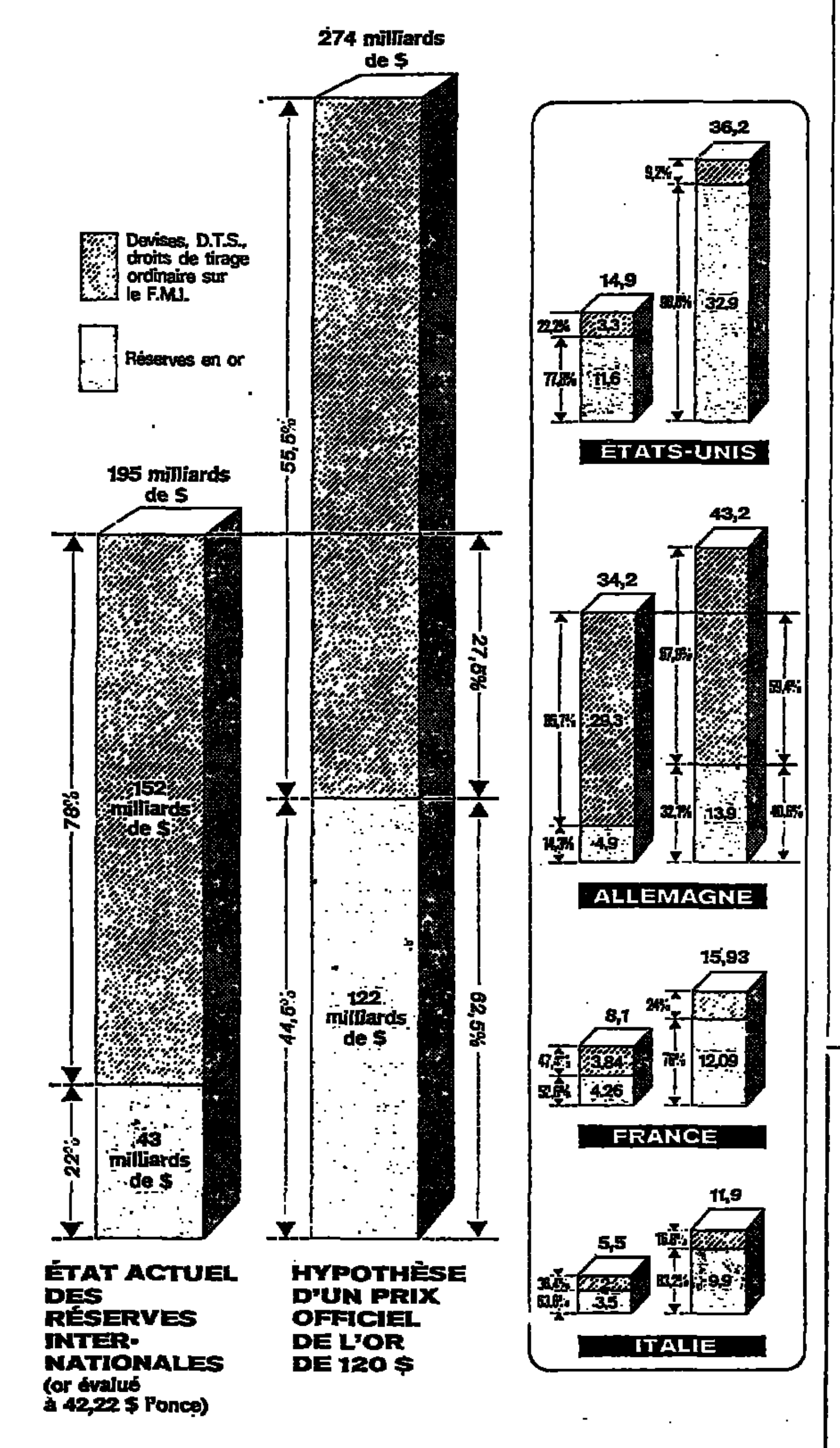
LE PRÊT DE LA BUNDESBANK A LA BANQUE D'ITALIE CONTIENT EN GERME UNE CONSIDÉRABLE RÉÉVALUATION DES STOCKS D'OR OFFICIELS

POUR garantir le prêt qu'elle a reçu de la Bundesbank, la Banque d'Italie a donné pour gage le cinquième environ de ses réserves d'or, qui ont été, pour l'occasion, évaluées sur la base d'un prix de 120 dollars l'once au lieu de 44,22 dollars, prix totalement artificiel qui continue pourtant à servir de référence pour l'évaluation officielle des stocks métalliques. Selon les statistiques du Fonds monétaire international, le total des réserves mondiales de change s'élevait (à la date du 31 mai dernier) à 195 milliards de dollars, dont 43 milliards en or, soit 22 %. Dans l'hypothèse où les stocks métalliques seraient réévalués sur la base du prix retenu à Bellagio par MM. Helmut Schmidt et Mariano Rumor, leur valeur passerait de 43 à 122 milliards de dollars.

Cette opération aurait également pour résultat d'accroître très sensiblement la proportion de l'or dans le total des réserves. De combien ? Il est impossible de répondre à cette question car l'un des avantages d'une réévaluation des réserves métalliques serait ou devrait être de permettre le remboursement d'une partie au moins des balances-dollars, dont le montant a crû d'une façon vertigineuse depuis 1970. A titre indicatif, nous supposons, dans le graphique ci-dessous que la totalité de la plus-value dont bénéficieraient les banques centrales sur leur stock métallique aurait pour contrepartie la suppression d'un montant équivalent de dollars et autres moyens de paiement. Dans ce cas, le total des réserves, toutes choses étant égales par ailleurs (est-il besoin de dire que, dans la réalité, les choses ne resteraient pas ce qu'elles sont), ne changerait pas. Le stock métallique évalué désormais à 122 milliards de dollars représenterait non plus 22 % mais 62,5 % des 195 milliards de réserve globale.

Au cas très improbable où la réévaluation du prix officiel de l'or ne serait accompagnée d'aucune opération d'assainissement, le total des réserves serait porté à 274 milliards et la part de l'or dans ce chiffre serait de 44,5 %.

Remarquons que pour les pays possédant une proportion relativement importante de leurs réserves de change en or, le triplement du prix officiel du métal précieux aurait pour effet de porter le seul montant de leurs avoirs en or au-dessus du chiffre de leurs réserves totales actuelles. Cette conséquence apparaît clairement dans le graphique ci-dessous pour la France, l'Italie et les Etats-Unis.



ÉTAT ACTUEL DES RÉSERVES INTERNATIONALES (or évalué à 42,22 $ l'once)

HYPOTHÈSE D'UN PRIX OFFICIEL DE L'OR DE 120 $

DEUX ÉCONOMIES QUI NE SE PORTENT PAS TROP MAL

Nous avons analysé, dans « le Monde de l'économie » du 3 septembre, la situation et les perspectives économiques dans quatre pays industriels : l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et l'Italie. Dans ce numéro sont présentées les lignes de force (ou de faiblesse) de la conjoncture en Belgique et en Suisse.

SUISSE : les entreprises demeurent compétitives

De notre correspondant

Berne. — « *Aucun des indicateurs conjoncturels dont on dispose ne laisse prévoir que le ralentissement de la croissance, qui avait déjà commencé avant l'éclatement de la crise du pétrole, débouchera sur une véritable récession.* » Tel est le pronostic prudent que formule le gouvernement helvétique dans son rapport annuel de politique économique qu'il vient d'adresser au Parlement fédéral. Sans doute la Suisse ressent-elle comme tout le monde les contrecoups du renchérissement des matières premières et des incertitudes qui planent sur l'économie internationale, mais elle reste, après l'Allemagne fédérale, l'un des pays d'Europe les mieux armés pour affronter les difficultés actuelles.

En dépit de la réévaluation de fait de sa monnaie, la Suisse est parvenue à maintenir sa compétitivité sur les marchés internationaux, et les carnets de commandes des industries travaillant pour l'exportation restent bien remplis. Au cours du premier semestre de l'année, le volume des ventes à l'étranger s'est accru d'environ 10 %, tandis que les importations de marchandises ont augmenté d'à peine 2 %. En particulier, la forte hausse des exportations horlogères déjà enregistrée en 1973 s'est poursuivie.

Soixante-deux chômeurs

Toutefois la hausse mondiale du prix des matières premières a entraîné une nette détérioration des termes de l'échange. Ainsi, les importations de pétrole coûteront au minimum à l'économie suisse quelque 2,5 milliards de francs de plus qu'en 1973. Par ailleurs, en raison notamment du renforcement de la demande étrangère, les capacités de production de l'économie suisse sont actuellement pleinement utilisées. En ce qui concerne l'emploi la situation reste donc toujours aussi tendue et le chômage est quasiment inexistant. A la fin du mois de juin, soixante-deux chômeurs seulement étaient officiellement recensés pour l'ensemble de la Confédération.

Dans ces conditions les milieux économiques se montrent inquiets des répercussions néfastes que pourrait avoir l'adoption de la troisième initiative populaire contre l'emprise étrangère qui sera soumise aux citoyens helvétiques le 20 octobre prochain. En réduisant de manière draconienne le nombre des étrangers à 720 000, ce projet de loi des milieux xénophobes se traduirait par le départ d'environ 300 000 personnes actives, ce qui ferait encourir de sérieuses menaces de récession à l'économie suisse.

Si la demande extérieure demeure soutenue, en revanche sur le marché intérieur on assiste à une tendance à l'apaisement. Le fléchissement de l'activité est particulièrement net dans le secteur de la construction. Comme en 1973 déjà, le tourisme connaît lui aussi une sensible régression. Pour le premier semestre de l'année les nuitées ont diminué de 3,5 % dans l'hôtellerie.

Les signes d'apaisement observés sur le marché intérieur ont permis aux autorités d'assouplir quelque peu les mesures de politique conjoncturelle et monétaire prises en 1973. Ainsi les interdictions de construire ont-elles été récemment levées dans certains cas. A la suite d'un début de normalisation sur le marché suisse des capitaux, les restrictions frappant les exportations de capitaux ont de leur côté été partiellement suspendues.

Si jusqu'ici les autorités helvétiques ont relativement réussi à contrôler l'évolution de la conjoncture, elles ne dissimulent pas une certaine inquiétude quant à la manière de la maîtriser à l'avenir. En 1973, l'indice des prix à la consommation avait atteint en Suisse le chiffre record de 11,9 %. A la fin de juillet dernier, il avait été ramené à 9,8 % pour les douze mois écoulés. « *Nous pourrons nous déclarer tout à fait satisfaits,* affirmait récemment M. Ernst Brugger, président de la Confédération, *si la hausse du coût de la vie ne dépasse pas 10 % en 1974.* »

Mais si dans l'immédiat la Suisse ne s'en tire pas trop mal, en sera-t-il toujours ainsi ? Dans un rapport sur « *les perspectives d'évolution de l'économie suisse* » préparé à la demande du gouvernement de Berne, le professeur François Kneschaureck, de l'université de Saint-Gall, arrive à la conclusion que « *la croissance économique de la Suisse sera marquée au cours des prochaines décennies par un très net ralentissement, moins imputable au fléchissement de la demande qu'à celui de l'offre* ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

BELGIQUE : poursuite de l'expansion mais explosion des prix

De notre correspondant

Bruxelles. — Les responsables de l'économie belge en sont presque les premiers étonnés : les sombres prévisions formulées au début de l'année sur le ralentissement de la conjoncture ne se sont pas vérifiées. Au contraire, au cours du premier semestre de 1974 une expansion musclée de l'activité économique a été enregistrée et la plupart des experts estiment que cette évolution va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, pour 1974, la croissance de la production industrielle devrait atteindre 15 %, avec des « pointes » de l'ordre de 25 % dans la chimie et la métallurgie.

La situation du commerce extérieur est de son côté satisfaisante, comparée à celle des autres pays industriels. Les importations, qui n'ont pas augmenté en volume durant les six premiers mois de 1974 par rapport à la même période de 1973, ont bien progressé en valeur de près de 25 % et la balance commerciale devrait, pour la première fois depuis 1968, connaître un léger déficit ; mais les responsables ne s'en émeuvent pas outre mesure. Ils font notamment valoir que la balance des paiements reste toujours positive, bien que, pour le premier semestre de cette année, le surplus (4 milliards de francs belges) ait été six fois inférieur à celui enregistré de janvier à juin 1973 (24 milliards de francs belges).

Ne pas perdre de terrain par rapport à l'Allemagne

Ces signes relativement encourageants ne doivent pas toutefois faire oublier l'explosion des prix qui a aussi frappé la Belgique. Alors que celle-ci semblait pouvoir rester dans le peloton des pays dont l'inflation ne dépasserait pas 10 % par an, elle est maintenant dans le groupe des pays dont la hausse des prix dépasserait 15 %. Si, en juin dernier, en effet, on estimait que le taux d'inflation avoisinerait 14 % en 1974, les experts tablent maintenant sur une augmentation des prix de 17 %. Les responsables belges regardent avec inquiétude vers l'Allemagne et les Pays-Bas, avec lesquels la Belgique effectue une part importante de son commerce extérieur et qui sont pratiquement les seuls en Europe à avoir pu maintenir leur inflation dans des limites raisonnables.

En octobre, le gouvernement devrait rencontrer tous les « *partenaires sociaux* » pour faire le point avec eux sur le résultat du plan anti-inflation adopté en juin dernier. Ce plan qui est axé essentiellement sur la restriction du crédit — ce qui a mis un nombre important d'entreprises en difficultés — et sur la régression de l'activité dans le secteur de la construction, n'a pas donné des résultats probants. Le gouvernement va mettre en œuvre un ensemble de mesures plus sévères avec pour objectif numéro un de ne pas perdre de terrain par rapport à l'Allemagne fédérale.

Une telle politique obligerait, estiment certains experts, à ramener à 0 % le taux de croissance du stock monétaire (qui était encore de 8,49 % en avril 1974 par rapport à avril 1973) et impliquerait, en conséquence, un ralentissement de la hausse des salaires et une augmentation du chômage. Or cette augmentation du chômage est une des préoccupations principales des responsables belges en cette rentrée de 1974. Ce chômage touche principalement certaines régions, pour la plupart situées en Wallonie, et deux catégories sociales : les jeunes et les femmes. Le pourcentage des moins de vingt-cinq ans dans le nombre total de chômeurs atteignait près de 20 % en juin 1974, il n'était que de 15 % en juin 1972.

Pour sauvegarder l'emploi et lutter contre la diminution du pouvoir d'achat, les organisations syndicales semblent disposées à « *organiser* » une rentrée difficile. Le parti socialiste étant dans l'opposition, le syndicat socialiste aura ainsi les coudées plus franches pour faire aboutir ces revendications. La partie se joue dans un climat d'incertitude politique chronique, dû à l'impossibilité de régler les querelles linguistiques.

JOSÉ FRALON.

LES PERSPECTIVES A MOYEN TERME DE LA CRISE DE L'ÉNERGIE

L'affaissement de l'Europe et du Japon est-il inéluctable ?

Les derniers espoirs de baisse des prix du pétrole brut se sont évanouis. Dans la meilleure des hypothèses, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui se réunit à partir du 12 septembre à Vienne, décidera de geler pour trois mois encore les tarifs décidés à Téhéran en décembre 1973. Mais même dans ce cas la facture pétrolière payée par les pays consommateurs pourrait s'alourdir si l'OPEP décide de réformer son système fiscal pour mettre fin aux avantages qu'en tirent les grandes compagnies par rapport à leurs concurrentes.

Il faut donc que les consommateurs de pétrole se fassent une raison. Les *prix fixés à Téhéran sont « durables »*. C'est sur eux que l'on doit fonder l'exploration du futur, au moins pour le moyen terme.

COMPAREE à l'état actuel de l'économie mondiale, la situation créée il y a maintenant près d'un an par l'embargo pétrolier arabe était beaucoup plus claire ; en effet si cet embargo avait été réellement maintenu pendant plusieurs mois, il aurait conduit au chaos et, pourquoi pas, à un conflit militaire d'une très grande gravité. Bref, ou bien s'était la catastrophe, ou bien les pays arabes renonçaient à leur réduction quantitative.

L'embargo ayant été finalement levé après n'avoir été d'ailleurs que très partiel, les effets du quadruplement du prix du pétrole sont beaucoup plus difficiles à percevoir pour l'homme de la rue, dont le niveau et le mode de vie n'ont pas vraiment été affectés, du moins en apparence. Tout semble continuer comme avant. Les déséquilibres *croissants des balances des paiements* des pays consommateurs de pétrole, les problèmes posés par le recyclage des « pétro-dollars », les difficultés de l'euromarché, autant de questions que seule, une poignée d'experts sont capables de comprendre, sinon de résoudre.

Cette quiétude est dangereuse car elle ne force pas les gouvernements à prendre des mesures vraiment rigoureuses, comme on vient de le constater encore en France la semaine dernière ; elle les pousse à justifier leur relative *inaction par des arguments* qui relèvent plus du pari de casino (par exemple « les prix du pétrole vont sans doute baisser ») que d'un effort sérieux de prévision. Ainsi la myopie de l'opinion et celle des gouvernements s'entretiennent l'une l'autre.

Au demeurant, il fallait mal connaître la mentalité qui règne dans le camp des pays pétroliers pour imaginer qu'ils puissent accepter sans coup férir de réduire des prix qu'ils considèrent comme justes et rationnels.

Dans leur esprit, le fait d'avoir gelé pendant neuf mois leurs tarifs au niveau fixé à Téhéran, le 23 décembre 1973, alors que l'inflation continue de faire rage dans tous les pays industrialisés et qu'on ne voit toujours pas comment elle pourrait se ralentir de manière significative, est une concession. Cette semaine à la conférence de Vienne, il n'est pas tout à fait exclu que ces pays décident de faire en sorte de protéger le pouvoir d'achat de l'or noir comme ils s'étaient promis de le faire tout au début de cette année. Il faut bien se rendre compte que, malgré tout ce qui a pu se dire, s'écrire, ces pays sont persuadés de leur « bon droit », qu'ils ont une revanche à prendre sur plusieurs décennies d' « exploitation », et que le pétrole représente pour eux une chance de développement économique accéléré, qui ne se présentera qu'une fois dans leur histoire.

Toute prévision n'est qu'un jeu gratuit de l'esprit si l'on ne s'efforce pas de *dater les événements auxquels on s'attend*. Si l'on suppose que la fin de la domination de l'O.P.E.P. surviendra aux alentours de 1985, grâce à la concurrence des autres sources d'énergie (1), on peut imaginer que l'on anticipera l'effet de ce déclin à partir, disons, de 1980. C'est donc l'horizon 1980 qu'il s'agit d'explorer.

Les experts du Groupe d'études prospectives internationales (GEPI) attaché au Centre français du commerce extérieur, se sont livrés à ce travail. Leur étude est d'autant plus remarquable qu'elle prend en compte non seulement les effets directs de la crise du pétrole mais aussi les effets indirects : réaction sur les autres matières premières, revenu induit par les mouvements de capitaux, impact de l'aide au tiers-monde sur le commerce avec les pays pauvres, effet d'interdépendance dû à l'intégration croissante des économies occidentales, analysé grâce au modèle MOISE (modèle multinational d'opérations intégrées pour la simulation économique à moyen terme).

Les États-Unis et le Canada profitent de la crise

Les principaux résultats de leur calcul sont regroupés dans les tableaux ci-contre. Bien évidemment, de tels chiffres qui reposent sur un échafaudage d'hypothèses doivent être considérés *avec la plus grande précaution, car les* risques d'erreurs sont considérables ; pour les réduire autant que possible, les experts du GEPI ont donné plusieurs valeurs à chacune de leurs hypothèses et, en croisant certaines d'entre elles, bâti quatre scénarios (voir leur description sous le tableau). Cette technique permet en principe de dégager les phénomènes qui dépendent le moins de telle ou telle hypothèse, qui sont donc en quelque sorte invariants par rapport aux erreurs possibles et, par conséquent, ont le plus de chance de se produire.

La lecture du premier tableau ci-contre confirme ce dont on se doutait depuis le début de la crise.

Les Etats-Unis et le Canada, grâce notamment aux ressources de leur sous-sol, « profitent » de la crise dans tous les cas de figure ou peu s'en faut, alors que l'Europe et le Japon en pâtissent plus ou moins fortement selon les cas, à l'exception cependant des Pays-Bas et surtout des îles britanniques, qui ont leurs ressources énergétiques propres. Il est remarquable que même dans le scénario le plus favorable à l'ensemble des pays industrialisés, c'est-à-dire le premier scénario, on observe la formidable émergence de l'Amérique du Nord et ce que l'on pourrait appeler en termes de paiements extérieurs l'affaissement de l'Europe et du Japon.

Le GEPI a poussé un peu plus loin l'analyse du troisième scénario sans doute parce qu'il était, selon lui, plus plausible, et l'a fait entrer dans le modèle MOISE. (Mais on remarquera que l'hypothèse de prix de ce scénario paraît aujourd'hui optimiste.) En appliquant l'effet total de la crise à ce qu'aurait été le solde des opérations courantes s'il n'y avait pas eu de crise, on obtient une image de ce solde tel qu'il pourrait être en 1980 (troisième colonne du deuxième tableau). Parmi les pays européens dépourvus d'importantes ressources naturelles, seule l'Allemagne fédérale, grâce à son excédent courant « hors crise » et des « effets indirects » dont elle profite, se retrouve avec un solde positif.

En cumulant les résultats de la période 1974-1980, pour le même scénario, on obtient les résultats globaux suivants : l'Amérique du Nord gagne 92 milliards de dollars, le Japon à lui seul en perd 126, l'Europe occidentale 202 (dont 54 pour l'Italie et 47 pour la France).

Cette énorme inégalité des pays industrialisés devant la crise est plutôt un facteur d'aggravation. Si tous étaient pareillement et en même temps touchés, on pourrait imaginer une riposte d'ensemble (ce dernier « scénario » mériterait d'être analysé quand on voit ce qui se passe sur les marchés boursiers). Mais, comme par hasard, les pays dépendants ne disposent même pas d'une autonomie stratégique, et on les voit mal se lancer dans une aventure militaire ou autre sans l'appui des Etats-Unis qui, eux, sont presque à tous les coups gagnants. Ce n'est qu'au cas où une crise économique et politique majeure en Europe et au Japon compromettrait la prospérité et la sécurité américaines que l'on pourrait voir se reformer une solidarité des grands pays capitalistes entre eux. Pour arracher par la force ce qu'ils ne peuvent obtenir par la persuasion ? Les futurologues d'un grand groupe pétrolier auraient pour la première fois en septembre envisagé la guerre dans l'un de leurs scénarios. Et il n'est plus rare d'entendre dans les déjeuners d'affaires des propos du type : « Il n'y a qu'à occuper l'Arabie Saoudite ou le Koweït »...

Certes, les experts du GEPI ont raisonné toutes choses égales par ailleurs, et notamment ils ont supposé que la croissance économique des pays industrialisés continuerait sur sa lancée.

Enfin, bien avant d'en arriver à une sorte de « solidarité dans le chaos », les pays industrialisés pourront organiser une redistribution au moins des ressources financières, depuis le centre de l'empire (la place de New-York) jusqu'à la périphérie, avec pour relais l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, l'une grâce à l'équilibre sauvegardé, vaille que vaille, de ses paiements extérieurs, *l'autre parce qu'elle pourra appuyer la* puissance financière de la City sur l'or noir de la mer du Nord. Ainsi, l'Europe et le Japon pourront éviter l'affaissement, mais non sans doute une dépendance accrue à l'égard de la superpuissance américaine.

PHILIPPE SIMONNOT.

(1) Voir *le Monde* du 12 et 13 juillet : « Energie : dans dix ans l'abondance ? »

I. — Quatre scénarios pour la fin de la décennie
(milliards de dollars constants 1974)

PAYS	VARIATIONS CUMULÉES DU SOLDE DES OPÉRATIONS COURANTES 1974-1980			
	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Etats-Unis	87,7	86,3	31,2	— 8,6
Canada	26,2	32,3	26,4	28,9
France	— 11,8	— 24,7	— 29,8	— 49,2
U.E.B.L.	— 8,4	— 13,8	— 14,3	— 21
R.F.A.	— 11	— 24,1	— 30,8	— 53,4
Italie	— 28,8	— 32,4	— 35,2	— 51,2
Pays-Bas	1	1,1	— 0,6	— 2,5
Iles britanniques	17,5	17,9	9	— 2,3
Reste de l'Europe de l'Ouest	— 7,3	— 16,6	— 24,6	— 42,9
Japon	— 57,4	— 89	— 180,1	— 148,3
O.C.D.E. - Total	15,7	— 63	— 168,8	— 342,5

N.B. — Scénario 1 : prix de référence du baril de 6 dollars, politique énergétique vigoureuse, forte aide au tiers-monde.

Scénario 2 : prix de référence du baril de 7,5 dollars, politique énergétique vigoureuse, forte aide au tiers-monde.

Scénario 3 : prix de référence du baril de 7,5 dollars, politique énergétique modérée, forte aide au tiers-monde.

Scénario 4 : prix de référence du baril de 9 dollars, politique énergétique modérée, faible aide au tiers-monde.

II. — Une image de l'horizon 80

	Solde d'opérations courantes hors crise	Effet total de la crise	Solde d'opérations courantes avec crise
ETATS-UNIS	+ 7,9	+ 13,7	+ 21,6
CANADA	+ 0,6	+ 12,9	+ 13,5
FRANCE	+ 1,3	— 8,9	— 7,6
U.E.B.L.	+ 0,6	— 4,2	— 3,6
R.F.A.	+ 2,0	+ 2,1	+ 4,1
ITALIE	+ 2,5	— 11,7	— 9,2
PAYS-BAS	+ 1,4	— 0,2	+ 1,2
ILES BRITANNIQUES	+ 6,3	— 1,3	+ 5,0
PAYS SCANDINAVES	+ 3,7	— 2,5	+ 1,2
PAYS ALPINS	— 3,1	— 0,6	— 3,7
EUROPE MERIDIONALE	— 5,4	— 5,2	— 10,6
JAPON	+ 4,7	— 22,4	— 17,7
TOTAL O.C.D.E.	+ 22,5	— 28,3	— 5,8

LA T.V.A. ET L'IMPOT NÉGATIF

(Suite de la page 19.)

Comment arrive-t-on à ces conclusions ? En rapprochant l'impôt actuellement payé du montant de la restitution possible. L'impôt sur le revenu peut être calculé à partir du rapport du Conseil des impôts pour chaque dixième (décile) de Français classés selon leurs revenus ; cet impôt va (pour 1972) de 0 (cas de 38 % des Français) à 452 F en moyenne par foyer pour le groupe constituant le cinquième décile. Quant à la T.V.A., elle est, pour les *revenus de ce niveau, de l'ordre de 12 % de la consommation. (Voir premier tableau.)*

Reste à calculer la restitution fiscale. Si les 11,5 milliards de T.V.A. étaient remboursés uniformément aux 40 % de Français ayant les plus bas revenus, cela procurerait 1 550 F par an à chaque foyer ; une modulation inversement proportionnelle aux revenus permet d'allouer 2 750 F par an à chacun des foyers appartenant au dixième le plus pauvre et 350 F à ceux du quatrième décile. Pareillement, la répartition des 11,5 milliards entre les 50 % les plus pauvres assurerait à chaque foyer 1 240 F par an, soit, en modulant cette somme, 2 140 F aux moins fortunés et 340 F à ceux du cinquième décile. Il suffit de comparer ces chiffres à ceux du prélèvement fiscal actuel pour aboutir aux résultats mentionnés plus haut, qui constitueraient les fruits équitables de cette première expérimentation d' « impôt négatif ». *(Voir deuxième tableau.)*

A l'équité d'une telle tentative s'ajouterait un avantage de vérité fiscale tout aussi important. Les Français qui désireraient bénéficier de la restitution devraient en effet déclarer leurs revenus de façon précise, pour rendre possibles les calculs servant à fixer le versement qui leur serait fait. Du coup, des millions de petits contribuables auraient intérêt à renoncer d'eux-mêmes au système actuel du forfait d'imposition, cause d'une fantastique évasion fiscale.

Dès lors, au lieu que la suppression des forfaits soit considérée comme une brimade du fisc, elle apparaîtrait comme le moyen naturel d'un accès à davantage d'équité fiscale. Et la direction des impôts pourrait élargir à ces cas nouveaux les vérifications de déclarations, réduire ainsi progressivement le champ de la fraude possible. Ce faisant, il est probable d'ailleurs que le Trésor récupérerait — et très légitimement — une partie des sommes qu'il aurait sacrifiées pour tenter l'expérience.

La somme envisagée ici (un dixième de T.V.A.) n'est-elle pas trop forte ? C'est affaire de volonté politique. L'an dernier, la T.V.A. a rapporté 8 milliards de plus que l'année précédente, les autres droits sur la consommation 2,5 milliards et l'impôt sur le revenu 7 milliards ; soit au total 17,5 milliards. Cette année l'on prévoit que les progrès seront respectivement de 17, 3 et 6 milliards, soit au total 26 milliards. L'Etat, qui juge apparemment *normal de profiter ainsi des fruits* de l'inflation, ne pourrait-il en sacrifier un tiers à la partie la plus pauvre de la nation ? Au demeurant, le montant global de la restitution n'est pas l'essentiel ; si un vingtième seulement de la T.V.A. (5,7 milliards) était reversé aux petits contribuables, les résultats seraient moitié moins favorables qu'indiqués ici, mais l'orientation resterait la même et pourrait être amplifiée les années suivantes.

Pourquoi commencer ainsi ?

Une dernière question sera sans doute posée : « pourquoi amorcer l'expérience d' « impôt négatif » par une restitution de T.V.A., alors que M. Christian Stoffaës, l'animateur du groupe de travail du Plan sur le sujet, a préconisé de le faire plutôt pour remplacer les allocations familiales, l'aide minimale aux vieux, les subventions aux handicapés ? Pour deux raisons : si l' « impôt négatif » n'aboutit qu'à « répartir la misère » entre les plus faibles de la nation (un peu plus aux uns, un peu moins aux autres), son échec est assuré d'avance dans l'opinion, qui le condamnera comme elle a repoussé la politique des revenus quand celle-ci cachait seulement une « police des salaires » ; il faut que la formule entraîne un surplus d'équité évident pour tous pour qu'elles soit acceptée. Second motif : avant de mêler à la fiscalité des *prestations sociales qui n'ont* pas grand-chose à voir avec elle, mieux vaut rechercher l'équité à l'intérieur du système fiscal lui-même. Si, comme probable, cela ne suffit pas, on pourra ensuite chercher ailleurs, mais sans que l'élargissement du sujet serve d'alibi au maintien de tares, tellement connues qu'elles sont aujourd'hui dénoncées par tous.

GILBERT MATHIEU.

Charge fiscale actuelle par foyer (en francs)

Répartition de la moitié des Français déclarant les plus faibles revenus, en ordre croissant de ressources.	Impôt moyen sur le revenu.	Impôt sur la consommation (1)	Total
Dixième (décile) le plus bas	0	313	313
Deuxième décile	0	765	765
Troisième décile	93	1 200	1 293
Quatrième décile	256	1 540	1 796
Cinquième décile	442	1 880	2 322

(1) Evaluation d'après les revenus imposables, *sur la base d'un prélèvement* par la T.V.A. égal à 12 % de la consommation.

Effet sur le revenu des Français de l'impôt négatif proposé

Répartition des Français par ordre croissant de revenus	Charge fiscale actuelle par foyer (v. tabl. préc.) (A)	Restitution fiscale proposée		Résultat sur le revenu de chaque foyer du jeu combiné des impôts actuels et de la restitution proposée.	
		Répartie sur les 40 % de Franç. ayt les plus bas revenus. (B)	Répartie sur les 50 % de Franç. ayt les plus bas revenus (C)	Pour 40 % *de Français* (B-A)	Pour 50 % *de Français* (C-A)
Dixième (décile) le plus bas	313 F	2 750 F	2 140 F	+ 2 437 F	+ 1 827 F
Deux. décile	765 F	1 450 F	1 690 F	+ 1 185 F	+ 925 F
Trois. décile	1 293 F	1 150 F	1 240 F	— 143 F	— 53 F
Quat. décile	1 796 F	350 F	790 F	— 1 446 F	— 1 006 F
Cinq. décile	2 322 F	0 F	340 F	— 2 322 F	— 1 982 F

LES CULTURES SUCRIÈRES

(Suite de la page 19.)

De l'avis même des experts, la coupe manuelle devient de moins en moins rentable, et l'avenir de la canne est dans la grande culture mécanisée qui exige d'énormes investissements : 5,5 milliards de francs pour une production supplémentaire de 1,5 million de tonnes de sucre. Cette évolution explique que l'augmentation des tonnages la plus vive ait été enregistrée dans des pays en plein développement comme l'Australie, et surtout le Brésil, qui doublant sa production et triplant ses exportations en cinq ans, vient de dépasser Cuba avec une récolte estimée à 7,2 millions de tonnes contre 5,7 millions de tonnes pour ce dernier pays.

Les betteraviers, de leur côté, continuent à progresser, mais plus lentement, tout en se proclamant capables d'augmenter massivement leurs emblavures : c'est le cas de la France, second producteur mondial avec 3 millions de tonnes derrière l'U.R.S.S. (8 à 9 millions de tonnes) et très grosse exportatrice (1 million de tonnes).

Une question vient immédiatement à l'esprit : la tension actuelle et la forte hausse des prix qui en résulte ne risquent-elles pas de provoquer tôt ou tard une nouvelle crise de surproduction, comparable à celle qui déprime actuellement le marché de la viande ? Toujours selon les mêmes experts, une pareille éventualité ne semble guère probable pour la raison énoncée précédemment : mécanisation de la culture qui nécessite d'énormes investissements et exclut les pays à profil montagneux, encore nombreux parmi les producteurs.

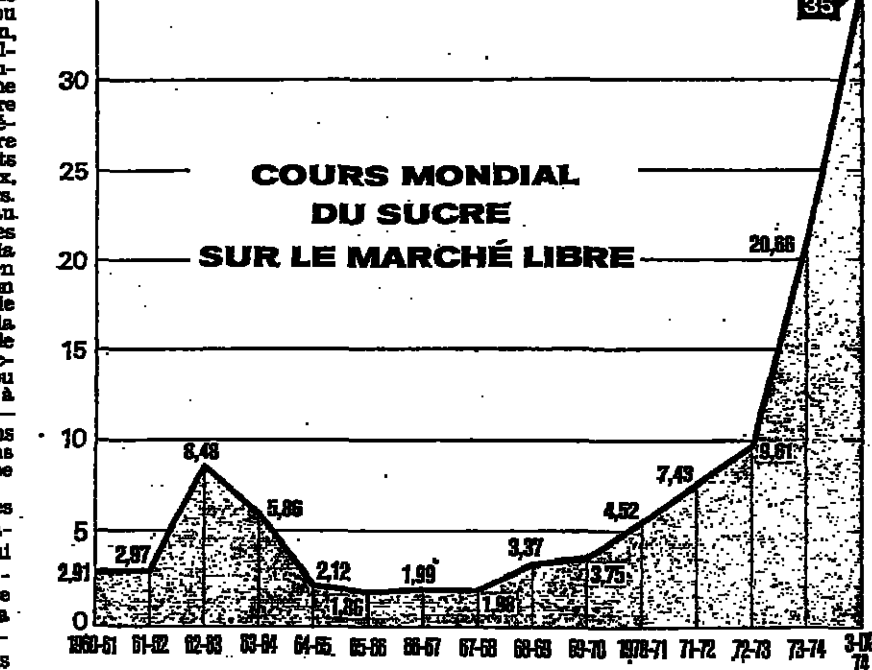
Récemment avivée par les appels au stockage des betteraviers français, et les protestations indignées des autorités, la controverse sur l'approvisionnement en sucre des Neuf demeure brûlante. Selon les estimations de la Commission de Bruxelles, les besoins globaux de la Communauté s'élèvent à 10,2 millions de tonnes, ses ressources propres (production locale de betteraves) à 9,4 ou 9,7 millions de tonnes. Le déficit à combler — 500 000 à 800 000 tonnes — le sera aisément grâce aux importations en provenance des anciennes possessions anglaises, liées à la Grande-Bretagne par des accords préférentiels.

Les sucriers français contestent ces chiffres. Ils font état de pronostics relativement pessimistes pour la récolte qui doit commencer dans quelques semaines et ne croient pas qu'elle dépasse 9 millions de tonnes, en raison de la forte baisse de production en Grande-Bretagne et en Italie. Ces prévisions semblent confirmées par celles du grand courtier allemand Licht.

Le déficit global pourrait donc avoisiner 2 millions de tonnes, soit 1,5 million de tonnes pour insuffisance de production et 0,5 million de tonnes pour reconstitution des stocks, tombés à un niveau jugé trop bas. Ce déficit est, en fait, celui de la Grande-Bretagne, dont la consommation est de 2,7 millions de tonnes et la production de 0,7 million de tonnes. Or les accords préférentiels qu'elle a signés avec le Commonwealth (Antilles et Guyanne, îles Maurice, etc.) ne sont que partiellement honorés, car le prix de 83,5 livres la tonne, fixé récemment, est jugé trop bas par rapport aux prix de 200 ou même 300 livres qui sont actuellement pratiqués sur le marché mondial. La Grande-Bretagne aura donc bien du mal à trouver les 1 350 000 tonnes prévues et négocie actuellement avec l'Australie la fourniture de 300 000 tonnes par an, à un prix qui serait fortement supérieur aux 83,5 livres *de l'accord. Cette question de prix* provoque la fureur des soixante-dix mille betteraviers français.

Fortement mécanisées et gros utilisateurs d'engrais, dont le coût a augmenté de 60 %, ils demandent d'abord un relèvement de 30 % de leurs prix de campagne, actuellement de 1,40 F le kilo sortie d'usine, contre 5,5 % accordés au printemps. Ensuite, ils réclament la possibilité d'augmenter leurs emblavements pour exporter davantage sur un marché *mondial très fortement acheteur*. Quels que soient le résultat des négociations en cours et l'état des ressources et des besoins au sein de la C.E.E., une chose est certaine : le prix du sucre va monter. Sa hausse sera limitée chez les Neuf, forte à l'extérieur. Nous voilà bien loin des années 60, où le prix intérieur français était deux ou trois fois supérieur au prix mondial !

FRANÇOIS RENARD.



LIVRES

LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

Jacques Berreby

LE PÉTROLE DANS LA STRATÉGIE MONDIALE

Ce résultat de quinze années de réflexions sur le sujet d'un auteur qui a déjà écrit deux ouvrages sur l'Orient pétrolifère présente divers enseignements : sur un sujet aussi sensible, aux prospections aussi délicates, celui qui cherche, sans se donner les réponses d'avance, et qui par conséquent oscille parvient assez aisément à se contredire, résultat d'autant moins évitable, ici, que l'ordre des matières est loin de répondre à la pleine logique. C'est ainsi que nous voyons, dès le départ, contester fortement la carte nucléaire, vue plus loin avec beaucoup plus d'indulgence. Mieux encore, les suggestions d'une énergie chère s'inscrivent, en d'autres endroits, en même temps qu'une dénonciation d'excès de la fiscalité. Sur ce dernier point, du reste, Berreby partage les illusions si répandues, oubliant qu'il s'agit non de taxes mais de redevances, souvent insuffisantes pour compenser l'usure des routes. Un billet de chemin de fer ou un timbre-poste ne sont pas des taxes.

Quoi qu'il en soit, ce parcours est de lecture agréable et instructive, agrémenté de bonnes mises au point, notamment sur les difficultés de l'Arctique et de l'Alaska, la limitation de la mer du Nord, etc.

Les parents pauvres, notamment la France, reviennent souvent dans le champ et suggèrent une réflexion amère, mais non désabusée, sur la problématique politique d'énergie européenne et sur les risques, bien apparents, d'une politique atlantique.

★ Editions Casterman, Paris 1974. 212 p., 32 F.

Boris Maldant et Maxime Haubert

CROISSANCE ET CONJONCTURE DANS L'OUEST AFRICAIN

Avec la collaboration d'Yves Breton

Importante (disons même imposante, dans le meilleur sens du mot) publication de l'I.E.D.E.S. et de *l'Association Développement et Progrès, tous deux* fondés par le regretté Henri Laugier, publication réalisée avec le concours du C.N.R.S. C'est le fruit de dix années d'efforts et d'une expérience bien plus longue encore de Maldant. L'étude couvre les quatorze pays d'Afrique tropicale francophone, Guinée comprise, soit *les anciennes A.-O.F. et A.-E.F. Jusqu'en 1951, il n'y* avait guère de nombres pouvant faire figure de comptabilité, en dehors du commerce extérieur. Mission accomplie aujourd'hui.

Dès l'introduction Maldant, qui a une si large expérience en la matière, nous montre que, contrairement à tant de modèles américains, trop généraux, la production agricole par kilomètre carré a augmenté plus vite que la densité, ce qui rend l'accroissement de la population économiquement favorable, même sur le terrain de la loi ricardienne des rendements décroissants.

La première partie porte sur les méthodes de calcul et les résultats des agrégats, et ce jusqu'en 1966. Nous y trouvons non seulement la terminologie usuelle, la distinction classique entre le territorial et le national, *etc., mais des vues avancées sur des façons de* subdiviser et de pondérer les données concernant le capital et le travail et de toucher, par là, le toujours mystérieux progrès technique.

La deuxième partie propose des modèles économétriques, propres à l'économie ouest-africaine, qui permettent de mettre en évidence diverses relations entre facteurs et qui sont mal discernables à simple lecture. Un chapitre intéressant est, en particulier, consacré aux facteurs agissant sur les exportations de divers produits : palmiste, coprah, etc.

Ce travail est d'une qualité suffisamment bonne pour supporter deux critiques, ou plutôt deux regrets : l'utilisation de sigles, et même de termes techniques, sans leur explication risque de rebuter les non-spécialistes et de retarder ainsi une diffusion, pourtant combien utile. D'autre part, les statistiques démographiques sont absentes (bétail excepté), omission qui surprend de la part d'hommes aussi avertis en cette matière.

Une mise à jour pour les dernières années est impatiemment attendue.

★ Presses universitaires de France, Paris 1973. 44 F.

Ehrard Eppler

PEU DE TEMPS POUR LE TIERS-MONDE

Le ministre de la coopération économique en R.F.A., qui a démissionné en juillet devant le refus de son gouvernement d'accorder aux pays pauvres l'aide nécessaire, nous présente le grand drame, devenu classique, avec une intensité et une émotion particulières. Après une description générale, spécialement appuyée sur le Bangladesh et le Bengale indien, il s'indigne de trouver une Europe résignée. Cette décennie proclamée du développement dans les discours internationaux, il l'appelle la décennie de la violence.

Deux mérites essentiels, parmi d'autres : repoussant le « facilisme » des missionnaires de la contraception, il proclame clairement la primauté du niveau de vie économique et culturel, si présente dans les faits et rejetée au second plan, parce que trop onéreuse. Et précisément, s'appuyant aussi bien sur Nyerere et sur I. Illich que sur sa propre expérience, il fait aussi le procès de l'éducation telle qu'elle a été naïvement conçue ,au temps de la scolarisation pure, but en soi.

Sur la partie économique, des calculs clairs et saisissants sur les rapports entre l'emploi et le capital soulignent l'erreur d'avoir voulu, ici aussi, copier les méthodes occidentales. Sur les matières premières, cependant, nous retrouvons les anathèmes et simplismes usuels, l'ouvrage ayant été écrit (en allemand) avant la grande hausse de l'année 1973.

Parvenus à ce point, nous pourrions nous juger bien nourris, pourvus, mais ce petit ouvrage nous donne encore des vues pénétrantes sur les travailleurs étrangers, qui nous enrichissent, sur les conditions politiques de l'aide extérieure, la nécessité de peupler et de fertiliser les campagnes, l'abîme entre les conseils des scientifiques et les réalisations politiques, enfin — couronnement — sur les relations entre le pouvoir et l'opinion et sur le rôle de l'information.

Ne nous étonnons pas de voir conclure : « Le tiers-monde n'a pas beaucoup de temps à sa disposition, mais nous n'avons pas beaucoup de temps pour le tiers-monde. »

★ Duculot-Gembloux, 1973. 163 p., 15 F.

Marie Lavigne

LE COMECON

Le programme du COMECON et l'intégration socialiste

Excellente présentation du *Comité d'entraide économique des pays socialistes* (CAEM, en sigle français, COMECON en sigle anglais), dont il a été dit, un peu légèrement, qu'il était à la Communauté européenne ce que le pacte de Varsovie est à l'OTAN.

Créé en 1949, donc antérieur à la CECA, groupant aujourd'hui neuf pays, dont la Mongolie (le deuxième pays socialiste dans l'histoire) et Cuba,, mais non l'Albanie ni la Yougoslavie, cet organisme rassemble 10 % de la population mondiale, sans satisfaire encore — et de loin — les vues de Lénine sur la fusion des nations. Les rapports internationaux ne facilitent pas, en effet, la planification. Les liens commerciaux entre ces Neuf n'ont pas empêché d'ailleurs la Pologne, la Roumanie et la Hongrie d'adhérer au GATT, et n'ont, du reste, que bien peu de rapports avec un marché commun.

Aucune supranationalité, nous précise bien le maître de conférences de Paris-XII. En langage onusien, il serait plutôt question de *consensus*.

Devons-nous nous étonner de voir que la grande difficulté est la formation des prix ? En dépit de toutes les théories de la valeur, il a fallu, faute de *base, s'en remettre aux prix mondiaux « épurés »*.

Nous retrouvons, avec un nouveau visage, de nouvelles connaissances : bilatéralisme ou multilatéralisme, la Banque internationale d'investissements, du côté monétaire, la primauté du plus fort (le rouble transférable), le puzzle redoutable de la coordination de plans, etc., et même des relations qui pourraient, avec un peu de complaisance, évoquer les multinationales (Agromach, Intransmach, les Haldex). L'intégration n'est, en tout cas, pas en vue, même dans quinze ou vingt ans.

Dans ce remarquable exposé, qui comble une lacune sérieuse, il n'est pas question de migrations internationales entre pays socialistes, bien que le sujet ait été débattu par le C.A.E.M., et que des travailleurs algériens soient appelés en R.D.A. De tels mouvements ne sont pas conformes aux vues soviétiques, ce qui renforce encore le cadre national.

★ Editions Cujas, Paris, 1973. 389 p., 40 F.

Georges Tapinos

L'ÉCONOMIE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

C'est une lacune considérable que comble, en large partie, le jeune agrégé de l'université de Tours, qui avait déjà attiré l'attention par une remarquable réédition de J.-B. Say, le mal aimé.

Démographes et économistes, nous est-il signalé dès le début, s'entendent, en quelque sorte, pour se cantonner dans leur domaine pur, laissant désert le champ où s'entremêlent économie et population. Les auteurs cités en tête sont surtout anglo-saxons, notamment le sobre et robuste Brinley Thomas, le bizarre Hutchinson et, accidentellement, Morgenstern ; mais la liste s'allonge en cours de route. Du reste, est-il observé, la carence ne s'arrête pas là, nous manquons — mais oui — d'une véritable théorie du marché du travail.

L'analyse coût-avantages des migrations, tentée ici, est sans doute la première en langue française, mais se borne malheureusement à une énumération des postes, sans essai de chiffrement, au moins pour des cas particuliers. La liste, elle-même, gagnerait à *mentionner les phénomènes de sélection*, qu'il s'agisse de l'écrémage des compétences ou de la sélection physique naturelle de toute émigration, complétée d'ailleurs souvent par une visite médicale. En revanche, la mise au débit du pays d'émigration du coût de l' « élevage » peut se discuter si ces hommes *formés ne* fournissent à leur pays qu'un apport marginal très faible.

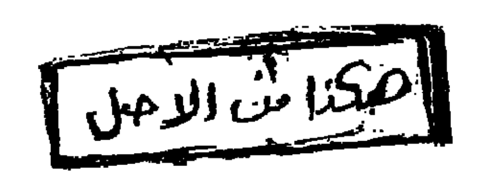
Une analyse R.C.B., nous est-il rappelé, a été tentée en France en 1969. La question commence à peine, assurément.

Parmi les autres vues, également riches et réfléchies, citons les développements sur les discriminations, condamnées aujourd'hui par tous les aréopages internationaux, sur les relations entre immigration et croissance (le modèle Harrod-Domar n'est pas convaincant ici, car trop général, sur l'action anti-inflationniste de l'immigration, cette vue va loin et pourrait aller plus loin encore), enfin sur la domination et le conflit aigu entre Otto Bauer et Rosa Luxemburg, qui ne fâche plus personne, et pourtant...

Formulons toutefois une réserve, inspirée par la grande tenue de l'ouvrage : Tapinos s'attache, avec soin, selon la méthode éprouvée de l'école économique française, à analyser moins le sujet que les auteurs et modèles le concernant. Sa déjà grande expérience personnelle lui permettrait d'aller bien plus loin, ce que nous espérons, dans un temps proche. Des vues prospectives, en particulier sur les différences de pressions sociales de part et d'autre d'une frontière et sur les migrations clandestines qui peuvent en résulter, ne sont qu'un des champs qui se proposent au jeune économiste démographe, dont beaucoup est attendu.

Bibliographie.

★ Fondation nationale des sciences politiques. Armand Colin, Paris 1974. 288 p., 65 F.



CARNET

Fiançailles

— M. Edouard Bollaert et Mme, née Alice Champetier de Ribes, sont heureux de vous annoncer les fiançailles de leur fille

Ariane

et de Jean-Paul

fils de M. Jean Bret et de Mme, née Jacquet.

36, rue du Colisée, 75008.
3, rue François-Bonvin, 75015.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de

Pascale Grangy,

fille de M. et Mme Robert Grangy,

avec Philippe Lachaud,

fils et beau-fils de M. et Mme Raymond Richard.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité à Hardricourt (Yvelines) le 2 septembre 1974.

9, rue d'Assas, 75006.
18, rue Le Féron, 60200 Compiègne.

— M. et Mme Albert Faudry,
M. et Mme Roger Masson
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Lucie et Jean-Louis.

La cérémonie sera célébrée dans l'intimité le 14 septembre à Illiers-L'Evêque (Eure).

3, rue de Coudres, Evreux.
98, avenue Félix-Faure, Paris-15e.

Décès

M. Georges JUSKIEWENSKI

Mme Georges Juskiewenski ;
Le professeur et Mme Serge Juskiewenski ;
Anne et Pierre-Georges Juskiewenski ;
Mme François Gillet,
Mme Aimée Marès
ont la douleur de vous faire part du décès du

Docteur Georges JUSKIEWENSKI,
chevalier de la Légion d'honneur,
maire de Figeac,
conseiller général du Lot.

Les obsèques ont eu lieu lundi 9 septembre à 10 h. 30 en l'église Saint-Sauveur de Figeac.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Bélinac, Livernon, 46320 Assier.
1, route du Languedoc, 31150 Toulouse.

[Georges Juskiewenski, était né le 16 mars 1907. Ancien élève de l'école de santé navale de Bordeaux, il avait été député S.F.I.O. du Lot en janvier 1956, réélu en 1958 et 1962. Il était inscrit aux groupes parlementaires de l'Entente démocratique en 1958 et du Rassemblement démocratique en 1962. Lors des élections législatives en 1967, il avait — comme M. Maurice Faure dans la circonscription voisine, — refusé d'appliquer les consignes de la Fédération de la gauche qui prévoyaient le désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé au premier tour. Il avait été battu par M. Pons, U.D.R. (M. Maurice Faure avait, entre les deux tours, rallié la F.G.D.S. et sauvé ainsi son siège.) En 1969, Georges Juskiewenski avait pris position en faveur de Georges Pompidou lors de l'élection présidentielle. Il avait expliqué cette décision par « la menace d'une montée du parti communiste ».

Réélu en 1971 maire de Figeac, et en 1973 conseiller général du canton de Figeac-Ouest, Georges Juskiewenski portait les couleurs du Centre démocratie et progrès (centristes de la majorité). Ancien membre du Conseil économique et social, il y avait été désigné en octobre 1972 par le premier ministre au titre des personnalités qualifiées.]

M. Joseph-Pierre LANET

On annonce la mort de
M. Joseph-Pierre LANET,
ancien ministre,
secrétaire général du Comité d'études pour un nouveau contrat social,
décédé le 6 septembre à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) d'une crise cardiaque.

Il devait être inhumé le 9 septembre dans son village natal de Puisserguier (Hérault).

[Né le 20 décembre 1912, M. Joseph-Pierre Lanet fut agent d'assurances avant la guerre. Ayant pris une part active à la Résistance, il fut maire adjoint de Béziers et président du Mouvement de libération nationale dans cette ville en 1944-1945. Il fut en 1946 membre-fondateur et jusqu'en 1951 secrétaire général de l'U.D.S.R. (Union démocratique et socialiste de la Résistance). Elu député de la Seine en 1951, il appartient en 1954 au gouvernement Mendès France comme secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et à la jeunesse et aux sports. Il devient en 1957 secrétaire général de la fédération de la Seine du Centre républicain, dont le président est M. Bernard Lafay.

En 1958, il est élu sénateur de la Seine et siège au groupe de la Gauche démocratique. Battu en 1959, il siège de nouveau au Sénat de 1967 à 1968 en remplacement de M. Lafay devenu député. Administrateur de plusieurs sociétés, M. Lanet était devenu secrétaire général du Comité d'études pour un nouveau contrat social présidé par M. Edgar Faure. Il y était notamment chargé de l'organisation et de la coordination des activités parlementaires et militantes. Il estimait qu'au sein de la majorité présidentielle « la tendance de gauche et la tendance libérale devaient s'affirmer publiquement davantage ». M. Lanet venait d'être nommé, le 1er septembre, membre du Conseil économique et social au titre des personnalités ayant une connaissance des problèmes économiques et sociaux de l'outre-mer ou de la zone franc.]

— On apprend la mort de notre confrère

Henri ANNEVILLE,
rédacteur à l'A.F.P.,

décédé à Paris à l'âge de 49 ans. Ses obsèques auront lieu mardi 10 septembre à Saint-Germain-en-Laye.

[Né le 16 janvier 1925 à Fort-de-France (Martinique), Henri Anneville avait débuté très tôt dans le journalisme, collaborateur à « l'Information » et à « Paris-Match ». Entré à l'agence France-presse en 1966, il travaille au desk central avant d'être affecté au service des synthèses. Il collaborait en outre à des publications économiques et médicales.]

— Le professeur et Mme Lucien Brumpt et leurs enfants ;
Le médecin-général (C.R.) et Mme Valentin et leur fils ;
M. et Mme Francis Brumpt, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Emile BRUMPT,
née Renée Gaillard,

survenu le 6 septembre à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 10 septembre à 14 heures en l'église réformée de l'Etoile et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Chantilly (Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.
8, avenue d'Eylau, 75016 Paris.

169, promenade des Anglais, 06200 Nice.
51, avenue de La Motte-Picquet, 75015 Paris.

— Mme Henri Dubourdieu,
Le docteur et Mme Michel Taillandier,
Mlle Anne-Marie Jacquart,
M. et Mme Joseph Jacquart,
M. et Mme Michel Jacquart,
M. et Mme Claude Nédélec,
M. et Mme Gonzague Lesort,
M. et Mme Maryan Wilks,
M. et Mme Jacques Brengnon, ses enfants, ses quarante-cinq petits-enfants et ses vingt-cinq arrières-petits-enfants.
M. et Mme Louis Petouy, sa sœur et son beau-père, et leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants ;
Mme Marcel Lechaptois, sa belle-sœur, et ses enfants et petits-enfants,
Les familles Charles Jacquart, Thézée, Gary, Barbotin, Trébert, Lelièvre,
ont la grande peine de faire part du décès de

Mme Alexandre JACQUART,
née Jeanne Lechaptois,

rappelée à Dieu le 4 septembre 1974, à son domicile, dans sa quatre-vingt-huitième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célébrée, dans la plus stricte intimité familiale, en sa paroisse, la Métropole Saint-Pierre-de-Rennes, le 7 septembre 1974.

Cet avis tient lieu de faire-part.
6, place de Bretagne, 35000 Rennes.

— Mme Joseph-Marie Madec ;
Mlle Armelle Madec ;
M. Patrick Madec ;
M. Jean Cloarec ;
M. le docteur Charles Streicher
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Joseph-Marie MADEC,
leur époux, père et beau-frère,
ingénieur civil du Génie maritime,
capitaine de corvette honoraire,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, en son domicile, 17, rue Alphonse-Daudet, Paris-14e, le 4 septembre 1974, à l'âge de soixante-dix ans.

Le service religieux, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, a été célébré le samedi 7 courant, suivi de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

— Mme Victor Vallée, née Simonne Melin, son épouse ;
M. et Mme Jean Vallée,
M. et Mme Pierre Vallée, ses enfants,
M. et Mme Philippe Vallée,
M. Michel Vallée et sa fiancée, Mlle Véronique Porchez,
M. Jacques Vallée,
M. Claude Vallée, ses petits-enfants ;
Thierry et Agnès Vallée, ses arrière-petits-enfants ;
M. Eugène Perrin,
Mme veuve Pierre Maynadier, ses beau-frère et belle-sœur,
Les familles Salson, Legrand, Trajit, Maynadier, Ferrand, Douvin, Grelet,
ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Victor VALLEE,
croix de guerre 1914-1918 avec palmes,
officier de la Légion d'honneur,
ancien directeur aux Forges
et Aciéries de Volklingen,

pieusement décédé le vendredi 6 septembre 1974 dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 10 septembre 1974 à 10 h. 30 en l'église Sainte-Marguerite du Vésinet, 78110 Le Vésinet (R.E.R. station : Le Vésinet-Centre), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Vésinet dans le caveau de famille.

52, quai Louis-Blériot, 75016 Paris.
17, route de la Cascade, 78110 Le Vésinet.
161, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Anniversaires

— Il y a dix ans disparaissait
Paule Tyta GABRIEL
(Danielle dans la Résistance).
Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

MORT DU TÉNOR WOLFGANG WINDGASSEN

Le ténor wagnérien Wolfgang Windgassen est mort dimanche, à l'issue d'une représentation du *Fidelio* de Beethoven, où il avait chanté le rôle de Florestan. Il était âgé de soixante ans.

[Né en 1914 à Annemasse, en Haute-Savoie, Wolfgang Windgassen avait assuré au cours de sa longue carrière tous les rôles wagnériens d'« Heldentenor » et participé à de très nombreuses mises en scène de Wieland Wagner, à Bayreuth. Engagé par le festival en 1951, il avait débuté dans « Parsifal », avant de devenir le partenaire attitré d'Anja Silja dans « Tristan et Isolde » et l'un des plus vaillants Tannhaüser connus. Mal accueilli en 1966 à Paris, il avait décidé de se consacrer à la mise en scène et montait « Tristan » pour le Théâtre royal de Copenhague, en 1969. Nommé en 1970 directeur de l'Opéra de Stuttgart, il n'avait jamais cessé d'apparaître en scène. Avec lui disparaît l'un des principaux artisans de la grande époque de Bayreuth.]

SCIENCES

IL Y A TROIS CENTS ANS

Pierre Perrault fondait l'hydrologie scientifique

La conférence intergouvernementale sur les résultats de la Décennie hydrologique internationale (1965-1974), réunie jusqu'au 14 septembre à l'UNESCO (à Paris) sous les auspices de cette institution et de l'Organisation météorologique mondiale, célèbre, ce lundi 9 septembre, le tricentenaire de l'hydrologie scientifique. C'est en 1674, en effet, que fut publié (anonymement) l'ouvrage De l'origine des fontaines *écrit, en fait, par Pierre Perrault (1).*

Les mérites de Pierre Perrault (1608-1680) sont éclipsés par ceux de ses jeunes frères : Nicolas, théologien ; Claude, physicien, médecin et surtout architecte de la colonnade du Louvre, et Charles, auteur des Contes de ma mère l'Oye. *En outre, Pierre Perrault, qui était receveur général des finances à Paris, puisait dans sa caisse pour payer ses dettes et fut démis de ses fonctions par Colbert.*

Dans son livre De l'origine des fontaines, *Pierre Perrault prouvait que la pluie et la neige fournissaient aux rivières des quantités d'eau suffisantes pour assurer à celles-ci des débits permanents. Avant lui, certes, Léonard de Vinci et Bernard Palissy, notamment, avaient compris le cycle hydrologique : celui-ci fait naître les cours d'eau de la pluie, elle-même due à la condensation de la vapeur d'eau contenue dans l'atmosphère. Mais Pierre Perrault appuyait sa démonstration sur un bilan hydrologique quantitatif, le premier à avoir jamais été fait.*

Pierre Perrault avait mesuré la quantité de pluie tombant sur un petit bassin versant s'étendant autour d'Aignay-le-Duc (Côte-d'Or), localité située sur la Coquille, un affluent de la haute Seine. Il avait estimé la surface de ce bassin à 6 lieues carrées (118,8 kilomètres carrés), calculé qu'il y était tombé, en un an, 224 899 942 muids d'eau (à peu près 60 273 184 mètres cubes) (2) et évalué le débit annuel de la rivière à 36 453 600 muids (9 769 564 mètres cubes). Les mesures de Pierre Perrault étaient certes très grossières. Selon M. J. Tixeront, les mesures actuelles donnent 93 kilomètres carrés pour la surface du bassin versant, 89,7 millions de mètres cubes pour la pluie annuelle et 31,5 millions de mètres cubes pour le débit annuel.

Où passe donc la grande quantité d'eau de pluie que l'on ne retrouve pas dans la rivière ? Pierre Perrault avait mis en évidence, par ses expériences, l'importance de la rétention de l'eau par le sol et celle de l'évaporation. Il avait également compris que l'eau ne parvient pas au thalweg par le seul ruissellement de surface mais qu'elle descend aussi en cheminant dans les couches superficielles des versants. Mais il nie la réalité de l'infiltration profonde de l'eau de pluie qui avait été pressentie depuis le Romain Vitruve et qui a été confirmée par la suite.

(1) Des détails supplémentaires sur Pierre Perrault peuvent être trouvés dans le livre d'Asit K. Biswas *History of Hydrology*, publié en 1970 par North-Holland Publishing Company (Amsterdam-Londres). En outre, M. J. Tixeront donne des précisions sur les travaux de Pierre Perrault dans un exposé qu'il fait ce lundi à l'UNESCO.

(2) Selon A.K. Biswas, Perrault a probablement utilisé le muid de Paris pour le vin (268 litres).

YVONNE REBEYROL.

● *Le président Ford reçoit les équipages de la rencontre spatiale soviéto-américaine.* — Le président Gerald Ford a reçu le 7 septembre à la Maison Blanche les trois astronautes américains Thomas Stafford, Vance Brand et Dick Slayton, et les deux cosmonautes soviétiques Alexei Leonov et Valery Koubassov qui doivent participer à la mission conjointe Apollo-Soyouz en juillet 1975.

ARTS ET SPECTACLES

Télévision

La bombe et le baquet

Comment en est-on arrivé à la décision d'Hiroshima ? A quoi tiennent les grands choix politiques ? Quels conseils, quels avis, Truman a-t-il sollicités, a-t-il suivis ? Quelles raisons l'ont déterminé à donner, depuis Potsdam, l'ordre de jeter sans avertissement, dans une mêlée dont l'issue ne faisait plus de doute, la première bombe atomique ? Depuis Potsdam, où lui était parvenue le 16 juillet 1945, au soir d'un essai concluant dans sa terrifiante ampleur, la nouvelle codée de « la naissance d'un enfant particulièrement vigoureux ». *Depuis Potsdam, où Staline venait de fixer au 8 août sa déclaration de guerre au Japon.*

Staline, il fallait évidemment le prévenir. En quels termes ? Délicat. M. Byrnes, alors secrétaire d'Etat et témoin de l'entretien, nous a dit, samedi (« Un certain regard », *première chaîne), l'embarras du président d'annoncer son intention de précipiter les choses en utilisant* « une arme secrète d'une puissance formidable ». *Et l'indifférence polie de son interlocuteur (*« Faites-donc, je vous en prie »*) qui visiblement n'avait pas saisi, et on le comprend, l'importance de la nouvelle. Passionnant ce document de la télévision américaine commenté, à notre intention, par Etienne Bauer de façon un peu trop elliptique, à mon gré. Ses explications entrelardaient les témoignages des différentes personnalités militaires et scientifiques directement impliquées dans l'affaire. Il y avait là, si j'ai bien compris, mais en l'absence de tout carton, de toute introduction, rien n'est moins sûr, le général Groves, le docteur Teller, le docteur Szilard, d'autres encore. Et Oppenheimer, interviewé peu de temps avant sa mort, avec son regard en coin et son sourire en dessous, qui s'interrogeait, qui nous interrogeait (*« Votre opinion vaut la mienne »*) sur l'opportunité, sur la nécessité de ces cent vingt mille morts supplémentaires... Moins, bien moins que n'en avaient causé les bombardements classiques de Dresde et de Tokyo, il ne fallait pas l'oublier.*

Lui était plutôt pour, visiblement, alors que le comité, composé des plus éminents savants de l'époque, recommandait, au terme d'un sondage parvenu, hélas trop tard, à la Maison Blanche, la simple démonstration technique de la puissance atomique. Sans doute eût-ce été suffisant. Un terrible cas de conscience, en tout cas, posé avec courage et dignité.

Au sujet de Mesmer, de son fluide, de son baquet et de son eau magnétique, Michel Subiela, par contre, ne s'est guère embarrassé de questions. (Samedi, première chaîne.) Il nous a montré, en prenant de grandes libertés avec la vérité historique, un précurseur au génie mal récompensé, incompris, un peu mégalomane sur les bords peut-être, vers la fin — on le serait à moins — victime de cabales et de jalousies indignes du Siècle des lumières. Benjamin Franklin est grotesque. Et Bernard Verley impose les mains et roule des yeux dignes du grand Robert. Une biographie au niveau des émissions enfantines du mercredi.

CLAUDE SARRAUTE.

■ Le metteur en scène britannique Michael Benthall, qui dirigea l'Old Vic, est mort le vendredi 5 septembre à l'âge de cinquante-cinq ans. Récemment, il avait assuré la mise en scène de « Coco », la comédie musicale inspirée de la vie de Coco Chanel, à Broadway.

Les conclusions des Rencontres d'Aix

● Les Rencontres internationales de télévision d'Aix-en-Provence se sont achevées le samedi 7 septembre avec la projection de la dramatique « la Clé des champs », d'Yves Laumet. Commencées le 1er septembre avec « Antoine Bloyé », de Marcel Bluwal, elles ont permis aux réalisateurs, aux journalistes mais aussi au public, de regarder, de comparer, de juger, pendant huit jours, plus de trente films français, anglais, belges, hongrois, yougoslaves, suisses, canadiens, italiens, hollandais et polonais. Confrontation qui a permis de mettre en évidence l'audace et le courage de certaines télévisions étrangères : « le Prix d'une tasse de thé » (Grande-Bretagne), « la République des bananes » (Italie) et « L'histoire d'un oiseau qui n'était pas pour le chat » (Belgique) ont été à ce titre exemplaires. Mais confrontation difficile aussi, marquée par la conjoncture et l'incertitude de tous face à la destruction de l'O.R.T.F. Elle rendait les débats hésitants, parfois agressifs, parfois franchement impossibles. La question : « Les hommes de télévision sont-ils témoins de notre temps ? » a tourné peu à peu à l'interrogation anxieuse : « Les hommes de télévision peuvent-ils être témoins de notre temps ? »

Au terme de cette manifestation, où tout ne fut pas dit, le comité international des Rencontres, les réalisateurs et producteurs de télévision des différents pays représentés et les journalistes présents à Aix ont rédigé une prise de position commune, qui fut lue publiquement, le 7 septembre, au Palais des congrès, sous les applaudissements. Les organisateurs, les producteurs et les journalistes ont constaté en premier lieu l'« identité d'attitude » des créateurs d'émission de toutes les télévisions représentées, quant à la morale professionnelle et à la fonction sociale, attitude que l'on pourrait définir comme une volonté d'« assurer, quelles que soient les pressions, une télévision qui évolue et fait évoluer, qui ose affronter tous les aspects de la réalité sans jamais mépriser ceux pour qui elle est faite ». Ils ont ensuite déclaré qu'il était nécessaire de garder à la télévision son caractère de service public, « par une véritable politique des programmes assurant des structures d'accueil durables et garantissant l'épanouissement de genres diversifiés, notamment de ceux qui témoignent de notre temps ». Ils ont réaffirmé la nécessité d'un « approfondissement dans la presse écrite des rubriques spécialisées d'information et de critique, relais naturels entre les hommes de télévision et le public ». Enfin, ils ont redit « leur foi dans une télévision de création et de communication contre une télévision de consommation appuyée sur la compétition commerciale et sur une interprétation uniquement quantitative et non qualitative des sondages ».

● Les troisièmes Rencontres internationales de télévision auront lieu, début septembre 1975, à Aix-en-Provence.

CATHERINE HUMBLOT.

■ Les syndicats nationaux FEN et C.G.T.-F.O. du secrétariat d'Etat à la culture appellent à une grève tournante pour protester contre le statut des personnels qui tende à être révisé et les crédits accordés en quantité insuffisante au service des eaux et fontaines. Les ouvriers professionnels de la direction des musées, ainsi que le personnel des usines de Louveciennes, Marly, Versailles, seront en grève le 16 septembre. Les personnels du service des eaux et fontaines de Versailles, le 15 septembre ; ceux de Marly et de Saint-Cloud, le 22 septembre.

■ Le dessin animé « Estrapolle », de B. Dublique, a remporté le prix du président de la République, au Festival international du film amateur de Cannes.

SPECTACLES

théâtres

Les théâtres

A.C.T. - Alliance française, 20 h. 45 : la Nuit des dauphins.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Les portes claquent.
Gaîté - Montparnasse, 20 h. 30 : Marco Millions.
Gymnase, 21 h. : le Cheval évanoui.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire, 22 h. : le Corps.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 20 h 45 : Pauvre France.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Saint-Georges, 20 h. 30 : l'Arc de triomphe.
Tertre, 20 h. 30 : le Sauvage.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : Comment harponner le requin ? : 22 h. 30 : Phèdre. — Salle II, 22 h. : Haut-parleurs et cargos lents.

Les cafés-théâtres

Au bec fin, 21 h. 30 : Oraison ; les Dactylos ; 23 h. : Yann B.
Le Caf' Conc' de Paris, 20 h. : Coluche.
Le Fanal, 21 h. : Une fle pour le five o'clock ; 23 h. : Confession d'une bourgeoise
Orphée II, 22 h 30 : le Sel Indifférent.
Petit-Casino, 21 h. 15 : la rentrée de Greta Garbo dans Phèdre ; 22 h. 45 : le Beau Rôle.

Le music-hall

Elysée - Montmartre, 21 h. : Oh ! Calcutta.

Les festivals

ESTIVAL

Amphi Richelieu Sorbonne, 18 h. 30 : A. Gorog, piano (Forum musique : Aimez-vous Brahms ? ; Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. E. Bergel, et A. Brendel, piano (Mozart, Beethoven).

Les opérettes

Châtelet, 20 h. 30 : les Trois Mousquetaires.

Lundi 9 septembre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Une nuit à l'Alcazar.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Don Camilo, 20 h. 30 : les Frères ennemis, G. Séty.
Lido, 22 h. 30 et 0 h. 45 : Grand Jeu.
Mayol, 16 h 15 et 21 h. 15 : Q nu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.
Tour Eiffel, 20 h. : Viva Mexico.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Sept ans pis... sept ans mieux.
Deux-Ânes, 21 h. : Satire... dans tous les coins

La danse

Palais des congrès, 20 h. 45 : Chœurs et danses hongrois et tsiganes.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : les Capoeiras de Bahia, ballets brésiliens.

Le cirque

Carré Thorigny, 20 h. : Cirque Gruss.

Audio-visuel

Jardins du Palais-Royal, 20 h. 45 : Molière côté jardin.

Son et lumière

Invalides, 22 h. : Ombres de gloire (de *Louis XIV* à Napoléon et à l'Aiglon)

Les concerts

(VOIR FESTIVALS.)

Le Lucernaire, 20 h. 30 . M.-F. Pouillot-Fazekaf et Cl. Nandrup, violon et piano (Paganini, Saint-Saëns, Ravel).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : la Piste des Quatre-vingt-dix-huit, de C. Brown ; 18 h. 30 : les Anges du péché, de R. Bresson ; 20 h. 30 : la Femme au gardénia, de F. Lang ; 22 h. 30 : Northwest Passage, de K. Vidor ; 0 h. 30 : Folies Bergère, de R. del Ruth.
Rue d'Ulm, 19 h. 30 : le Dernier Milliardaire, de R. Clair ; 21 h. : les Dragueurs, de J.-P. Mocky.

Les exclusivités

AMARCORD (It., v.o.) (**) : Gaumont-Champs-Elysées (8e) (359-67-29), Hautefeuille (6e) (633-79-38), Madeleine-Gaumont (8e) (073-56-03), Victor-Hugo (16e) (727-49-75) ; v.f. : Gaumont-Convention (15e) (828-42-27), P.L.M.-Saint-Jacques (14e) (589-68-42), Ternes (17e) (380-10-41).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Elysées-Cinéma (8e) (225-37-90) ; v.f. : Helder (9e) (770-11-24), Bretagne (6e) (222-57-97).

ATTENTION ON VA SE FACHER (It.-Esp., v.f.) : Omnia (2e) (231-39-36), Liberté (12e) (343-01-59) ; v.o. : *Ermitage (8e) (359-15-71).*

COMMENT REUSSIR QUAND ON EST C... ET PLEURNICHARD (Fr.) : Concorde (8e) (359-92-84), Saint-Lazare-Pasquier (8e) (387-56-16).

CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) : Elysées-Lincoln (8e) (359-36-14) (sous-titres anglais), Studio des Ursulines (5e) (033-39-19), Dragon (6e) (548-54-74), Hollywood-Boulevard (9e) (770-10-41), Cambronne (15e) (734-42-96), Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02), U.G.C.-*Marbeuf (8e)* (225-47-19), U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Vendôme (2e) (073-97-52), Clichy-Pathé (18e) (522-37-41), Passy (16e) (288-62-34).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Publicis - Saint - Germain (6e) (222-72-80), Triomphe (8e) (225-45-76), Paramount-Orléans (14e) (580-03-75), Paramount - Montmartre (18e) (606-34-35), Lux-Bastille (12e) (343-79-17), Plaza (8e) (073-74-55), Paramount-Maillot (17e) (758-24-24), Grand Pavois (15e (531-44-58), Cluny-Ecoles (5e) (033-20-12), Murat (16e) (288-99-75).

EXECUTIVE ACTION (A., v.o.) : Ermitage (8e) (359-15-71) ; v.f. : Maine-Rive-Gauche (14e) (567-06-96), Paramount-Opéra (9e) (073-34-37), Terminal-Foch (16e) (704-49-53).

LA FEMME DE JEAN (Fr.) : Bonaparte (6e) (326-12-12), U.G.C.- Marbeuf (8e) (225-47-19).

GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-48-18), U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19).

GRANDEUR NATURE (Fr.) (**) : Biarritz (8e) (359-42-33), Madeleine-Gaumont (8e) (073-56-03), Clichy-Pathé (18e) (522-37-41), La Clef (5e) (337-90-90), Ciné-Halles (2e) (236-71-71), Bienvenüe - Montparnasse (15e) (544-25-02), U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Maxéville (9e) (770-72-87), Magic-Convention (15e) (828-20-32).

LES GUICHETS DU LOUVRE (Fr.) : Quintette (5e) (033-35-40), Concorde (8e) (359-92-84), Gaumont-Opéra (9e) (073-95-48), Gaumont-Sud (14e) (331-51-16), Clichy-Pathé (18e) (522-37-51), Cambronne (15e) (734-42-96), Gaumont-Gambetta (20e) (797-05-02), Montparnasse 83 (6e) (544-14-27).

HOSPITAL (A., v.o.) : Marais (4e) (278-47-86).

MAHLER (An.) (*), v.o . Gaumont-Rive gauche (6e) (548-26-36), Hautefeuille (6e) (633-79-38), Gaumont-Champs-Elysées (8e) (359-04-67) ; v.o. : Impérial-Pathé (2e) (742-72-52).

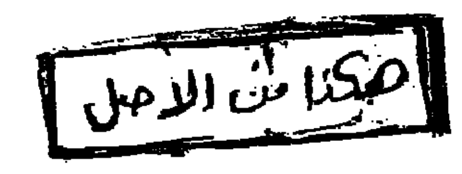
LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Biarritz (8e) (359-42-33), Studio Médicis (5e) (633-25-97), Bilboquet (6e) (222-87-23), Studio Raspail (14e) (326-38-98) ; v.f. : Hollywood-Boulevard (9e) (770-10-41), Napoléon (17e) (380-41-16), Clichy-Palace (17e) (387-77-29), Mistral (14e) (734-20-70), Cinémonde-Opéra (9e) (770-01-90), *Liberté (12e)* (343-01-59).

MISTER MAJESTYK (A., v. o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; v.f. : Wepler, (18e) (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Berlitz, 2e (742-60-33)

LA PALOMA (F.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Ciné-Halles, 2e (236-71-72), Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LE PASSAGER (Ang.-Fr., v.f.) : Richelieu-Gaumont, 2e (233-56-70), Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08), Montparnasse-Pathé, 14e (326-*65-13*), Cambronne, *15e* (734-42-96), Danton, 6e (326-08-18), Fauvette, 13e (331-60-74)

LES SEINS DE GLACE (Fr.) : George-V, *8e* (225-41-46), Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, *9e* (770-40-04), Moulin-Rouge, 18e (606-63-26), Boul'Mich, 6e (033-48-29), Paramount-Montparnasse, 15e (326-22-17), Mistral, 14e (734-20-70), Paramount-Gobelins, *13e* (707-12-28), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Odéon, *6e* (325-59-83), Murat, 16e (288-99-75).



هكذا من الاصل

SPECTACLES

PECHE VENIEL (It., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Bretagne, 6e (222-57-97), Caméo, 9e (770-20-89).
Q (Fr.) : Mercury, 8e (225-75-90), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), A.B.C., 2e (236-55-54).
SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-87), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cluny-Palace, 5e (033-07-76).

Les films nouveaux

DITES-LE AVEC DES FLEURS, film français de Pierre Grimblat, avec Delphine Seyrig, Fernando Rey. — Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Caravelle, 18e (387-50-72), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Fauvette, 13e (331-56-86), St-Germain Studio, 5e (033-42-72), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

LE CANARDEUR, film américain de M. Cimino, avec Clint Eastwood. — (v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), (v.f.) : Galaxie, 13e (580-76-86), Grand Pavois Bâbord, 15e (531-44-58), Paramount-Gaîté, 15e (326-99-34), Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (548-24-24), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75).

MARSEILLE CONTRAT, film américain de R. Parrish, avec Maureen Kerwin, Michael Caine, Anthony Quinn, M. Bozzufi. — (v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62), Ermitage, 8e (359-15-71), (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), Telstar, 13e (331-06-19).

LES DERNIERES FIANCAILLES, film québécois de J.-P. Lefebvre : le Marais, 4e (278-47-86).

SWEET MOVIE (Fr.-Can., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40).
STAVISKY (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82)
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
WOODY ET LES ROBOTS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

Les rééditions

LE DICTATEUR (A., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
DROLE DE DRAME (Fr.) Acacias-Champo, 5e (033-51-60).
LES FEUX DU MUSIC-HALL (It., v.o.) : Artistic-Voltaire, 11e (700-19-15).
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LA POISON (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Mayfair, 16e (525-27-06).
LES TROIS AGES (A.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91), Studio-Marigny, 8e (225-20-74) à 20 h. et 22 h.
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).

Les grandes reprises

BLOODY MAMA (A., v.o.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
CETTE NUIT OU JAMAIS (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
JOE HILL (A., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A., v.o., (**) : Styx, 5e (633-08-40), Murat, 16e (288-99-75) ; v.f. : Lumière, 9e (770-84-64), Scala, 10e (770-40-00), Montparnasse, 14e (326-65-13).
LA PECHE AU TRESOR (A., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
SNOBS (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
UN ETE 42 (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (224-14-08), tous les jours à 20 h., sam. et dim. à 14 h. 30 et 20 h.

Les festivals

LES MEILLEURS POLICIERS : André-Bazin, 13e (337-74-39) : les Criminels (v.o.).
TROIS FOIS M. BRANDO (v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34) : la Poursuite impitoyable.
W. C. FIELDS (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : les Joies de la famille ; Une riche affaire.
HITCHCOCK (v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-76) : Une femme disparaît.
A. CHRISTIE (v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : le Train de 16 h. 50.
BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) : Persona.
ETE 74 (v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15) : la Collectionneuse ; Qu'il était bon mon petit Français.

HISTOIRE DE L'OUEST VUE PAR LE WESTERN (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Indien.
H. BOGART (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : les Fantastiques Années 20.
TROIS FOIS J. FONTAINE (v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) : Soupçons.
FELLINI (v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) : les Vitelloni.

Les séances spéciales

LA BELLE ET LA BETE (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 14 h. 15, 16 h. 15 et 18 h. 15.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-83), à 11 h. 45 et 0 h. 15.
LEO THE LAST (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MACADAM COW-BOY (A. v. o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h. Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LA NUIT AMERICAINE (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LES 400 COUPS (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
MASCULIN FEMININ (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
OUT ONE... SPECTRE (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. (durée 4 h.).
UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
TRAQUENARD (A., v.o.) et GRAND-HOTEL (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), à 20 h. 15
UN HOMME QUI DORT (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h.
ZORBA LE GREC (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-83), à 13 h. 45 et 18 h. 10.
LES ZOZOS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-83), à 18 h. 40, 20 h. 30 et 22 h. 25.
WOODY WOODPECKER FLASH (A., v.o.) : Studio Marigny, 8e (225-20-74), à 14 h., 15 h. 15 et 17 h. 30.











MARKETING ET GESTION INDUSTRIELLE — 120.000 F

Vallée du Rhône — Une société française de biens d'équipement mécaniques et électroniques en expansion de 25 % par an, filiale d'un groupe de premier plan, recherche un Directeur de Division. Faisant partie du Comité de Direction, il lui sera confié une double mission. D'une part, il définira et réalisera les objectifs et programmes nécessaires aux activités diversifiées de sa division (C.A. 22 millions de francs, 300 personnes) dans le cadre du plan de développement de la société. D'autre part, il animera la fonction commerciale sur le plan des ventes et du marketing et sera responsable de la qualité des produits et services et de leur adaptation aux marchés. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum. Diplômé d'une grande école (ECP, MINES, HEC, IEG...), son expérience industrielle lui aura permis de maîtriser tous les aspects de la gestion, soit dans une entreprise de moyenne importance, soit dans un département diversifié d'une grande société. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 120.000 F, et sera liée à l'expérience du candidat retenu. Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée. Toute information complémentaire sera donnée au cours d'un entretien strictement confidentiel avec notre consultant chargé de cette recherche. Ecrire à Lyon. Réf. A/3274M

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT — 90.000 F

Un important groupe de mécanique recherche pour une de ses divisions, leader dans sa branche sur le plan européen, un responsable du département Recherche et Développement. Sous l'autorité de la Direction Générale, et en liaison avec les services techniques et commerciaux, il aura pour mission de trouver de nouveaux produits, de rechercher pour les produits existants de nouvelles applications, d'agir dans une perspective internationale, en ne tenant pas compte seulement du marché français. Il sera chargé de diriger, d'animer, et de contrôler les travaux de son département groupant une quinzaine de collaborateurs, et possédant un atelier pour la réalisation et l'essai des nouveaux produits. Ce poste peut convenir à un ingénieur (Centrale, A.M.) ayant l'expérience du bureau d'études mécaniques, et des fabrications de moyenne série. La connaissance d'une langue étrangère, anglais ou allemand, est impérative. La rémunération envisagée, de l'ordre de 90.000 francs, sera fonction de l'expérience et du niveau de compétence du candidat retenu. Le lieu de travail est situé dans la région Est, à proximité immédiate d'une ville universitaire. Ecrire à Paris. Réf. B/5433M

DIRECTEUR DES VENTES — 90.000 F

Mobilier contemporain — Une société française parmi les leaders dans la fabrication, l'importation et la distribution de meubles contemporains de haut standing, recherche un responsable pour son réseau revendeurs. Placé sous l'autorité du Directeur Général, il aura pour mission de dynamiser, de consolider et de développer le réseau de revendeurs existant, et ceci, par une action personnelle sur le terrain dans un premier temps. Ensuite, il aura à structurer et à diriger une équipe commerciale. Responsable d'un objectif et d'un budget, il participera directement à la définition et au suivi de la politique commerciale sous tous ses aspects. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, de formation commerciale supérieure de préférence et ayant des qualités de négociateur. Il aura acquis au moins 5 années d'expérience de la vente aux revendeurs (vente et gestion commerciale) si possible dans les biens d'équipement de la maison. Ce poste est à pourvoir à Paris mais implique de fréquents déplacements. La rémunération annuelle de départ, qui sera de l'ordre de 90.000 F plus frais, dépendra des qualités et de l'expérience du candidat. Ecrire à Paris. Réf. A/2110M

CHEF DU PERSONNEL — 85.000 F

Paris — Une société française de moyenne importance (400 personnes), leader national dans son secteur d'activité (fabrication et distribution de produits de haut-standing), recherche un Chef du Personnel. Dépendant du Directeur Général, il prendra en charge l'ensemble de la fonction personnel : administration, recrutement, formation, gestion des carrières, politique salariale, relations avec les partenaires sociaux... La structuration de la fonction et la mise en place de politique dans les différents domaines sera un aspect important de sa mission. Ce poste intéresse un candidat âgé de 33 ans au moins, de formation supérieure de préférence, ayant une expérience complète de la fonction et de bonnes connaissances en législation du travail. La rémunération annuelle de départ, liée à l'expérience acquise sera de l'ordre de 85.000 F. Ecrire à Paris. Réf. A/2111M

INGÉNIEUR MAINTENANCE ET MÉCANISATION — 70.000 F

La Société RIFA, filiale du Groupe suédois ERICSSON, spécialisée dans la fabrication de condensateurs, crée un poste de Responsable de la Maintenance et de la Mécanisation pour son Usine très automatisée de Boulogne-sur-Mer. Rendant compte au Directeur de l'Usine, et après une période de formation sur place et en Suède, il aura pour mission de mettre en place, diriger et exécuter un programme d'amélioration de machines et devra à terme en concevoir et créer de nouvelles. Il se verra en outre confier la responsabilité de la maintenance générale dans l'usine, machines et bâtiments. Pour faire face à ses fonctions, il s'appuiera sur le service mécanique et maintenance (une vingtaine de personnes, mais en rapide expansion) dont il prendra la direction. Ce poste convient à un candidat âgé au minimum de 27 ans, diplômé d'une école d'ingénieur (AM, ICAM, ECAM ou équivalent) ayant acquis une première expérience dans la conception, la réalisation, la mise au point des machines et leur maintenance. Des connaissances en électronique constituent un atout supplémentaire. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le candidat devra avoir le sens de l'organisation et du commandement. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 60 à 75.000 F sera fonction du niveau de compétence acquis. L'expansion de la Société et son appartenance à un Groupe important garantissent à un candidat de valeur d'intéressantes perspectives de carrière. Ecrire à Croix. Réf. A/4168M

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION — 60.000 F

Caisse d'Épargne et de Prévoyance — Une caisse de la région Nord qui, grâce à son dynamisme, connaît un taux d'expansion spectaculaire, et qui est déjà l'une des premières de France, recherche un Contrôleur de Gestion. Sous l'autorité immédiate du Directeur Général, et avec une large autonomie, il aura à améliorer les outils de gestion en mettant en place une comptabilité analytique et budgétaire opérationnelle. Il réalisera les tableaux de bord, définira les ratios et synthétisera les informations en provenance des succursales (une trentaine), afin de préparer, conseiller ou prendre les décisions en découlant. Il disposera de l'outil informatique et de l'appui d'un service qu'il aura à créer. Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur : HEC, ESSEC, EDHEC, ESC, Sciences Eco, DECS ou équivalent, pouvant justifier d'une première expérience, même courte, du contrôle de gestion et si possible de la mise en place d'une comptabilité analytique. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 60.000 F sera fonction des compétences acquises. Le potentiel et les qualités humaines du candidat que nous recherchons devraient lui permettre d'ici quelques années de faire partie de l'équipe de Direction. Ecrire à Croix. Réf. A/4170M

ANIMATEUR-ANIMATRICE DE FORMATION — [illegible]0.000 F

Caisse d'Épargne et de Prévoyance — Cette même caisse (voir réf. A 4170) recherche également un Animateur de Formation. Attaché à la Direction Générale, il interviendra au niveau de l'environnement humain interne et externe de l'entreprise, afin de faciliter et d'harmoniser son évolution. A l'intérieur, il aura à développer les ressources humaines du personnel (120 personnes environ) en concevant et en organisant des actions de formation et d'information et en œuvrant dans tous les domaines mettant en jeu les relations humaines. A l'extérieur, il assurera en partie le rayonnement et les relations publiques de l'entreprise en prenant contact avec les collectivités locales et les établissements d'enseignement, en animant des réunions d'information, en concevant des opérations en harmonie avec la Direction Commerciale, etc. Ce poste parce qu'il est entièrement à créer, bénéficiera de la plus large autonomie, mais exige une certaine disponibilité. Nous recherchons un jeune diplômé — homme ou femme — de l'enseignement supérieur en sciences humaines pouvant justifier d'une expérience même courte, de la formation et des relations humaines. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 50.000 F. Les responsabilités vers lesquelles cette fonction peut déboucher et les conditions dans lesquelles elle est à assumer, lui confèrent un attrait supplémentaire. Ecrire à Croix. Réf. A/4171M

DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS — 160.000 F

Une très importante société (chiffre d'affaires 1 milliard de francs) du secteur électrique recherche, pour Paris, un Directeur des Approvisionnements. Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé de définir une politique des approvisionnements et d'élaborer des méthodes de gestion adaptées à de très importantes perspectives d'évolution. Responsable du service des achats et de l'analyse des besoins de la production, il coordonnera l'application des méthodes définies afin d'optimiser la gestion des stocks des différentes unités de production en fonction des programmes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation technique supérieure, ayant de solides connaissances économiques et possédant une expérience confirmée d'une Direction des Approvisionnements. La pratique de la langue anglaise est souhaitable. La rémunération annuelle de départ, liée au niveau des responsabilités, sera de l'ordre de 160.000 francs. Toute information complémentaire sera donnée au cours d'un entretien confidentiel avec notre consultant chargé de la recherche. Ecrire à Paris. Réf. A/2032BM

CONSULTANT INFORMATICIEN — 90.000 F

PA CONSEILLER DE DIRECTION SA fait partie d'un groupe multinational de Conseillers de Direction intervenant dans tous les domaines de la gestion des entreprises. Pour étoffer notre département « Systèmes automatisés de gestion », nous recherchons pour Paris un consultant qui travaillera au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Intervenant au niveau de la Direction Générale des sociétés clientes, il devra concevoir et contrôler la mise en place de systèmes automatisés de gestion. Il sera amené à effectuer des diagnostics et des études d'opportunité informatique, à élaborer des plans informatiques. Le poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école ou de niveau équivalent, et ayant déjà travaillé depuis quelques années au sein d'une entreprise ou d'une société de conseil. Il devra posséder une bonne connaissance de la langue anglaise ; une expérience du télétraitement et des télécommunications sera appréciée. Il lui sera offert une formation continue et une rémunération de départ fonction du niveau d'expérience acquis. Ecrire à Paris. Réf. A/1062SM

DIRECTEUR TECHNIQUE — 90.000 F

Traitements thermiques — Filiale d'un important groupe industriel français, une société spécialisée dans le traitement thermique des métaux et alliages, dont le siège est à Paris, recherche son Directeur Technique. Rendant compte au Directeur Général dont il sera le bras droit, il aura à assurer la bonne marche de l'outil technique au sein des différents ensembles industriels mis à la disposition de la clientèle et à être le garant de la qualité des services offerts. Il sera l'investigateur des plans prospectifs à la fois techniques et commerciaux, afin de développer et diversifier les activités de la société. Il sera enfin responsable de la mise en place et du contrôle des programmes d'investissement. Ce poste exige un haut degré de crédibilité professionnelle et un sens développé de la diplomatie et des contacts humains. Il ne peut donc convenir qu'à un cadre supérieur de formation scientifique, ayant déjà exercé des responsabilités techniques à un haut niveau et comportant une ouverture commerciale (produits et clientèle) au sein d'une société industrielle possédant une unité intégrée de traitement thermique. La connaissance de l'anglais est souhaitable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs. Ecrire à Paris. Réf. A/2107M

CHEF COMPTABLE ET FISCAL — 80.000 F

Un très important groupe français constitué d'une dizaine de filiales spécialisées par ligne de produits et réputé par la qualité des services offerts dans le domaine des Installations industrielles recherche un Chef Comptable et Fiscal pour son siège, situé en région parisienne. En étroite collaboration avec la Direction Générale, ce cadre sera responsable, avec son équipe, de la comptabilité générale et analytique et de la consolidation des comptes d'exploitation des filiales. Il contrôlera tous les problèmes fiscaux du groupe et la présentation des bilans fiscaux. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat d'au moins 30 ans et de formation comptable supérieure. Il devra justifier d'une expérience comptable et fiscale certaine, acquise, de préférence, au sein d'une entreprise de travaux publics. Une bonne connaissance du traitement sur ordinateur serait souhaitable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction de l'âge et du niveau d'expérience acquis. Ecrire à Paris. Réf. A/2049BM

ÉQUIPEMENTS ET TRAVAUX NEUFS — Oise

Une importante société française (3.000 personnes, 7 usines), fabriquant des matériaux pour le bâtiment, cherche à étoffer les services de sa Direction du Développement. Elle offre deux postes au service des travaux neufs.

Ingénieur Projet — 80.000 F +

Placé sous l'autorité du responsable du service, cet ingénieur aura pour mission d'étudier la création de nouvelles unités de production selon les plans d'investissements de la Direction Générale. Il devra élaborer les différents projets avec une large part de responsabilité dans le choix des outils de production. Chargé de toute la partie technique, il devra chiffrer les investissements, étudier l'implantation avec le responsable du génie civil, établir le planning, consulter les entreprises et rédiger les commandes. Une fois le projet lancé, il suivra le chantier sous l'angle des délais et des coûts. Le poste convient à un ingénieur Grandes Ecoles, 30 ans minimum, ayant acquis une première expérience soit dans l'engineering, soit dans les biens d'équipements lourds. La connaissance de l'allemand serait appréciée. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction des compétences. Ecrire à Paris. Réf. A/2121M

Chef Bureau d'Études — 70.000 F

Placé sous la même autorité que le premier, ce deuxième poste concerne un service de six personnes qu'il s'agira de structurer. L'essentiel du travail porte sur les études de création ou d'amélioration de machines (machines-transfert ou chaînes complètes). Le titulaire aura à prendre des contacts avec les usines pour diagnostiquer les besoins, à présenter et à chiffrer des avant-projets, à réaliser les prototypes et à diffuser son matériel. Le poste convient à un ingénieur de formation AM, ICAM..., 28 ans minimum, ayant acquis une première expérience industrielle dans l'étude et le développement de produits techniques nouveaux. Le salaire annuel de départ sera de l'ordre de 70.000 francs. Ecrire à Paris. Réf. A/2122M

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE — 75.000 F +

Un groupe français en pleine expansion (chiffre d'affaires 250 millions de francs), spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement recherche pour son siège situé dans la proche banlieue Sud-Ouest de Paris, le responsable de la Comptabilité Générale du groupe. Relevant du Directeur Comptable, il aura pendant une première période d'intégration à l'assister dans le cadre de missions destinées à parfaire la centralisation de la comptabilité générale du groupe et à instaurer progressivement un système de contrôle interne auprès des filiales étrangères. Il devra ensuite prendre en charge l'ensemble du service de Comptabilité Générale du groupe (France et étranger) et dirigera, animera et contrôlera toutes les opérations : bilans, fiscalité, contrôle interne et procédures. En fonction des résultats obtenus, le poste pourra être élargi à moyen terme vers d'autres fonctions. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre comptable confirmé, âgé d'au moins 30 ans, ayant le niveau DECS et possédant une solide expérience de la comptabilité générale et du contrôle interne acquise au sein d'une société industrielle possédant des filiales à l'étranger. Le candidat retenu sera un homme actif, apte à prendre des initiatives et susceptible de promouvoir de nouvelles procédures et de les mettre en application. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 70.000 francs et devra progresser pour un candidat de valeur en fonction même de la nature évolutive du poste. Ecrire à Paris. Réf. A/2086BM

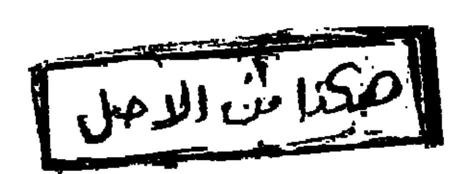
RESPONSABLE D'ÉTUDES DE MARCHÉ — 60.000 F

Rhône-Alpes — Une importante société faisant partie d'un puissant groupe français et diffusant des produits industriels de grande consommation, recherche pour structurer son service marketing, un responsable d'études de marché. Sous l'autorité du responsable marketing et en liaison avec des chefs de produits, il aura la responsabilité des études de marché, qualitatives et quantitatives, ainsi que la réalisation de tests de toute nature. Il contrôlera par ailleurs l'exploitation des statistiques commerciales. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'école supérieure de commerce ou équivalent, âgé d'au moins 30 ans, ayant une expérience d'environ deux ans dans un poste similaire dans une entreprise de grande consommation (alimentaire, etc.). Langue anglaise appréciée. La rémunération annuelle de l'ordre, de 60.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Intéressantes perspectives d'avenir à moyen terme. Ecrire à Lyon. Réf. A/3263BM

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre " Service du Contrôle " indiquant les noms des société auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : (78) 52-90-63 — 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

emplois féminins

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE ENTREPRISE
DE TRANSFORMATION
DES MATIERES PLASTIQUES
(REGION AIN-JURA, SUR AXE LYON-GENEVE)

recrute

SON CHEF DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET FISCALE

- CE CADRE de 28 ans min. sera titulaire du DECS, et aura le niveau du certificat supérieur juridique et fiscal (formation complémentaire en Droit souhaitable).
- IL SERA UN TECHNICIEN PRATICIEN, avec 2 ou 3 années d'expérience, soit dans un cabinet de révision structuré, soit dans une entreprise industrielle et commerciale.
- Il devra faire preuve d'une FORTE COMPETENCE ET D'UN GOUT PRONONCE EN MATIERE DE FISCALITE, et posséder de très bonnes connaissances en gestion financière.
- Dirigeant une équipe de 15 personnes, responsable devant le Directeur Financier, il sera un homme de rigueur, d'organisation et de forte personnalité, apte à soutenir des contacts nombreux à des niveaux élevés, tant intérieurs qu'extérieurs.
- ACTIVITE exercée dans une entreprise en innovation et expansion soutenues, à structures décentralisées avec large délégation de responsabilités, pratiquant gestion prévisionnelle et D.P.O. service informatique intégré.
- LOGEMENT sera mis à disposition du candidat retenu.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1.007.

Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias - Paris 17e

Nous sommes une société multinationale de constructions de matériels de T.P.
NOUS RECHERCHONS POUR NOS USINES DU **SUD DE LA FRANCE**:

ingénieurs équipements et implantations

Ils seront chargés d'étudier de nouvelles installations et d'améliorer celles déjà existantes dans les domaines suivants (électricité mécanique, Génie Civil, tuyauterie).

Ils auront une complète responsabilité depuis l'élaboration jusqu'à l'installation

En collaboration avec les dessinateurs, ils devront établir et tenir à jour les plans d'implantation :

PROFIL :
- Formation ENI ou équivalent,
- Bonnes connaissances électro-mécanique,
- 5 ans d'expérience travaux neufs ou entretien (de préférence métallurgie/mécanique).

agents d'étude du travail

Ces personnes seront chargées d'étudier les postes de travail, de calculer les réductions de coûts, ainsi que les charges machines et capacité d'évaluer les charges en personnel et de chiffrer des gammes suivant plans.

PROFIL :
- Technicien supérieur diplômé A E T,
- 3 à 5 ans d'expérience en bureau d'études,
- Une spécialisation en mécano-soudure serait appréciée.

Les candidats devront justifier d'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer C.V. et prétentions à No 68408 CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

C&C3530

LEADER EUROPÉEN forte expansion
recrute pour son usine de la
SARTHE

RESPONSABLE DES MÉTHODES USINAGE

(Jeune, ARTS ET MÉTIERS ou équivalent)

Il portera :
- l'évolution technique de l'unité ;
- la tenue des objectifs de productivité ;
- le pilotage d'une équipe de techniciens.

Expérience de l'usinage moyennes et grandes séries serait appréciée.

RESPONSABLE RECHERCHE MOULAGE ISOLANTS

(Ingénieur chimiste débutant)

Il devra assurer :
- l'élaboration des programmes de recherche-développement ;
- l'introduction de nouveaux matériaux ;
- l'assistance technique au Bureau d'études et à l'atelier.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Personnel — **SOURIAU**
Rue Robert-Surmont - 72400 LA FERTE-BERNARD.

LABORATOIRE FRANÇAIS
recherche un
Responsable
du secteur
Production Pharmacie

et s'adresse à un DIPLOMÉ de l'INSTITUT de PHARMACIE INDUSTRIELLE ou d'une ECOLE SUPERIEURE de CHIMIE ayant une bonne expérience de la Fabrication et des problèmes de Gestion de la Production.

Directement rattaché au Directeur de l'Usine il disposera d'une équipe de 70 personnes et d'un parc de machines de fabrication et de conditionnement et travaillera en liaison avec les autres services, en particulier le Contrôle et le Développement.

Résidence ANGERS.
Possibilités de logement.
Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

membre de l'ANCERP
service M. 896 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

NOUS SOMMES LA FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL. NOS FABRICATIONS DE GRANDE SERIE RELEVENT DE L'ELECTRO-MECANIQUE ET NOUS SOMMES LES PREMIERS EN FRANCE DANS NOTRE SPECIALITE.

NOUS CHERCHONS DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE NOS USINES

2 JEUNES INGÉNIEURS - AM

OU DE FORMATION SIMILAIRE.

Si vous êtes ambitieux et si vous avez le goût de la technique ainsi que des qualités de « réalisateur », ces situations vous intéressent.

Une formation vous sera assurée au sein de notre entreprise et vous aurez, ensuite, la possibilité d'accéder à des responsabilités importantes dans les secteurs suivants : fabrication, méthodes ou études machines.

Lieu de travail : Reims ou Lyon.



Env. C.V. détaillé (sous référence 1077 M) à Hélène REFREGIER, 26, rue du Commandant-René-Mouchotte, 75014 PARIS
Discrétion assurée.

La Banque de Dépôts
d'un important Groupe Financier
recherche, pour son Agence de

marseille
chargé d'études

ayant 4 ou 5 ans d'expérience bancaire.
Il aura pour mission :
- d'étudier les demandes de crédit,
- d'assurer le suivi clientèle,
- de participer à la gestion administrative de l'agence.

Rémunération annuelle 45 000/50 000 F.

Ecrire avec CV manuscrit et prétentions au service 1107
plein emploi — Membre de l'ANCERP — 10 rue du mail paris 2e
Structures d'entreprises et carrières

Henkel

INSPECTEUR DES VENTES
PRODUITS INDUSTRIELS RHONE-ALPES

Filiale d'un Groupe Chimique multinational nous vous proposons cette activité dans notre département commercialisant des produits pour **le TRAITEMENT DE SURFACES**

VOTRE CLIENTELE
Les industriels de la mécanique et de la métallurgie pour leurs activités de nettoyage et dégraissage de surfaces métalliques

VOTRE ACTIVITE
- Assurer la gestion et le développement des Ventes de votre région
- Animer une équipe de délégués technico-commerciaux et leur apporter une assistance technique en clientèle.

Vous avez une formation d'ingénieur (Ecole de chimie, INSA...) et une expérience de la vente ou d'encadrement d'une force de vente, écrivez-nous sous réf. M 798 à HENKEL FRANCE DRH
BP 119 - 92220 Bagneux

HAVAS CONTACT

Société de Fabrication de biens d'équipement destinés à toutes industries
C.A. 50 millions, en développement rapide tant en France qu'à l'Etranger
recherche
pour son Usine située en Pays de Loire

DIRECTEUR

Ayant expérience et références dans :
- gestion par objectifs et décentralisation des responsabilités ;
- organisation des Services Méthodes (MTM) et Contrôle Qualité (statistique) ;
- contrôle de production ;
- fabrications de série (problèmes d'usinages courants et de chaînes d'assemblage).

Adresser C.V. manuscrit en précisant salaire actuel, à n° 8633 Publicités Réunies, 112 bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

---

coop

recherche pour son service

APPROVISIONNEMENT NON ALIMENTAIRE
UN CHARGÉ D'ÉTUDES

Prévisions gestion de stocks en relation avec l'informatique.
Apte travail en équipe,
Sens de l'organisation.
Formation souhaitée sciences Eco, ISUP ou équivalent.
Libéré obligations militaires.
Poste à pourvoir à proximité d'AMIENS.

Adresser C.V. et prétentions à S.G.C.C.
B.P. N° 11 - 80110 MOREUIL

FILIALE FRANÇAISE D'UNE ENTREPRISE INTERNATIONALE DE VENTE PAR CORRESPONDANCE, SPECIALISEE DANS LES PRODUITS D'EQUIPEMENT DU FOYER RECHERCHE UN RESPONSABLE

ÉTUDES ET ANALYSES COMMERCIALES

Mission : Optimiser en permanence le plan Marketing.

Activité :
- Analyser en détail les résultats des actions commerciales ;
- Elaborer et réviser les plans commerciaux ;
- En relation avec le Contrôle de Gestion suivre et prévoir la Rentabilité des opérations.
- En relation avec l'informatique réaliser des études et analyses statistiques ;

Profil :
- Formation supérieure ; • 28 ans minimum ;
- Goût de la statistique et des maths appliquées ;
- Connaissance de la langue anglaise indispensable

Lieu d'activité : Rouen.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
FINGERHUT - MKG, 55, rue de l'Amiral-Cécille, 76100 ROUEN.

IMPORTANT GROUPEMENT TRANSPORTS INDUSTRIELS ET GROSSE MANUTENTION
recherche pour sa nouvelle exploitation de
FOS-SUR-MER
disposant déjà d'un important parc (camions, chargeurs, pelles)

INGENIEUR A.M.

à vocation TECHNICO-COMMERCIALE
28 ans minimum,
RESPONSABLE GESTION ET DEVELOPPEMENT d'une entreprise en très grande expansion (effectif actuel 25 personnes)
La rémunération ne sera pas inférieure à 70.000 F et évoluera rapidement en fonction des résultats.

Ecrire à L. JUSTET - Psychologue,
18, rue des Grottes,
84000 AVIGNON.



CENTRE REGIONAL DE FORMATION ET DE RECHERCHE POUR LES CARRIERES SOCIALES
86005 POITIERS, B.P. 63
recherche éducateur spécialisé, diplômé d'Etat, 3 ans minimum d'expérience professionnelle, pour assurer fonction pédagogique.
Envoyer candidature et C.V. à Mme la Directrice du C.R.F.R.C.S., 1, rue Guynemer, avant le 1er octobre 1974

ORGANISME INTERCONSULAIRE DE FORMATION

Apprentissage, format. continue, promotion sociale, rech. comme ANIMATEUR (C H A R G E DE FORMATION en organisation des entreprises, commerce, comptabilité générale, sténographie) B.T.S. SECRETARIAT, min. 5 ans d'expér. profession. (avec responsabilités). Adr. C.V., photo et prét. à INTERFOR, 18, rue Lamartine, 80039 Amiens Cedex.

BORDEAUX.
Grande Entreprise de Constructions Métalliques et Tous Corps d'Etat.

ingénieurs d'affaires

• étude et conception des structures (béton ou acier) • chiffrage des projets et négociations commerciales • organisation et contrôle des chantiers • gestion administrative et financière des marchés. Formation supérieure (T.P. - A.M. - CHEC) avec expérience chantiers, BE et vocation généraliste. Poste d'avenir pour candidat d'envergure.

Pour inf. compl. écrire s/réf. 8109 D
ORES — 54 bis, rue d'Alsace 31000 Toulouse

IMPORTANTE USINE
(600 personnes)
VAL DE LOIRE
recherche

CHEF DU SERVICE CONTROLE

28 ans minimum,
Ingénieur ECP ou équivalent
ayant au moins 2 ans d'expérience
du Contrôle en Métallurgie.
Anglais souhaité.

Rémunération départ prévue :
54.000 F

Ecrire Service R

Psychologie appliquée
JUSTET

Nous sommes une société multinationale de constructions de matériels de T.P.
NOUS RECHERCHONS POUR NOS USINES DU SUD DE LA FRANCE :

Cadre comptable

Pour comptabilité industrielle.

Il est souhaitable que les candidats à ce poste possèdent de bonnes connaissances des procédures américaines.

Chef service comptable

Ce poste nécessite une expérience préalable dans une société industrielle américaine.

Le candidat devra posséder un diplôme d'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP) complété par une formation DECS.

Les candidats à ces postes devront justifier d'une formation permettant d'accéder à des postes supérieurs au sein de notre section financière.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à No 68409, CONTESSE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

C&C3531

CANONNE
MECA VIGOR S.A.

Département Vétérinaire

recherche pour sa filiale
à Orléans : Laboratoires MÉRÉ

UN PHARMACIEN

auquel nous demandons :
- diriger et assurer les fabrications ;
- programmer les achats ;
- créer un laboratoire de contrôle ;
- assurer la mise au point galénique des nouveaux produits.

Adresser C.V. à CANONNE MECA-VIGOR S.A., Dépt. Vétérinaire - 83, rue de la Folie-Méricourt, 75011 PARIS.

JEUNES INGENIEURS

Vous recherchez des responsabilités dans une importante entreprise BATIMENT - T.P.
Filiale d'un groupe de tout premier plan, notre activité s'exerce dans des régions qui vous attirent : RHÔNE-ALPES-SAVOIE-BOURGOGNE.

Vous serez orientés et formés au sein de nos secteurs : COMMERCIAL-ETUDES-METHODES-TRAVAUX.
Notre expansion permet un développement de carrière rapide.

Envoyer candidature à PLEIN EMPLOI 49, rue Pdt-Herriot 69002 LYON (qui tr. s/réf L.1521)

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51



emplois régionaux

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche pour BOURGES
2 COLLABORATEURS QUALIF.
Situation d'avenir pour éléments souhaitant s'orienter à terme vers la position de Chef de groupe ou désirant s'intégrer dans une équipe de révision. Ecr. nº 7.070, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SOCIETE DE DISTRIBUTION
ORLÉANS
recherche
CHEF COMPTABLE

— Expér. de la fonction néces. ;
— Connaiss. financière exigée ;
— Niveau D.E.C.S. souhaité ;
— Evolution vers secrétariat général.

Adr. C.V., prétentions et photo à S.J.F.F., 8, place Albert-Ier, 45000 ORLEANS.

CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE (33505)
recherche
— Moniteurs-éducateurs ;
— Psychologues ;
— Orthophonistes ;
— Kinésithérapeutes ;
— Ergothérapeutes ;
— Assistantes sociales
pr ouverture nouveaux services. Salaire intéressant. S'adresser à la direction, bureau du personnel.

Filiale Société américaine basée sur Aix-les-Milles recherche
1º SECRETAIRE ASSISTANCE DE DIRECT. MULTILANGUES expérim., 30 ans minimum ;
2º 1 SECRETAIRE STENODACTYLO TRILINGUE expérim., 30 ans minimum ;
3º 1 STENO DACTYLO expér. ;
4º 1 TRADUCTRICE ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN langue maternelle italien, espagnol souhait. ;
5º 1 TELEXISTE RECEPT. not. angl. et autre langue souh.
Adresser C.V., prétentions à SUD MARKETING, nº 11.843, 21, rue Bonnefoy, 13006 MARSEILLE.

INGENIEUR DEBUTANT
(E.S.M.E., A.M. ou équivalent.) Pour poste à TOULON. Se prés. le matin : SOGEP, 2, rue des Quatre-Fils, Paris (3e).

Importante entreprise lyonnaise de tissus industriels recherche
AGENT TECHNICO-COMMERCIAL
EXCLUSIF - APPOINTE
position cadre, pour visiter PARIS - BRETAGNE - BERRY. Rémunération 39.800 F par an, voiture fournie, frais de déplacements remboursés. Ecrire av. curriculum vitae et photo. Nº 7.091 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Société métallurg. rég. Est ch.
EXCELLENT INGENIEUR
diplômé pour
DIRECTION
Division études et travx neufs. Qualités créateur et animateur. Grandes possibilités promotion. Adr. C.V. Appoint. actuels, ph. LEMAIRE, 130, r. Amelot, 75011

MARQUE INTERNATIONALE
Gamme de produits passionnants au sein d'un groupe international de textile rech.
PROMOTEUR de VENTE

— Expérience de la vente (textile, alimentaire, lessive...)
— Niveau B.E.P.C.
— Libre rapidement
— Résidence Lyon ou région
— Fixe important
  ● Primes objectifs
  ● Frais journaliers
— Contrat
— Voiture R 5 fournie
— Formation complète assurée
— Promotion

Env. C.V. et photo, T.S.R., dépt Miss Hélios, 48, r. Duguesclin, 69006 LYON

IMPORTANTE INDUSTRIE ALIMENTAIRE
située à 120 km au nord de Paris
RECRUTE
LE RESPONSABLE DE L'ENTREPRISE
de ses deux usines

— Si vous êtes âgé de 30 ans minimum,
— Si vous êtes ingénieur ou avez le niveau équivalent,
— Si vous avez déjà une expérience pratique de direction d'un service entretien d'une usine fabriquant des produits de grande consommation et travaill. en 2 ou 3 équipes.
— Si vous avez le tempér. d'un « meneur d'hommes » et que la maîtrise des problèmes techniques vous passionne.

Adr. vot. C.V. + photo réc. à Société FLODOR, B.P. 51, Zone Industr. 80200-PERONNE.

Importante Société de Produits phytosanitaires recherche
TECHNICIENS VENDEURS
en culture. Formation agricole indispensable. Minimum niveau B.T.A., poste à pourvoir en Picardie et dans l'Est. Préférence à candidats libres rapidement. - Adr. C.V., photo perdue et prétent., s/réf. 5.293, à Publicité LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Vous avez acquis une certaine expérience de la pratique bancaire.
Vous êtes sûrement titulaire d'un diplôme d'études supérieures : Doctorat, licence, E.S.C., C.E.S.B., I.T.B.
Vous souhaitez une carrière vous permettant de développer votre personnalité en dirigeant un centre de perfectionnement, et en assurant vous-même des actions de formation.
Vous aimeriez en outre vous intégrer à une équipe dynamique de jeunes animateurs.

IMPTE INSTITUTION PARA-BANCAIRE
exerçant ses activités dans toute la France, recrute pour métropole provinciale :
RESPONSABLES DE FORMATION

Il assurera la direction et l'animation du centre de formation de la région. Il sera appelé, sur le plan régional et national, à donner des séminaires.
— Opération de banque,
— Comptabilité,
— Analyse et gestion financières.

Discrétion absolue et réponse assurées. Ecrire à Nº 65.861, CONTESSE Publicité, 20, avenue Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

CENTRE DE RECHERCHES PHARMACEUTIQUES GRENOBLE
embauche
DEUX TECHNICIENS
Pour service de pharmacologie (niveau I.U.T.)
Expérience cardio-vasculaire souhaitée pour un des postes.
Ecrire avec C. V., références et prétentions à HAVAS GRENOBLE Nº 14.876.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

vous souhaitez :

— ASSISTER LES DIRECTEURS GENERAUX des plus grandes sociétés dans la gestion de leurs ressources humaines et de leur organisation

— Disposer d'une REMUNERATION ELEVEE et bénéficier d'une ASSOCIATION AU CAPITAL

— Participer à la DIRECTION D'UNE ENTREPRISE NOUVELLE et en forte croissance

vous avez :

— Une FORMATION SUPERIEURE

— Une EXPERIENCE PROFESSIONNELLE REUSSIE de 3 à 5 ANS et assumez actuellement des responsabilités de management.

— Une bonne connaissance de l'anglais et le goût des ACTIVITES INTERNATIONALES.

Nous sommes des consultants de direction générale installés à Paris et la pratique de notre profession serait un atout important.

Toutes les candidatures seront traitées de façon strictement confidentielle.
Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à No 68045 — CONTESSE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
C&C3518

SOCIETE DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
Partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion
recherche
QUINZE NOUVEAUX COLLABORATEURS
INGÉNIEURS OU UNIVERSITAIRES
DEBUTANTS
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
DEBUTANTS ou 1 à 2 ANS EXPERIENCE

Pour s'intégrer à ses équipes travaillant sur des applications de techniques avancées.

- Les postes à pourvoir impliquent des contacts très fréquents avec les clients ;
- Les trois premiers mois seront consacrés à la formation aux méthodes de la société ;
- Des déplacements en province sont à prévoir ;
- Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Envoyer lettre de candidature avec Curriculum Vitae manuscrit et photo à :
INFORMATIQUE ET ENTREPRISE S. A.
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

DELALANDE
Groupe Pharmaceutique
Cosmétique & Chimique
275 M.F. de C.A.
Recherche pour sa Filiale d'ELECTRONIQUE MEDICALE
CADRE TECHNICO COMMERCIAL
ayant
formation électronique
connaissances commerciales
qualités de présentation
contact, diplomatie
ouverture aux problèmes médicaux et biologiques
pour vendre les produits existants
prospecter la clientèle médicale
rechercher besoins nouveaux
Adresser candidatures et C.V.
Directeur Encadrement DELALANDE S.A.
32, Rue Henri Regnault, 92402 COURBEVOIE

ETABLISSEMENTS DERVAUX
recherchent
pour départ. matériel pr lignes de transport et de distribution d'Electricité. — Pour les Services Exportations.
AGENT TECHNICO-COMMERCIAL
pour études et réalisations de devis, suivi des commandes, contacts avec clientèle. Très bonne connaiss. de l'Angl. Ccil. BASE PARIS. Liaisons av. usines. Peu de déplacements à l'Etranger. Ecrire avec référence compl. à M. Douvillez, 71, rue Monceau, PARIS (8e).

D.D.E. Seine-Saint-Denis, rech.
INGENIEUR E.T.P.
pr études et travx d'assainiss. Tel.: 875-69-00 Subdivision no 3, pour rendez-vous.

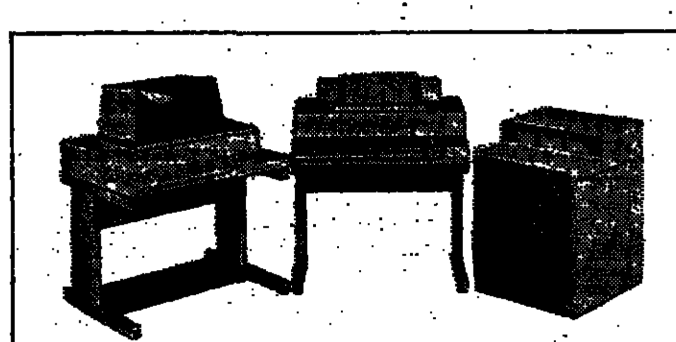
GROUPEMENT D'ENTREPRISE POUR LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION G.E.T.I.
à Verneuil-en-Halatte (60)
recherche
INGÉNIEURS INFORMATICIENS
de gestion débutants niveau min. MAITRISE (MIAG) dégagés O.M.
Adr. C.V. détaillé et prétentions au G.E.T.I., B.P. 15, 60104 CREIL.

Rech. Homme ayant formation
ASSISTANT SOCIAL ou Conseiller d'Orientat. ou Psychologue
pr prospection marché du travail, employeurs, établissements, en vue du placement d'adolescents inadaptés. Travail à mi-temps dans le cadre d'un hôpital de jour.
Ecr. av. C.V. ASS. CEM, Serv. P.C., 29, r. Greneta, 75002 Paris.

Creusot-Loire Entreprises
Entreprise générale d'ensembles industriels, 5, rue de Monttessuy, Paris (7e), recherche :
RELANCEUR
QUALIFIE, Sédentaire, chargé du suivi des commandes et de la relance des fournisseurs. Expérience de plusieurs années dans la fonction nécessaires. Connaissance de l'anglais souhaitée. Ecrire avec C.V. sous référ. 2.360 GAUTRON Publicité, 29, r. Rodier, 75009 Paris, q. tr.

Pour MALAKOFF
AGENTS TECHNICIENS ELECTRONICIENS
pour travail de rédaction notice avec dessins et schémas.
Tél. pour rendez-vous 735-96-50.

Nous avons pris tous les risques pour que votre job n'en comporte aucun.



La rançon de notre expansion : service et recherche appliqués à l'évolution des besoins de notre clientèle.

Pour S.M.O., Société de Moyens d'Organisation, tout commence par l'étude approfondie des problèmes réels de l'entreprise.
Alors que les entreprises sont confrontées à des problèmes de gestion de plus en plus complexes, rendant la prise de décision plus difficile et plus risquée, S.M.O. explore constamment de nouveaux créneaux pour apporter à chaque entreprise une solution sur mesure à ses problèmes de gestion.

Du nouveau chez S.M.O, l'Ordinateur de bureau SMO 400. Nos structures sont prêtes à vous accueillir.

Pour répondre aux besoins du marché des moyens d'organisation, nous lançons un nouveau système réunissant les connaissances les plus récentes en matière de technologie des ordinateurs. Il apporte une solution aux problèmes modernes dans les domaines de la saisie des données, du traitement direct et de la télétransmission d'informations.

Nous cherchons des hommes pour lancer avec nous l'ordinateur de bureau le mieux adapté aux entreprises françaises.

CHEF DU SERVICE SOFTWARE 78.000 F/an minimum.
● Responsable des équipes d'analystes et de programmeurs chargés de la réalisation du software pour toutes les ventes d'ordinateurs de bureau. ● Responsable des devis, des budgets et des coûts. ● Responsable de l'exploitation des centres de calculs. ● Responsable de la mise au point de standards à développer. ● Responsable des relations fonctionnelles avec les Ingénieurs Commerciaux. ● Connaissance de l'Allemand nécessaire. ● Forte expérience indispensable.

CHEF DES VENTES PARIS 75.000 F garantis annuellement.
● Responsable de l'équipe d'Ingénieurs Commerciaux chargés de vendre le produit sur la Région Parisienne. ● Forte expérience de ce type de vente nécessaire.

FORMATEUR 52.000 F/an minimum.
● Sera intégré dans une équipe chargée de la formation et du perfectionnement des Attachés et Ingénieurs Commerciaux des départements "Facturières Electroniques" et "Ordinateurs de Bureau". ● Expérience de la vente de ces produits nécessaire. ● Bonne pratique de la comptabilité générale. ● Bonne connaissance des bases technologiques en informatique. ● Goût et aptitudes pour enseigner et animer des groupes.

PROMOTEUR DES VENTES 58.000 F/an minimum.
● Assiste le Directeur des départements "Facturières" et "Ordinateurs de Bureau" dans les actions de marketing et de stimulation de la force de vente. ● Recherche et diffuse toutes applications intéressantes concernant le matériel vendu ou à vendre. ● Analyse les résultats d'activité de la force de vente. ● Expérience de la vente de ce type de produit nécessaire. ● Goût pour l'analyse et la synthèse. Qualités d'animation.

INGENIEURS COMMERCIAUX PARIS ET MARSEILLE
● Chargés de la vente de l'Ordinateur de bureau en ce qui concerne le hardware.
● Interlocuteurs directs de la clientèle auprès de qui ils représentent notre société.
● Sens de la négociation à haut niveau et rôle de conseil.
● Connaissances en comptabilité et en informatique de gestion indispensables.
● Statut VRP, commissions importantes.

ANALYSTES 48.000 F/an PARIS
● En liaison fonctionnelle avec les Ingénieurs Commerciaux, Responsables des chantiers de software (cahier des charges, devis, délai).
● Chargés, à partir de la description d'un problème d'analyser les chaines d'un système informatique, de déterminer les ordinogrammes, réunir les éléments des dossiers, de collaborer à leur réalisation et même de traiter la programmation en supervisant les programmeurs.
● Formation assurée.

PROGRAMMEURS 40.000 F/an PARIS
● Spécialistes possédant une formation théorique portant sur un ou plusieurs langages symboliques, chargés de la mise au point de programmes simples ou complexes résultant d'une analyse, et selon leur degré de connaissances pouvant même participer à la création ou à la modification de systèmes en conseillant les utilisateurs.
● Connaissances en informatique de gestion. Langage Assembleur.
● Formation complémentaire assurée.

S|M|O

votre dossier de candidature est à adresser à M. Jouannet, 16 rue de l'Evangile, 75018 Paris.

HAVAS CONTACT

Nous sélectionnons, nous conseillons, nous installons, nous entretenons, nous prévoyons. Vous faites le reste.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE

recherche
pour BOULOGNE BILLANCOURT (92)

INGENIEURS

CONFIRMES

accès possible à responsabilité élevée après preuve capacité. Anglais exigé.

DESSINATEURS

CONFIRMES
PE - E1 - E2 - P1 - P2

spécialisés dans les travaux NAVALS et gros équipements mécaniques spéciaux sur plateformes marines.

Avantages divers

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous Réf Nº 9160 à Publipress
31, Bd Bonne Nouvelle - 75002 Paris -

IMPORTANT GROUPE PRIVÉ D'ASSURANCES

propose à un

INSPECTEUR-VIE G.B. 3e ou 4e ECHELON

la responsabilité :
— d'un bureau de Paris
— **et d'une délégation régionale.**

Nous demandons :
Expérience concrète et probante de la distribution par agents généraux et courtage parisien.

Nous garantissons :
Rémunération équivalente à celle dont vous disposez actuellement + intéressement si vous réalisez les objectifs fixés.

Adresser lettre et C.V. détaillé à ZENITH PUBLICITÉ, sous nº 426 - 36, avenue Hoche, 75008 PARIS, qui transmettra.

Manufacturers Hanover Banque Nordique

recherche un jeune

CADRE d'EXPLOITATION

pour seconder le Sous-Directeur chargé des relations avec les Sociétés Scandinaves.

Quatre à cinq ans de pratique bancaire et une bonne maîtrise de l'anglais des affaires sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

Adresser lettre de candidature à
Direction du Personnel
20 rue de la Ville l'Evêque Paris (8e)

IMPORTANT GROUPE ÉLECTROMÉCANIQUE

recherche pour ACTIVITE ENGINEERING METALLURGIQUE

INGÉNIEURS de PROJETS et de CONTRATS

— Formation Grandes Ecoles ;
— Expérience de plusieurs années d'engineering électrique en affaires d'ensembles.

Envoyer C.V. Nº 68 085 - CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

---

offres d'emploi

UNILEVER souhaite engager :

DEUX INGENIEURS MECANICIENS débutants (PRODUCTION) (ECP - Mines - A.M. - IDN - ESME...).

A) A Asnières (proche banlieue N.O. Paris) - Astra-Calvé.
Dans le Departement de conditionnements d'huiles alimentaires, il exercera des responsabilités opérationnelles en production.

B) A Beauvais - Sté d'Emballages et de conditionnement.
Apres 2 - 3 ans passés dans le Sud de l'Allemagne, dans le cadre d'une formation internationale, il sera plus particulièrement chargé de l'organisation de la production.

DEUX INGENIEURS COMMERCIAUX

Sté d'Emballages et de conditionnement.
(Ingénieurs chimistes ou physico-chimistes - ou équivalent).

Dépendants du Directeur Commercial à PARIS, ils auront la responsabilité de commercialiser en France des emballages et des matériels de conditionnement (études de clientèles, négociations, conseils techniques, ventes...).

C) L'un des candidats peut être un débutant motivé par une activité commerciale,

D) L'autre doit avoir 3 - 4 ans d'expérience technico-commerciale.

Après une période de formation de 6 mois pour le candidat expérimenté, et de 2 - 3 ans pour le débutant, prévue dans la société du Groupe en Allemagne du Sud, les postes nécessiteront des déplacements fréquents en France.
Une bonne pratique de l'anglais, et si possible de l'allemand, est très souhaitable.

Ecrire avec c.v. et prétentions en précisant le poste A, B, C ou D à :
Département Central du Personnel (réf. XV/74)
8, Av. Delcassé 75384 Paris Cedex 08.



Dans le cadre du développement rapide de notre division PRODUITS ELECTRONIQUES, nous recherchons un

ingénieur technico-commercial

Il sera responsable du développement des ventes de PRODUITS COUCHES EPAISSES destinées à la fabrication de microcircuits ELECTRONIQUES.

Membre d'une petite équipe de vente européenne, il interviendra en FRANCE et en BELGIQUE pour promouvoir de nouveaux marchés et assurer une assistance technique auprès de la Clientèle existante.

Il contribuera à l'élaboration de la politique commerciale du Groupe par le suivi du marché.

Ce poste conviendrait à un candidat :
- de 30 ans minimum
- diplômé d'une école de Physique ou de Chimie
- ayant des connaissances en électronique
- pratique de l'ANGLAIS écrit et parlé indispensable.

Une expérience de 5 ans environ dans l'industrie des semi-conducteurs, des microcircuits hybrides en couches épaisses ou des composants électroniques serait souhaitable.

FORMATION en Grande Bretagne et aux Etats-Unis.
EVOLUTION possible.
Voiture de Société.
Les déplacements seront fréquents.
Lieu de résidence : Région Parisienne.

Ecrire avec C.V. en précisant rémunération actuelle sous référence M 121 à



Dépt du Personnel
Du Pont de Nemours (FRANCE) S.A.
9, rue de Vienne
75008 PARIS

La croissance de notre groupe en France nous fait un devoir d'informer le public, concerné chaque jour davantage par nos multiples activités ; pour assumer cette responsabilité, nous avons besoin sur PARIS d'un

chef relations publiques

- 28 ans minimum
- formation journalisme et première expérience R.P. très appréciées
- allemand parlé et lu.

Relevant de la Direction générale et en collaboration avec agence R.P., son rôle sera de concevoir, appliquer, coordonner et contrôler actions de communication externe et interne, en harmonie avec objectifs des 9 divisions opérationnelles :

Chimie minérale	Polyuréthanes
Chimie organique	Matières colorantes
Caoutchouc	Fibres textiles
Plastiques	Pharmacie
et Peintures	Phytopharmacie

Si vous souhaitez révéler vos qualités d'organisation, d'imagination et de relations humaines, en agissant dans le cadre d'une politique internationale,

Ecrivez-nous ! avec C.V. détaillé, photo et prétentions

Bayer aujourd'hui, le savoir de demain.



Bayer Chimie
S.E. 91
47, rue du Général Leclerc,
92130 - Issy-les-Moulineaux.

---

sigma services

MECANOGRAPHIE - ASSISTANCE TECHNIQUE
GARDIENNAGE
ET ENTRETIEN D'USINES ET BUREAUX

recrute

LE CHEF DE SON DEPARTEMENT

COMMERCIAL

Adresser C.V. et prétentions à
SIGMA SERVICES, 2 r. Saint-Louis, 77000 MELUN

Nous recherchons

INGÉNIEUR COMMERCIAL

— Ingen. électronicien - mini 2 ans expér. tech. ou commerciale, préf. Hardware Informatique.
— Dynam., ambitieux, responsable, conn. anglais.
Pour vente produits de haute technicité (périphériques) aux construct. d'ordinateurs et systèmes.
Nous sommes une Société U.S. bien implantée en Europe, avec un support industriel local.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, à

AMPEX

leader mondial de l'enregistrement magnétique,
21, rue du Dôme - 92100 BOULOGNE.

---

offres d'emploi

offres d'emploi

CHAINE HOTELIERE EN DEVELOPPEMENT
recherche UN

chef de projets

- *Formation supérieure Gestion ou Droit.*
- *Age minimum 25 ans.*

Capable de prendre en charge le développement et l'implantation de la chaîne dans des secteurs géographiques déterminés.

Une aptitude aux contacts et à la négociation avec les municipalités et les organismes autorisés, est indispensable, ainsi qu'une expérience de deux ans minimum dans le montage d'opérations foncières et immobilières concertées (type sociétés d'équipement ou d'aménagement).

Les candidats doivent avoir du bon sens et le goût des réalisations concrètes.

Si vous souhaitez vous intégrer dans une équipe jeune et dynamique en travaillant dans un secteur neuf, écrivez en envoyant C.V., photo, références et prétentions à :

CAPIC sous référence 74/092
18, RUE VOLNEY - 75002 PARIS

Centre Technique Industriel de la Construction Métallique

ORGANISME PROFESSIONNEL
émanant d'un ensemble d'Entreprises industrielles
(80 personnes - budget : 10 millions de prestations)
recherche :

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATIF

étroitement associé
à la marche générale de notre Organisme

En plus des tâches habituelles,
— de gestion du personnel,
— de comptabilité,
— de tenue des services généraux,
ce poste comporte l'intérêt, en tant que COLLABORATEUR DIRECT du responsable de ce centre, d'être associé à la vie de cet organisme professionnel important et à tous les problèmes de la profession, ainsi qu'à toutes les solutions et initiatives proposées pour le développement de cette branche.

Adresser lettre man. avec C.V. sous numéro 63.082.

cabinet leconte — 4, rue Amiral Courbet, PARIS-16e
membre de l'ANCERP

Important fabricant allemand de machines de bureau, de renommée et de classe internationale, cherche pour son organisation de vente en France, avec siège social à Paris, et le plus tôt possible, un

DIRECTEUR ADMINISTRATION ET FINANCES

Ce poste requiert:
- une bonne expérience de la finance, de la comptabilité et de l'administration,
- la capacité de mener des hommes et de les motiver,
- un talent d'organisation et de planification très développé,
- une bonne connaissance de la langue allemande, tant parlée qu'écrite.

La rémunération est en fonction de l'importance de ce poste et de bonnes possibilités de promotion sont offertes.
Adressez-nous votre curriculum vitae si possible détaillé, et indiquez vos références.
Nous vous garantissons une discrétion absolue.
Si vous êtes intéressés, envoyez votre dossier de candidature sous référence 566.387 à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, qui transmettra.

Dans le cadre du développement de sa
DIVISION TRANSFORMATION DES PLASTIQUES

Le Groupe Nobel Bozel

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Rapportant au Directeur administratif et financier, le titulaire sera appelé à prendre progressivement en charge l'ensemble de la fonction : organisation, procédures, contrôle budgétaire, planification, investissements.
Ce poste s'adresse à des candidats possédant une expérience professionnelle de plusieurs années acquise de préférence au sein de sociétés performantes, à des postes d'audit interne ou d'assistant de contrôleur de gestion.
Référence 141 A

JEUNE CADRE EXPORT

Chargé de la promotion des produits en Europe, il devra notamment développer et animer les réseaux de distribution.
Cette fonction exige un tempérament de vendeur, une grande mobilité et la maîtrise parfaite de l'allemand : une première expérience serait particulièrement appréciée.
Référence 140 A
Ces deux postes sont basés à PARIS LA DEFENSE.
Les perspectives de carrière sont largement ouvertes au sein du Groupe pour des candidats de valeur.



Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et rémunération envisagée, en rappelant la référence du poste choisi, à NOBEL BOZEL, Département Encadrement, Tour Roussel-Nobel, Cedex 3, 92080 PARIS LA DEFENSE.



Nº1 de l'INDUSTRIE ROUTIERE
recherche pour son
Organisation Métropolitaine et ses Filiales à l'étranger des

CADRES administratifs

1°) DEBUTANTS : HEC, ESSEC, SUP de CO, SC. ECO ou équivalent,
2°) CONFIRMES : justifiant d'une expérience de dix ans de préférence dans les travaux publics ou le bâtiment.

- *Apres période de formation, les candidats retenus se verront confier la responsabilité d'une équipe administrative,*
- *d'intéressantes possibilités de carrière leur seront offertes au sein d'un des premiers Groupe Français de T.P.*

Adresser C.V. + photo à :
S.R.C. - Département du Personnel
39, rue du Colisée - 75008 PARIS

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
recherche pour
PARIS et GRENOBLE

ingénieurs commerciaux

ayant une très bonne connaissance des marchés OEM et Industriels.

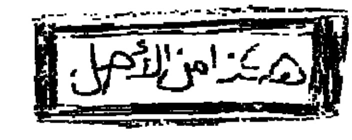
Ce poste exige :
- une formation scientifique ou technique (Ingénieur en électronique et/ou informatique);
- une réelle expérience technique dans l'étude ou la réalisation de projets d'informatique industrielle;
- une capacité certaine de travailler d'une manière autonome tout en faisant preuve d'un esprit d'équipe;
- une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit.

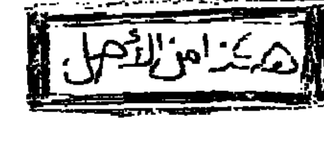
Nous vous proposons :
- un travail enrichissant dans une Société dynamique leader mondial de la mini-informatique;
- des responsabilités réelles dans un climat de dialogue et d'efficacité;
- un recyclage technique et humain permanent;
- une formation de 2 mois aux U.S.A.

Adresser votre C.V. détaillé avec photo sous référence TGM2 au Responsable du Personnel.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Silic - Cidex L. 225
94533 RUNGIS Tél. : 687-23-33







	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi



FIRME INTERNATIONALE PRODUITS ALIMENTAIRES

propose un poste de :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché directement au Président Directeur Général, il sera responsable de l'organisation et du bon fonctionnement des services de : comptabilités, trésorerie, contrôle budgétaire et informatique.

Il travaillera en liaison fonctionnelle avec les diverses Directions de la Société et avec la Direction européenne.

Une réussite complète suppose :
— une formation supérieure - (de préférence)
— 3 à 5 années d'expérience acquise si possible dans une société de grande consommation, dans un poste similaire avec pratique de la gestion budgétaire, utilisation de l'outil ordinateur et habitude de la supervision d'un encadrement et d'un effectif importants.
— un pragmatisme solide et méthodique.
— une assez bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser curriculum vitae détaillé à :
B.P. No 8 - 92390 VILLENEUVE LA GARENNE
Réponse rapide et discrétion assurées.

C&C 3430

LE GROUPE  RECHERCHE

● Ingénieurs confirmés
Réf. 42.20

ayant 3 à 5 ans d'expérience. Ils se verront confier des responsabilités importantes dans la conduite de projets dans les domaines suivants :
— gestion de production ;
— gestion administrative et comptable.

● Ingénieur Commercial
Réf. 42.21

ayant déjà une expérience de la vente de services.

● Jeunes Ingénieurs
Réf. 42.22

spécialistes en informatique, qui seront de futurs chefs de projets après avoir participé à plusieurs réalisations mettant en œuvre des techniques telles que :
— télé-informatique ;
— bases communes de données ;
— temps réel.

● Analystes Programmeurs
Réf. 42.23

minimum un an d'expérience ou formation IUT, AFPA. Nous apprécierons particulièrement les candidats pratiquant le *PL/1, le GAP II ou ayant une* bonne connaissance des matériels C.I.I. MITRA 15, IBM Système 7.

Envoyer C.V. et prétentions en mentionnant la référence du poste à : *M. ADJUTO*

CAP SoGETI
43 bis, rue des Entrepreneurs, 75015 PARIS.

Johns - Manville De France S.A.

recherche pour son siège
RUEIL MALMAISON

2 project engineers

Chargés au sein de l'équipe d'engineering de la *Division Internationale de* : l'évaluation, l'étude, la construction et la mise en route des Unités de Production Européennes du Groupe, sous le contrôle du Project Manager.

Ces postes conviendraient à des Ingénieurs ayant une formation A.M., H.E.I. ou équivalent, et quelques années d'expérience en poste similaire ou bien en entretien *travaux neufs.*
Connaissance de l'anglais nécessaire, perfectionnement possible.
Déplacements fréquents prévus.
Formation complémentaire et éventuellement stage aux U.S.A. prévus en fonction des travaux ultérieurs.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions au service 1101 M

plein emploi — Membre de l'ANCERP — 10 rue du mail paris 2e
Structures d'entreprises et carrières

INGÉNIEUR
AYANT EXPÉRIENCE TRAVAUX NEUFS

est recherché par
SOCIÉTÉ PÉTROCHIMIQUE

Ecrire avec curriculum vitae, n° 68.543.
CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

CISI
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

Analyste programmeur
pour programmation en langage machine sur mini-ordinateur.
Expérience du calculateur T 2000 appréciée.
La fonction implique éventuellement des travaux de maintenance et un horaire de travail par roulement. (Réf. PEC.A)

Technicien électronicien confirmé
Expérimenté dans le domaine numérique, il réalisera des liaisons entre ordinateurs et périphériques spécialisés. Il sera chargé de l'interprétation des dossiers d'études, de la conception technologique et de la réalisation.
Une formation complémentaire est assurée pour les autres aspects de la fonction. (Réf. PEC.13)

Chef de bureau
Etude de formation supérieure (Grandes Ecoles, DEA d'informatique). Il aura une solide expérience personnelle de chef de projet concepteur. Le poste nécessite du goût pour l'organisation et le développement d'une méthodologie de la conception, de l'analyse et de la réalisation. (Réf. FAR.B)

Chefs de projet
Maîtrise d'informatique ou équivalent.
Une grande expérience en application de gestion et le sens des relations humaines sont indispensables. (Réf. FAR.G)

Ingénieurs grandes écoles (ou 3e cycle en analyse numérique)
pour renforcer une équipe d'ingénieurs travaillant en banlieue Sud-Est.
Une expérience professionnelle de 1 à 3 ans en calcul scientifique, analyse numérique et programmation serait appréciée. (Réf. LIM.1)

Spécialiste en calcul de mécanique des fluides
De formation théorique (niveau doctorat d'Etat) en mathématique mécanique des fluides et analyse numérique, il aura une expérience pratique de la mise au point de modèles et de *leur programmation. Le poste est à pourvoir en banlieue Sud-Est.* (Réf. LIM.2)

Ingénieur en informatique appliquée
au sein d'une équipe chargée de calcul scientifique et technique, il aura la responsabilité de logiciels de base.
Sa formation : licence de mathématique et maîtrise d'informatique. (Réf. AST.21)

Analyste programmeur
de niveau DEUG mathématique, IUT informatique ou équivalent. C'est un débutant en programmation scientifique. (Réf. AST.29)

Envoyer votre curriculum vitae détaillé et prétentions en précisant la référence du poste désiré à : CISI - Service du Personnel - B.P. 2 - 91190 GIF-SUR-YVETTE

emploi et carrières

Le Groupement Industriel des Armements Terrestres
Etablissement de RUEIL-MALMAISON

recherche

1) INGÉNIEUR débutant
GRANDES ÉCOLES

Chargé plus particulièrement des problèmes de simulation et d'ergonomie.

Le poste demande de bonnes connaissances théoriques en automatique, ainsi que de bonnes notions en informatique.

Le candidat devra posséder des facultés d'adaptation à des problèmes très variés, ainsi que le goût du travail sur calculateur analogique et numérique.

2) INGÉNIEUR débutant
GRANDES ÉCOLES

Plus particulièrement chargé des études électromécaniques destinées au montage d'armements sur hélicoptères ou sur véhicules.

Le candidat sera chargé, dans ce cadre, de l'animation d'une équipe de techniciens et ses fonctions l'amèneront à se déplacer occasionnellement pour de courtes durées.

Adres. C.V. et prétent. au Départem. du Personnel.
ATELIER DE CONSTRUCTION DE PUTEAUX,
18, rue Galliéni, 92501 RUEIL-MALMAISON.



I.C.I. FRANCE

PROPOSE aux jeunes ambitieux de participer à son développement constant, en s'intégrant à son équipe comme

COORDINATEUR de L'ADMINISTRATION des VENTES

RESPONSABLE auprès du Directeur du Groupe FIBRES de :
— Statistiques ;
— Traitement des commandes ;
— Prévisions et contrôle budgétaire ;
— Etats et rapports périodiques ;
— Crédit clients ;
— Etudes diverses.

Formation universitaire économique, ou école commerciale.
Expérience de la gestion commerciale.
Pratique de l'anglais indispensable.

Envoyez C.V., lettre manuscrite, photo et prétent.
Service du Personnel, I.C.I. FRANCE,
8, avenue Réaumur, 92140 CLAMART, ss réf. M.S.

IBM

La Division Ordinateurs d'IBM France propose exceptionnellement à Paris quelques postes d'

ingénieurs technico-commerciaux centres ordinateurs

Ces postes concernent des Ingénieurs Scientifiques désireux d'avoir une expérience opérationnelle du fonctionnement d'Ordinateurs Systèmes Complexes, assortie de l'étude et de la connaissance approfondie des Software de base. L'activité comporte en particulier l'étude et le lancement de projets.

Sens du Management, aptitudes à la négociation sont nécessaires au même titre que les compétences techniques.

Fonctions évolutives - Formation complémentaire assurée - Les candidats devront être dégagés des obligations militaires et agés au minimum de 24 ans - Postes à pourvoir jusqu'en Janvier 75.

Ecrire à J.Bohl 2 rue Marengo Paris 1er Sous référence D0—01

telesystemes
Division des Systèmes de Téléinformatique

recherche
— dans le cadre de ses activités de conception et de réalisation de réseaux d'ordinateurs, de concentrateurs, de frontaux et de systèmes de transmissions de données ;
— pour le développement de projets de haut niveau technique :

CHEFS DE PROJETS
(référence 1.215)

Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent

Ayant :
— 5 ans d'expérience au moins ;
— une expérience pratique des logiciels de télétraitement sur mini-ordinateurs ;
— une connaissance des équipements de transmissions ;
— expérience en commutation de paquets *appréciée* ;
— une bonne maîtrise de méthodologie de développement de logiciels ;
— facilité de contacts.

INGÉNIEURS-INFORMATICIENS
(référence 1.216)

de formation supérieure

Ayant :
— 4 ans d'expérience dans les domaines cités ou en temps réel ;
— une bonne pratique de l'analyse et la programmation sur mini-ordinateur ;
— un goût du travail en équipe.

PROGRAMMEURS
(référence 1.217)

Ayant :
— 3 ans d'expérience au moins de programmation sur mini-ordinateurs.

Adr. curric. vitae avec photo et prétentions à :
CENTI Département Conseil en Recrutement, 128, rue de Rennes. — 75006 PARIS.
Réponse et discrétion assurées

POLYREY
recherche

Jeune CADRE CHARGÉ D'ÉTUDES
(minimum 28 ans)

Ce collaborateur de niveau grande école commerciale ou équivalent prendra en tant qu'adjoint du Service la responsabilité des études et recherches commerciales

L'activité de ce poste comporte des analyses d'enquêtes sur le terrain et une vérification des conclusions par des contacts éventuellement divers et nombreux (internes ou externes : clientèle, concurrence, etc.).

Une expérience de 2 à 3 ans d'études de marchés dans les produits industriels est nécessaire, ainsi qu'une habitude des enquêtes en milieu industriel.

Lieu de travail : VELIZY
(Bureaux du groupe AUSSEDAT REY - PAPETERIES DE FRANCE)

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à no 61.885.

cabinet leconte — 4, rue Amiral Courbet, PARIS-16e — membre de l'ANCERP

Importante Société d'informatique, LA DEFENSE (R.E.R.), utilisant trois ordinateurs I.B.M. 370/155 et 158 - OS - MTV (télé-processing), recherche pour développer de nouvelles applications

chefs de projet
analystes
CONFIRMES

ingénieurs système
EXPERIMENTES
OS - 370 et si possible IMS.

programmeurs
EXPERIMENTES
Assembleurs 360-370 et PL1 de préférence.

Les rémunérations peuvent être élevées.
Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo au Service 5446 M
plein emploi 118 rue réaumur paris 2

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS-8e
recherche

COLLABORATEURS
pour postes CADRES à pourvoir rapidement.
25 ans minim. Diplômés Etudes Supérieures.
Expérience bancaire ou finances extérieures.
Sens de l'administratif et du commercial.
Dynamisme, aptitude ou commandement.
Postes devant évoluer.

5 × 8 - 13e mois - Primes diverses.
Participation - Restaurant d'entreprise.
Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à :
No 3.580 AXIAL Publ., 91, Fg St-Honoré, (8e), q. tr.





offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

MAZDA

lampes et appareils d'éclairage

recherche pour RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEURS et AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

(BTS - DUT en électricité)

LEUR MISSION :
prospection, négociation et suivi des affaires auprès des ingénieurs conseils, administrations, collectivités locales et entrepreneurs.

LEUR PROFIL :
25 ans minimum ; goût des relations commerciales à tous les niveaux et volonté d'aboutir. Quelques années d'expérience Bâtiment et VRD appréciées.

Env. C.V. man. et photo Service Personnel, 29, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

Société Multinationale
Filiale important groupe américain
recherche pour Siège à PARIS

CHEF du PERSONNEL

- Il participera à l'élaboration et à l'ajustement de la politique humaine de l'entreprise.
- Se verra confier :
  - La responsabilité de l'administration et de la gestion du Personnel
  - La coordination avec l'Unité de Production
  - Les relations avec les représentants du Personnel.

Ce poste intéressera un cadre expérimenté, de formation supérieure, maîtrisant bien les différents aspects de la fonction et possédant une excellente connaissance de la législation du travail.

Rémunération de l'ordre de 70.000F annuels

Nous vous remercions d'écrire avec C.V. détaillé, sous référence 502 à :

cenior — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

IMPORTANT GROUPE DE COMPAGNIES D'ASSURANCES

recherche

INSPECTEURS COMPTABLES ET ADMINISTRATIFS

FORMATION :
Comptable supérieure niveau D.E.C.S., ayant expérience d'au moins 5 années en comptabilité générale de grande entreprise. Connaissances assurances très appréciées.

FONCTION :
— Vérifications comptables auprès des Agences et Succursales du Siège en province ;
— Evolution possible vers l'assistance au Contrôle de Gestion.

EXIGENCES DU POSTE :
Déplacements constants dans toute la France métropolitaine.

REMUNERATION :
Selon expérience et capacité + frais de déplacements + indemnité journalière.

Envoyer curriculum vitae détaillé au no 7.577,
PUBLIFOP 100, rue de Richelieu. PARIS (2e), qui transmettra.

Moyenne entreprise (70 Millions C.A.) filiale d'un Groupe Multinational important, située en proche banlieue Nord-Est de Paris, recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Dépendant du Directeur général, il aura la responsabilité de coordonner les activités et les développements techniques de la société sur le marché national en liaison avec les autres sociétés du Groupe en Europe.

Le candidat retenu (35 ans minimum) aura une formation Grandes Ecoles, une expérience acquise dans l'industrie Chimique et une bonne pratique de l'anglais.

INGENIEUR FABRICATION

Outre les problèmes techniques et d'organisation de la production, il aura les responsabilités humaines de l'encadrement et de la gestion.

Chimiste diplômé de l'Enseignement Supérieur, le candidat retenu aura 2 - 3 ans d'expérience acquise dans une unité de fabrication de produits chimiques.

Ecrire avec c.v. et prétentions, en précisant le poste, sous réf. 34213 à Havas Contact 156 Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche

pour ses activités spatiales

CHEF DE PROJETS

— Formation INGENIEUR GRANDE ECOLE.
— Expérience technique industrielle et gestion.
— Pratique courante de l'anglais nécessaire.
Lieu de travail : BANLIEUE SUD-EST

Adr. curric. vitae et photo, no 67.478, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

ARCT

Premier constructeur mondial dans sa branche recherche

ingénieur technico commercial

Cet ingénieur, après une période de formation, se verra confier les problèmes posés par la clientèle, par une famille de matériels.

Il définira les machines ou les modifications correspondant aux besoins du client en liaison avec le département des études.

Il conseillera le client pour les problèmes d'exploitation du matériel et pourra éventuellement réaliser la mise en route des installations.

Il jouera également un rôle d'assistance auprès des vendeurs.

Il suivra l'évolution du marché et du matériel concurrent et il participera activement à la définition des nouvelles orientations techniques et commerciales.

Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger et nécessite la pratique courante de l'Anglais.

Les qualités d'affirmation du candidat dans le cadre de ce poste pourront lui permettre, après plusieurs années, d'évoluer vers d'autres fonctions dans l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé et photo à Direction du Personnel, ARCT rue Cuvier - 42300 Roanne.

HAVAS CONTACT

Vous êtes un JEUNE INGENIEUR, vous avez une bonne formation en ELECTRO-MECANIQUE et en ELECTRONIQUE, vous commencez votre carrière et vous êtes ambitieux.

UNE SOCIÉTÉ FABRIQUANT DES APPAREILS DE RADIO ET D'AUDIO FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

vous propose le poste

Ingénieur des méthodes

Une formation vous est assurée au sein de l'entreprise et sous forme de stages. Vous travaillez dans une équipe jeune et dynamique, en étroite collaboration avec le Directeur Technique et, rapidement, vous avez la possibilité d'accéder à des responsabilités étendues dans une unité de production de 550 personnes, en pleine expansion.

Lieu de travail : banlieue Nord de Paris.

Les ingénieurs intéressés adressent leur candidature (ss réf. 1.075 M) à Hélène REFREGIER, 26, rue Commandant-René-Mouchotte, 75014 PARIS. Discrétion assurée.

---

service informatique

de l'un des premiers groupes d'Assurances équipé d'un important ordinateur IBM travaillant en multi-programmation.

Localisation : PARIS.
recherche :

UN JEUNE ANALYSTE-CONCEPTEUR

Ingénieur ENSA ou Maîtrise d'Informatique débutant ou 1 an d'expérience.

Mission :
responsabilité d'Analyste-Concepteur : mise en place et révision des applications informatiques.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous référence M 415, à

PROSSEL
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
25, rue du Renard - 75004 Paris

LEGRAND

PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATIONS

RENFORCE SON EQUIPE COMMERCIALE ET OFFRE POSTES EVOLUTIFS ET A RESPONSABILITES A :

JEUNES DIPLOMÉS

E.S.C., formations universitaires, I.U.T., etc... Disponibles pour fréquents déplacements et ayant goût pour l'action et la négociation.

Seront d'abord affectés sur le terrain à des fonctions de promotion des ventes auprès des prescripteurs, distributeurs, installateurs d'un secteur géographique.

LE GROUPE LEGRAND ASSURE UNE FORMATION PERMANENTE A SES CADRES. POSTES A POURVOIR A PARIS, LILLE, LYON, etc.

LA SELECTION AURA LIEU A PARIS, LE 23 SEPTEMBRE.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 121.242, 30, rue de Mogador, PARIS-9e.

Centre de Psychologie Appliquée

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour usine

région FONTAINEBLEAU

INGÉNIEUR ANALYSTE (G.E. ou ENSI)

ayant 1 ou 2 ans d'expérience et, de préférence, la connaissance du BOMP et du Télétraitement.

Il sera chargé de tous les problèmes d'informatique de gestion de la Division, en liaison avec les services du siège.

Ce poste est à pourvoir d'urgence.

Adr. C.V., rémunér. actuelle et photo à no 68.083, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
en très forte expansion
employant 5.000 personnes

recherche

pour l'une de ses GRANDES UNITES de production située dans le NORD de la FRANCE

JEUNE INGÉNIEUR

ÉTUDES - TRAVAUX NEUFS

— Il participera à la CONSTRUCTION des INSTALLATIONS NOUVELLES de productions chimiques (Génie civil, chaudronnerie, charpente, électricité, régulation).

— Il pourra être appelé à faire des séj. de quelques mois à l'étranger. Il doit donc parler anglais.

Il est DIPLOME d'une Ecole Nationale des ARTS ET METIERS ou d'une grande école équivalente. Il a une première expérience, type engineering.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. dét., photo et rémunération souhaitée, sous référence 688, à Création Dauphine, 41, av. Friedland, Paris-8e, q. t.

NOUS SOMMES UN GROUPE INDUSTRIEL DE TAILLE MONDIALE.

L'équipe software de notre division informatique (Paris) entretient et développe le logiciel de nos deux 370-145.

Pour compléter celle-ci, nous cherchons

un jeune ingénieur

pour lui confier l'étude de périphériques évolués : terminaux programmables, lecteur optique, saisie on et off-line et de leur interface avec notre système OS-MVT.

Ce poste convient à un ingénieur ayant acquis une expérience, même courte, de la mise en œuvre de "minis" programmables, de préférence chez un constructeur. De plus, une bonne maîtrise de l'anglais est un atout.

Les ingénieurs intéressés adressent leur candidature (ss réf. 2726 M) à J. THILY, « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

ICI FRANCE

UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES CHIMIQUES MONDIAUX

recherche

COMPTABLE I

POUR GESTION DE PORTEFEUILLE D'EFFETS DE COMMERCE

NOUS DEMANDONS :
— Un(e) candidat(e) possédant un C.A.P. d'aide-comptable ou un C.A.P. bancaire ;
— Une expérience professionnelle de quelques années, de préférence dans le secteur bancaire.

NOUS PROPOSONS :
- Possibilités de promotion ;
- 13e mois, prime de vacances ;
- Différ. avantages sociaux, restaur. d'entrep.
- Horaire variable.

Ecrire lettre manuscrite, photo, C.V. et prétent. à I.C.I. FRANCE, Service du personnel, 8, avenue Réaumur, 92140 CLAMART.

Société d'Études
haut niveau scientifique et technique

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ou équivalent

Cinq années d'expérience minimum dans les domaines :

- Du traitement statistique des informations.
- De simulations numériques.
- D'analyse, de conception et de développement de systèmes complexes (radar, sonar, Télécomm.).

Ecrire avec curriculum vitae sous le numéro 67.817, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1er, qui tr.

Société française (1.200 personnes)
Siège à Paris et usines en Province
recherche

CHEF DE SERVICE ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Rattaché au Directeur Administratif, le titulaire de ce poste, ayant sous son autorité un Agent des Méthodes Administratives, est responsable :
— de l'amélioration de la productivité de l'ensemble des services administratifs du Siège et des usines ;
— de l'élaboration, de la mise en place et de la mise à jour des procédures administratives ;
— de la qualité et de l'amélioration des circuits d'information ;
— d'études concernant le développement de la Société avec la collaboration éventuelle de conseils extérieurs.

Lieu de travail PARIS, 2 à 3 déplacements de courte durée par mois en province ou dans les filiales européennes de la Société.

POSSIBILITE D'ACCESSION A UN POSTE DE DIRECTEUR SOUS UN DELAI DE DEUX ANS

Le candidat retenu sera diplômé d'études supérieures et aura de très bonnes connaissances en Informatique. Il aura occupé un poste de responsabilité dans le service organisation d'une société ou dans un cabinet d'organisation.

Notre Société a un développement contrôlé, régulier et important (chiffre d'affaires en hausse 12 % l'an en monnaie constante).
Ecrire avec C.V. et photo à no 63080, CONTESSE Publicité, 20 av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

BAGNEUX — F 100 000

Une importante société Américaine qui supervise à l'échelon européen des travaux dans le domaine de l'électronique, recherche pour son Siège Social en création, un :

SENIOR ACCOUNTANT

La mission :
* il est responsable de la réalisation des comptes d'exploitation, des bilans et des Etats Mensuels à envoyer aux Etats-Unis avec analyses et commentaires ;
* il supervise toutes les opérations de comptabilité générale, les déclarations fiscales et la paie ;

Il faut :
* avoir une solide formation comptable D.E.C.S. ou équivalent ;
* pratiquer l'anglais ;
* avoir acquis 3 à 5 ans d'expérience dans un poste à responsabilités au sein de sociétés Américaines ou Anglaises.

Il est offert une rémunération de l'ordre de F 100 000 selon expérience et capacité.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous référence M.C.S. 22-145 M, à :

C & L Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boîte Postale 45108
75366 - Paris Cedex 08

SOCIETE FRANÇAISE - expansion : 30 % par an. Siège PARIS proche banlieue NORD - 25 succursales - recherche son

DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ

Interlocuteur efficace de la Direction Générale, il adaptera les procédures comptables au développement de la Société et au contrôle budgétaire (en liaison avec l'informatique), il participera à la gestion par des analyses permettant une prise de décision, il animera un effectif de 50 personnes dont 30 au Siège.

La réussite dans ce poste nécessite une solide expérience comptable, des qualités marquées d'organisateur et d'animateur, le sens de la gestion, un potentiel permettant d'être un des moteurs du développement de la Société.

Ecr. sous référence SZ 108 CM
4, rue Massenet - 75016 PARIS
DISCRETION ABSOLUE

etap

---

diversification pétrole

Vous avez :
- une formation commerciale supérieure,
- éventuellement, une première expérience dans la distribution des produits de grande consommation.

Vous souhaitez à la fois être à l'origine d'une activité commerciale nouvelle, et en vivre la réalisation sur le terrain.

Une Société Pétrolière (5000 points de vente en France) donne un développement nouveau à "la diversification" à travers son réseau de stations-service, et recherche le

JEUNE CADRE

qui, dans un premier temps, prendra en charge, en liaison avec les responsables régionaux, le démarrage et l'animation de nouvelles boutiques (motivation et formation des gérants, moyens nouveaux, contrôle de l'équipe de promoteurs de vente...).

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 27.122/M, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
5, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS-10e

SOCIÉTÉ DE CONSEILS EN MANAGEMENT

recherche

pour son Département recrutement

UN PSYCHOSOCIOLOGUE

— ayant plusieurs années d'expérience en entreprise ou (et) cabinet conseil ;
— intéressé également à des activités de formation continue.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09, ss réf. 1245

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi



FIRST NATIONAL CITY CORPORATION
recherche
pour faire face à l'expansion de ses activités européennes

analyste de crédit

- Basé à Paris mais couvrant plusieurs pays européens, le poste à pourvoir implique :
- — une expérience confirmée (3 ans) ;
- — une formation supérieure ;
- — la maîtrise de la langue anglaise ;
- — de préférence des connaissances juridiques et fiscales.

Adresser lettre + C.V. à:
CITIBAIL, 104, av. Charles de Gaulle, NEUILLY

Emplois et Carrières

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE

Jeune CADRE

— Ecole d'Ingénieur ou équivalent ;
— *Formation complémentaire en finance ou économie appréciée ;*
— Au moins 2 ans d'expérience dans un centre informatique.

Aura à s'intégrer au sein d'une équipe, et prendra progressivement la responsabilité de projets en informatique de gestion.
— Anglais souhaité.

Adresser C.V. manuscrit, détaillé, avec photo, sous référence 74019, Départem. Gestion du Personnel, R.G.P., 5, rue Michel-Ange, 75781 Paris Cedex 16.

Nous sommes une société multinationale spécialisée dans le négoce de produits agricoles
Nous connaissons une expansion continue qui impose l'adaptation rapide de nos effectifs
Nous tenons à ce que cette mutation s'opère dans le maintien pour tous d'une ambiance agréable,

SEREZ-VOUS NOTRE

directeur du personnel

chargé de coordonner *les* actions de :
- recrutement, formation, développement, information, rémunération, relations sociales.

C'est possible si vous avez une expérience de la fonction, le goût des relations humaines, le besoin de vous engager au sein d'une équipe dynamique, le sens du conseil en position fonctionnelle.

Vous vous installerez dans nos locaux de Paris, mais votre action concernera aussi nos filiales de province.

Envoyer votre CV avec indication de la rémunération *souhaitée au Service 5458 M*

plein emploi 118 rue réaumur-paris 2

Votre candidature sera traitée avec une totale discrétion.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER ORDRE
RECHERCHE
pour sa Direction Banque

LE DIRECTEUR

Age min. 33 a., 5 ann. expér., Anglais confirmé. Le poste s'adresse à un candidat ayt bne pratique des opérat. de marché monét. et des montages de crédit. Adresser C.V. détaillé et lettre manuscr. au no 1078, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9e.

---

ingénieur grande école

Une importante société de pétrole recherche pour sa Direction du Raffinage, un jeune INGENIEUR GRANDE ECOLE.

Il participera à l'élaboration des programmes mensuels de production des différentes raffineries et au suivi de leur réalisation.

Ce poste d'études au Siège peut déboucher sur un poste de production en raffinerie.

Le candidat que nous recherchons a de bonnes connaissances en programmation linéaire et sort éventuellement de l'E.N.S.P.M., Section Raffinage.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 27.118/M, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

RESPONSABLE DE MARCHÉ (MATIÈRES PLASTIQUES)

VOUS ETES :
— Ingénieur de formation ;
— expérimenté dans le domaine des matières plastiques ;
— familiarisé avec l'étude des marchés en secteur industriel ;
— un homme de contact, ténace, accrocheur, désireux de faire ses preuves en assumant de larges délégations et ne craignant pas le jugement par les résultats.

NOUS SOMMES :
— un groupe chimique d'audience internationale en fort développement.

NOUS VOUS OFFRONS :
— UN POSTE DE RESPONSABLE DE MARCHE D'ADJUVANTS POUR MATIERES PLASTIQUES basé dans la banlieue OUEST de PARIS.

Nous répondrons rapidement à votre candidature (curriculum vitae et photo) adressé à n° 88.036, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SGMI constructeur

(GROUPE EMPAIN – SCHNEIDER)
spécialisé dans la
PROMOTION IMMOBILIERE
recherche un

JURISTE

spécialisé dans le

Droit et la Fiscalité Immobilière

Son expérience de 3 à 5 ans dans ces deux domaines devra le préparer au rôle de Conseiller auprès des Responsables de programmes qui assez vite pourra lui être confié.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP
service M. 891 - 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE D'IMPORTANCE NATIONALE

recherche pour faire face au développement de ses activités et à la décentralisation régionale de ses unités

CADRE PERSONNEL

le poste est créé à la
DIRECTION DU PERSONNEL DU SIÈGE (PARIS)

Avec l'équipe actuellement en place, il lui sera confié la responsabilité de
RECRUTEMENTS (TECHNICIENS ET CADRES)

Il participera à des actions
*d'*INFORMATION ET D'ANIMATION

Cette expérience des hommes et de l'entreprise doit lui permettre d'évoluer vers des missions de gestion de carrières ou de formation.

L'HOMME que nous attendons est un jeune
SUP. DE CO. PSYCHO. ou équivalent
pouvant aller des capacités d'action et de contact à une bonne rigueur de jugement.

Adresser curr. vitae et photo sous réf. n° 7.732 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

SOCIETE METALLURGIQUE EN EXPANSION RAPIDE

recrute

DIRECTEUR DES ETUDES ET RECHERCHES

INGENIEUR GRANDE ECOLE

connaissant bien la climatisation.
Solides connaiss. ELECTROMECANIQUES

- Bonne expérience bureau d'Etudes.
- Connaissance de l'anglais appréciée.
- Perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à No 65785 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

C&C 3462

SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE
recherche
pour *Paris-Banlieue*

Un INGÉNIEUR CONFIRMÉ

ayant expérience process pétrole ou chimie pour département anti-pollution.
Anglais indispensable

Adresser curriculum vitae et prétentions à : Société JOHN ZINK, 1, rue Guy-Môquet, Z.I., 95100 ARGENTEUIL.

PHILIPS
data systems

DIVISION ORDINATEURS
recherche

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Référence : 491

Seront chargés de la commercialisation des ordinateurs de la série P 1000 et UNIDATA 7720.

Ces postes, à pourvoir à Paris, s'adressent à des INGENIEURS COMMERCIAUX ou TECHNICO-COMMERCIAUX possédant de 2 à 5 ans d'expérience de commercialisation de matériels informatiques.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Référence : 492

Seront chargés de la commercialisation des multiclaviers X 1150.

Ces postes, à pourvoir à Paris, s'adressent à des candidats ayant une bonne connaissance des problèmes de SAISIE DE DONNEES.

Env. C.V. détaillé et photo en précisant la référ. à PHILIPS Data Systems - Direction du Personnel, 5, square Max-Hymans, 75741 PARIS CEDEX 15.

AVERY étiquettes **AVERY s.a.**
organisation internationale de systèmes d'étiquetage
cherche pour son réseau de vente **PARIS**

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

jeune, dynamique, expérimenté

Ayant pratique des contacts haut niveau avec industrie et adapté à travail intense.
Niveau études secondaires
Position cadre
Fixe élevé + commissions
Nombreux avantages.

Écrire avec photo et C.V. sous n° 97002 B
BLEU PUBLICITÉ 17, rue Lebel 94300 Vincennes, Q.T.

COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

INDUSTRIE ALIMENTAIRE PARIS LA DEFENSE — **F 55.000 +**

La filiale Française d'un très important groupe alimentaire MULTI-NATIONAL recherche pour assister le Directeur Financier

1 CHEF DE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

Le candidat idéal aura au moins 4 ans d'expérience du contrôle des coûts et des inventaires dans une société de préférence anglo-saxonne. La rémunération pourra dépasser le niveau prévu pour un candidat très qualifié.
La pratique de l'anglais serait un avantage. L'importance du groupe, le renforcement de son implantation européenne ouvrent de très intéressantes perspectives de développement de carrière.

Votre lettre de candidature devra être adressée à Monsieur Soyer, 4, rue de Téhéran, Paris (8e), sous référence P. 91.

CONTROL DATA France

UNE ACTIVITE FORMATRICE ET UNE CARRIERE RAPIDE DANS UNE SOCIETE NOVATRICE

Jeunes diplômés, vous êtes animés par le désir de réussir au sein d'un Groupe jeune et dynamique, venez renforcer nos équipes d'

ingénieurs commerciaux

Après une période de formation personnalisée, vous aurez à développer dans les secteurs qui vous seront confiés la vente de nos produits pour ordinateurs.

Vous avez :
- un diplôme du type licence Sciences Economiques ou Sciences humaines, E.S.C.
- le sens de la négociation au plus haut niveau.

Une première expérience informatique serait souhaitée mais non exigée.

Ecrire ou téléphoner à P. Vallery - CONTROL DATA - 195 rue de Bercy 75582 Paris - Tél. 345.60.35 poste 2248.

GENERAL ELECTRIC
recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Pour diriger la comptabilité clients, facturation, crédit, recouvrements.

- Formation HEC, ESSEC ou équivalent ;
- 4 années d'expérience minimum ;
- Anglais obligatoire.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à GENERAL ELECTRIC, Service du Personnel, 42, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

MATRA

La Direction Contrôle Général recherche

- *pour son département informatique*

JEUNE INGENIEUR

pour collaborer à la mise en place d'un système de gestion de production. Pour ce poste, il conviendrait d'avoir une expérience acquise en production et si possible en informatique.
Référence A.

INGENIEUR ANALYSTE

pour participer à la conception et à la réalisation d'un système de gestion administrative. Pour être plus rapidement opérationnel au niveau des responsabilités proposées quelques années d'expérience seraient très appréciées.
Référence B.

- *pour son département organisation*

JEUNE INGENIEUR

en relation étroite avec les utilisateurs et les services informatiques, il participe avec le groupe organisation à l'étude et la mise en place de solutions nouvelles concernant l'organisation et la gestion des différents services de la Société.
La fonction peut déboucher ultérieurement sur des fonctions en informatique ou en gestion.
Une formation complémentaire en administration d'entreprise (I.A.E. - Dauphine) ou une expérience de quelques années du fonctionnement d'une entreprise serait appréciée.
Référence C.

Adresser lettre manuscrite CV et prétentions à
MATRA Direction des Affaires Sociales BP N° 1 - 78140 VELIZY

SOCIÉTÉ DE PRESSE
Leader dans son secteur pratiquant la D.P.O.
recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

Responsable devant le Directeur Général de :
— l'organisation et du fonctionnement de la comptabilité, du contrôle budgétaire, de l'administration du personnel et des services généraux;
— tous les aspects fiscaux et juridiques de l'activité de l'entreprise, aidé par des conseillers extérieurs ;
— la trésorerie de l'entreprise (prévision et gestion à court terme, incidences financières des décisions de politique des produits).

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur qui, après 3 ans dans un cabinet d'audit, aurait exercé des fonctions comparables dans une entreprise pendant 2 ans au moins.

La rémunération sera de l'ordre de 100.000 F et fonction des compétences du candidat.

ADRESSER DOSSIER DE CANDIDATURE À : Mme JEAMMOT, 141, av. Marguerite-Renaudin - 92140 CLAMART, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
recherche

DIRECTEUR D'USINE

ayant une réelle expérience des problèmes de Production et de Gestion, et surtout de Direction des Hommes, pour réussir, dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, le développement de l'usine principale.

Rémunération importante.

Ecrire en indiquant prétentions à Service Y

Psychologie appliquée
JUSTET

Société d'électromécanique multinationale

crée 3 nouveaux postes :

UN INGENIEUR DE RECHERCHES APPLIQUEES
responsable de recherches dans projet de base électromécanique. *(Réf. 234)*

UN INGENIEUR D'ESSAIS
responsable d'essais de plates-formes en électromécanique. *(Réf. 235)*

UN INGENIEUR DE METHODES D'INDUSTRIALISATION
responsable d'études d'automatisation. *(Réf. 236)*

pour lesquels elle sollicite les candidatures d'ingénieurs débutants, bilingues de préférence, possédant une formation de base Grande Ecole et une spécialisation dans le domaine de l'électrotechnique électromécanique ou dans celui de la mécanique, M.O., automatisation.

Adr. lettre manuscrite CV, photo en indiquant la Référence de l'emploi postulé à A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

offres d'emploi

NCR FRANCE

recherche
POUR SES AGENCES DE

PARIS
LILLE
STRASBOURG
NANCY

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

EXPERIMENTES POUR LA DIFFUSION DE SES SYSTEMES ELECTRONIQUES DE GESTION N.C.R. 299 et N.C.R. 399.

Adresser curriculum vitae avec photo (retournée) à Monsieur P. LEMASSON,

NCR FRANCE

DIVISION COMMERCE ET INDUSTRIE
191, rue Vaugirard,
75015 PARIS.

attaché commercial

Banque Privée recherche pour Agence de Paris 15e Arrdt,

ATTACHE COMMERCIAL

Le candidat, vendeur confirmé, devra avoir une expérience bancaire acquise au contact d'une clientèle de petites entreprises et de particuliers.

Nous souhaitons une solide formation bancaire, un B.P. de Banque serait apprécié.

Un candidat de valeur pourrait évoluer vers une responsabilité de **Second d'Agence.**

Ecrire avec C.V. + photo et rémunération souhaitée sous réf. AC/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

GROUPE DE SOCIÉTÉS

Siège Social Paris (8e)
crée un poste de

DIRECTEUR TECHNIQUE

et recherche pour le pourvoir un jeune ingénieur de grande école, de tout premier plan, possédant une solide expérience tant du bureau d'études que du chantier

ET AYANT RÉALISÉ DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES.

Des connaissances précises en chaudronnerie et mécanique générale seraient appréciées.

Ce poste conviendra bien à une personnalité aimant l'initiative et l'action.

Les premières responsabilités seront :
- la construction d'une usine en région parisienne ;
- l'amélioration de lignes de production dans un atelier existant ;
- le lancement des activités de chaudronnerie et montage d'une filiale ;
- l'étude technique d'entreprises dont l'acquisition est envisagée.

Envoyer photo et curriculum vitae manuscrit à M. PERETTI, 6, rue de Berri, PARIS (8e)
Discrétion totale garantie.

LE CARBONE-LORRAINE

recherche pour
Service ordinateur LEVALLOIS

ANALYSTE-PROGRAMMEUR GESTION
CONFIRMÉ
NIVEAU MATH. SUP.

ayant connaissance pratique PLI-GAP
COBOL souhaité

Devra être capable d'assurer :
— La découpage organique des applications ;
— La réalisation des dossiers d'analyse ;
— La programmation et la mise en place de l'exploitation sur 370/125 - D.O.S.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :
DIRECTION DU PERSONNEL
45, rue des Acacias, PARIS (17e)

EUROMARCHÉ

recherche

2 CHEFS COMPTABLES
pour la région parisienne

1 CHEF COMPTABLE
pour région Ouest

— Age minimum 26 ans ;
— autorité technique ;
— sens de l'organisation du travail ;
— sens de l'initiative et des responsabilités sont les qualités requises pour diriger un service de comptabilité générale et matières utilisant les ressources de l'informatique.

Les candidats devront s'intégrer à une équipe de direction jeune dans un groupe en pleine expansion.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
Monsieur Crastey
EUROVENTE, 180, route Nationale 7
91200 Athis-Mons

BATIMENT FONCTION COMMERCIALE

Les responsabilités d'Ingénieur que vous avez assumées jusqu'à présent vous ont montré l'intérêt de diriger toutes les étapes d'une négociation commerciale : prospection, avant-projets, estimation, soumission de prix.

Notre Société, de dimension nationale, développe son activité de 15 % par an.

Nous sommes prêts à confier cette mission primordiale à des hommes de valeur pour des affaires traitées G.O. et T.C.E. dans les domaines logement social, ouvrages fonctionnels et industriels.

Les postes sont à pourvoir à PARIS et Marseille.

Pour un premier contact, adresser C.V. manuscrit et photo ss référ. 7.713 à :
ORGANISATION et PUBLICITE,
2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transm.

PHILIPS

recherche POUR CENTRE
DE PERFECTIONNEMENT TECHNIQUE

PROFESSEURS ÉLECTRONICIENS

Maîtrisant parfaitement techniques
TRANSISTORS et TV COULEURS
Pour formation :
TECHNICIENS MARQUE et RESEAU REVENDEURS

Domicile Paris ; déplacements province fréquents.

Adresser C.V., prétent. et photo à SERVICE S.A., Départ. du Personnel, 249, rue de Crimée, Paris-19e.

LA RADIOTECHNIQUE

recherche pour
SURESNES

JEUNES COLLABORATEURS
titulaires du
D.U.T. de GESTION
option
FINANCES - COMPTABILITÉ
pour formation et emploi en
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Ecrire au Chef du Personnel
LA RADIOTECHNIQUE
B.P. 10 - 92150 SURESNES.

HOMME ou FEMME

Vous êtes dynamique, avec le goût de l'effort, du bon sens, organisé, le sens des responsabilités.

Nous vous proposons de mettre en place et de diriger un service de location portant sur 1.000 appartements en stations de montagne et balnéaires.

POSTE A PARIS

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 34.180.

DELATTRE-LEVIVIER

16, bd Malesherbes, 75008 PARIS
recherche

COMPTABLE 2e ÉCHELON

— expérience comptabilité générale ;
— bonnes connaissances plan comptable pour tenir comptabilité complète très petites exploitations ;
— poste stable.

Ecrire avec C.V. et prétentions au service du personnel.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

recherche pour son SIEGE SOCIAL (Paris-8e)

DES JURISTES

Les candidats retenus seront au moins Licenciés en Droit et justifieront de 5 à 7 ans de pratique dans l'Immobilier.

Adresser C.V. et prét. no 67.092, CONTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

ANIMATEUR-TRICE SOCIAUX-CULTURELS
Ville de Blanc-Mesnil,
93.150 recrute pr M.J.C. ayt si possib. une format. et quelq. ann. activit. profession., emp. st. 931-01-38, entre 14-19 h. pr r.-v.

AGENCE DE PUBLICITE MULTINATIONALE

Ch. un collaborateur capable de collabor. à la concept. de progr. de communications (R. presse, RP) et de se charger de l'exéc. et l'organisat. de ces programmes (contacts clients et médias).

Résumer et présenter des études sur paperboard.

Travailler en équipe.

Appliquer des connais. pub. et R. P. dans l'organisat. des tech. publicitaires et commerciales.

Etre dynam., sérieux, muni d'une solide notion du bon sens et de l'efficacité.
Libre rapidement.

Adresser C.V. détaillé à :
A. Bonnotte,
14, r. V.-Hugo, 92400 Courbevoie. qui transm. Discrétion assurée.

Petit restaurant cherche d'urgence jeune cuisinier.
Se présenter 3, rue Palestro.

Administration Versailles recherche
PERSONNEL masculin
(guichetiers) dég. O. M., B.E.P.C., min. Obligatoire traitem. annuel début. : 24.000 F. Env. C.V. sous no 97321 B à BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, q. tr.

Cabinet Brevets d'invention quartier Saint-Lazare, recherche

INGENIEUR ou TECHNICIEN

pour révision et remaniement de textes techniques. Spécialités mécaniques et électricité.
Très bonnes connaissances de l'allemand et de l'anglais exigées. Adr. C.V. et prétent. sous no 98052 B à BLEU, 17, r. Lebel, 94-Vincennes, qui tr.

Société Colombes près gare de La Garenne-Bezons
recherche
MECANOGRAPHES
P. 203 H. OU F.
DACTYLO-FACTURIERE
COMPTABLES
1er OU 2e DEGRE.
Se prés. 44, bd Ch.-de-Gaulle à Colombes, serv. comptabilité.
M. CHAOUAT.

Aide Comptable, connaissant méthode obbo ou décalque. Se présenter Transports Beaurère, 51, rue Servan, — PARIS (11e).

Compagnie des Vernis VALENTINE

Leader dans la branche Peintures
recherche

ADJOINT-DIRECTION COMMERCIALE

Le candidat retenu devra
— Avoir une formation E.S.C. ou E.S.S.E.C. ou de niveau équivalent ;
— Avoir une expérience professionnelle de 3 ans dans un service commercial ou dans la vente ;
— Aimer les contacts avec clients.

Il sera capable de
— Seconder le Directeur Commercial du département carrosserie dans ses tâches de gestion et de stimulation du réseau de vente ;
— Assurer la marche du service pendant les déplacements de son chef ;
— Visiter un certain nombre de clients importants.

Envoyer C.V. et photo : VALENTINE,
185, av. des Grésillons - 92231 GENNEVILLIERS.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL

QUARTIER ETOILE, recrute

COLLABORATEURS JURISTES

— Niveau doctorat en Droit ou équivalence, avec connaissances et expérience des questions de relations de travail et de législation sociale. Mais l'un des postes peut convenir à un jeune diplômé débutant.

— La fonction consiste à étudier (avec les partenaires de la profession et les organismes publics), des dossiers sociaux, à participer à la mise en place de l'information, à suivre des réunions, etc.

Adresser C.V. détaillé à M. GENEVAY,
11, square Jasmin - 75016 PARIS.

Société d'Engineering chimique
à vocation internationale recherche

JEUNES INGÉNIEURS

débutants ou 1 an d'expérience de formation mécanique E.N.S.P.M. ou orientation finale génie chimique appréciées.

Pour devenir Ingénieur d'affaire.
Formation assurée par équipes existantes.

INGÉNIEURS

3-5 ans expérience dans industrie mécanique ou chimique, spécialisés dans les domaines de : chaudronnerie, tuyauterie, machines tournantes

POUR POSTE INGÉNIEUR D'AFFAIRE

étude et réalisation de complexes industriels. Pour ces postes, lieu de travail : PARIS avec voyages à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à no 68.177 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er.

Pour accélérer la vente de ses nouveaux
SYSTEMES de TÉLÉCOMMUNICATIONS

C. G. C. T.

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Expérimentés dans la vente de biens industriels (ou, mieux, du Téléphone). Ils pourront rapidement obtenir une rémunération importante (en partie liée aux résultats).

Postes à :
PARIS, LYON, STRASBOURG, LILLE

Ecrire avec curriculum vitae + prétentions, au Service du Personnel — 28, rue de la Redoute,
92260 FONTENAY-AUX-ROSES. Discrétion assurée.

MUTUELLE DES ARCHITECTES FRANÇAIS

Assurance Professionnelle des Architectes
9, rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 16.
Recrute pour diriger son Service Statistique :

STATISTICIEN ÉCONOMISTE

Expérience informatique indispensable.

Adresser C.V. manuscrit dét. + photo + prétent., M. CLERET - M.A.F. - 9, r. Hamelin, Paris (16e).

Société de Distribution de Livres
recrute

- **UN ANALYSTE PROGRAMMEUR G.A.P.** (COBOL souhaité)
- **UN PROGRAMMEUR COBOL** sous C.I.C.S.
- **UN PROGRAMMEUR G.A.P.** (COBOL souhaité)

pour application Batch et T.P. (370/125)
Formation intérieure assurée

Envoyer C.V. et prétentions à O.P.F. (No 1.588), 2, rue de Sèze, Paris (9e), qui transmettra.

MIAL FRANCE Sté composants électroniques, recherche une secrétaire niv. B.T.S., avec connaiss. parf. de l'anglais lu, parlé + sténo 3 ans expérience minimum.
Un **INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL** pr visite clients région parisienne.
Ecr. av. C.V.+prétent. à MIAL-FRANCE, 66, rue Bernard-ISKE, 92350 Plessis-Robinson.

Prof. ANALYSE INFORMAT.
Tél. : 874-56-60, 17 h.-19 h.

Ecole secondaire privée laïque, banl. Nord, hors contrat ch. 1 professeur mathém. expér. classe second cycle, 18 h. ou tps part. 2e : 1 professeur science/physique expér., classe 1re et seconde, 12 h. 3e : 1 profess. anglais expér. 18 h. ou tps part. 4e : 1 profess. sciences naturel. 1er et 2e cycle. 12 h.
Ecr. No T 059711, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

PARIS IMPORTANTE ECOLE privée de Comptabilité rech. Prof. qualifié à plein temps ayt diplôme Compt. et aptitude à Direction. Ecr. C.V. à APS, 23, rue Choiseul-2e, qui tr.

Ecole Secondaire Privée St-Thomas-d'Aquin, 44, rue Grenelle, Paris-7e, ch. un surveil. administratif à temps complet. Tél. : 548-73-75.

Centre culturel communal de *Mitry-Mory, recrute pour le 1-10-1974,* un **ANIMATEUR** permanent spécialisé audio-visuel et théâtre ayant expérience responsabilités. Adresser candidature et Curric. vitae à Centre culturel communal, 7, avenue de Verdun, 77290 Mitry-le-Neuf.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, 500 millions de chiffre d'affaires, rech. pr l'une de ses filiales en développement :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
format. supér. (ESSEC, Sup. de Co., etc.) et expérience de gest. industrielle indispensable, siège région parisienne — usines en province — La rémunér. annuelle ne sera pas inférieure à 90.000 francs. — Env. C.V., prét. sous référence J D, à Cie Marcel Charran, 27, rue Marbeuf. 75008 Paris.

La Préfecture de l'ESSONNE recruterait sur contrat :
— Licencié en Droit (salaire brut : 2.130 francs environ).
Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au Service du Personnel de la Préfecture, boulevard de France, à EVRY (91010). Tél. : 077-92-50 (poste 20-39).

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS

de classe internationale
recherche pour
Filiale fabrication et distribution de produits à usages industriels

CADRE COMMERCIAL

Département BIOCIDES - ANTISLIMES

Ce collaborateur, animateur d'un réseau d'agents et d'une équipe de techniciens assurant les essais et les contrôles, sera responsable de la vente, de la promotion et du « service » (étude et suivi de l'utilisation de nos produits dans les usines intéressées).

FRANCE ET ETRANGER

Anglais indispensable
Formation de base théorique
et/ou expérience (technico) commerciale :
AGRI, PAPETERIE, MICROBIOLOGIE

(30 ans minimum)
Adresser lettre manuscrite avec C.V., no 67.486,
4, rue Amiral Courbet, PARIS-16e
cabinet leconte *membre de l'ANCERP*

Organisme Financier
quartier ETOILE, recherche

spécialiste financement entreprises

pour diagnostic d'entreprise, étude et mise en place de financement à moyen et long terme (crédit, crédit-bail).
- Homme 30 ans minimum,
- Connaissances secteur bâtiment et financement à court terme très appréciées.

Envoyez lettre manuscrite avec C.V. et prétentions au service 5464
plein emploi 118 rue réaumur paris 2

Un très important groupe industriel français ayant activités diversifiées au plan international
offre larges perspectives de carrière à

JEUNE HEC + MBA

attiré par les problèmes financiers. Un début d'expérience en ce domaine serait apprécié. Sa formation sera assurée à Paris par quelques années de tâches variées et de missions dans un cadre d'administration centrale et de secrétariat général. Il pourra alors accéder à des postes opérationnels de responsabilité dans un établissement du groupe.
Il s'agit d'une
situation avenir pouvant valoriser une formation brillante et permettre une carrière ascendante au sein d'une puissante firme.
Outre l'anglais, seconde langue souhaitée.

Ecrire sous référ. MW 165 AM,
4, rue Massenet, 75016 PARIS.
DISCRETION ABSOLUE.
etap

BANQUE D'AFFAIRES
Quartier Champs Elysées
recherche pour son service
ETUDES FINANCIERES

analyste financier

Jeune Diplômé Grande Ecole
dégagé des O.M.

- spécialisation financière ou comptable souhaitée
- pratique courante de l'Anglais indispensable.

Le poste implique des contacts fréquents avec les sociétés.

Envoyer lettre manuscrite avec c.v. détaillé, photo et prétentions, sous réf. 34215
à Havas Contact
156 bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

MONTPARNASSE

Société de LEASING
pour service Analyses Financières

CHARGÉS D'ÉTUDES

— Analyse des demandes de crédit-bail ;
— Relations avec la clientèle et les agences de province ;
— Participation au comité des risques.

Formation supérieure avec 3 années minimum d'expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions à no 14.775 : P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, Paris-8e, q. tr.

IMPORTANT BUREAU DE CONSEILS D'ENTREPRISES (JURIDIQUE ET FISCAL)

NEUILLY-SABLONS
recherche

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF
ATTACHÉ A LA DIRECTION

De formation Grande Ecole de Gestion ou équivalente
Expérience indispensable
Libre rapidement

Il sera chargé :
— de la comptabilité et de l'organisation ;
— des services administratifs.

Ecrire avec photo à :
FRANCIS LEFEBVRE
3, villa Emile-Bergerat - 92523 NEUILLY

هكذا من الأصل

offres d'emploi

BAM

Direction financière

Important Groupe Industriel Biens d'Equipement (2 milliards de C.A.) offre possibilités intéressantes de développement à

CADRE TRESORERIE

PROFIL : formation supérieure appréciée, anglais souhaité. Expérience plusieurs années service financier grande entreprise (trésorerie francs et devises) ou banque.
QUALITES : imagination, méthode, sens de l'organisation, esprit de synthèse.
MISSION : seconder responsable trésorerie francs et devises et en particulier participer à toutes les études et actions en vue d'améliorer la saisie des informations et la gestion.

Adresser C.V. et photo, sous pli confidentiel, à C. Dulcy, BAM RECRUTEMENT, 14, r. G.-Péri, 92120 Montrouge, en rapp. la réf. 436. Rép. et discrét. assur.



Proche banlieue Ouest (R.E.R.) Société d'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE en pleine expansion recherche

CHEF COMPTABLE et ADMINISTRATIF

DECS ou équivalent indisp.

Expér. de gestion, de trésorerie, de personnel et de secrétariat général souhaitée.

Traitement 65.000 F.

Envoyer lettre manuscrite, accompagnée C.V. détaillé à : B.E.O. (réf. 6010), 3, rue de Téhéran 75008 PARIS.

STE D'IMPORTATION ET D'EXPORTAT. A ARGENTEUIL FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL recherche

UN CONTROLLER

qui sera chargé du contrôle budgétaire et du stock, analyse des résultats mensuels préparation des budgets.

Le CANDIDAT RETENU devra :
— Avoir une formation universitaire E.S.C., E.S.C.P. ou équivalent.
— Avoir 28 ans minimum.
— Avoir une expérience profonde antérieure.
— Avoir de bonnes connaissances de la langue anglaise.

Ecrire av. C.V. + prétentions à M. S. MOREL, 75, rue des Courtis, 95100 Argenteuil. DISCRETION ASSUREE.

Départ. de SEINE-ET-MARNE recrute sur titres rédacteurs contractuels. 30 ans minimum, titulaires Licence ou au moins deux Certificats Licence. Adresser candidature préfecture de SEINE-ET-MARNE, Service du Personnel, 77010 MELUN.

Importante société bâtiment T. P. Paris-16e, recherche

COMPTABLES PRINCIPAUX

Niveau D.E.C.S.

Ecrire Nº 14.214 P.A., SVP, 37, rue Gal-Foy, 75008 Paris.

IMP. SOCIETE ENTREPRISE GENERALE RECHERCHE

1°) HOTESSE D'ACCUEIL
BILINGUE ANGLAIS
2°) CHAUFFEUR V.L.
3°) GARÇON D'ETAGE
4°) COURSIER MOBYLETTE

42 h. 45 en 5 jours Mutuelle Restaurant entreprise Tél. pour R. VS. 555-92-90 P. 507.

MATRA

recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Format. I.N.S.A. (Génie méc.) ou équivalent, s'intéressant au domaine de la mécan. vibratoire pr laboratoire d'environnement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à . Direction des Affaires Sociales, B. P. nº1. VELIZY 78140.

Ville de Mitry-Mory (77290), recrute pour le 1er oct. 1974 un DIRECTEUR perman. de l'Atelier municipal d'Arts Plastiques. Adresser candidature et curric. vitae à M. le MAIRE de Mitry-Mory.

IMPORTANTE SOCIETE FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL recherche

CADRE COMPTABLE
EXPERIMENTE

pr diriger son Serv. Comptabl. Age minimum 30 ans. Diplôme exigés DECS ou ESCP.

Ecrire avec C.V. et prétentions à nº 96919 B. BLEU, 17, rue Lebel, 94 Vincennes, qui transm.

SOCIETE 9e recherche
1 COMPT. CONFIRME
TEL. 073-02-41

SOCIETE FIDUCIAIRE PARIS 4e, recherche

JEUNE EXPERT-COMPT.

Dipl. pr direction d'un service

REVISEURS

Titulaires D.E.C.S.

Adr. C.V. et prét. à nº 67.199 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SOCIETE MATERIEL ELECTRONIQUE Banlieue SUD-OUEST

recherche

CHEF DE SERVICE FORMATION

Chargé de :
— l'établissement et suivi des Budgets et plan annuel de Formation (1 200 pers.).
— Définition et mise en œuvre des moyens INFORMATION.

— Formation supérieure (Ecoles ou Universités).

Age minimum 28 ans.
— Expérience industrielle de quelques années.

Adr. C.V. + photo à ARCHAT, 34, bd Haussmann, PARIS-9e (S/réf. D. 606) qui tr.

CIE ASSURANCES PROCHE SAINT-LAZARE recherche

Un (e) Rédacteur (trice)

RISQUES DIVERS CONFIRME (EE) PAR PRATIQUE PROLONGEE DANS CIE D'ASSURANCES OU CABINET DE COURTAGE
Ecrire nº 9.316 PUBLIPRESS 31, boulevard Bonne-Nouvelle 75082 Paris Cédex 02

LABOLANGUES CETRADEL recherche

PROFESSEURS

TOUTES LANGUES
— possédant obligatoirement un carte de travail de professeur depuis plus d'un an,
— ou bien ressortissant d'un pays de la Communauté Européenne.
— expérience pédagogique.
Env. C.V. rapidement à : LABOLANGES 2, rue des Italiens, Paris-9e.

Importante société DISTRIBUTION BANLIEUE SUD rattachée à un groupe international, recherche :

ASSISTANT ADMINISTRATIF

Ayt le sens des responsabil. une formation supérieure sanctionnée par un BTS, DECS comptabilité ou ESC.
Expérience 2 ans souhaitée
Pour participer :
— à l'élaboration des budgets et au contrôle de gestion,
— à l'amélioration des procédures administratives et comptables dans le cadre d'une utilisation de l'informatique.

Adresser C.V. man., photo d'id. références, prétentions à nº 68.122 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr. Discrétion absolue assurée.

SAT

41, rue Cantagrel 75013 PARIS

recherche

INGÉNIEUR DE LABORATOIRES

POSTE 1

pour études « technique transmission numérique »

formation demandée E.N.S.T., E.S.E., I.S.E.N.

INGÉNIEUR POUR SERVICE DE GESTION TECHNIQUE

POSTE 2

dans le domaine Télécommunications

INGÉNIEUR CONFIRME

POSTE 3

pour des études de systèmes de commutation électronique (contacts techniques avec les clients, propositions) ayant quelques années d'expérience en commutation.

Ecrire avec C.V. détaillé en mentionnant la référence du poste.

SOCIETE ELECTRONIQUE recherche

ELECTRONICIENS A.T. 2

(B.T.S., D.U.T...)

— Pour études de sous-ensembles U.H.F. Lieu de travail : Montreuil (pr. métro). Réf. 66.
— Pour ses laboratoires et plates-formes d'essais de matériels d'aide à l'aterrissage. Lieu de travail : Saint-Denis (pr. métro). réf. 55.

Ecrire avec curric. vitae en précisant la référence à TH. C. S. F., Service Recrutement, 53, r. Greffulhe, 92300 Levallois.

Société de Presse rech. 3 chefs de Publicité : Form. Commerc.; Expér. de la Publ., minim. 2 a.; Goût de la vente. Rémunér. av. intéress. au C.A. Env. C.V. et photo à Vie Publique, 5, rue du Colisée, 75008 Paris.

CENTRE Audio-visuel PARIS, ch. profess. anglais, allemand, espagnol, origine Marché commun, ou muni carte de travail. Réf. et exp. Env. curric. vitae à no 7.029, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Dans le cadre de son expansion GROUPE COMMERCIAL ayant filiales en FRANCE et AFRIQUE FRANCOPHONE

cherche

CADRE COMPTABLE

pour poste

INSPECTION

siège et filiale France

Expertise comptable ou niveau équivalent. Déplacements limités.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., nº 64.122

cabinet leconte

4, rue Amiral-Courbet, Paris-16e.

SOURIAU

recherche

JEUNE CADRE

pour prendre en charge l'un de ses « SERVICES BUDGET »

Formation E.S.C., E.S.S.E.C., SCIENCES PO section « ECO FI » ou équival.

Goût des contacts.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à Direction des Relations du Travail, 11, rue Gallieni, 92103 BOULOGNE.

Société moyenne importance (filiale puissant groupe français) région POISSY (78) recherche

UN AGENT COMMERCIAL

25 ans minimum, chargé de la vente et de la promotion de produits industriels. Formation générale niveau B.A.C., connaissances commerciales et techniques. Bonne présentation et aimant contacts.

Envoyer C.V. manuscrit et prét. à Nº 68.180 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

SODETEG T.A.I.

ENGINEERING AUTOMATISME recherche pour son SERVICE MATERIEL

INGENIEURS

Grandes Ecoles

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

B.T.S., D.U.T. ou équivalent.

Expér. industrielle 3 ans minim. Dégagés O.M. Connaissances de l'anglais appréciées.

Spécialisation études et développement matériels spéciaux intégrés dans des systèmes informatiques temps réel.

Lieu de travail : région VERSAILLES.

Adresser C.V. et prétentions Service du Personnel, 17, rue de la Reine, 92100 BOULOGNE.

JEUNE SOCIETE INDUSTRIELLE

filiale très important groupe offre situations stables à

1) RESPONSABLE DES APPROVISIONNEM.

(En particulier matières premières de base : aluminium, fer-blanc, plastique, emballage.) Poste convenant à jeune ingénieur A.M., INSA ou similaire, ayant au moins 2 à 3 ans d'expérience et connaiss. problèmes relatifs aux techniques de filage, emboutissage, etc.
Il devra être bon négociateur et disponible pr assurer fréquents déplacements de courte durée. Lieu de travail : PARIS 17e. REF. 6.808.

2) INGÉNIEUR

Chargé de la logistique, respons. sous l'autorité directe du chef de l'établissement du fonction, de la gestion et organisation administrative de plusieurs services importants. Emploi réservé à jeune cadre (form. ingénieur diplômé, ayant expér. méthodes, planning, contrôle qualité, approvisionnements, transports.) Lieu de travail : proche banlieue nord Paris REF. 6.809.

Ds les deux emplois, la langue anglaise est absolument indisp. (autre langue appréciée). Postes disponibles, ou entrées en fonction selon accord.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite av. C.V. dét., adr. à B.E.O. 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS en rappelant référence du poste. DISCRET. ABSOLUE ASSUR.

SERVICE IMMOBILIER BANQUE PRIVEE, 9e arrond. cherche

COLLABORATEUR CADRE

ayant expérience crédits promoteurs et gestion financière de programmes immobiliers.

Envoyer C.V., photo et prétent. HAVAS CONTACT, 156, boulev. Haussmann, Paris-8e nº 43.678.

IMPORTANTE SOCIETE

Rond-Point de la Défense (COURBEVOIE) recherche :

COMPTABLE

Titulaire B.T.S. ou D.U.T. ou niveau équivalent, pour tenue comptabilité générale et analytique et de filiales. Age minimum 25 ans.

Env. lettre manuscrite av. C.V. détaillé, photo (retournée) et prét., no 68.718, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

INGENIEUR TELECOMM.

ou EQUIVALENT

expérim. dans le domaine des centr. téléphoniques, programmables et connaiss. procédures commutat. téléph. s/ordinateurs. Envoyer C.V. à no 14.494, P.A. S.V.P., 37, rue Général-Foy, 75008 Paris, qui transm.

FMA DE L'ILE-DE-FRANCE
Utilisant 370/135 DOS équipé d'un lecteur optique recherche pour développer ses applications

TITULAIRES

du BAC et diplôme informatique (I.U.T.) intéressés par programmation, connaissances langages COBOL et ASSEMBLEUR.

ANALYSTES

PROGRAMMEURS CONF. Expérience professionnelle sur matériel IBM, connaiss. effectives langages COBOL et ASEMBLEUR. Les Analystes Programmeurs seront chargés de conduire un projet jusqu'à sa réalisation et devront être capables d'animer une équipe de programmeurs.

PROGRAMMEURS

MEME DEBUTANTS
Ecr. avec C.V. et prétentions : **FMA** 29, rue de la Tombe-Issoire - PARIS (14e)

Université nouvelle recherche

INGENIEUR de 30 ans minim. spécialisé en

INSTRUMENTATION MEDICALE

pour coordonner un cycle de spécialisation pour ingénieurs et participer à un programme de recherche.
Expérience industrielle souhaitée. Ecr. av. C.V. et photo à U.T.C. Ingénieurs biomédicaux, BP 233, 60206 COMPIEGNE.

Société EXPERTISE COMPTABLE R.E.R. - EST recherche

CADRE COMPTABLE

Format. universitaire et DECS.

Env. C. V. détaillé à nº 67.914, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, PARIS-1er, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE recherche

INGENIEUR

Formation Ecole Transports ou équivalence pour poste :

CHEF D'EXPLOITATION de Centres de Transports

Age minimum 35 ans. Ecrire à nº 96.920 B. BLEU Pté. 17, rue Lebel. 94300 Vincennes, qui tr.

Pour LYON et PARIS (postes définitifs)

DESSINATEURS PERSPECTIVES

(catalogues techniques). Tél. pour rendez-vous 735-96-50.

SOCIETE HOTELIERE FRANÇAISE

recherche

DIRECTEUR DES VENTES

connaissances hôtellerie et anglais obligatoires. Prière tél. 225-63-88 pr rend.-vs.

Cabinet de formation et de conseil d'entreprises recherche

ANIMATEURS DE FORMATION

pour animation de groupes de perfectionnement de cadres et de dirigeants d'entreprises sur problèmes de management et problèmes psycho-sociologiques. Hommes seulement, 28 ans minimum, expérience concrète de la formation dans les entreprises. Formation universitaire. Connaissance de la pédagogie des adultes.
Env. C.V., photo et prétentions Nº 68.753, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

ETS DERVAUX recherche pour départem. matériel pour lignes de transport et de distribution d'électricité pour la France.

INSPECTEUR DES VENTES

pour surveillance et animation technico-commerciales d'agences régionales et action directe auprès de la clientèle (administrations, entreprises de construction, grossistes, etc.). BASE PARIS, nombreux déplacements en province.
Ecr. avec références complètes à M. Douvillez, 71, rue de Monceau, PARIS (8e).

Importante Sté de Télécommunications, Paris-13e, rech. dans le cadre de son expansion :

ANALYSTE ADJOINT

— pour exploitation ordinateur,
— maintenance programmes,
— programmation COBOL.
Format. I.U.T. ou similaire. Débutant ou expér. 1 à 2 ans. Position cadre possible. Ecr. avec C.V. à A.O.I.P., Boîte post. 301, PARIS-13e.

Société électronique, filiale import. Groupe Anglais, banlieue Nord-Ouest, rech. pour son Bureau de vente

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

posséd. expérience ds la vente des composants hyperfréquences et connaissant l'anglais. Voiture fournie. Salaire intéress. en fonction de l'expérience du candidat. Adr. C.V. détaillé en anglais et prétent., s/réf. 1.649, à Publicité LICHAU S.A., 10, rue de Louvois - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

SOCIETE D'INFORMATIQUE recherche

1°) UN RESPONSABLE

pour son département logiciel niveau Grande école, ayant 4 à expérience système et si possible télécommunications acquise chez un constructeur d'ordinateurs

2°) UN PROGRAMMEUR SYSTEME

ayant 2 a. minimum d'expérience dans les systèmes d'exploitation et si possible de télécommunication.

3°) UN RESPONSABLE

DEVELOPPEMENT INDUST. pr son département Hardware. Niveau Grande Ecole, ayant connaissances approfondies dans les méthodes de fabrication et de test des mini-ordinateurs et des périphériques.

Ecr. à nº 14.785, P.A. SVP, 37, r. Gal Foy, 75008 Paris, q. tr.

ENGINEERING GAZ - PETROLE recherche

INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

(ENSIC Nancy ENSPM) 2 à 3 ans d'expérience (process et chantiers) d'unités pétrolières ou de traitement de gaz.
Ecrire C.V., photo, prétentions à Nº 32.945 I.P.F., 12, rue de l'Isly, Paris-8e, qui transmettra.

représent. offre

Import. Sté Cinéma production et diffusion films publicitaires recherche d'urgence

VENDEURS (EUSES)

pour Paris et banlieue fixe + commiss. + participation. Ecr. av. C.V. détail. ss Nº 98.710 B. Edit. Bleu Publ., 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES qui transm.

LABORATOIRE en forte expansion, désirant porter son équipe de visite médicale à 51 délégués,

recherche

4 DELEGUES MEDICAUX

Pour les secteurs de :

- Haute-Savoie 01 et 73.
- Haute-Vienne 15, 19 et 23.
- Haut-Rhin 25 et 90.
- Hérault et 12.

Nous souhaitons rencontrer des candidats titulaires du baccalauréat possédant une bonne culture scientifique et ayant éventuellement une expérience de la visite médicale.

Il sera proposé, en sus de la rémunération mensuelle, une prime annuelle et des frais de route remboursés selon un système de forfaits.

Envoyer curriculum vitae et photo à Régie-Presse Nº 566.124, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

cours et leçons

MATH RATTRAPAGE rapide par Prof. PHYS Terminale, PCEM, Fac. 526-82-47

ANGLAIS MRS THOMSON dipl. Oxford. — 633-17-16.

Couple, prof. lycée ch. leç. angl. franç., latin, grec ts niv., ts exam. Tél. 380-18-20

proposit. com. capitaux

NOUS AVONS POTENTIEL VENDEUR EN ESPAGNE

Pour vos produits orientés vers le marché de consommation du foyer.
S'il vous intéresse d'être représentés par une firme qui a :
— Six divisions commerciales dont les centres sont situés à Madrid, Barcelona, Sevilla, Valencia, Bilbao et Oviedo.
— Subdéléguations à 25 villes distribuées par tte l'Espagne.
— Réseaux commerciaux formés par vendeurs exclusifs.
— Epérience dans la distribution et vente directe.
— Références bancaires : Banco de Santander. Travesera de Gracia, 51, Barcelona (6).
Ecrivez à : Compania Internacional de Videosistemas, S.A. Nicaragua, 85-95 Barcelona — 15/Espagne

propositions diverses

ENTRAIDE CADRES
aide efficacement
DEMANDEURS EMPLOIS
Adresser C.V. à ECIT, 130, rue Gare, 95 ERMONT. *Entretiens à Paris.*

occasions

URG. PART. VEND TRES BELLES PCES IVOIRES ORIENTAUX. TEL. 206-06-46

autos-vente

PORSCHE 911 T. 1973 toutes options. Tél. 782-50-30 P. 240.

perdu-trouvé

Perdu passeport et documents nationalité polonaise au nom de M. Jakobczyk Zdzislaw. Prière d'écrire 5, rue Emile-Basly 62 - Fouquières-lez-Lens. Tél. : 20-32-25

emplois féminins

MADEMOISELLE

— Bonne présentation
— Prochainement disponible
— A l'aise partout
— Connaissance du secrétar.
— Et des techniques d'accueil
— Une langue vivante minim.
Si vous n'avez pas peur d'une rigoureuse sélection, écrivez une lettre manuscrite au nº 7.088 « le Monde » Pub. qui transm. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Organisation professionnelle cherche pour siège parisien

J. F SC. PO. OU DROIT

ayant goût pour rédaction. Bonne connaissance Droit du Travail souhaitée.
Ecr. nº 7.080 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

PARIS - PROVINCE

ENQUETEUSES

Profess. pr sondages. Env. C.V. **INTEROPINION** 253 bd St-Denis, 92400 Courbevoie

Recherchons pr notre Direction commerciale et administrative banlieue Ouest (R.E.R. RUEIL)

SECRETAIRE CONFIRMEE

Jeune femme ayant bonne formation générale et une expérience professionn. de plusieurs années. Connaissances allemand ou anglais souhaitées.

Poste indépendant, demandant sens des responsabilités et initiatives. Horaire libre. Bonnes conditions de travail. Salaire selon capacités.

Adr. C.V. détaillé à nº 68.757, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANT GROUPE Pont de PUTEAUX recherche

ATTACHEE
DIRECTION GENERALE

Bilingue français-anglais. Poste CADRE à responsabilités demandant : esprit d'initiative, expérience, dynamisme, facilité de contacts à haut niveau permettant diriger Secrétariat Direction Générale.

Niveau demandé : Etudes supérieures, Sciences Po, H.E.C. (J. Fille). Connaissance parfaite langue anglaise (courant et commercial). Sténo dans les deux langues.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Débutante et candidate non expérimentée s'abstenir.

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo, nº 68.569, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE NEUILLY-SUR-SEINE

recherche

JEUNE ASSISTANTE SOCIALE D'ENTREPRISE

Possédant voiture. DEPLACEMENT REGION PARISIENNE.

Adr. C.V., photo et prét. à Pub. TAVERNIER s/réf. 3342/M, 27, av. Tassigny, 94 Charenton.

F. Translator-Writer-Secretary spec. Economics, Motors, Humour thoroughly bil. French-German fluent English-Russian-seeks position Paris, free from 15-9-74. Write to nº 8717 SPEAR 75, Chps-Elysées, Paris-8e, q. tr.

HOPITAL SAINT-LOUIS rech. STENODACT. secrétar. BEP. Sal. 1 529 F net. Tél. 285-58-21.

Cherche j. fille pour s'occuper enfant 3 ans. Logée. Téléphonez 277-91-56 ou 479-53-04.

IMPORTANTE SOCIETE exploitation de chauffage recherche pour ses bureaux de la PTE CHAMPERRET une bonne

SECRETAIRE (2e DEGRE)

avec perspective d'avenir vers un secrétariat de direction. Ayant de 5 à 10 ans expérience. Pour ses bureaux de RUEIL.

SECRETAIRES

STENODACTYLOS Téléphoner Pour R.-Vs : 776-41-00, poste 32-42.

VIKING

Société Anglaise spécialisée en connexions électroniques, développe à partir de MANTES (78) ses activités sur le continent et recherche

ASSISTANTE DE DIRECTION

PARFAITE SECRETAIRE BILINGUE Français-Anglais. Allemand apprécié.

Formation type HEC JF, CPSS, BTS...
Elle sera responsable de tâches administratives et commerciales qui nécessiteront de l'autonomie de sa part.

Stage préalable de 2 mois en Angleterre, quelques déplacements en Europe probables.

Emoluments : 40.000 +

Ecrire avec C.V. sous référ. VIADIM à CETAGEP, 9, cité d'Hauteville, Paris-10e.

SOCIETE TESTWELL Paris-9e, recherche pour renforcement secrétariat

STENODACTYLOS

CONFIRMEES
Se présenter, 38, r. de la Tour-d'Auvergne, Paris-9e, Mº N.-D.-de-Lorette ou téléphoner au 878-81-40 pour rendez-vous.

AGENCE DE PUBLICITE INTERNATIONALE

recherche pour son

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

EXCELLENTE SECRETAIRE

Sténo - Dactylo possédant une bonne connaiss. de la langue angl. Bne présent. Libre rapidement. Ecr. avec C.V. détaillé et photo (retourn.) nº 566396 REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q.t.

Société recherche

SECRETAIRE

direction générale, bonnes réf., expérience dans domaines pharmaceutiques et juridiques serait très appréciée. Adresser C.V., prétentions et photo nº 14824 P.A. S.V.P., 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

Le Centre scientifique et technique du bâtiment recherche

SECRETAIRE BILINGUE

ANGLAIS NIVEAU BTS
Adr. C.V. av. photo et prétent. au 4, avenue du Recteur-Poincaré, 75016 PARIS.

FRAMATOME

Société d'Ingénierie Nucléaire recherche

SECRETAIRE

BLINGUE ANGLAIS
Bonnes notions d'allemand. Age minimum 30 ans.

STENODACTYLO

BILINGUE ANGLAIS
Poss. B.T.S. Libre de suite.

Tél. à M. Bernard MARTIN au 788-50-48, poste 21-10.

Centre médico-social municipal, banlieue Nord, recherche laborantine diplômée d'Etat. Tél. 793-06-98 et 733-27-32.

Importante Société REVETEMENTS SOLS et MURS et DECORATION, 8e ar. (Mº Franklin-Roosevelt ou Alma-Marceau) crée un poste de

Secrétaire

STENODACTYLO BILINGUE FRANÇAIS-ALLEMAND pour son SCE COMMERCIAL INTERNATIONAL.

Niveau BTS, sténo allemande indispensable, connaissance anglais souhaitée.

Rest. entreprise, 13e mois, horaire flottant, 40 h. sem.

Adresser C.V. au Sce 5474 M PLEIN EMPLOI 118, rue Réaumur, PARIS-2e.

CREUSOT - LOIRE

8, rue de la Rochefoucauld, Paris (9e) (Métro TRINITE)

recherche pour l'une de ses directions commerciales.

UNE SECRETAIRE

TRILINGUE (allemand-anglais) parlant parfaitement français parfaite sténodactylo dans les trois langues.

Avant. socx. Horaire variable. Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. ou se présenter Service du Personnel après avoir pris rendez-vous au préalable au : 282-22-00 - Poste 699.

Bureaux architectes recherchent secrétaire-sténodactylo expérimentée et dynamique. Tél. pour rendez-vous 551-35-82.

SOCIETE D'ETUDES recherche

JEUNE FEMME 30 ans minimum
Pour assurer le contrôle et formation d'enquêteurs. Nombreux déplacements en Province à prévoir. Voiture indispensable. Sens organisation et contacts nécessaire. Connaissance des problèmes d'enquêteurs souhaitée. Ecrire avec C.V. et photo C.E.S.P., 8, rue Danielle-Casanova, 75002 PARIS.

Cherche secrétaire-hôtesse mi-temps responsable du bureau d'accueil parisien d'un organisme de vacances. Ecrire nº 7082 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CREUSOT - LOIRE

8, rue de la Rochefoucauld Paris (9e) - (Métro TRINITE)

recherche pour l'une de ses Directions commerciales :

UNE SECRETAIRE

BILINGUE ANGLAIS
Sténo en langue anglaise appréciée.

STENO-DACTYLOS

Ayant bonnes notions anglais.

Avant. socx. Horaire variable. Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. ou se présenter Service du Personnel après avoir pris rendez-vous au préalable au : 282-22-00 - Poste 699.

SECRETAIRE PARTICULIERE

pour P.-D. G.
— Age minimum 18 ans.
— Très bonne présentation.
TéL : 331-75-25

demandes d'emploi

H. 26 ans, dynamique, format. comm. supér., sér. not. allem., ch. poste av. responsab. Etudie ttes propos. Paris ou province. Libre rapidement. Ecr. Nº 65.999 Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

J. Fme bonne présent., dynam., cultivée, expér. profess. Excell. allemend. Angl. courant, ch. sit. Paris. Lib. de ste. 548-80-47.

COLLABORATRICE DIRECT. longue et solide expérience commerc. et administr. Chef personn. y compris représentants. Bnes connaiss. comptab., ttes déclarat., seconderait efficacem. chef d'entr. Lib. de ste. Ecr. Nº 68.281 Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

J. architecte D.P.L.G. ch. empl. agence, bur. d'études. Etud. ttes prop. Ecr. HAP Nº 128.956 B.P. 52.44601 SAINT-NAZAIRE.

J. F. 23 ans, B.T.S. secrétaire, notions anglais, droit, cherche situation stable. Ecr. Nº T O 59.682 Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. F. 25 ans, maîtrise de lettre classique ch. poste enseign. ou surveill. Paris et rég. paris. Ecr. Nº T 59.656 à Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. F. 25 a., diplôm. Ecole norm. ch. poste enseign. lettres angl. en second. 1er cycle ou éc. prim. Ecr. Nº T 59.680 à Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J F. 21 ans, licenciée en droit, ch. emploi Paris ou banl. Ouest. Tél. 630-74-31.

Jne femme MAITRISE PHILOSOPHIE rech. poste enseignante région parisienne, dispon. de suite. Pr C.V. écr. Berrebi, 51, rue Gérard, PARIS (13e). Tél. 580-20-97.

CADRE, 33 a., anglais ccial, espag. cour., not. allem., expér. achat-vente produits aliment. frais. Etudie toutes proposit. Ecr. 63007 Press, 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2e.

J. f., 27 a., licenciée + certif. maîtr. angl., b. conn. angl. cial et juridique et allemand, 2 ans expér. professionnelle, cherche emploi en rapport avec études (traduct, document ou rédact.). Ecrire Régie-Presse nº T 059713, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. h., 26 a., dég. obl. mil., maîtrise de biochimie termin. doctorat 3e cycle chimie structurale, ch. poste d'enseignant. Poss rech. Paris ou Province. Ecrire nº 76497 Régie-Paresse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jeune bilingue angl. allem. pour enseign. linguistique à pl. temps ds import. sté Paris, env. C.V. à L. et M., 88, r. Joseph-de-Maistre, Paris-18e, ou tél. pour rendez-vous 627-96-71.

Assistante sociale D. E., 26 ans, 3 ans expér. ds administr., étud. toutes propos. de poste dans secteur privé. Ecr. nº T 59658 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e, qui transmettra.

Traducteur technique trilingue, russe, français, anglais, rech. traductions. Ecrire Me Koulik, 29, rue des Boulets, 75011 Paris.

ARCHITECTE, 6 ans expérience, cherche travaux intéressant av. équipe jeune et dynam. à Paris. Ecrire nº 76631 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Urg., aide-compt., 20 a., permis cond., rech. empl. st. Ecr. D. Kalikszteln, 9, r. Capri, 12e.

J.H., 27 a., niv. lic. Sc. Eco. 1 a. stage banque. 2 a. serv. méthode. Angl. cour. + not. Néerland. *Ecrire nº 76.507, Régie Presse,* 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q. tr

CADRE CCIAL ADM., 26 ans. Dég. O.M., 1 an Sc. Eco. Bonnes réf., ch. poste resp. Blacquebelair, 20, rue Saussure, Paris-17e.

J. Fme, 26 ans, élève Ecole Louvre. 2 ans dess. décor. publicité, ch. situat. début. chez décorat. galerie arts, antiquaire, ateliers dessins. Libre immédiat. Ecrire Josette Valsson, 6, rue Ernest-Lavisse. — 75012 Paris. — Téléphone : 250-71-83. — 14-18 heures.

J.F., 23 a., lic. Histoire, maîtrise littérat., B.T.S. Publicité, Angl., Italien, ch. emploi secteur indiff. Etudierai toutes prop. COMMEIGNES M., 169, bd Jean-Jaurès. 78800 Houilles. — Tél. : 968-83-54.

J.F., 26 a., Licence Droit Privé, BSEC, Angl., Dact., 1 a. expér. rech. poste dans contentieux. Ecrire no 14.741, P.A. S.V.P., 37, r. Général-Foy, 75008 Paris.

ESTHETICIEN INDUSTRIEL Exp. concept. prod. et P.L.V. ch. empl. stud. ou fab., libre de suite. Téléphone : 628-78-42.

CADRE COMPTABLE SUPER. 39 ans, 15 ans prat. Stés div. activités. Responsab. administr. compt., financ. Connaiss. méthode moderne. Trait. s/ordinateur. rech. poste stable. Lib. ste. Ecr. à nº 76.498, I.P.F., 12, rue de l'Isly, PARIS (8e), qui transm.

J. Fme, diplômée Ecole Franç. Attachée de presse, Lic. Droit, 5 ans expér. profess. mil. médic. Presse. Relat. publique. Rédact., mise en pages. Administr. Revues professionnelles. Cherche poste. Ecrire no T 59.650, Régie-presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H., 24 ans, dég. O. M., ch. emploi ds service marketing ou ccial pr Paris ou banlieue ouest, av. déplac. internation. Diplôme ECCID et maîtrise de gestion. Salaire : 42.000 F. Ecr. M. OLIVRI, 16, rue Jussieu, 78150 Le Chesnay, 954-19-92.

J. F., D.E.S., droit privé affaires cadre juridique, exp. 2 ans, lib. ss préavis, ch. poste collaboration et respons. ds service administratif et juridique. Ecr. Nº T. 059.625 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. F., 21 a., licenciée lettres modernes, expér. secrétariat sténodactylo dont 1 an en R.F.A., allemand-anglais courant ch. situation stable Paris ou étranger. Libre en novembre. Ecr. Nº T. 059.631, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Cadre com., expérience 34 ans, ref. prem. ordre, angl. parf. ch. situation stable Afrique ou D. T.O.-M. Ecrire Nº 75.283. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS 75002.

J. H., afr. BTS gestion com. ch. pl. stab., exp. 1 a. adminis. vtes cptable, Douré, 7, place P.-Langevin, 93380 Pierrefitte.

TRADUCTEUR ARABE *Licencié en Arabe, expérience* 5 ans. En France, accepte travaux à domicile. Ecr. nº 1.107, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Voir les demandes d'emploi et l'immobilier en page 36

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

demandes d'emploi demandes d'emploi

TRÈS MOTIVÉ COMMERCE INTERN.

— VOUS APPRECIEZ UNE BONNE EXPERIENCE :
- 2 a. U.S.A. + Canada ;
- contrôle de gestion + planif. Société + 800 millions/an ;
- marketing = 140 millions/an.

— VOUS N'AIMEZ PAS LES « INTELLECTUELS » : Moi non plus. Pour connaître les réalités, j'ai financé mes études en faisant 36 métiers.

— MAIS VOUS NE DEDAIGNEZ PAS UNE FORM. SUP. = Sc. Po. + Droit.

J'ai 30 ans, anglais courant + espagnol.
DESIRE VENTES/MARK./NEGOC. INTERN. DYNAMIQUE ET SOLIDE.

Ecrire n° 1079, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

Secr. dir. bil. angl., conn. all., ital., libre suite. Dépl. accept. Tél. après 18 heures : 306-59-55.

H., 32 a., D.E.S. Sc. éco., exp. market., gest. comm., anglais. Ecr. N° 1.057 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Stag. Int., ch. place F.F.I., Hop. rég. indif., serv. MG, Obs. Ec. Zagdoun, 5, r. Trachel, Nice

LICENCIE MATHS, 30 ans, cherche situation débutant, Lebovy, 6, rue Saulnier, 75009.

Français, 32, espagnol, anglais, technicien chauffage, libre dépl. Ecr. N° 1.080 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 24 ans, 3 ans informatiq. rech. pr études gest. comm. IFOCOP, stage prat. 9 mois. Ecr. N° 7.093 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

M.B.A. - Sc. Po. + Sc. Eco. Cadre de market., 4 ans expér. ent. Intern. mark., pub., promo., rech. sit. int. moy. entre PARIS. Ecr. N° 1.019 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. allemande, 13 ans séjour France, lic. allemand cherche poste PROFESSEUR ALLEMAND dans enseignement secondaire privé Paris. Ecrire N° 68.464, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

ÉCONOMISTE + I.C.G.

Licence de Sciences Economiques (option économétrie)
Licence de Sociologie
Expert Démographe (Université de Paris)
Ancien élève de l'I.C.G.

35 ans, 8 ans d'expérience professionnelle en développement régional AMENAGEMENT ET URBANISME cherche poste de responsabilité dans même domaine.
Ecrire n° 7085, « le Monde » Publicité. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

ANIMATEUR-CONSEILLER D'ENTREPRISES Haut Niveau

Eco Gest. ; psychosociol. appliquée : Dt du tr. et des Aff., T.B. réf. ; dipl. ens. sup., 34 a., 9 a. d'exp. prof., ch. cadre d'intervention : Institution, Organisme de Formation, Cabinet, Entrepr. de pointe....

Ecrire n° 1121, « le Monde » Publicité. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

Cadre 32 a., 14 années pratiq. Gestion du Personnel

ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Ancien Responsable des Services Administratifs du Personnel 4 usines, 1.600 personnes. Responsable recrutem. tous niveaux, formation, paye. Participe élaboration et application politique Personnel et salariale, suivi, législat. du travail, administr., relations syndicales et extér., Comité entreprise, études de postes, évolutions de carrières, tenue tableau de bord, calcul participation, Budget,
cherche poste à responsabilités France ou Etranger.

Ecrire no 1065, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

DIRECTEUR DU PERSONNEL 37 ans

Docteur en Psychol. - Licence Sciences Eco. (G.-B.). 10 ans d'expérience dans les divers aspects de la fonction du personnel dont 4 a. de gestion effective. Connaiss. des affaires sociales, jurid. et comptables.
- Motivation certaine pour cette fonction ;
- Excellente présentation ;
- Personnalité dynamique ;
- Libre le 15 septembre.

Etudierai toutes propositions Paris, Prov., Etranger.
Ecrire N° 76.592, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIO-ÉCONOMISTE 28 ans

Formation supér. E.S.C., trilingue FRANÇAIS, ANGLAIS, ESPAGNOL. Expérience des problèmes de développement en Afrique ainsi que du secteur para-agricole. Connaissance particulière des problèmes de vulgarisation et de pédagogie.

CHERCHE POSTE DE PLEINE RESPONSABILITE dans organisme de développement rural travaillant dans le Tiers Monde.

Alain LAFITTE, 14, av. Jean-Moulin, 64110 GELOS.

CADRE INFORMATICIEN

Avec :
— une formation supérieure (ESCP) ;
— une expérience constructeur ;
souhaite participer :
— à l'organisation administrative et comptable ;
— au développement informatique de votre société.

Ecrire n° 986, « LE MONDE » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

Doct., 3e cycle math. rech. poste d'enseignement ou de recherche. Tél. 705-48-48, 9-14 h., 18-20 h.

SECRETAIRE DIRECTION
cadre, bilingue anglais,
40 a., bne présent. Habitude contact ht niv. Sur. références., ch. sit. responsab., près P.-D. G. ou Direction Générale. 3 500 x 13 Ecr. n° 67.693, Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

E.S.C.P. - M.B.A. COLUMBIA - 29 A.

formation Finances marketing, assistant contrôleur puis responsable contrôle gestion Grande Société consommation. Expérience intense plan. budget, gestion, concell. cherche auprès Direction Générale poste haute responsabilité demandant esprit entreprise capacité dirigée, secteur gestion, ventes, activités nationales ou internat. étudierai toutes propositions (industr. conseil banque). Ecrire no T 059366. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

VOUS RECHERCHEZ UN COLLABORATEUR ?
peut-être serai-je celui-ci ?
MOINS DE 40 ANS CADRE DE DIRECTION BANCAIRE
ouvert à toutes offres faisant appel à sens des responsabilités, de l'organisation et aux contacts humains.
ÉTUD. TOUS PROJETS
de collabor. stable et d'avenir sans restrict. de domaine d'activités. Ecr. HAVAS, Nice 0601.

Prof. Sces Eco. (Lycée), Lic. en Droit, Anc. Insp. des Impôts, donnerait cours ou heures de cours en droit ou éco. Etablissement second., école de commerce. Accepterait également collab. à temps partiel avec Avocat, Expert-Comptable. Ecr. n° 7.087, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ARCHITECTE DPLG, 30 ans, cherche place stable.
M. PIAUD 12, rue Seguier, 75006 PARIS MED. 77-89.

J. Fme, bonne prés. possédant

D.E. INFIRMIERE + D.E. ASSIST. SOC.

Exp. client. priv. ; étud. toutes propos. intéress. sauf service hospit. 3/4 temps Paris Banl. Ecr. no T 59697, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris.

J. F., 28 a., anc. élève Ecole du Louvre, angl., esp., cherc. situation antiquaire ou librairie, E. HAMEL, 36, boul. Saint-Germain, PARIS-5e.

X., Architecte D.P.L.G., dipl. CHEBAP, 3 a. exp., étudie tt prop, de situat. France ou étr. Ecr. n° 1.127, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JOURNALISTE CONFIRMEE, bil. franç.-Polonais. Ang. cour. Bonnes not. Russe. Spécial. pays de l'Est. Examinera toute proposition sérieuse Paris. Ecr. n° 1.132, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

« J.H., électricien P2 indust., L.O.M. posséd. permis VL, PL, cherche emploi région METZ. » Ecr. n° 1.124, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H., 52 ans, Form. Compt. Sup., rompu aux affaires en génér., longue expér. dirig. entrepr., offre ses services. 150.000 F. Ecr. n° 1.119, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JEUNE ESC,
diplômé 1974, libre de suite, lib. oblig. milit., marié, ayt effect. nombreux stages. Marketing, commerciaux. Anglais courant, Allemand scolaire, cherche poste Marketing-Commercial. Ecrire CHAUDRON, 20, rue Vautier, 94 JOINVILLE.

CHARGE D'ETUDES Ciales, ESC, 2 a. exp., Stés Internat., cherche respons. opérationnelles chez ANNONCEUR ou AGENCE. Ecr. n° 1.117, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ex MANDATAIRE F. L., 51 a., connaissant vente, comptabilité. Permis VL pouvant se déplacer Province, cherche situation reconversion. Sérieuses références. Ecr. n° 1.118, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H., 29 a., lic. et maîtrise de philos., doct. psychol. clinique, expér. enseig., format. perman., dyn. de groupe, étud. ttes prop. Ecr. n° 1.116, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., 23 a., diplôm. Ecole des Cadres et des Affaires économ., secrét. commerc. intern. Anglais courant. Not. All. Libre de suite. Ch. situat. Paris ou proche banl. Ecr. LAHAYE, 6, r. Gl-Leclerc. 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

J.H., 26 ans, Docteur en Droit, spécialiste droit pharmaceutique. Parle Anglais, Allemand, Italien. Cherche emploi même sans rapport avec sa formation. Ecr. n° 1.063, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F., 34 ans, Agent Maîtrise, 10 ans expér. Assurance-vie, Retraite, auto, cherc. place stab. Ecr. n° 1.023, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H., 30 a., Licence Sc. Eco + DES Sc. Eco + IAE + DECS (Probat. + 3e An. Lic. Droit, Droit des Sociétés et Fisc, rech. poste stable débutant. Services Comptables, Financiers, Contr. budgétaire et Cabinet comptable. Libre de suite. Ecr. n° 1.097, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

TECHNICIEN COMPLET IMPRIMERIE, PUBLICITE, DESSIN, PHOTO, EDITION
38 ans, 10 ans expérience direction, offre collaboration MI-TEMPS dans service publicité existant, à développer ou à créer. Conception, création, surveillance tous travaux imprimerie et publicité. Rép. à n° 566.543, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

JEUNE FEMME
COMPTABLE 1er ECHEL.
C.A.P., 11 ans expérience, 2 ans compt. paies cherche emploi stable PROCHE DOMICILE PAVILLONS-SOUS-BOIS OU GARE DE L'EST. Ecr. n° 6.542, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

BREVETS
Ing. Elec.-Méca. dipl. C.E.I.P.I. 10 ans expérience propriété industrielle à tous niveaux étudierait toutes propositions collaboration associat. cabinet ou industr. Province ou Paris Ecr. n° 1.094 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

INGENIEUR
dipl. Ecole Nat. Sup. de Chimie TOULOUSE, 24 a., dég. serv. milit. Allem. Angl., ch. empl. France ou A.F.N., après stage raffinerie Fos et attestation étud. approf. chimie structurale. Ecr. n° 6.549 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J.F. 26 ans célib.
LIC. DROIT PRIVE
BTSS angl., not. espag. exp. secrét., libre immed., ch. poste dom. jurid., comm. Ecr. n° 1.110, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

SEC. PARFAIT TRILINGUE
Ang., Fr. + All. (langue mat.) 4 ans exp. en France, 23 ans, dynam., goût, contacts humains Etud. ttes. prop. Ecr. n° 1.081, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

CHEF DES VENTES
ESSEC 71, cherche P.M.E. Paris Ecr. n° 8.974, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

EXPORT
All., Ang. cts. Sc. Po. Sc. Eco., 3 a., resp. export pays européens prod. ind. ch. sit. resp. export. Ecr. n° 1.125, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

J. H., 29 a., format. CNAM, dynam., ambit. ch. sit. Cameroun, étud. toutes propositions. Ecr. N° 1.122 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9.

J. H., près d'un an d'expér. ch. emp. d'ANALYSTE FINANCIER. Ecr. N° 1.123 « le Monde » Publ. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H., 26 a., master degree Eco. et Market, lic. Sc. com., un an expér. gde banque d'affaires U.S.A., cherche situation dans banque ou ent. intern. Ecr. N° 1.131 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

L'immobilier

exclusivités

appartem. vente

Paris

BASTILLE Dans résidence 17e S. Raviss. STUDIOS ET DUPLEX S/JARDIN D'AGREMENT ensoleillé. Bureau vte s/place : 45, RUE DE CHARENTON 10 à 18 h. - TEL. 343-46-69.

12e - PRES MARAIS
GIRPA Restauration de style d'un très bel immeuble dans rue calme.
87 PETITS ET GRANDS STUDIOS + DUPLEX
Possible grande surface, grand confort, Poutres apparentes. Fenêtres à petit bois. Décoration en harmonie. Ascenseur, vide-ordures. Unités très recherchées pour placement. Location et gestion assurées. GIRPA, 325-25-25 + 56-78.

XVIe. ETOILE - VICTOR-HUGO. Etage élevé, appt. 102 m2. Séj. + 2 chbres. 600.000 F. — 522-62-14.

BOURSE. Imm. rénové, stud. av. loggia, 850 F. C. C. — 522-62-14.

XIe. RICHARD-LENOIR (près). Imm. récent, bel appart. 88 m2, parking, 285.000 F. — 522-62-14.

VIIe, BRETEUIL-MASSERAN
ds imm. fr. gd cft, lux. appart. élégant, rationnel, équip. et déc. 150 m2, salon, s. à mang., cuis., office, 3 ch., 2 bains, roberie, balcons, 2 park., stud. de serv. PASTEYER, 266-35-84.

immeubles

GIRPA

92, bd du Montparnasse (14e) 325 - 25 - 25 + 99 - 99 (vingt lignes groupées)
Pour satisfaire sa clientèle et pour vendre en permanence 300 STUDIOS, achète immeubles, hôtels, terrains, Paris ou proche banlieue (vides ou occupés), même gros travaux.
Paiement comptant de 100.000 à 20.000.000.
(Intermédiaires sollicités.)

locaux commerciaux

LEDRU-ROLLIN
920 M2 Immeuble commercial entièrement libre. Bon état. A louer sans pas-de-porte : 200 F le m2 annuel. Bail 9 ans. Ecr. à n° 76.619, I.P.F., 12, r. de l'Isly, Paris (8e)

12e Local commercial d'angle, 25 m façade 600 m2 env. s/2 niveaux. Chbre froide. TOUTE PROPRIETE. S. A. AZED, 25-27, Bd Richard-Lenoir - 355-35-34 (groupées).

locations meublées

Offre

DEFENSE. Charm. 2 p., tt cft, TEL. 1.200 T. T. C. — 704-88-18.

appartem. achat

URGT rech. 16e - 7e APPARTEM. 5 - 6 P., grande surf. LAB. 13-89.

constructions neuves

MAISONS-LAFFITTE
Dans un magnifique cadre de verdure et vue sur la vallée de la Seine.
Studios, 2-3 et 4 pièces. PRIX NON REVISABLES.
Habitables 4e trimestre 1975.
IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland, 8e. BAL. 93-49.

hôtels-partic.

Près MOLITOR - PL. SOLEIL GD JARDIN 6 pièces, garage. Pavillon indép. Impecc. 950.000 F. - JAS. 51-84.

NEUILLY-CHEZY
s/sq. priv., calme total, H.P. 6 p. + logt serv., gar. 2 voit., jard., constr. 1925. SOL. 39-10.

locations non meublées

Offre

Près PANTHEON
Appt. 2 P. Tt. cft. Libre de suite. 633-97-40.

ODEON - Studio cft neuf. Kitchenette équipée bains 750 F. 633-19-11

Me Michel-Ange Molitor living dble + chbre, bns chauff. imm. 1.300 F. C.C. + chauffage. Tél. 700-08-59

Part. loue Celle-Saint-Cloud Appart. 4 p. 78 m2, tél. 4e étage, sans ascenseur, vue splend. 1.000 F par mois + charges. Tél. 969-51-47

LOCATIONS GRAND STANDING
PROFESSION LIBERALE ACCEPTEE

EXCEPTIONNEL
CHAMP-DE-MARS
7 P. 280 M2, TELEPHONE, 2 chambres de service.

TROCADERO
HOTEL PARTICULIER AVEC JARDIN
10 PIECES PRINCIPALES TELEPHONE.
824-47-93 HEURES DE BUREAU.

Demande

PROPRIETAIRES
Confiez-nous la locat. et la gestion de vos appts. OTAGI 78, r. de Miromesnil. 292-28-34.

Industriel cherche à louer : Un appartement très haut standing. 2-3 chambres. Un grand séjour. Surface 100 à 150 m2. De préférence 7e ou 16e arrt. dans immeuble récent. Loyer indifférent si justifié. Ecrire n° 7074 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

locaux industriels

pour implantation rapide un
ensemble industriel
(clés en mains)
— région Rhône-Alpes.
— le long de l'autoroute Nord de Saint-Etienne.
— surface couverte existante : 5.000 à 7.000 m2.
— surface terrain : 4 à 7 hectares.

Ecrire n° 7.072 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9e).

Importante Société vend, près périphérique à Aubervilliers, ensemble ou séparément, 2 terrains clos aménagés à usage industriel de 18.200 m2 environ (façade 114 m. sur avenue) et 7.200 m2 environ (façade 70 m. sur rue).
Parkings - Bâtiments divers (bureaux et magasins) Surface totale couverte au sol 8.200 m2 environ, très partiellement occupés.
Pour visite et renseignements, s'adresser à : M. GRIGNON, dépôt ESSO à Saint-Ouen (93). Tél. : 606-80-80.

Adresser toute offre avant le 18-9-1974 sous pli cacheté directement à ESSO S.A.F. - Direction Comptabilité - offre N° 501 - Boîte Postale N° 38, 92405 COURBEVOIE.

appartements vente

Paris

ILE SAINT-LOUIS
Superbe, 50 m2, tout cft, entièrement équipé, décoration caractère avec téléphone. Renseignement : téléphoner au 325-40-42 de 10 h. à 12 h.

19e LAUMIERE
Propriétaire vend dans immeuble restauré entièrement 35 STUDIOS tout confort. Prix intéressants et location à importante rentabilité. Exceptionnel pour placement car petites surfaces. GIRPA. 325-25-25 + 56-78.

16e AUTEUIL, R.-Ch., jdin priv. 5 PCES, 160 m2, 2 Services IMPEC. 680.000 F. JAS. 51-84.

2e BOURSE
Quartier des affaires GIRPA restaure bel immeuble de caractère. STUDIOS-DUPLEX, 2 PIECES très grand standing. Investissement de qualité. Sécurité pierre au centre de Paris. Tél. : 325-56-78 + 25-25.

LA MOTTE-PICQUET
Exceptionnel dans bel imm., 3 p. confort, 60 m2 + ch. serv., 5e étge ss asc. Tapis escal. 200.000 F. Tél. 266-16-65, p. 6.

AVENUE SAINT-OUEN
Etage élevé, studio tout confort, plein Sud. Facilités. MARTIN, Dr Droit, 742-99-09.

ALESIA, résid. Calme. Bel imm. 6e ét. Sud. 3 p. p., cuis., bs., conf. 240.000 F. SEG. 55-31.

Place des VICTOIRES (Près) · Grand studio + mezzanine. Caractère. DID. 97-15.

RUE HEROLD, 4 STUDIOS. Grand confort, idéal placement. Propriétaire. DID. 98-54.

PTE ST-CLOUD, 97, bd Murat, 5e ét. ds imm. réc. magnif., 200 m2, 2 ptes palières mixte cial, 3 burx instal., 2 l. tél. park. CREDIT par propr. taux 10 %. Ts les jrs de 14 à 18 h. ou sur rdez-vous, 531-51-10 et 828-80-47. Exclusivité S. MEYRAT.

MAUBERT, studio sur rue, 24 m2, dche, tél. 65.000 F. 17, rue Frédéric-Sauton, 5e. Mardi de 14 h 30 à 17 h.

PANTHEON
Pl. de la Contrescarpe (même) superbes studios pl. de lumière. Raviss. maison anc. rénovée. Charmte ambiance provinciale, cuis. et s. de bns lux. équipées. A partir de 130.000 F. Le Luxembourg. 325-10-56.

LUXEMBOURG
Très joli petit appart. 2 pces SUR JARDIN, 4e étage, asc., bel immeuble. ETAT EXCEPTIONNEL. Le Luxembourg. 325-10-56. 7, rue de Tournon, 6e.

16e TROCADERO, Réct. stdg. Exception. étge élevé, luxueux, 220 m2, 4 chbres, 3 bns., cuis. équip., balc., park. 727-03-46.

19e PLACE DES FETES PROPR. VD DIRECT.
Ds imm. stand. 1969, gd living + ch., cuis. équip., s. de bs, wc séparé. Nombr. placards. 62 m2, grande terrasse privative. Prix 217.000 F. - Tél. 225-14-80.

Mo Censier 167, r. Mouffetard 2 p., cuis., s. eau, wc, 4e étage, 33 m2. Visite le 10, de 14 h à 19 h. - 331-88-46.

PORTE ST-CLOUD Près Métro
Ds imm. récent, bon stand. 4 p., 80 m2. Soleil. Calme. Prix mod. FRANK ARTHUR - 924-07-69.

SEGONDI 874-08-45
XVIe, EXCEPTION. TRIPLEX
6-7 et 8e ét., 9 pièces ppales nombr. dép., 270 m2 + Terras. possib. division 2 appartem., Mardi 10, de 15 h. à 18 h., 63, bd Muralend
63, BD MURAT.

GAMBETTA
PLACEMENT EXCEPTION.
Nf studios tout cft. A part. 70 000 F. Loc. ass. 345-86-41.

VOLONTAIRES
Ds imm. neuf. luxueux STUDIO. FRANK ARTHUR. T. 924-07-69.

ROME SOL. 39-10
S/rue et jardin, Beau 3 pièces, gde cuis., s. bains, wc, impecc.

DAUPHINE. Studio env. 50 m2. Très original. 325-83-81.

Région parisienne

BOULOGNE EGLISE
Très bne construction, 5e étage, Gd 4-5 p. 113 m2, belle entrée, living dble 39 m2, 2 chambres, 2e poss. s. bns + s. e., w.-c., chauff. radiateur, tout confort. ORPI. TEL : 825-60-40.

Part. vd Chatou ds résid. lux. 5' R.E.R., appart. 3 p., 60 m2, cuis., s. de bns amén. 195.000 F dont 28.300 C. F. 755-87-50, p. 17.

BOULOGNE Près Métro
IDEAL PLACEM. stud. neuf. Park. 103.000. JAS. 51-84.

SEGONDI - 874-08-45
VERSAILLES RIVE GAUCHE
Pr. GARE et CHATEAU. Imm. XVIIe caract., gd 2 pièces, cuis., wc, s. bs, 65 m2 env.-+mansarde. Mardi 10 septembre, 14 à 17 h : 7, rue du VIEUX-VERSAILLES. 7, r. du VIEUX, VERSAILLES.

BOULOGNE, 5 av. P.-Grenier Vue except. 160 m2 habit. + 165 m2 terr. plain-pied. Mardi, mercr., 14 h à 18 h. 333-53-03 - 533-13-43.

appartem. achat

XVIe. Rech., LUXUEUX 200 m2 avec terrasse. Px relativement indifférent. Tél. : POI 40-22.

Dispose paiement compt. chez notaire, ach. 1 ou 2 P., préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e. TRE 20-67.

PR PLACEMENT, Rech. studio ou 2 p., cft ou poss., 17e, 18e, 9e. Tél., h. b., HUSSON : 255-66-18.

échanges

Propriét. appart. 3 p. confort ascens. 5e ét., r. Saussure, dés. échanger avec Soulte payable compt. c. appart. 5 p. 17e, 8e, 7e arrond. Tél. apr. 20 h. 267-49-22

fonds de commerce

Bail à céder 45 m2. Fonds menuiserie. Ebénist. av. machines. TEL. 366-56-95.

immeubles

7e près Bon Marché
Propriétaire vend dans immeuble restauré MURS DE RESTAURANT - MURS de Galerie tableaux. Location par baux de 9 ans récents. Rapport 10 % assuré par commerces en pleine activité. Placement intéressant (Révision triennale)

20e PRES NATION
Vend tout le rez-de-chaussée d'immeuble restauré récemment 10 mètres du métro - Locataires en place.
1 GRAND PRESSING ET 1 GD MAGASIN CONFECTION
Placement d'avenir et sûr. GIRPA. Le propriétaire 325-56-78 + 25-25.

villas

COTE D'AZUR
Près des LECQUES, authentiq. mas provençal, 9 ha pinède et oliviers, 2 plans, 5 pièces principales, cuisine, cheminée et puits intérieur romain, dans parc : dépendances, pigeonnier restauré, 2 pièces principales, duplex, cuisine, 4 km mer, électricité, Px. 900.000 F. Facilités. Agence MOLLARD, 35, les Arcades-du-Port, Sanary-sur-Mer (Var). Tél. (16-94) 74-25-03.

locaux commerciaux

52 M2 + CAVE PARIS (9e) en 3 nivx, R.-de-ch. en boutiq. Tél. loyer lib. pr Burx Tél. 260-77-78

LA COURNEUVE, Terr. 880 m2 dt. bang. : 400 m2, bur. : 80 m2, tél, accès ts camions. Locat. av. Bail 3-6-9 a. 4.000 ms. 553-98-91

15e Toute propriété
BELLE BOUTIQUE d'angle + possible STUDIO 1er étage. Ancien bar-brasserie - Licence IV Possible tous commerces

15e - FRONT DE SEINE
MURS de salon coiffure (plus de bail) Etudierons toutes propositions sérieuses
GIRPA Propriétaire 325-25-25

VAVIN Imm. p. de t., asc. Tapis escalier
Propr. vd BOUTIQUE + S/SOL. Aménagem. restaurant + appart. Prix à débattre. - 878-87-10.

Propr. vd ds imm. nf BOUTIQ. gde fac. s/rue, 4 lign. tél., air condit. Refait par décorateur. Conviendr. Dentiste, Publiciste. Prix à débattre. - 878-87-11.

Cherche à louer 600 à 1.200 m2. 1 ou plusieurs plans dans Paris. 231-12-01 / 50-85.

châteaux

LE LUDE (72)
SUPERBE DOMAINE boisé 30 ha CHATEAU 18e, 15 p. Pièce de/au. Piscine chauf. Tennis.

BAUGE (49)
PROPRIETE 100 ha clos murs. CHATEAU XV et XVIIIe. 25 p. Etang. Bois 45 ha. Ferme louée. 40 ha.

VALLEE LOIR :
MANOIR Directoire. Parc 1 ha. Cabinet D. HOUDIARD, 31, r. Crossardière, LAVAL. T. 53-25-21.

bureaux

PTE MAILLOT Propr. Loue 1 à 3 Burx. SS. p. d. pte. 637-06-09.

A louer appt 75 m2 av. Bail ccial pr Burx, près Pte Orléans 2 lig. tél. 980 F mens. 253-17-32

NEUILLY
Ptaire loue 1 ou plus. bureaux immeuble neuf. Tél. 758-12-40

MAILLOT. Loue SS p. d. pte 1 à 20 BURX TS quartiers 522-19-10 - 387-14-80

EXCLUSIVITE
16, PLACE VENDOME (Ier)
225 m2 bureaux luxueux. Immeub. prestig., bail 3-6-9. Richard Ellis, tél. 225-27-88.

OPERA
EXCEPTION PR PLACEMENT 5 burx, 2 lignes de téléphone. Tte propriété, 310.000 F. Gros rapport assuré. Tél. 345-86-41.

propriétés

Mais. bon état, rég. Epernay (Marne), 4 log. de 2 p., champ. mans., gd gren., garage 4 voit., cave cellier. Prix : 200.000 F. Ecr. no 6.548, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Part. vd très belle maison 10 p., tt confort, banl. ouest, 10 mn gare St-Lazare. Ttes commodités à proximité. Px très intéressant. Ecr. n° 6.550, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

50 KM OUEST. Rég. Gambais Tr. jolie mais. anc., 2 pces récept., 4 ch., tt cft, imp., vast. dépend., logt gard. Tr. b. jard. 3.000 m2. LARGIER, ANJ. 18-18.

transports

DEMENAGEMENTS combinés aller-ret. tte la France Nice et région, RONDEAU 1, bis rue Erlant. 828-80-41

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

LUNDI 9 SEPTEMBRE

● CHAINE I

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?

20 h. 30 Feuilleton : « l'Odyssée », d'après Homère. Réal. F. Rossi. Avec B. Fhemiu, I. Papas, R. Verley.

Ulysse a été retenu prisonnier pendant sept ans par la nymphe Calypso. Ayant réussi à s'échapper, il est arrivé en Phéacie. Nausicaa, la fille du roi, l'a recueilli et s'est éprise de lui.

21 h. 20 Emission littéraire : Ouvrez les guillemets, de B. Pivot. Spécial Chili.

● CHAINE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.

20 h. 35 Actuel 2 : Une rentrée : une réforme pour dix millions de scolaires.

M. René Haby, ministre de l'éducation nationale, répond aux questions de Philippe Harrouard et des invités d'Actuel 2.

21 h. 35 Variétés : Le cabaret de l'histoire.

● CHAINE III (couleur)

19 h. 40 Pour les jeunes : Il était une autre fois.

19 h. 55 Laurel et Hardy : court métrage muet.

20 h. 30 Film : « Quoi de neuf, Pussycat ? », de Cl. Donner (1965). Avec P. O'Toole, P. Sellers, R. Schneider, W. Allen.

Un journaliste de mode trop aimé des femmes hésite à épouser sa fiancée, craignant d'être infidèle. Son psychiatre et un ami, tous deux obsédés sexuels, lui compliquent l'existence autant que ses conquêtes.

Un vaudeville sophistiqué sur un scénario délirant de Woody Allen. Le style d'un magazine de luxe pour hommes.

● FRANCE-CULTURE

20 h., Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F., dir. L. Izquierdo, avec A. Ruiz-Pipo, A. Ponce : « Procession del Roccio » (Turina), « Nuits dans les jardins d'Espagne » (Falla), « Concerto pour guitare » (Ohana), « Symphonie sevillana » (Turina). — 21 h. 30, Indicatif futur : La Chine, avec le professeur Needam. — 22 h., Black and Blue. — 22 h. 45, Musique de chambre. — 23 h. 15, Libre parcours récital.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Musique ancienne : « Sonata prima per trombetta sola » (G. B. Viviani), « l'Accorta », « la Cromatica » (G. Guam), « Musica sopra le stanze del Petrarca in laude delle Madonna » (Cipriano di Rore), « le Déluge » (E. Jacquet de la Guerre), « Nunc Dimittis » (N. Bernier), « Regina Coeli Laetare » (Couperin), « Pourquoi mon âme êtes-vous triste ? », « Espérez en Dieu » (Mondonville). — 22 h. (S.), Correspondances. — 23 h. (S.), Reprises symphoniques. — 24 h. (S.), Molto cantabile. — 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

TRIBUNES ET DEBATS

EUROPE 1 : 19 h., M. Georges Suffert, adjoint de direction du « Point ».

TELEVISION (chaîne 2) : 20 h. 35, M. René Haby répond aux questions de F. Gaussen (« le Monde »), Ph. Gildas (France-Inter), D. Granet (« l'Express ») et J.-P. Spirlet (« Sud-Ouest »).

MARDI 10 SEPTEMBRE

● CHAINE I

20 h. 15 Feuilleton : Etranger d'où viens-tu ?

20 h. 30 Cirque : Cavalcade circus, de J. Richard et L. Gavinet.

21 h.30 Magazine : Pourquoi pas ? Latitude 101.

● CHAINE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45 Feuilleton : « Les oiseaux de Meiji Jingu ».

20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot : « Les révoltés du Bounty » (1935), de F. Lloyd, avec C. Laughton, C. Gable, F. Tone.

En 1787, un navire anglais quitte Portsmouth avec un équipage enrôlé de force pour une expédition scientifique à Tahiti. Les brimades et les cruautés du capitaine Bligh provoquent une mutinerie.

Un classique hollywoodien du cinéma d'aventures.

Débat : « Au XVIII[e] siècle, la marine plus cruelle encore que la mer ».

Avec la participation de D. Georges Buslin-Quintal, descendant d'un des révoltés, l'amiral Howard-Johnston, historien britannique, l'amiral de Brossard, ancien chef du service historique de la marine, le capitaine de vaisseau Maruzziole, directeur général adjoint du souvenir napoléonien, le capitaine de Castel-Bajac, ancien commandant de la Jeanne-d'Arc.

● CHAINE III (couleur)

19 h. 40 Pour les jeunes : Il était une fois.

19 h. 55 *Initiation artistique : L'œil apprivoisé « en 1/100[e] de seconde ».*

20 h. 30 Dramatique : « Le mur », de G. Sonnier. Réal. R. Dallier, avec C. Sauvage.

Une femme, jeune encore, paralysée, attend comme chaque jour la venue de l'homme qu'elle aime.

20 h. 55 Dramatique : « Billenium », de J.-G. Ballard, adapt. J. Goimard, réal. J. de Nesle, avec C. Bebord, A. Simono,

A cause de la surpopulation, la surface disponible pour chaque habitant a été limitée à 4 mètres carrés. Un jour il faut encore diminuer cette surface.

● FRANCE-CULTURE

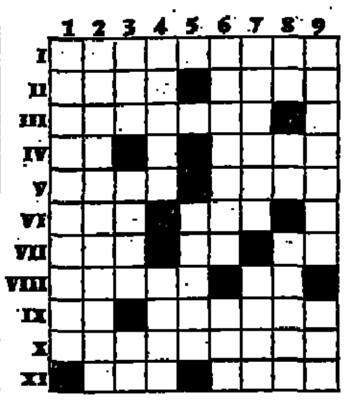
20 h., Dialogue : Science et société, avec Andriano Buzzati-Traverso et Jean-Jacques Salomon. — 21 h. 20, « A l'enterrement de Mlle von Belstroff », de M. Schilovitz, avec N. Nerval, P. Trabaud, réal. R. Jenlet (rediff.).

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Festival de musique russe et soviétique : Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F., dir. Iouri Temirkanov, « Colas Breugnon », ouverture (Kabalevski), « Concerto pour violoncelle » (Khatchaturian), « Ivan-le-Terrible » (Prokofiev). — 22 h. 40 (S.), Concours international de guitare. — 23 h., Double audition. — 24 h. (S.), La musique et ses classiques. — 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 942



HORIZONTALEMENT

I. L'objet de difficiles accords. — II. Accueillie peu chaleureusement ; Dans une biographie. — III. Naturellement portés vers de tendres proies. — IV. Témoigne d'un enfantin dépit ; Sont parfois l'enjeu de batailles acharnées. — V. Couleur tendre ; Un bris de glace suffit à la dissiper. — VI. Lieu de prières ; La chose de Néron. — VII. Fin de participe ; Tendres quand ils sont jeunes ; Possessif inversé. — VIII. Promesse de grains ; Préfixe. — IX. D'un auxiliaire ; Ne quitte pas son ombrelle. — X. Comme des affaires dignes d'intérêt. — XI. Eut une déperdition utile ; Se passe, à l'occasion.

VERTICALEMENT

1. Personnes vraiment curieuses. — 2. Se distinguent par un front particulièrement développé. — 3. Répond peut-être à l'appel de la biche aux abois ; Ennuie fort ; Où il serait imprudent de piquer une tête. — 4. Matériel mal vu des hôteliers ; Réduisit en menues parties. — 5. Offre à nos yeux un éphémère régal. — 6. Fières chandelles ; Forme de devoir. — 7. Gardées par des cerbères ; Bras droit du poète. — 8. Abréviation ; Préposition ; Fort simples. — 9. D'un auxiliaire ; Source de lumière.

Solution du problème n° 941

HORIZONTALEMENT

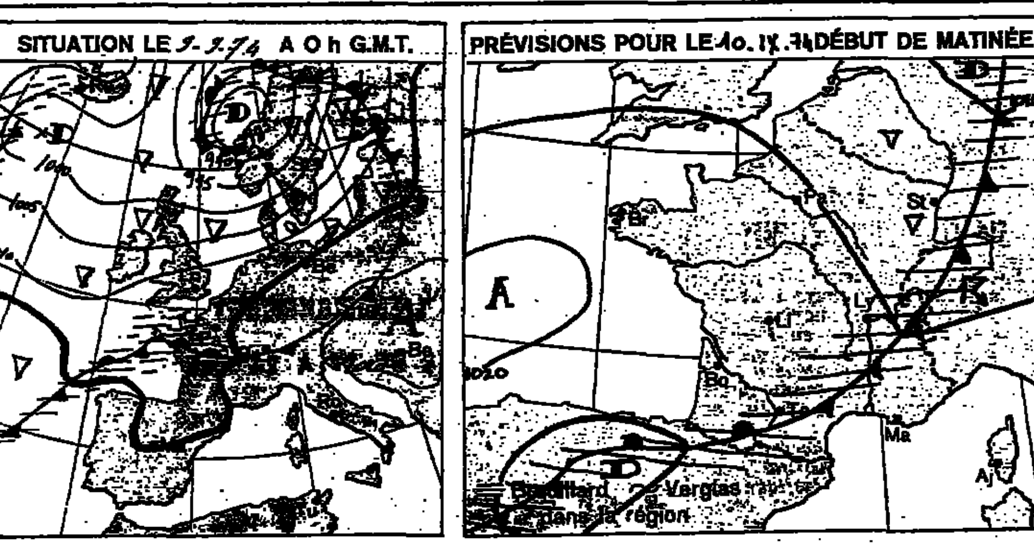
I. Papeterie (cf « ministre » et « couronne »). — II. Opération. — III. Epier. — IV. Ten ; Air. — V. Eternelle. — VI. Si ; Es. — VII. Stentor. — VIII. Piolets. — IX. Scie ; Evo. — X. Acre ; Au. — XI. Aléatoire.

VERTICALEMENT

1. Poétesses. — 2. Appétit ; Cal. — 3. Peine ; Epicé. — 4. Ere ; Reniera. — 5. Tarin ; To ; Et. — 6. Et ; Ecole. — 7. Rival ; Rêvai. — 8. Io ; Ile ; Tour. — 9. Encres.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses orages Sens de la marche des fronts

Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 septembre à 0 heure et le mardi 10 septembre à 24 heures :

Le vaste ensemble dépressionnaire qui intéresse une grande partie de l'Atlantique nord s'éloignera en direction de la Scandinavie. Il en résultera au cours des prochaines quarante-huit heures une amélioration progressive du temps sur nos régions septentrionales, débutant par l'ouest lundi en fin de journée.

Mardi 10 septembre, le ciel sera encore très nuageux le matin des Pyrénées aux Cévennes et aux Alpes du Sud, où quelques pluies pourront encore se produire, des orages éclatant parfois sur les versants sud-est des massifs montagneux. Sur le Languedoc, la basse vallée du Rhône, la Côte d'Azur et la Corse, il fera beau après dissipation des brumes matinales. Un temps variable persistera le matin encore sur le Bassin parisien, le Nord et le Nord-Est, mais les éclaircies, déjà belles sur l'ouest du pays et le Midi aquitain, gagneront au cours de la journée le Centre et le Bassin parisien. Le ciel pourrait de nouveau se couvrir le soir, à l'approche d'une nouvelle perturbation atlantique, sur les régions côtières de Bretagne et de Normandie. Les vents, variables en direction, resteront modérés dans l'ensemble.

Les températures, en hausse sur le nord du pays, resteront ailleurs sans grand changement.

Lundi 9 septembre, à 7 heures, la pression observée à Paris - Le Bourget était de 1.009,5 millibars, soit 757,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Biarritz, 26 et 18 degrés ; Bordeaux, 25 et 16 ; Brest, 16 et 9 ; Caen, 19 et 11 ; Cherbourg, 17 et 10 ; Clermont-Ferrand, 26 et 13 ; Lille, 17 et 12 ; Lyon, 27 et 16 ; Marseille, 30 et 17 ; Nantes, 20 et 12 ; Nice, 25 et 17 ; Paris - Le Bourget, 21 et 15 ; Pau, 25 et 13 ; Perpignan, 24 et 16 ; Rennes, 20 et 12 ; Strasbourg, 20 et 11 ; Tours, 21 et 15 ; Toulouse, 26 et 17 ; Ajaccio, 25 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 18 et 11 degrés ; Athènes, 29 et 23 ; Bonn, 19 et 10 ; Bruxelles, 17 et 12 ; Le Caire, 29 et 22 ; îles Canaries, 23 et 20 ; Copenhague, 17 et 14 ; Genève, 25 et 10 ; Lisbonne, 23 et 16 ; Londres, 19 et 12 ; Madrid, 30 et 13 ; Moscou, 21 et 10 ; Palma-de-Majorque, 30 et 19 ; Rome, 27 ey 18 ; Stockholm, 17 et 12 ; Téhéran, 33 et 25.

P.T.T.

OUVERTURE D'UN SERVICE PUBLIC DE TÉLÉCOPIE

Un service de télécopie va être ouvert au public le 16 septembre prochain, selon un arrêté du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (*Journal officiel* du 8 septembre). L'expéditeur pourra déposer un document (schéma, graphique, dessin, lettre) dans une des neuf cabines installées à Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Reims, Rennes, Rouen, Toulouse, au même endroit que les postes publics de télex. Les photographies ne seront acceptées que sous réserve, l'appareil ne transmettant pas correctement les nuances.

Le destinataire pourra prendre possession du document dans la cabine d'arrivée, ou bien après avoir été avisé par téléphone, ou encore à domicile. Dans le premier cas, il en coûtera 14 francs plus le prix de la communication téléphonique nécessaire à la transmission. La remise au domicile du destinataire sera facturée 7 francs.

Ce service pourra être étendu par la suite si la qualité des documents transmis donne satisfaction et si le trafic est suffisant.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS

Mardi

S. 12. - Ameublem. M[e] Boisgirard.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 8 septembre 1974 :

UN ARRETE

● Portant ouverture au public, à titre expérimental, d'un service de télécopie et fixation de la tarification provisoire applicable à la transmission de documents par appareils télécopieurs.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

FAITS DIVERS

ACCIDENT OU ACTE CRIMINEL ?

La catastrophe aérienne de Corfou a fait quatre-vingt-sept morts

L'accident du Boeing-707 de la compagnie américaine T.W.A., qui s'est abîmé le 8 septembre, à 11 h. 40 (10 h. 40, heure française), dans la mer Ionienne, à environ 80 milles marins (environ 150 kilomètres) de la côte ouest de l'île de Kerkyra (Corfou), a fait quatre-vingt-sept victimes, dont soixante-dix-neuf passagers et huit membres d'équipage. Il n'y a pas de survivants.

L'appareil, qui assurait la liaison régulière Tel-Aviv-New-York via Athènes et Rome, avait quitté la capitale grecque après les contrôles techniques d'usage et se trouvait à l'altitude de 28 000 pieds lorsqu'il demanda l'autorisation de faire un atterrissage forcé à Corfou, l'un de ses réacteurs étant en feu. Un avion de la compagnie Alitalia devait confirmer plus tard avoir effectivement vu le Boeing américain plonger dans les flots avec un moteur en flammes.

On n'exclut pas encore l'hypothèse d'un attentat. Une organisation dite de la Jeunesse nationaliste arabe pour la libération de la Palestine (O.J.N.A.L.P.) a, en effet, revendiqué cet acte criminel, précisant qu'un terroriste juif, d'origine chilienne, porteur d'une bombe, avait pris place à bord de l'appareil.

Toutefois, l'O.L.P. (Organisation pour la libération de la Palestine) a démenti cette assertion et ajouté qu'il fallait y voir une « *tentative sioniste visant à porter atteinte à la lutte du peuple palestinien* ».

Quatre Français se trouvaient à bord de l'appareil. Il s'agit de Mme Tordjmann et de ses trois enfants. — *(A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)*

[L'O.J.N.A.L.P. groupe des dissidents du Fath et des éléments du F.P.L.P. chargés exclusivement des « opérations extérieures », elle s'est manifestée pour la première fois en octobre 1972 en revendiquant le détournement du Boeing-727 de la Lufthansa, assurant le vol Beyrouth-Istanbul-Francfort. Les fedayin obtiennent alors la libération des trois membres de « Septembre noir » qui avaient survécu au massacre des Jeux olympiques de Munich. L'O.J.N.A.L.P. a depuis revendiqué une demi-douzaine d'opérations dont la plus spectaculaire a été le détournement en mars 1974 d'un D.C.-10 de la British Airways, après son décollage de Beyrouth. L'appareil fut incendié sur l'aéroport d'Amsterdam après que les passagers et les membres de l'équipage eurent été autorisés à débarquer.]

● *Accident d'avion en Indonésie : une trentaine de victimes.* — Un Fokker Friendship appartenant à la compagnie aérienne indonésienne Garuda s'est écrasé le samedi 7 septembre alors qu'il s'apprêtait à atterrir sur l'aéroport de Tandjungkarang, au sud de Sumatra. L'accident, qui a été provoqué par une pluie diluvienne, a fait une trentaine de victimes. — *(A.F.P., Reuter.)*

EN BREF...

● *Le policier tué boulevard Barbès est cité à l'ordre de la nation.* — Par décision du ministre de l'intérieur, le brigadier Charles Palmisano, tué le 3 septembre lors de la fusillade qui suivit une attaque à main armée contre un établissement bancaire du boulevard Barbès à Paris, est cité à l'ordre de la nation au *Journal officiel* du 8 septembre. Les obsèques du policier ont eu lieu ce lundi matin 9 septembre dans la cour d'honneur de la préfecture de police, en présence du premier ministre, M. Jacques Chirac.

● *Le propriétaire du bar « le Brazza »* aux Mureaux, dans les Yvelines, M. Antonin Pradal, 46 ans, a été mortellement blessé vendredi 6 septembre vers 21 heures, par quatre jeunes gens masqués qui lui ont dérobé sa sacoche contenant la recette de la journée (5.000 F) après avoir tiré sur lui à bout portant dans l'abdomen, avec une carabine à canon scié 22 long rifle. M. Pradal rentrait chez lui accompagné de son épouse quand l'aggression a eu lieu.

● *Un incendie* dont le caractère criminel ne semble faire aucun doute a détruit, dans la nuit du 8 au 9 septembre, un supermarché du meuble à Fegersheim (Bas-Rhin). Les premières estimations des dégâts font état de 3 à 4 millions de francs. Sur les cent cinquante personnes qui travaillent dans ce supermarché, cent vingt risquent d'être mises en chômage. Les quatre précédents incendies criminels — depuis le 23 août, dans la région — avaient déjà fait près de 5 millions de dégâts.

● *Accident de la route : six morts.* — Une collision entre trois voitures de tourisme a provoqué la mort de six personnes, dans la matinée du 8 septembre, à Humières (Pas-de-Calais). De l'un des véhicules on a retiré les corps de M. Virgile Aspire, de son épouse Madeleine, de leur fils Michel, et de Mme Marie Dumont, mère de Mme Aspire. Le jeune Daniel Aspire, second fils du couple, qui avait pris place dans le second véhicule, devait succomber peu après son admission à l'hôpital d'Arras. L'accident aurait été provoqué par le troisième véhicule, immatriculé en Grande-Bretagne, et qui, pour des raisons inconnues, se serait déporté sur sa gauche au moment où il croisait les deux autres. Mme Marylin Ceanson, l'épouse du conducteur anglais, est décédée des suites de ses blessures.

● *L'ouragan Carmen*, qui s'est abattu le samedi 8 septembre sur la côte de Louisiane (Etats-Unis), à une centaine de kilomètres au sud de la Nouvelle-Orléans, a disparu avant d'atteindre cette ville. Vingt-cinq mille personnes avaient fui vers le Nord après les avertissements de la météorologie. Dans la région sinistrée de Louisiane, du Mississippi et d'Alabama, cent mille personnes auraient évacué leurs maisons pour se réfugier dans les deux cents centres de secours organisés par la Croix-Rouge. Le vent a soufflé par moments à 290 kilomètres à l'heure, faisant un mort et causant plus de 100 millions de dollars de dégâts. — *(Reuter, A.F.P.)*

● *Au Népal, quarante-cinq personnes auraient péri noyées* le 7 septembre dans la rivière Kamala, à 200 kilomètres de Katmandou, après le naufrage d'un bac transportant un autobus. — *(Reuter, A.P.)*

JUSTICE

M. GEORGES BELJEAN EST NOMMÉ PROCUREUR GÉNÉRAL A BESANÇON

Par décret publié au *Journal officiel* du 8 septembre, M. Georges Beljean, directeur de l'administration pénitentiaire est nommé procureur général à Besançon. Il est remplacé au ministère de la justice par M. Jacques Mégret, maître des requêtes au Conseil d'Etat (nous avons publié la biographie de M. Mégret dans nos éditions du 29 août.)

[Né le 21 mars 1927, M. Georges Beljean est reçu premier, avec mention spéciale, à l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature en 1954. Substitut du procureur de la République à Valenciennes (1954 à 1956), puis à Nantes (1956-1965), M. Beljean est promu procureur de la République à Limoges en 1965.

Il est directeur de l'administration pénitentiaire en juin 1973, en remplacement de M. Henri Le Corno.]

● *Deux jeunes gens sont poursuivis en vertu de la loi « anticasseurs »*, après l'attaque du commissariat de police d'Armentières (Nord), dans la nuit du 6 au 7 septembre (*le Monde* du 8-9 septembre). Quatre autres étrangers sont cependant inculpés de vol dans les locaux de la S.N.C.F., après avoir été interpellés à proximité du commissariat. Trois autres jeunes gens ont été mis hors de cause.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

La manifestation « antinucléaire » de Pierrelatte

LES MYSTÈRES DE L'ATOME

Cinq cents personnes environ ont manifesté à Pierrelatte (Drôme) le dimanche 8 septembre, à l'appel du Comité d'action écologique pour la sauvegarde de la Provence et de la plaine du Rhône, pour protester contre la construction de l'usine EURODIF d'enrichissement de l'uranium (« le Monde » du 30 août).

Dans la matinée, une centaine d'associations, réunies dans la salle des fêtes de cette localité, avaient adopté un texte demandant « l'arrêt pendant dix ans du fonctionnement et de la construction de toute installation nucléaire industrielle ».

Que représente l'usine EURODIF pour les militants écologistes ? « C'est une usine d'enrichissement de l'uranium, qui traite 15 000 tonnes d'uranium naturel et produit 2 000 tonnes d'uranium enrichi pour fournir le combustible aux centrales nucléaires. Accepter EURODIF, c'est accepter les deux cents futures centrales nucléaires prévues en France. » *La mère de tous les vices, en quelque sorte...*

Drapeaux et chants occitans, réminiscence du Larzac, avec le slogan « Gardarem Pierrelatte ! », *le défilé et les débats ont perdu en efficacité ce qu'ils ont gagné en couleur et en animation.*

Malgré une certaine confusion des esprits, la partie s'est jouée, pour finir, entre les partisans d'une suspension illimitée des chantiers nucléaires, c'est-à-dire jusqu'à ce que preuve ait été fournie de l'inocuité de l'atome, et les tenants d'un délai de dix ans. Ces derniers ne l'ont emporté que d'une voix en faisant valoir que leur solution était la plus « mobilisatrice ».

Comme le constatait avec quelque amertume un organisateur, il n'est pas aisé de parler le même langage à des révoltés, à des scientifiques et à des écologistes. Le risque est permanent de tomber dans un certain simplisme pour décrire les conséquences de la mise en route de l'usine EURODIF et des centrales nucléaires en général. « Température du Rhône à 30 degrés (actuellement 18-20 degrés), brouillards, gelées, grêle, risque de développement de virus tropicaux, disparition des derniers poissons, empoisonement des terres cultivables, remise en cause du droit à la santé, accroissement du taux des cancers, leucémies, malformations, etc. »

Les groupes antinucléaires ne se sont cependant pas limités au folklore. Dans les discussions en assemblée générale et dans les allocutions qui ont clos la manifestation, quelques bonnes idées ont fait l'unanimité. Un orateur, notamment, a proposé de rechercher et d'attaquer en justice tous les vices des arrêtés autorisant la construction de centrales nucléaires. Il s'agirait de transposer dans le domaine de l'atome une technique qui a fait ses preuves contre les marines de la Côte d'Azur et de la Bretagne.

Les écologistes ont décidé à Pierrelatte de contraindre les autorités et les techniciens à un débat public sur les dangers des centrales nucléaires. Une censure qui n'avoue pas son nom a empêché la diffusion télévisée du film de Claude Otzenberger Les atomes nous veulent-ils du bien ? (le Monde daté 8-9 septembre). *Cet ostracisme donnera l'occasion aux militants de se rendre en délégation aux sièges régionaux de l'O.R.T.F. afin qu'il soit vraiment débattu de leurs craintes concernant la chaleur dégagée par les installations nucléaires, l'augmentation de la radio-activité ambiante, le stockage des déchets et les risques d'accidents.*

ALAIN FAUJAS.

PÊCHE

Après la conférence sur le droit de la mer

M. Joseph Martray demande que la France révise son « attitude hostile » à la zone des 200 milles

Devant les membres du comité économique et social de la région Bretagne, réunis depuis ce lundi 9 septembre, à Rennes, M. Joseph Martray, vice-président de cette assemblée, doit présenter le rapport qu'il a rédigé après la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, à Caracas (20 juin-29 août).

Après avoir critiqué la composition de la délégation française — qui, contrairement à celles d'autres pays, comptait seulement des fonctionnaires et pas de professionnels de la pêche et de l'océanologie, par exemple, — M. Martray souhaite que la France révise la position qu'elle a défendue notamment sur la zone des 200 milles.

Dans cette zone, dont la création a été défendue vivement par des pays comme le Pérou et le Chili, et dont des grandes puissances telles que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis semblent avoir accepté l'idée, les pays riverains exerceraient très largement leur souveraineté, notamment pour la recherche scientifique ou les activités économiques.

« *En prenant, à Caracas, une attitude hostile à l'égard de la zone économique exclusive de 200 milles, la France s'est mise dans une position difficile pour négocier directement avec les Etats d'Afrique au large desquels opèrent les thoniers bretons, Etats qui ne transigeront jamais sur le principe de cette zone* », écrit M. Martray.

Il serait souhaitable, selon lui, que Paris se déclare d'accord sur le principe de « zone économique exclusive » et propose, par exemple, à ses huit partenaires de la C.E.E. de créer une sorte de « *mer patrimoniale européenne* ».

En outre, une série d'initiatives devraient être prises sur le plan breton. M. Martray demande :

— Que les parlementaires des départements bretons proposent, à la rentrée, l'ouverture d'un débat sur la mer — en dehors des débats budgétaires — à l'Assemblée nationale et au Sénat.

— Que soit organisé un colloque fin 1974 à Lorient entre les responsables des problèmes de la mer à Bruxelles, les élus et professionnels bretons.

— Que le Centre océanologique de Bretagne à Brest soit doté des moyens de fonctionnement qui lui permettraient d'utiliser à plein ses équipements et ses possibilités, au niveau communautaire, mais aussi mondial.

District parisien

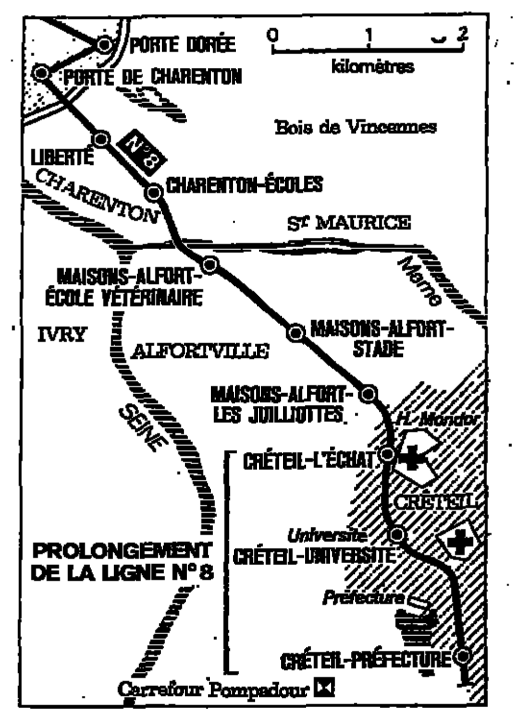
Le métro dessert désormais la préfecture du Val-de-Marne

M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, inaugure ce lundi 9 septembre le prolongement de la ligne de métro numéro 8 (Balard-Créteil) jusqu'à la nouvelle station Créteil-Préfecture-Hôtel-de-Ville ». Le même jour, le chef-lieu du Val-de-Marne voit aussi s'ouvrir un centre commercial régional.

Créteil est donc devenue la deuxième préfecture de la petite couronne, après Nanterre (Hauts-de-Seine), reliée à la capitale grâce a uréseau ferré du Métropolitain.

desservies, à partir du 10 septembre, que par un train sur deux, comme la gare précédente de l'Echat, un terminus intermédiaire fonctionnant aux Juilliottes. Après 20 h. 15, tous les trains iront jusqu'au nouveau terminus Préfecture.

Le tarif unique ayant été abandonné au moment du prolongement jusqu'à Maisons-Alfort-Stade (1,60 F en deuxième classe), il en coûtera 2,20 F pour se rendre à Paris depuis les deux nouvelles stations.



La mise en service le 9 septembre de 2 kilomètres de voies supplémentaires, ainsi que l'ouverture des stations Créteil-Université et Créteil-Préfecture, marquent le terme actuel du prolongement de la ligne numéro 8, qui s'arrêtait jusqu'en 1970 à Charenton. Les travaux avaient commencé en 1968 et avaient permis les inaugurations successives des stations Maisons-Alfort-Stade (1970), Maisons-Alfort-les-Juilliottes (1973), Créteil-l'Echat (1973).

La ligne numéro 8 joue le rôle d'« une épine dorsale » du nouveau Créteil, puisque ses trois stations à l'air libre intéressent désormais soixante mille habitants, seize mille emplois et six mille étudiants, sans compter les cinquante à cent mille personnes qui se rendront chaque jour à l'hôtel de ville, à la préfecture ou au centre commercial régional.

Les stations Université et Préfecture-Hôtel-de-Ville ne seront

Aucun prolongement de la ligne numéro 8 n'est prévu pour l'instant au-delà de Créteil. Toutefois, le Petit-Bonneuil pourrait un jour être desservi, ainsi que Valenton ou Boissy-Saint-Léger. Les études sont terminées, mais la R.A.T.P. préfère donner la priorité à d'autres banlieues où les besoins de transports en commun sont plus urgents. Ainsi, la ligne numéro 13 (Carrefour Pleyel - Miromesnil) arrivera à la basilique de Saint-Denis en 1976, au moment où la ligne numéro 14 (Invalides-Porte-de-Vanves) débouchera à Châtillon. La Régie a encore proposé au gouvernement un important programme de travaux qui prévoit le prolongement de la ligne 7 (Ivry-La Villette) vers Aubervilliers au nord et vers Villejuif au sud, de la ligne 11 (Châtelet-Les Lilas) vers Bobigny, et de la ligne 13 bis (Miromesnil-Porte-de-Clichy) vers Asnières.

TRANSPORTS

● MANIFESTATIONS DE TRANSPORTEURS ROUTIERS. — Pour protester en particulier contre des tarifs trop bas, selon eux, les transporteurs routiers ont manifesté le lundi 9 septembre dans plusieurs régions de France. Les poids lourds ont provoqué un ralentissement de la circulation, notamment au sud de Paris, à Bordeaux et à Lille.

LE CENTRE COMMERCIAL DE CRÉTEIL : SIX CENT MILLE CLIENTS

Le centre commercial régional est le huitième du genre à ouvrir ses portes dans la banlieue de Paris et le neuvième en France. Sur les quatorze qui sont prévus autour de la capitale, deux autres sont en construction, tandis qu'en province quatre autres sortent du sol.

Construit sur 13 hectares et demi, le centre correspond à la définition devenue classique de ces énormes équipements commerciaux : sur 93 000 mètres carrés de surface de ventes, deux grands magasins (le Printemps et le B.H.V.), deux supermarchés (Suma et Félix Potin), un « mail » couvert et orné d'arbres et de plantes vivaces, que longent cent seize boutiques, cinq restaurants, trois bars, un bureau de poste, quatre succursales de banques, une compagnie d'assurances, une agence de voyage, une garderie d'enfants. Autour du centre, cinq mille cinq cents places de parking, deux stations-service et un « auto center ».

Créé par la SEMAEC (Société d'économie mixte d'aménagement et d'équipement de la ville de Créteil), dont la Compagnie bancaire détient 25 % du capital, le centre, financé par une douzaine de banques réunies autour de la Compagnie bancaire, a été construit par la SEGECE, filiale spécialisée de cet établissement financier.

Les promoteurs du centre évaluent sa clientèle potentielle à six cent mille personnes en 1975.

ÉCONOMIE

BILLET

M. Bunoust-Roquère devient président de l'association patronale Entreprise et Progrès

L'association patronale Entreprise et Progrès vient de se donner, six ans après sa création, son troisième président (1), M. Jean-Claude Bunoust-Roquère, vice-président du groupe Sommer-Allibert et président du directoire de la société Sommer Exploitation. Il succède au fondateur de l'association, M. François Dalle, P.-D.G. de L'Oréal, et à M. Paul Appel, P.-D.G. de Ciba-Geigy, et prend ainsi pour trois ans la tête de ce qu'il est convenu d'appeler « l'aile marchante du patronat », et cela à un moment charnière : la conjoncture économique est et menace de rester délicate pour une bonne période, et la réforme de l'entreprsie est à l'ordre du jour.

Un homme de participation

A quarante-cinq ans, M. Jean-Claude Bunoust-Roquère est l'héritier spirituel de M. François Sommer, l'un des pionniers de la participation. Pendant vingt-trois ans, dans l'entreprise qui porte ce nom, il fut le plus proche collaborateur de cet ami du général de Gaulle, jusqu'à sa mort en février 1973. C'est en tant que directeur puis directeur général de l'entreprise qu'il a suivi l'expérience diversement appréciée, tant du côté syndical que du côté patronal, d'introduction de contrats de participation qui valurent jusqu'à cinq mois de salaires supplémentaires aux employés de Sommer S.A. dans les années 60. Aujourd'hui et demain, le nouveau président d'Entreprise et Progrès pourra-t-il rester, comme il le souhaite, « un homme de participation » *dans ses relations avec le C.N.P.F. ?*

La conjoncture économique, lorsqu'elle est mauvaise, contribue souvent à freiner le progrès social. Le groupe dont M. Bunoust-Roquère est vice-président, aux côtés de M. Bernard Deconinck, qui en est le président, a réalisé, en 1973, un chiffre d'affaires de 1 136 millions de francs hors taxes. Constitué par la fusion de Sommer avec Allibert en 1972, quelque temps avant la mort de M. François Sommer, il a réuni en même temps que deux potentiels industriels deux hommes complémentaires. Il tient en grande partie à eux de continuer sur cette lancée.

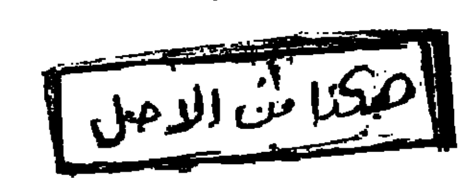
L'association Entreprise et Progrès, créée après 1968, s'est toujours montrée à la pointe des idées patronales en matière sociale. C'est elle, par exemple, qui a préconisé la retraite progressive personnalisée à partir de soixante ans, à un moment où le dialogue entre les syndicats et le patronat sur le problème de la retraite était bloqué.

Elle s'attaque maintenant à de nombreux problèmes, comme ceux de la gestion de l'entreprise en période d'inflation, de représentation du personnel et des actionnaires dans les groupes de sociétés, ou la recherche d'indicateurs sociaux permettant d'évaluer les niveaux de tension dans les entreprises. A ces sujets déjà délicats s'est ajoutée la mise au point d'un projet audacieux de réforme de l'entreprise, dont les grandes lignes seront présentées prochainement par MM. Bunoust-Roquère et Bidegain — son délégué général — à M. Pierre Sudreau, président de la commission gouvernementale. Voilà beaucoup d'activité pour une association patronale qui n'est pas adhérente au C.N.P.F....

Ses relations avec celui-ci ne vont-elles pas se normaliser et la participation prendra-t-elle un sens à l'intérieur même du milieu patronal ? Jusqu'ici, il n'était pas mauvais que certaines voix disent de l'extérieur ce qu'il était difficile de dire de l'intérieur. Mais peut-être les temps ont-ils changé. En tout cas, la personnalité de M. Bunoust-Roquère, ancien membre du Conseil économique et social, ancien conseiller municipal de Paris, ne devrait pas être de nature à effrayer l'« establishment » patronal.

JACQUELINE GRAPIN.

(1) Par ailleurs, le quart du comité directeur d'Entreprise et Progrès a été renouvelé, comme le prévoient ses statuts. Les nouveaux membres qui y sont appelés sont : MM. Robert Barbot, directeur général des Imprimeries de France, Jacques Granjon, P.D.G. de Nobel-Bozel, Jean Hemard, P.D.G. de Pernod, François Donnay, P.D.G. de Hoechst-France, Michel Draucourt, directeur général de La Télémécanique.



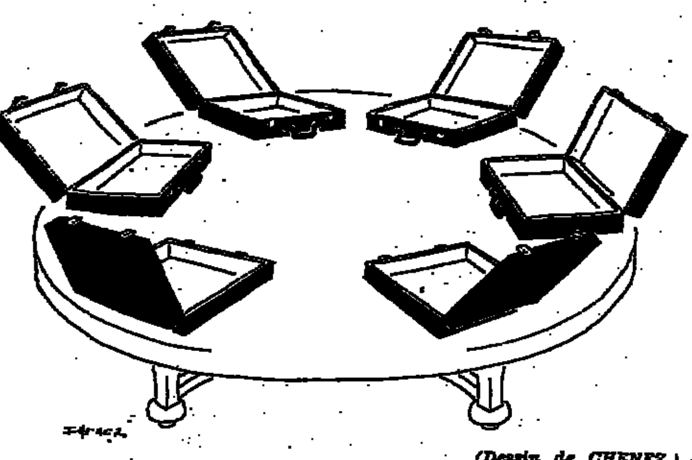
LA VIE ÉCONOMIQUE

LA RÉUNION DES SIX MINISTRES DES FINANCES AU CHATEAU DE CHAMPS-SUR-MARNE

Des maîtres mots à défaut de politique

(Suite de la première page.)

Certes, ils n'ont pas manqué, comme l'a noté M. Fourcade devant les journalistes, d'aborder la question du coût de l'énergie. Mais force est de reconnaître que c'était une façon tout à fait passive. Ils se sont bornés, en réalité, à supputer quel pourrait bien être le parti que les pays de l'OPEP prendront le 12 septembre prochain à l'occasion de leur nouvelle rencontre. Vont-ils se « contenter » d'ajuster le prix du brut pour tenir compte des progrès de l'inflation depuis six mois ou bien vont-ils suivre le conseil de ceux qui voudraient faire monter à nouveau, de façon brutale, le prix de vente de l'huile ? Tout se passe comme si les Cinq se croyaient privés de tout pouvoir d'initiative en la matière.



(Dessin de CHENEZ.)

Or les Arabes n'ont pas plus que quiconque le pouvoir de pratiquer longtemps une politique totalement arbitraire. Leur action pour relever les prix du pétrole a suivi et non pas précédé la crise monétaire du monde occidental. C'est quand l'instabilité est devenue patente avec la première dévaluation du dollar (décembre 1971) qu'ils ont commencé à prendre leurs précautions. Là-dessus, il est vrai, se sont greffées d'autres revendications, telle la nationalisation des gisements, qui, dans d'autres circonstances, se serait probablement produite selon un calendrier moins précipité. Encore maintenant les Arabes pensent justement qu'en réalité la clé de la situation se trouve à New-York, à Londres, à Francfort ou à Paris plutôt qu'à Riad ou à Koweït. Mais l'absence totale d'initiative de la part des capitales occidentales leur laisse évidemment le champ libre.

La seule chance qu'auraient les pays européens, le Japon et les Etats-Unis de voir s'arrêter l'escalade des prix serait de convaincre les pays producteurs, par des décisions concrètes et non par des paroles, qu'une action sérieuse d'assainissement financier est entreprise à l'échelle internationale. L'histoire, depuis vingt-cinq ans, ne manque pas d'exemples d'opérations de ce genre, réussies. Encore faut-il prendre clairement conscience de la nature du mal et avoir la volonté de le combattre, ce qui, du reste, est parfaitement possible sans créer de ralentissement sérieux dans la vie économique. Rappelons simplement qu'à la fin de 1958 les monnaies européennes, à commencer par le franc, sont devenues convertibles alors que quelques mois auparavant la majorité des experts et des milieux professionnels excluaient totalement cette éventualité. En 1948, l'Allemagne, dévastée par la guerre, a su également, du jour au lendemain, changer de régime monétaire.

Mais aujourd'hui, comme le disait le gouverneur d'une importante banque centrale, quiconque proposerait une réforme se verrait rire au nez. Les gouvernements cherchent plus à donner l'impression de maîtriser les événements qu'à réellement peser sur leur cours.

Les six ministres des finances ont donc d'abord voulu rassurer les milieux bancaires traumatisés depuis l'affaire Herstatt. M. Fourcade a exposé les grandes lignes du dispositif sur lequel lui et ses collègues comptent pour ramener le calme. En réalité, tout cela existait déjà ou était en train de se faire, mais l'intérêt de l'opération, répétons-le, consistait à le rendre public. Voilà qui est fait. Il a été convenu ou rappelé que les banques centrales échangeraient désormais des informations plus régulières sur l'état de leurs systèmes bancaires respectifs. Elles accentueraient la surveillance des opérations extérieures effectuées par les banques. En France, la réglementation existante interdit à ces dernières de prendre des positions de change, c'est-à-dire d'acheter ou de vendre à découvert des devises. Les Allemands sont en train de mettre en place un contrôle et certains de leurs experts songent eux-mêmes à aller plus loin que quiconque, ce qui est du reste assez bien dans la manière de faire de nos voisins d'outre-Rhin.

Enfin, et c'est là que l'on attendait les « révélations » de M. Fourcade, les ministres ont demandé aux gouverneurs de banques centrales, qui se réunissent lundi et mardi à Bâle avec plusieurs autres de leurs collègues, de se prêter main forte en vue d'assister tel ou tel établissement financier qui se trouverait aux prises avec des « difficultés temporaires ».

L'assistance aux banques en difficulté

A Bâle, la discussion sur ce sujet promet d'être longue et ardue, et cela pour plusieurs raisons. La première est qu'il est malaisé de distinguer entre le cas d'une banque qui se trouve en difficulté à cause de sa mauvaise gestion ou d'opérations hasardeuses, comme par exemple la filiale de la Lloyd à Lugano, et celui d'une banque qui doit faire face à des difficultés de trésorerie pour des motifs qui échappent à sa volonté (par exemple, la méfiance des déposants vis-à-vis de *toutes* les petites et moyennes banques, ou encore un renchérissement du taux d'intérêt qui les met dans la quasi-impossibilité de financer les prêts à long terme, déjà consentis à leurs clients.

Selon la doctrine exposée à nouveau à Champs, seules les banques bien gérées, mais victimes en quelque sorte des événements, auraient droit à la sollicitude des banques centrales. Encore faudrait-il s'entendre, et c'est là le deuxième problème que les gouverneurs auront à résoudre à Bâle, sur l'identité de la banque centrale qui devra donner son assistance. Dans le cas, par exemple, où c'est une filiale d'une grande banque américaine qui se trouverait en difficulté, la banque centrale appelée à lui porter secours doit-elle être la Banque fédérale de New-York ou bien la *banque centrale du pays où est* installée la filiale ?

Le cas se pose notamment pour le Luxembourg, qui abrite de nombreux établissements opérant sur le marché de l'eurodollar. La Caisse d'épargne du Luxembourg, qui fait partiellement office de banque centrale (le franc luxembourgeois étant en réalité géré par la Banque de Belgique), pourra bien exercer un certain contrôle. Sera-t-il suffisant ? La question reste posée et, en attendant, une certain nombre de filiales installées à Luxembourg laissent entendre qu'elles pourraient quitter cette place (ce qui ne pourra que renforcer la détermination des autorités d'exercer une surveillance plus étroite). En réalité, la question de la banque centrale compétente ne pourra pas être *tranchée par une règle ne varietur*. C'est un des nombreux domaines où la concertation devra jouer, les banques centrales convenant d'avance qu'elles décideront cas par cas.

Coordination, concertation

Coordination, concertation, ce sont les maîtres mots de la réunion de Champs. A défaut de grande politique, ils peuvent beaucoup contribuer à rendre moins pénible la solution de maints problèmes qui se posent tous les jours.

A entendre M. Fourcade, c'est pourtant l'ensemble des grandes questions qui a été abordé par les Six. C'est ainsi qu'ils ont parlé à nouveau du recyclage des capitaux, dans lequel on voit aujourd'hui le seul moyen pratique de solder les déficits. Cependant, peu de choses nouvelles ont été dites sur le sujet. Les ministres des finances ont émis le vœu que le Fonds monétaire perfectionne encore les mécanismes qu'il a commencé à mettre en place pour drainer une partie des fonds encaissés par les pays producteurs de pétrole et les represter aux pays en mal de balance de paiements.

Le Fonds, on le sait, vient de conclure un accord avec ces pays producteurs, qui lui ont avancé 3,4 milliards de dollars. Mais plusieurs pays en voie de développement, ainsi que l'Italie, ont demandé des prêts à ce titre. On voudrait que les facilités de crédit soient accrues, notamment en faveur des pays industrialisés. Quant au ministre français, il a profité de l'occasion pour exposer à nouveau le projet cher au gouvernement de Paris et concernant le lancement par la C.E.E. d'un emprunt communautaire.

M. Fourcade aura l'occasion de revenir à la charge devant ses collègues du Marché commun, lundi 16 septembre à Bruxelles. Il leur parlera également d'un sujet qui a à peine été effleuré à Champs étant donné l'opposition des Américains. La France voudrait profiter de la relative stabilité de sa monnaie sur le marché des changes depuis quelques semaines, non pas pour recréer une zone de change fixe en Europe, mais tout au moins pour annoncer la création éventuelle d'un mécanisme de contrôle des fluctuations des changes.

Au cours de sa conférence de presse, M. Fourcade a fait quelques allusions à cette initiative. Il semble que les propositions françaises seront formulées en termes assez vagues. Il s'agirait, non pas de ressusciter l'ancien « serpent » communautaire mais de laisser entendre que les banques centrales européennes interviendraient désormais pour limiter les fluctuations (ce qu'elles font du reste déjà), sans faire connaître la marge de variation décidée.

Selon la France, il faudrait également que la banque centrale du pays ayant la monnaie la plus faible de l'ensemble ainsi constitué ne soit pas seule à supporter le coût des opérations visant à stabiliser les cours. Pour être viable, un tel mécanisme supposerait des interventions journalières sur le dollar. Comment y parvenir dans les circonstances actuelles, sans l'accord au moins tacite des Américains ? Il ne semble pas qu'à Champs-sur-Marne on l'ait obtenu, si tant est du reste que cela soit souhaitable. Mais c'est une autre affaire.

PAUL FABRA.

AUGMENTATION DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA FRANCE EN AOUT

En août les réserves de change de la France ont augmenté de 896 millions de francs par rapport à juillet atteignant 39 178 millions de francs au 31 août.

La Rue de Rivoli rappelle dans un communiqué que les avoirs officiels n'ont enregistré depuis le début de l'année que des variations limitées « *eu égard aux pressions qui se sont encore exercées sur le marché des changes et aux incertitudes de la conjoncture* ».

Par rapport à la fin d'août 1973, nos réserves de change ont diminué de 11,6 milliards de francs.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	10 3/4	11 3/4	8	9	7	8
1 mois	12 5/8	13 1/8	9 1/8	9 5/8	11 1/8	11 5/8
3 mois	12 7/8	13 3/8	9	9 1/2	10 3/4	11 1/4
6 mois	13 3/8	13 7/8	9 7/8	10 3/8	11 1/2	12

TROIS COMMENTAIRES DE PRESSE

L'HUMANITE : retour au bercail atlantique.

« *Désormais M. Fourcade parle comme M. Kissinger. L'Europe n'est plus qu'une « région », les institutions européennes des « institutions régionales ».*

» *C'est tout juste si notre ministre des finances n'a pas précisé, comme l'a déjà fait le conseiller de la Maison Blanche, que seule l'Amérique pouvait prétendre avoir des responsabilités mondiales. Mais c'est tout comme.*

» *Car si aucune décision concrète n'a été annoncée à l'issue du « sommet » monétaire de Champs-sur-Marne, les problèmes abordés, les solutions esquissées, les initiatives retenues ne laissent aucun doute sur le sens de l'opération : les Etats-Unis prennent les choses en main. Au seul avantage des firmes multinationales.*

» *Pour la France, c'est le retour au bercail. Le bercail atlantique, s'entend.* »

(JACK DION.)

L'AURORE : se serrer les coudes.

« *Que les six plus grands pays industrialisés soient « déterminés » à se serrer les coudes devant la montée des périls économiques et financiers paraît bien être le résultat le plus clair de la conférence de Champs.*

» *On regrettera seulement le temps perdu depuis huit mois en rencontres et palabres vaines. Comme si, dès le lendemain du coup de force arabe sur le pétrole, la moindre lucidité n'aurait pas dû dicter aux responsables occidentaux un comportement de chefs d'Etat aux prises avec une agression sans précédent !* »

(J. VAN DEN ESCH.)

LES ECHOS : minces résultats.

« *Au total, les résultats de la conférence du château de Champs peuvent apparaître minces. Ils ne dissiperont pas l'inquiétude qui étreint une opinion publique consciente que ses dirigeants maîtrisent de plus en plus difficilement une situation économique internationale qui pourrait devenir explosive.* »

(MICHEL GARIBAL.)

Les opérations des banques sur le marché des eurodevises vont être davantage surveillées

C'est dimanche après-midi 8 septembre, vers 17 h. 45, que M. Jean-Pierre Fourcade a tenu une conférence de presse dans les grands salons de la Rue de Rivoli, pour dévoiler aux journalistes ce qu'il était « *autorisé à dire* » des résultats de la réunion tenue samedi après-midi et dimanche, au château de Champs, entre les ministres des finances des Cinq (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Japon), auxquels s'était joint le ministre des finances italien, *M. Emilio Colombo. Les* gouverneurs des banques centrales des six pays étaient également présents, ainsi que les directeurs du Trésor ou secrétaires d'Etat aux finances.

« *Les participants à la réunion ont fait preuve*, a dit notamment M. Fourcade, *d'un grand esprit de concertation. Ils ont examiné les problèmes d'intérêt commun, pris ensemble position et arrêté un certain nombre de décisions. Cependant, celles-ci ne seront pas rendues publiques, étant donnée notamment la nature du rôle joué par les banques centrales, que l'on a chargées d'un certain nombre de tâches.* »

Les principaux problèmes

M. Fourcade a ensuite énuméré les principaux problèmes — dont certains, a-t-il dit, sont préoccupants pour tel ou tel pays — qui ont été plus particulièrement *examinés par les ministres des* finances :

1) Les ministres ont parlé de la nécessité de concilier le maintien de l'activité économique avec la lutte contre l'inflation, qui a été « *au centre des débats* ». On a constaté le caractère restrictif — et parfois très restrictif — des politiques suivies un peu partout, et on est tombé d'accord pour estimer que l'action entreprise devait être coordonnée. Chaque participant a pris l'engagement de ne pas mener une politique dont les effets pourraient être nuisibles pour les autres.

2) Les ministres sont convenus d'arriver à un meilleur équilibre de leurs balances des paiements courants. A cet égard, ils ont estimé souhaitable de « *renforcer et diversifier les mécanismes de recyclage des capitaux existants* ». M. Fourcade ayant par la suite précisé que la question avait été examinée à l'échelle internationale (c'est-à-dire essentiellement le recyclage des capitaux par l'euromarché et le marché de New-York), à l'échelle régionale (allusion sans doute à l'emprunt communautaire que la France voudrait voir lancer) et à l'échelle des institutions internationales (c'est-à-dire le recyclage des capitaux par l'intermédiaire du Fonds monétaire).

Toujours dans le même ordre d'idée, les ministres (et cela a été un des points importants de leur discussion, a souligné M. Fourcade) ont abordé à nouveau le problème du prix de l'énergie. L'un de leurs objectifs est de rendre les économies de leurs pays respectifs plus indépendantes des importations de pétrole.

3) Le fonctionnement du marché international des capitaux, et notamment les difficultés soulevées par un certain nombre d'opérations bancaires, ont été examinées. Les ministres sont tombés d'accord pour demander aux banques centrales d'intensifier leurs échanges d'informations sur la situation des banques opérant sur le marché et sur les opérations qui s'effectuent notamment en eurodevises. Ils sont convenus de renforcer la « *surveillance* » des opérations extérieures des banques et, à cet égard, « *ils ont noté avec satisfaction que les banques centrales prennent actuellement dans ce sens des mesures* ». Enfin, ils ont chargé les gouverneurs des banques centrales présents de mettre sur pied à Bâle (où les gouverneurs de douze banques centrales d'Occident devaient se réunir lundi et mardi comme chaque mois) un système destiné à porter assistance aux banques nationales qui viendraient à connaître des « *difficultés temporaires* ». Interrogé au sujet de la baisse des Bourses des valeurs, M. Fourcade a répondu que les gouvernements ne prendraient pas de mesures pour rétablir la situation, aussi longtemps que l'inflation continuerait au rythme actuel (en clair : pas de baisse des taux d'intérêt en vue).

Multiplier les rencontres

M. Fourcade a encore déclaré que les ministres des finances avaient décidé de multiplier des réunions du genre de celle qui s'est déroulée au château de Champs-sur-Marne. Il n'a pas voulu préciser si l'Italie assisterait régulièrement à ces réunions, mais il semble bien que les participants permanents seront seulement au nombre de cinq, quitte à ce que le ministre des finances de tel ou tel pays soit invité à se joindre aux débats selon les problèmes soulevés. (« *Y compris le ministre de l'Arabie Saoudite !* », a déclaré M. Fourcade en réponse à une question.)

En guise de conclusion, M. Fourcade a déclaré qu'il avait, au cours des discussions fait la réflexion suivante à M. William Simon, secrétaire américain au Trésor :

« *Nous autres, ministres des finances, on nous accuse souvent d'être trop optimistes* », ce à quoi M. Simon répondit : « *Nous ne sommes pas optimistes, nous sommes déterminés.* »

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

La mise en liberté des six paysans corses apporte un élément de détente dans l'île

C'est en accord avec le parquet que M. Jean Pascal, premier juge d'instruction à Paris, a remis en liberté, dans la soirée du 7 septembre, les six cultivateurs corses écroués à la suite des incidents survenus au cours de la manifestation d'Ajaccio du 27 août. Durant toute la journée de samedi, le magistrat les avait interrogés en présence de leur défenseur, Mᵉ François Sarda. La première réaction en Corse à l'annonce de cette nouvelle a été celle du docteur Edmond Siméoni, porte-parole de l'Action pour la renaissance de la Corse (autonomiste) : « C'est une victoire du peuple corse, *a-t-il dit,* et un net recul du pouvoir colonial, malgré les soutiens dont il a bénéficié de la part des chefs de clans dans cette affaire. » *Les organisations syndicales de l'île ont, comme elle l'avait annoncé, levé le mot d'ordre de grève générale qu'elles avaient lancé pour le 10.*

La fin de la semaine dernière a en outre été marquée au plan agricole par la destruction d'un millier de sacs de poudre de lait à Saint-Pol-de-Léon (Finistère), et l'interpellation de M. Abelin, ministre de la coopération et maire de Châtellerault, par des cultivateurs lors de l'inauguration de la foire de cette ville. De son côté, M. Giscard d'Estaing s'est entretenu avec une délégation des Jeunes Agriculteurs lors de l'ouverture du comice agricole d'Authon (Loir-et-Cher). Enfin, le ministre de l'agriculture, M. Bonnet, a déclaré, devant le congrès des parents d'élèves de l'enseignement agricole, à Saint-Malo : « Les paysans doivent devenir des chefs d'entreprise capables de gérer leurs exploitations. » *Citant en exemple les récentes manifestations paysannes, qui ont abouti à la mise à sac de chargements de porcs chinois à Marseille, M. Bonnet a affirmé qu'* « un minimum de formation économique aurait permis aux uns comme aux autres d'éviter de se livrer à pareilles extrémités ».

Ajaccio. — En venant saluer à l'aéroport d'Ajaccio, dimanche matin 8 septembre, le retour des six manifestants libérés la veille, un agriculteur confiait autour de lui : « *Le nuage s'est éloigné mais le vent*

De notre envoyé spécial

peut le ramener. En tout cas, le ciel reste chargé d'orage. » Cette remarque est aujourd'hui largement partagée en Corse, bien que l'heure soit à la détente.

La nouvelle de la mise en liberté des « six » a été accueillie avec un soulagement manifeste de toutes part. « *Même le préfet, qui avait fait tout pour envenimer la situation, a sans doute espéré cette décision* », déclarait un agriculteur. Après des jours de tension croissante, l'apaisement était soudain de rigueur. Certains, en apprenant le retour de leurs camarades incarcérés voulaient leur faire un « triomphe ». Mais à l'aéroport de Campo-del'Oro, il n'y avait que quelques dizaines de personnes pour des retrouvailles qui n'étaient qu'amicales et familiales. En descendant de l'avion, M. Musso, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, ne devait faire qu'une brève déclaration pour remercier ceux qui ont apporté leur soutien « aux détenus ». Il a précisé qu'il s'abstiendrait de tout commentaire avant la réunion du conseil d'administration de la Fédération, or celle-ci ne devrait pas avoir lieu dans l'immédiat, en dépit des prévisions de certains membres. « *C'est de la dignité* », faisait observer un spectateur soulignant la discrétion voulue de ce retour.

Indignation

Aujourd'hui, dans toute l'île, on semble marquer une pause. Après deux semaines d'agitation, dans le calme soudainement retrouvé, on paraît d'autant mieux prendre la mesure des événements. On remarque alors à Ajaccio que le malaise des paysans de l'île est devenu un « malaise corse » sur le point de se transformer en crise : la plupart des organisations politiques et syndicales avaient décidé d'organiser pour le 10 septembre une grève générale dans toute l'île si les six agriculteurs n'étaient pas libérés. Ce mouvement promettait d'être, dit-on, très suivi.

Une nouvelle fois, à l'occasion de revendications sectorielles, apparaissent en Corse des difficultés latentes et fondamentales entre l'administration gouvernementale et l'île. Les Corses ont l'impression que chaque problème nouveau fournit au gouvernement l'occasion de faire la preuve des mêmes lenteurs, carences, erreurs ou maladresses qui, de leur avis, se sont conjuguées ces derniers mois, et notablement ces derniers jours.

Au moment où de semblables violences se sont produites sur le continent (allusion aux manifestations des commerçants), on ne comprend pas à Ajaccio que les incidents du 27 août aient valu aux « responsables présumés » une inculpation aussi sévère que celle prévue pour l'infraction à la loi anti-casseurs. Le transfert des inculpés « par avion militaire » a été ressenti comme une mesure d'exception, et la récente déclaration du premier ministre (« *des actes qui doivent être réprimés avec sévérité...* ») est jugée comme une intervention intolérable. « *Ferait-on pour nous exception à la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire ?* », se demande un Ajaccien. En outre, la présence d'effectifs apparemment disproportionnés, de policiers lors des récentes manifestations, et l'emploi inhabituel d'un hélicoptère pour « bombarder » de grenades lacrymogènes les manifestants sont autant de sujets d'indignation parmi la population de l'île.

« *Pour la première fois ici dans un mouvement revendicatif organisé, nous avons vu se manifester des éléments incontrôlés* », note un observateur corse. Le 5 septembre, à Ghisonaccia, lors d'une manifestation organisée par la F.D.S.E.A., la tension était particulièrement vive. Certains participants étaient visiblement résolus à un affrontement violent avec les forces de police. Le soir même une vingtaine d'hommes masqués ont tiré des coups de feu dans le centre de la ville. Les vitres de plusieurs agences bancaires ont volé en éclats. Le lendemain, la F.D.S.E.A. a préféré annuler les manifestations de soutien qui avaient été prévues chaque jour en un point différent de l'île.

Aujourd'hui, les six agriculteurs incarcérés sont de retour et le gouvernement a pris, le 2 septembre, une série de mesures en faveur de la Corse, intéressant notamment les secteurs agricoles : réorientation des activités de la Somivac (Société de mise en valeur de la Corse) et octroi d'un différé de remboursement des emprunts par les agriculteurs (nettement plus endettés que sur le continent). Dans les milieux dirigeants agricoles, ont fait déjà remarquer que ces mesures, promises dès le 26 mars par M. Messmer, étaient destinées à permettre aux agriculteurs d'attendre des mesures plus profondes. « *Le gouvernement ne nous offre rien d'autre que des arriérés* », lance un agriculteur.

FRANCIS CORNU.

● *Erratum.* — Une coquille typographique a dénaturé le sens d'un paragraphe dans l'article consacré à la conférence annuelle agricole (*le Monde* du 8-9 septembre) : au lieu de « ... *Mais il semble désormais que des « efforts supplémentaires » seraient accordés par le biais du crédit ou du budget* », il fallait lire « ... *Mais il semble désormais* exclu *que des « efforts supplémentaires » soient accordés par le biais...* »

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-VIENNE DEMANDE LA CONVOCATION DU PARLEMENT

Le conseil général de la Haute-Vienne, réuni à Limoges samedi 7 septembre en séance extraordinaire en raison, estime-t-il, de « *la situation dramatique dans laquelle se trouvent les agriculteurs du département* », a adopté à l'unanimité une motion dans laquelle il demande « *avec force la convocation du Parlement en session extraordinaire, la situation agricole exigeant des mesures législatives urgentes* ».

D'autre part, le conseil général a décidé qu'une délégation comprenant six conseillers et les parlementaires du département se rendrait auprès du ministre de l'agriculture.

Le conseil général de la Haute-Vienne que préside M. René Regaudie (parti socialiste), ancien député, comprend onze communistes, douze socialistes, un socialiste indépendant, un divers gauche, un « action sociale », un indépendant et deux sans étiquette.

● *M. Pierre Bérégovoy*, membre du secrétariat national du parti socialiste, évoque dans l'hebdomadaire *Agri-Sept* la situation de l'agriculture. Il note : « *Le président de la F.N.S.E.A., M. Michel Debatisse, reconnaît lui-même que le monde agricole est prêt à une violence sans précédent. Pourquoi n'ajoute-t-il pas que cela est dû aux conséquences néfastes d'une politique qu'il a toujours soutenue ; oubliant les divers courants qui traversent son organisation, il a sans cesse apporté sa caution à la politique agricole des derniers gouvernements. Il en mesure maintenant les effets. C'est un peu tard.* »

● *La réglementation de la distillation* en franchise de 10 litres d'alcool par récoltant ne sera pas abrogée, répond en substance M. Jean-Pierre Fourcade, dans le *Journal officiel* — débats parlementaires, — à la question écrite de M. Pierre Pranchère, député communiste de la Corrèze. Les quantités d'alcool pur attribuées au titre de la franchise ont été de 85 523 hectolitres en 1973, contre 152 143 hectolitres en 1959. La réglementation a été prise « *dans un but de santé publique, et qui, de surcroît, tend à supprimer un privilège fiscal générateur de sensibles moins-values de recettes* », note M. Fourcade.

● *Le congrès national pour la défense de l'agriculture biologique*, qui vient de se tenir à Grenoble (Isère), a demandé le vote « *de lois obligeant toutes les productions agricoles à porter un étiquetage stipulant leurs modes d'obtention, la liste de tous les produits employés, la nature et le nombre des traitements durant l'année, afin que le consommateur sache à quoi s'en tenir* ».

● *La récolte de blé canadienne* s'élèvera à 542,2 millions de boisseaux, alors qu'elle avait atteint 604,7 millions l'an dernier et une moyenne de 611 millions au cours des dix dernières années, estime l'organisme Statistique-Canada. Celui-ci prévoit en outre une récolte de 431,1 millions de boisseaux d'orge, 293,7 millions d'avoine, 54,7 millions de colza, 18,9 millions de seigle et 18 millions de lin. — (A.F.P.)

ÉNERGIE

LE MINISTRE SAOUDIEN DU PÉTROLE VA SE RENDRE EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS

Le cheik Ahmed Zaki Yamani, ministre du pétrole d'Arabie Saoudite, entreprendra prochainement une tournée de trois semaines en Europe et aux États-Unis, où il participera à un certain nombre de réunions, annonce la revue *Middle East Economic Survey*. M. Yamani partira le 17 septembre pour Londres, et se rendra ensuite à Genève, où il assistera aux travaux de la commission des Nations unies pour le commerce et le développement.

AFFAIRES

« LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER SONT MOITIÉ DE CE QU'ILS DEVRAIENT ÊTRE » estime le C.N.P.F.

Dans sa revue de septembre, le C.N.P.F. publie un long article consacré aux implantations économiques de la France à l'étranger : « Jusqu'en 1964, la France n'investissait guère à l'étranger. Les 100 millions de dollars (480 millions de francs environ) étaient rarement atteints. C'est de 1965 et surtout de 1972 que date le décollage. En 1967, la moyenne annuelle se situe aux alentours de 300 millions de dollars. Les 500 millions sont dépassés en 1972 ; les 800 en 1973 » constate le C.N.P.F., qui ajoute : « Cependant, le flux d'investissements directs qu'effectue la France à l'extérieur est encore anormalement faible, malgré le redressement récent. En effet, pour les deux dernières années où les ordres de grandeur peuvent être connus, la France a investi à l'extérieur, sous forme directe, à peine 0,3 % de son produit national. Ce taux doit être rapproché des rapports calculés pour les autres pays : 0,36 % pour le Japon — entre 0,6 et 0,7 % pour l'Allemagne, la Suède, la Belgique et les États-Unis — 1,4 % pour les Pays-Bas et la Grande-Bretagne. On peut donc dire que les investissements français à l'étranger sont moitié de ce qu'ils devraient être, si l'on se réfère à la norme internationale. Et sans même évoquer les exemples extrêmes des Pays-Bas et de l'Angleterre. »

GRAVES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES POUR UNE ENTREPRISE DE MAISONS INDIVIDUELLES

Une société spécialisée dans la construction de maisons individuelles, la CIN (Constructions individuelles normalisées) connaît de graves difficultés financières. Son président-directeur général, absent de France, vient d'informer par lettre son personnel que, en raison notamment de problèmes de trésorerie, il avait demandé au tribunal la nomination d'un administrateur judiciaire.

La CIN est, en France, l'une des plus importantes entreprises dans cette branche d'activité. Elle a déjà construit environ quatre mille maisons. La mauvaise conjoncture économique et la plus grande vigilance des banques à l'égard du crédit ont déjà conduit plusieurs constructeurs de maisons individuelles à déposer leur bilan (en particulier, Binst à Brest et Construire à Saint-Nazaire). D'autres sociétés pourraient être touchées prochainement...

PRIX

« BAGUETTE » LÉGÈRE ET « BATARD » LOURD

La « baguette » doit-elle peser le même poids que le « bâtard », alors qu'ils sont tous deux vendus 0,80 F ? La réponse semble aller de soi, mais les choses ne sont pas tout à fait aussi simples. Le 8 août dernier, le prix des pains de 400, 500, 600 et 700 grammes augmentait de 5 centimes, mais pas la « baguette » ni le « bâtard ». Depuis, la fédération C.G.T. des boulangers avait dénoncé, le 6 septembre, la « hausse déguisée » pratiquée par certains boulangers, qui se sont mis à fabriquer, sur consigne de leur Confédération nationale, des « baguettes » de 200 grammes, au lieu de 250 grammes.

Un communiqué du ministère des finances précise qu' « aucun accord n'a jamais été donné sur ce point à la Confédération nationale de la boulangerie. Les boulangers qui ne se conformeraient pas à la réglementation existante s'exposeraient aux actions contentieuses prévues par la loi ».

La Confédération nationale de la boulangerie argue de son bon droit, en brandissant un arrêté paru le 29 novembre 1973 au Bulletin officiel du service des prix, *et qui autorise la vente des pains de 200 grammes au même prix que ceux de 250 grammes.*

Certes, réplique-t-on à la direction de la concurrence et des prix, mais seulement dans les cinquante départements où, avant cette date, les pains de 200 grammes étaient fabriqués. Un arrêté paru au B.O.S.P. du 2 novembre a interdit d'entreprendre ailleurs la fabrication de « baguettes » de 200 grammes. Or, à Paris et dans la région parisienne, on ne faisait pas de « baguettes légères ». On n'a donc pas le droit d'en fabriquer.

On en est là. On imagine mal les consommateurs, à l'heure du déjeuner, obligeant la boulangère à peser ses « baguettes ». En attendant, peut-être pourraient-ils n'acheter que des « bâtards ». Ils seraient sûrs d'en avoir pour leurs 80 centimes.

J. D.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice de Paris, le mercredi 25 septembre 1974 à 14 h.

APPARTEMENT LIBRE de LOCATION et d'OCCUPATION à NEUILLY-SUR-SEINE

96, 96 bis et 96 ter, rue de Longchamp et 15, rue E.-Deloison

Mise à Prix : 250.000 Francs

S'adresser : Mᵉ Bernard de SARIAC, Avocat, 34, rue de Bassano à PARIS ; CHANTEPIER, Avocat ; AGIER, notaire, et LACOURTE, notaire.

Vente sur surenchère au Palais de Justice à Paris, le jeudi 26 septembre 1974, à 14 heures, d'une

PROPRIÉTÉ à MONTREUIL-BELLAY

MAINE-ET-LOIRE - LIEUDIT PANREUX
CONTENANCE 3.263 m2 - LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
Comprenant : MAISON entièrement rénovée, rez-de-chaussée, entrée, salon, salle à manger, cuisine, chaufferie, w.-c., à l'étage, 3 chambres, salle de bains ; petit bâtiment comprenant 3 garages, parc, pièce d'eau.

MISE A PRIX : 242.011 FRANCS

S'adresser : Mᵉ Jean BAZILLE, avocat, 6, rue du Conservatoire à Paris ; Mᵉ DE SARIAC, avocat, 34, rue de Bassano à Paris ; Mᵉ DRIGUEZ, avocat, 6, rue Saint-Philippe-du-Roule à Paris ; Mᵉ FERRARI, syndic de faillite, 130, rue de Rivoli à Paris ; et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente s. publ. jud. Palais Justice Corbeil-Essonnes, mardi 17 sept. 1974, 14 h.

PAVILLON D'HABITATION TYPE 5 A VERT-LE-GRAND (91)

Chemin Départemental n° 133 de la Ville du Bois, et Chemin Départemental n° 31 du Bouchet à Boissy-Saint-Léger. Elevé sur terre-plain d'un simple rez-de-chaussée, grenier au-dessus : entrée et dégag., cuis., 5 p.p., salle d'eau, w.c. attenant à la maison : gar., eau, électr., ch. cent. Terr. et jard. à fleurs. Superficie 526 m2. M. à prix : 30.000 F. Consign. pour ench. S'adr. pour rens. Mᵉ DU CHALARD, avocat, 54, allées A.-Briand à Corbeil (91), tél. 088-14-84.

Vente sur surench. Palais Justice Paris, jeudi 19 septembre 1974, à 14 h.

IMMEUBLE à USAGE INDUSTRIEL
40 bis, rue de la Gare-de-Reuilly, Paris-12ᵉ

Mise à Prix : 385.000 Francs

S'adr. Mᵉ GAUTIER, avocat, 87, bd Malesherbes, Paris (8ᵉ) ; Mᵉ CHAIN, avocat, 19, avenue Rapp, Paris ; Mᵉ BRAZIER, avocat, 178, boulevard Haussmann, Paris ; Mᵉ GONDRE, adm. judic., 14, rue de Liège, Paris ; et à ts avoc. près les Trib. Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 3 octobre 1974, à 14 heures.

VILLA « JADIS » à SAINT-BRIAC-SUR-MER

(Ille-et-Vilaine) - Rue de la Salinette

LIBRE DE LOCATION - MISE A PRIX : 176.011 FRANCS

S'adresser à Mᵉ REGNIER, avocat, 15, rue de Surène à Paris.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Corbeil-Essonnes, le mardi 17 septembre 1974, à 14 heures

PAVILLON d'HABITATION sis à MONTGERON

(Essonne), 81, CHEMIN DU DESSUS-DU-LUET
MISE A PRIX : 120.000 FRANCS
(Consignation obligatoire pour enchérir)
S'adr. pour tous renseignements à Mᵉ TRUXILLO et Mᵉ AKOUN, avocats associés, 51, rue Champlouis à Corbeil-Essonnes, 496-30-26 et 496-14-18.

Vente sur surench. Palais Justice Corbeil-Essonnes, mardi 24 sept. 1974, 14 h.

MAISON à BRÉTIGNY-S.-ORGE (91) - Rue de Valorge, sans numéro - (anciennn. lieudit La Pointe-du-Carrouge)
2 pièces surélevées avec grenier au-dessus - Cave sous 1 p., terrain à la suite.

MISE A PRIX : 124.300 F — CONTENANCE 94 ARES 01 CENTIARE

Cons. pr ench. S'ad. pr rens. Mᵉ DU CHALARD, avoc. à Corbeil-Essonnes (91), 54, allées A.-Briand, T. 088-14-84 ; Mᵉ GUILLOT, avoc. à Corbeil, T. 496-14-[illegible]

Vente sur surenchère du dixième - Au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 26 SEPTEMBRE 1974 à 14 heures
EN UN SEUL LOT :

UN IMMEUBLE
composé de
4 PAVILLONS ET JARDINS
sis à
PUTEAUX (Hauts-de-Seine)
190, rue de la République

MISE à PRIX .... 203.511 FRANCS

S'adresser pour tous renseignements à : Maître J. FICHOT, Avocat à la Cour, 8, rue de Liège ; Maître M. LAFON, Avocat à la Cour, 75 bd Malesherbes ; Maître M. PERARD, Avocat à la Cour, 5, rue Rouget-de-Lisle. Et à tous Avocats près les Tribun. de Gde Inst. de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre.

Vente au Palais de Justice à Paris le jeudi 26 septembre 1974, à 14 h.

PROPRIÉTÉ à SCEAUX

(92) - 5, AVENUE D'ANJOU
Comp. pav. hab. et terr. Cont. 435 m²

MISE A PRIX : 80.000 F

S'adresser Mᵉ JALLES, avocat à Paris, 36, rue des Petits-Champs. OPE. 62-33.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, le 30 sept. à 14 h. 15. Fonds **Entr. Gle BATIMENT** CHAUFFAG., PLOMBERIE, COUVERT.

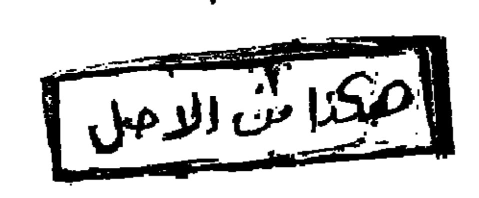
101, r. ABBÉ-GROULT PARIS (15ᵉ)

M. à p. (p. ét. b.) 10.000 F. Cons. 5.000 F. S'adr. Mᵉ POPELIN, notaire, 164, rue Fg-St-Honoré, Mᵉ BAUMGARTNER, syndic, 4, rue Coutellerie.

Et. CHALAIN et DALLOT, not. assoc. 26, bd St-Denis, Paris-10ᵉ, 770-92-65 +.
Adj. à la Chamb. d. Notaires de Paris le mardi 1ᵉʳ octobre 1974, à 14 h. 30

APPARTEMENT à PARIS-6ᵉ
19, rue du Dragon

LIBRE DE LOCAT. ET D'OCCUPAT.
Comprenant : Entrée, antichambre, 2 pièces, cuisine, débarras et cave.
MISE A PRIX : 80.000 FRANCS.
Consig. oblig. 10.000 F par chèq. visé
Vis. les mardis et samedis de 14 à 17 h.
Pour tous rens. s'adresser à l'Etude.



LES MARCHÉS FINANCIERS

LA PRÉPARATION DU NOUVEL ACCORD INTERNATIONAL SUR LE CAFÉ

La préparation d'un nouvel accord international sur le café avant le 1er octobre 1975 est techniquement possible et dépendra de la volonté politique d'y parvenir, a déclaré vendredi soir M. Abdoulaye Fawadogo, ministre de l'agriculture de Côte-d'Ivoire.

M. Fawadogo a été chargé par l'Organisation interafricaine du café d'accélérer la préparation d'un nouvel accord international sur le café. Il termine à ce titre une mission aux Etats-Unis au cours de laquelle il a eu des déclarations qualifiées de fructueuses avec des représentants du département d'Etat et des milieux commerciaux américains. Il s'était auparavant rendu au Brésil et en Colombie, où il a également eu des discussions positives avec ces deux principaux producteurs de café. M. Fawadogo a affirmé qu'il allait de l'intérêt des pays producteurs comme des pays consommateurs de parvenir à un accord qui garantisse les approvisionnements des uns et des rentrées de devises pour les autres. Il a également affirmé que les pays producteurs n'étaient pas actuellement dans une position défavorable pour négocier malgré la perspective d'une récolte abondante et l'existence de stocks importants. M. Fawadogo quittera les Etats-Unis samedi pour la France où il aura des entretiens mercredi avec les représentants de la Communauté économique européenne. — (A.F.P.)

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Dernier cours
Crédit ind. Norm., c. 32.	2 p. 5	14 30
D. B. A., c. 24	1 p. 2	.. ..
Lahaz, c. 30	1 p. 10	.. ..
Laho Industrie, c. 24 ..	1 p. 5	3 60
S. E. V. Marchal, c. 48 ..	3 p. 2	1 50

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 28 déc. 1973.)

	5 sept.	6 sept.
Valeurs françaises ..	72,2	79,9
Valeurs étrangères ..	79,2	79,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	63,3	63,1

LONDRES

Bien disposé

Encouragé par la bonne tenue de Wall Street, le marché confirme ses meilleures dispositions de vendredi. Progès modérés des immobilières, des industrielles et des pétroles. Recul sensible des mines d'or, affectées par des ventes bénéficiaires.

OR (ouverture) dollars) : 156 .. contre 157 ..

VALEURS	CLOTURE 6/9	COURS 9/9
War Loan 3 1/2 % ..	23 7/8	23 7/8
Beechams	182 3/4	182 3 4
British Petroleum ..	298 1/2	301 1/2
Shell	178	177
Vickers	88 1/4	88 1/4
Imperial Chemical ..	174 ...	175 ...
Courtaulds	88 3/4	87 1/4
De Beers	198 3/4	188
* Western Holdings ..	32 7/8	31 7/8
Rio Tinto Zinc Corp. ..	182 ...	181 ...
* West Driefontein ..	37 3/4	37 1/2

(*) En livres.

MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics ...	....	
Effets privés	....	13 3/8 %
Moyen terme	....	12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6/9	7/9
1 dollar (en yens) ..	302 62	302 65

NOUVELLES DES SOCIETES

DOLLFUS-MIEG. — Chiffre d'affaires consolidé hors taxes du premier semestre 1974 : 1,08 milliard de francs (+ 32,4 %).

CIMENTS FRANÇAIS. — Chiffre d'affaires hors taxes du premier *semestre 1974 : 875 millions de francs* contre 499,6 millions (× 17 %). Le bénéfice net s'élève à 14,8 millions de francs contre 17,4 millions de francs, compte tenu d'une augmentation de 5,08 millions de francs de la dotation aux amortissements, de la contribution exceptionnelle de 18 % (3,9 millions de francs), entièrement provisionnée au premier semestre, et d'une provision de 3,5 millions de francs pour six mois.

B. A. L. O.

Le *BALO* du lundi 9 septembre publie notamment les insertions suivantes :

OBLIGATIONS

Société lyonnaise de crédit-bail « Sibail ». — Emission et cotation en Bourse de 100 000 obligations de 1 000 F, 12 %.

L'emprunt, divisé en dix séries égales, respectivement désignées par une des lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, portées sur les titres, sera amorti au pair par voie de tirage au sort à raison d'une série chaque année, en dix ans, à partir du 9 septembre 1974.

Emprunt groupé émis par quatre S.D.R. — Les quatre sociétés de développement régional Centrest, Lordex, Sade et Champex émettent un emprunt obligataire groupé de 300 000 obligations de 1 000 F, 11,50 %, remboursables au pair à partir du *9 septembre 1978.*

ACTIONS

Aciéries et tréfileries de Neuves-Maisons-Châtillon. — Emission au pair et cotation de 203 481 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1974 (une pour trois), à libérer intégralement lors de la souscription, à raison de : 60 F en espèces ou par compensation de créances ; 40 F par incorporation au capital de la somme de 8 139 240 F prélevée sur la réserve facultative. Le capital est porté de 61 044 300 F à 81 392 400 F.

Ziegler S.A. — Emission à 70 F et cotation de 192 000 actions de 50 F, 1er juillet 1974 (deux pour trois). Le capital est porté de 14 400 000 F à 24 millions.

Compagnie financière Delmas-Vieljeux. — Attribution gratuite et cotation de 185 570 actions de 100 F, jouissance 1er juillet 1973 (une pour trois). Le capital est porté de 55 millions 671 200 F à 74 228 200 F.

La Prévoyance risques divers. — Attribution gratuite et cotation de 20 000 actions de 300 F, créées jouissance 1er janvier 1974 (une pour dix). Le capital est porté de 60 millions à 66 millions.

Société anonyme française du Ferodo. — Insertion pour objet l'admission et la cotation éventuelle en Bourse de Paris des 15 520 actions numérotées de 1472647 à 1488166 attribuées au personnel de la Société anonyme française du Ferodo.

Compagnie européenne d'accumulateurs. — Insertion effectuée en vue de l'admission à la cote des 472 500 actions de 100 F nominal, créées en rémunération de l'apport effectué à titre de fusion par la société Fulmen, avec jouissance du 1er janvier 1974, coupons nos 6 et suivants attachés.

BOURSE DE PARIS — 6 SEPTEMBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %		2 803	France (Vie)	425 ..	410 ..	Séquanaise Banq.	243	243 ..	Acier investiss. ..	92 ..	92 50
5 %	63 ..	2 986	Préservatrice S.A.	332 ..	332 ..	SLIMINCO	125 ..	123 20	Gestion Sélect. ..	197	196 ..
5 % 1920-1960 .	122 50	2 986	Prévoyance	1030 ..	1033 ..	Sté Cant. Banque	73 ..	73 ..	Invest. et Gest. ..	104 30	102 60
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Protectrice A.L.R.	241 ..	245 ..	SOFICOMI	115 ..	114 50	Parisienne Plac. ..	155 ..	152 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
			(M) Crédit Mod. ..	c 71	o 69 .	SOVIM	186 ..	189
			Crédit Universel .	169	168 ..	Voitures à Paris	321 20	324
			Financière Sofal.	135 30	134			
E.D.F. parts 1968	... ..	..	Finextel	106 80	106 ..	Cogifi	101	101
— parts 1959	... ..	332 ..	Foncia-Crédit ...	155 ..	156	Foncina	108 70	108
Ch. France 3 % .	93 50	98 50	Fr. Cr. et B. (Cie)	75 ..	75 10	Gr. Fin. Constr.	107	108
Abeille-I.G.A.R.D.	545 .	545 ..	France-Bail	201 ..	200	Immofinde	d 96 50	d 95
Abeille (Vie)	322 ..	320 ..	Hydro-Energie ...	51 20	49 70	Immoinvest	79 .	79
A.G.P.	397 ..	399 ..	Immobanque	118 10	118 .	Cie Lyon Imm. .	94	94
Concorde	o294 ..	294 ..	Immoffice	116	109	Sagimo	99 10	100
Epargne France.	396	395 ..	Interbail	120	120 ..	UFIMEG	85 50	86
Fonc. T.I.A.R.D. ..	82 10	82 ..	Locafinancière ..	121 ..	121 .	U.G.I.M.O.	96 ..	94
Foncière (Vie) ..	210	214 ..	Lyon-Alsacienne ...	116 50	115	Union Habit. ...	115 ..	114
France (I.A.R.D.).	365 .	385 ..	Soc. Mars. Crédit	255 50	255 50	Un. Imm. France	105 20	105

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours
480	4,50 % 1973	487 ..	490 .	489 80	489 50	540	Cie Gle Eaux.	494 50	485 .	488
980	C.N.E. 3 % ..	976 ..	975	976	973 ..	91	Electro-Méc.	87	85 10	85 10
						265	Eng. Matra. .	256	280	280
						180	E. J. Lefebvre	174 50	166	156
230	Afrique Occ. .	223 50	226 50	225 20	222 ..	71	Esso S.A.F. ..	68	68 40	68
265	Air Liquide ..	255 50	249	253	258	155	Eurafrance ..	156 50	156 50	156 50
62	Als. Part. Ind.	60 .	60 ..	60 05	60 10	325	Europe no 1.	305	301	299 50

★ VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 835	4 830	4 80
Canada ($ can. 1)	4 903	4 892	4 84
Allemagne (100 DM)	181 025	181 150	179 75
Belgique (100 fr.)	12 220	12 242	12
Danemark (100 krd.)	78 010	77 920	77 50
Espagne (100 pes.)	8 387	8 380	8 28
Grande-Bretagne (£ 1) ..	11 178	11 162	11 05
Italie (100 lires)	0 728	0 731	0 70
Norvège (100 krs.)	86 820	86 780	86
Pays-Bas (100 fl.)	177 850	177 550	176 50
Portugal (100 esc.)	18 785	18 480	16 75
Suède (100 krs.)	108 020	107 960	106 75
Suisse (100 fr.)	158 650	160 010	159

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES et DEVISES	COURS préc.	COURS 6/9
Or fin (kilo en barre) ..	24950	24900 .
Or fin (kilo en lingot) ..	24980	24920 ..
Pièce française (20 fr.) ..	266 60	265 50
Pièce française (10 fr.) ..	204 30	281
Pièce suisse (20 fr.)	262 70	264 70
Union latine (20 fr.)	252 10	251 90
Souverain	260 30	260 50
Pièce de 20 dollars	1400	1400
Pièce de 10 dollars	760	762
Pièce de 5 dollars	450	458
Pièce de 50 pesos	1040 50	1040
Pièce de 10 florins	234 ..	231 20

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 8-9 septembre 1974 a été tiré à 503 696 exemplaires.

A B C D E F G

A LA FIN DE SA VISITE A VARSOVIE

M. Poniatowski annonce un assouplissement des modalités d'entrée des citoyens polonais en France

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, devait regagner Paris ce lundi 9 septembre, après avoir fait une visite de cinq jours en Pologne. Avant de quitter Varsovie, M. Poniatowski a tenu dans la matinée une conférence de presse à sa résidence, au palais Mysliwicki.

Il a précisé que le voyage de M. Giscard d'Estaing à Varsovie aurait lieu dans le courant du premier semestre 1975 et a annoncé que M. Jean Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, se rendrait en Pologne avant la fin de cette année. Mme Simone Veil, ministre français de la santé, et M. Christian Bonnet, ministre français de l'agriculture, ont été également invités.

En ce qui concerne ses conversations avec les dirigeants polonais, dont M. Gierek, M. Poniatowski a indiqué qu'elles avaient porté, d'une part, sur la nécessité de développer les liens économiques entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, et, d'autre part, sur l'accroissement des échanges franco-polonais. Il a souligné « l'importance économique croissante que représente la Pologne — dixième puissance industrielle du monde — et son intérêt économique pour la France ».

M. Poniatowski a annoncé l'ouverture prochaine de négociations pour examiner les possibilités de réévaluer la ligne de crédits accordés par la France à la Pologne (portés l'an dernier de 1,5 à 4,5 milliards de francs, ils seront probablement épuisés à la fin de l'année). Des groupes de travail vont être formés, a-t-il ajouté, pour examiner les besoins de la Pologne en biens d'équipements payables en charbon, notamment dans les domaines de la câblerie, de la chimie, de l'électronique et des télécommunications.

Il a indiqué aussi que des mesures seraient prises dès cet automne pour assouplir les modalités de visas et d'entrée en France pour les Polonais.

Une fête de famille

Correspondance

M. Poniatowski, qui connaît bien la Pologne pour y être déjà venu à cinq reprises, a pu une fois de plus, durant cette visite, constater les multiples liens qui unissent sa famille à l'histoire de la Pologne, en passant de son illustre parent, le dernier roi de Pologne Stanislas-Auguste, au maréchal d'Empire Joseph Poniatowski. La partie touristique de son voyage s'est achevée à Poznan, où il a assisté dimanche à la Fête de la moisson.

« *C'est la plus belle fête collective qu'il m'a été donné de voir* », a-t-il dit après avoir assisté pendant plus de trois heures et demie, en compagnie de quelque cinquante mille autres spectateurs, dont M. Gierek, à un festival de chants et de danses folkloriques entrecoupés de très modernes parades athlétiques, tandis que la musique passait sans complexes du son des trompes anciennes à des mélodies plus récentes telles que *Only you*.

D'ailleurs, sa présence à cette fête, qui est en Pologne un peu une fête de famille, marque combien le gouvernement de Varsovie a voulu souligner tout l'intérêt qu'il portait à cette visite. M. Poniatowski est, en effet, le premier ministre occidental de son rang à assister à ces festivités, qui se déroulent chaque année dans une ville différente.

Samedi matin, le ministre d'Etat avait visité l'ancienne et historique Cracovie. Au Collegium Maius (université), où une salle est consacrée au roi Stanislas-Auguste et au maréchal Joseph Poniatowski.

Le conservateur du musée lui a offert une reproduction d'un buste du père du roi Stanislas-Auguste en insistant sur la ressemblance.

M. Poniatowski a aussi admiré deux pistolets que le maréchal portait sur lui lorsqu'il fut tué à la bataille de Leipzig.

Le ministre d'Etat, au milieu de cette course à bride abattue à travers la Pologne, avait aussi assisté au match de *football* France-Pologne, à Wroclaw, tout en commentant la victoire française en termes techniques savants pour conclure : « *Là aussi c'est le changement, là aussi très positif.* »

Mais le voyage de M. Poniatowski, qui prépare celui que le président Giscard d'Estaing fera en Pologne l'an prochain, n'a pas été, tant s'en faut, uniquement touristique. Des deux côtés on manifeste une grande satisfaction à l'issue des conversations qui ont eu lieu à Varsovie. Le ministre d'Etat, indique-t-on de bonne source, a insisté sur le fait que la France considère la crise actuelle de l'énergie et des matières premières comme durable et pense que ses conséquences se feront sentir pour l'Europe tout entière, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest.

BONI DE TORHOUT.

(Copyright A.F.P.-le Monde.)

En Éthiopie

LE GOUVERNEMENT EST FAVORABLE A UNE MÉDIATION SOUDANAISE A SUJET DE L'ÉRYTHRÉE

L'Ethiopie accueille favorablement l'idée d'une médiation soudanaise au sujet de l'Erythrée, a déclaré samedi 7 septembre à Khartoum M. Zewde Jebre Sélassié, vice-premier ministre éthiopien, qui séjourne dans la capitale soudanaise depuis le 3 septembre.

« Pendez l'empereur ! »

En Ethiopie même, la radio et la presse continuent leurs révélations sur les « *scandales financiers* » du régime impérial. C'est ainsi qu'un gendre du souverain, le ras Massai, vient de se voir accusé d'avoir vendu, après la dernière guerre mondiale, à une société étrangère, un câble sous-marin installé par les Italiens entre Massaoua et Djibouti. Il exerçait alors les fonctions de gouverneur de l'Erythrée.

Dimanche 8 septembre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Addis-Abeba au cri de « *Pendez l'empereur et rendez-nous notre argent.* » Au bout d'un quart d'heure, les forces de l'ordre sont intervenues pour demander à la foule de se disperser, ce qu'elle fit. Enfin l'armée a annoncé l'arrestation de M. Ashba Wolde-Mikael, ancien ministre de la santé, l'un des derniers fidèles de l'empereur encore en liberté. — *(A.F.P., Reuter.)*

Selon une « source américaine »

Les présidents Giscard d'Estaing et Ford se rencontreraient en janvier

Washington *(A.F.P.)*. — On indique, de source américaine, que l'un des sujets en discussion entre les diplomaties française et américaine est la possibilité d'une rencontre entre les présidents Ford et Giscard d'Estaing. Il n'est pas impossible que les deux chefs d'Etat envisagent un « sommet » en terrain neutre, dans la tradition de ceux de Reykjavik en 1973 et des Açores en 1972 entre les présidents Nixon et Pompidou.

Les observateurs remarquent à ce propos que M. Giscard d'Estaing doit se rendre à la Martinique en janvier prochain (*le Monde* du 19 juillet) et pourrait mettre à profit cette visite au large des côtes américaines pour rencontrer M. Ford.

M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, s'entretiendra à Washington avec le secrétaire d'Etat M. Kissinger, et très vraisemblablement avec le président Ford pendant son séjour fin septembre aux Etats-Unis à l'occasion de l'assemblée générale des Nations unies. Les entretiens de M. Sauvagnargues ont été préparés, samedi 7 septembre, au cours d'une visite de l'ambassadeur de France, M. Kosciusko-Morizet, au secrétaire d'Etat.

[Cette information n'est démentie ni confirmée à l'Elysée, où l'on précise seulement que la date du voyage des deux chefs d'Etat aux Antilles n'est pas encore fixée. Il semble que, pour le moment, le projet d'une rencontre entre M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Gerald Ford soit une suggestion américaine en cours d'examen à Paris, où la réaction, en tout cas, ne serait pas négative.]

Les candidats aux élections législatives partielles du 29 septembre

Six membres du précédent gouvernement, dont M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, vont tenter le 29 septembre prochain de retrouver leur siège à l'Assemblée nationale. Il s'agit, outre M. Messmer, de MM. Olivier Guichard (U.D.R.), ancien ministre d'Etat chargé de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports, Joseph Fontanet (C.D.P.), ancien ministre de l'éducation nationale, Yves Guéna (U.D.R.), ancien ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Jean-Philippe Lecat (U.D.R.), ancien ministre de l'information, et Henri Torre (U.D.R.), ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances.

Voici la liste des candidats dans les six circonscriptions intéressées où les jeunes de dix-huit ans pourront voter.

MOSELLE (8e).

MM. Dominique Palacio (Lutte ouvrière), Francis Vigneron (P.C.F.), adjoint au maire de Talange ; Vincent Thollon-Pommerol (P.S.) ; Pierre Messmer, ancien premier ministre, maire de Sarrebourg, conseiller général de Réchicourt-le-Château ; Aloyse Warhouver (qui se réclame de la majorité présidentielle mais n'a pas le soutien des républicains indépendants), adjoint au maire de Sarrebourg, conseiller général ; Oscar Gérard (modéré favorable à la majorité), maire de Phalsbourg, conseiller général ; Jean-Jacques Fleck (Front national).

LOIRE-ATLANTIQUE (7e).

MM. Aldrig Russon (Union démocratique bretonne) ; Pierre Le Berche (P.C.F.) ; Philippe Secrétain (P.S.) ; Olivier Guichard (U.D.R.), ancien ministre, maire de La Baule ; Mme Liliane Allain (s. étiq.) ; MM. Michel Barre, parti breton ; Jean Peloux, Front national.

SAVOIE (2e).

MM. Jean-Louis Merlo (organisation communiste internationaliste); Marcel Rochaix (P.C.F.), conseiller général; Maurice Blanc (P.S.), conseiller général ; Joseph Fontanet (C.D.P.), ancien ministre, conseiller général, maire de Saint-Martin-de-Belleville ; Charles Denu (s. étiq.) ; Roland Calmel (s. étiq.).

DORDOGNE (1re).

MM. Jean-François Mas (Lutte ouvrière) ; Yves Peron (P.C.F.), ancien député ; Aris Salviat (rad. de g.), maire de Villac ; Edmond Schmitthaisler (Front progressiste) ; Yves Guéna (U.D.R.), ancien ministre, maire de Périgueux, conseiller général ; Guy Aymat (Front national).

COTE-D'OR (3e).

MM. Edouard Silberstein, (Lutte ouvrière) ; Marcel Harbelot, (P.C.F.) ; Pierre Charles, ancien député radical (U.G.S.D.) ; Jean-Philippe Lecat, ancien ministre (Union centriste de la nouvelle majorité, soutenu par l'U.D.R. et les républicains indépendants) ; Gilles Cottinet, (Front national) ; Jean Maupoil, (sans étiquette).

ARDECHE (2e).

MM. André Moulin, (Lutte ouvrière) ; Raymond Combe, (P.C.F.) ; Louis Gaillard, (P.S.) ; Henri Torre, (U.D.R.)), ancien secrétaire d'Etat, conseiller général, maire de Boulieu-lès-Annonay.

C.G.C. : la concertation ne doit pas se limiter aux catégories sociales qui s'expriment par la violence.

M. André Malterre, président de la C.G.C., a présenté, lundi 9 septembre, le point de vue et les préoccupations de la Confédération générale des cadres sur la situation économique et l'action du gouvernement.

Evoquant le double appel du président de la République aux organisations syndicales, ainsi qu'aux cadres, chefs d'entreprise et épargnants, dans sa récente allocution télévisée, M. Malterre a indiqué que la C.G.C. était prête à se concerter avec les détenteurs du pouvoir tant politique que patronal, mais il a souligné que jusqu'à présent il n'y avait eu aucune concertation réelle. La situation actuelle, a-t-il ajouté, est suffisamment grave pour que le gouvernement ne limite pas les discussions et les décisions aux catégories sociales qui s'expriment par la violence.

Le dirigeant de la C.G.C. a notamment souligné les inquiétudes des cadres face à l'évolution des prix, des salaires et de l'emploi.

A quelques jours de la conférence de Vienne

LE VENEZUELA CONFIRME QUE LES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE SONT PRÊTS A AUGMENTER LEUR PRIX DE 14 %

Les pays exportateurs de pétrole sont « *fin prêts* » pour augmenter le prix de leurs hydrocarbures de 14 %, a déclaré dimanche 8 septembre à Caracas le ministre des mines du Venezuela, M. Valentin Hernandez. Celui-ci a précisé que la décision était déjà prise au niveau technique à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) et qu'elle le serait prochainement au niveau politique. L'O.P.E.P. se réunira à Vienne à partir du jeudi 12 septembre, et M. Hernandez a fait ces déclarations dimanche avant de quitter Caracas pour l'Autriche.

Le ministre vénézuélien a encore précisé que les 14 % d'augmentation correspondaient au taux d'inflation mondiale enregistré cette année. « *Le Venezuela*, a-t-il ajouté, *est ferme sur cette position d'augmentation.* » Cependant, selon l'hebdomadaire *Middle East Economic Survey*, les ministres de l'OPEP décideront vraisemblablement un nouveau « gel » des prix du brut en signe de bonne volonté. Mais, ultérieurement, la hausse est inévitable, écrit la revue.

D'autre part, la Corporation vénézuélienne des pétroles a annoncé dimanche la découverte d'un important gisement de pétrole d'une capacité de 150 à 500 millions de barils, qui confirme les richesses de ce pays en hydrocarbures. La découverte a eu lieu dans le golfe de la Vela, au nord-est du Venezuela, à une centaine de kilomètres de Maracaïbo, où se trouvent la plupart des gisements du pays.

Notons enfin que, selon l'hebdomadaire libanais *Al Diyar*, l'Arabie Saoudite, qui possède déjà 60 % du capital de l'Aramco, en prendrait dans trois jours le contrôle total. Les quatre compagnies américaines participantes (Exxon, Mobil, S.O. California et Texaco) auraient donné leur accord à cette opération, qui doit intervenir avant la réunion de l'OPEP.

